# HISTOIRE MODERNE

Brux. — Typ. A. Lacroix, Verboeckhoven et Cie, r. Royale, 3, impasse du Parc.

HISTOIRE UNIVERSELLE

# HISTOIRE MODERNE

PAR

LE Dr GEORGES WEBER
PROFESSEUR A HEIDELBERG

TRADUITE DE L'ALLEMAND SUR LA 9me ÉDITION PAR JULES GUILLIAUME

TOME DEUXIÈME

DE LOUIS XIV A FRÉDÉRIC II

SEULE ÉDITION FRANÇAISE AUTORISÉE

PARIS
LIBRAIRIE INTERNATIONALE
15, BOULEVARD MONTMARTRE, 15
Au coin de la rue Vivienne
A. LACROIX, VERBOECKHOVEN ET Cie, ÉDITEURS
A BRUXELLES, A LEIPZIG ET A LIVOURNE

1866

# LE DIX-SEPTIÈME SIÈCLE

---

## LA GUERRE DE TRENTE ANS (1618-1648)

§ 1. *Rodolphe*. Tandis que l'ouest de l'Europe était engagé dans de sanglantes guerres de religion, la paix régnait en Allemagne sous le sceptre débonnaire de Ferdinand II (1556-64) et de Maximilien II (1564-76). On entendait retentir d'autant plus violemment les querelles des théologiens, auxquelles la formule de concorde ne parvint pas à mettre un terme. Les jésuites profitèrent des divisions qui se produisirent dans le monde protestant, pour étendre leur activité, pour unir et renforcer l'Église catholique et pour élever partout des écoles. — Les deux princes maintinrent la paix de religion avec droiture et impartialité. C'est pourquoi le protestan-

tisme se répandit dans l'empire allemand et fit même de nombreux prosélytes dans les États héréditaires d'Autriche. Maximilien II ne fut pas seulement un souverain doux et équitable, mais aussi un homme intelligent, doué de vertus publiques et privées. La situation des finances et l'organisation de l'armée étaient des meilleures, en sorte que les armes impériales non seulement mirent promptement fin aux troubles passagers, mais aussi résistèrent avec bonheur aux forces turques. Mais lorsque, après la mort précoce de Maximilien II, le trône échut à son fils Rodolphe II (1576-1612) qui avait été élevé en Espagne et qui favorisait les sciences (surtout l'astronomie), mais qui était peu capable de gouverner et entièrement dévoué à l'Église catholique, la discorde régna dans l'empire d'Allemagne et l'anarchie dans les pays héréditaires d'Autriche, tellement que les plus proches parents de Rodolphe, craignant que son incapacité et sa négligence ne fissent perdre à la maison de Habsbourg la considération dont elle avait joui jusque-là, obligèrent l'empereur de transférer à son frère Matthias la souveraineté de l'Autriche, de la Moravie et de la Hongrie (1608). En leur accordant des *lettres impériaux* (1609), Rodolphe qui était très favorable aux Bohémiens dont il avait choisi la capitale Prague pour sa résidence, les maintint dans l'obéissance; mais lorsque ses troupes mercenaires eurent opprimé le pays et commis des meurtres et des dévastations, il fut obligé d'abandonner aussi à son frère Matthias la Bohême avec la Silésie et la Lusace (1611), en sorte qu'il ne possédait plus que la

couronne impériale sans aucun pouvoir quand la mort mit un terme à son existence sans gloire.

*Luttes de religion, formule de concorde, livres symboliques.* Comme Mélanchthon qui plaçait la paix de l'Église en première ligne se montrait, par amour de la concorde, moins rigoureux que Luther sur différents points de foi, l'Église luthérienne d'Allemagne se divisa en deux partis : l'un, plus rigide, portait à l'extrême les opinions de Luther et s'appuyait sur l'université d'Iéna fondée par les fils de Jean-Frédéric (1558); l'autre, plus relâché, se rattachait à Mélanchthon et à ses partisans et régnait à Wittenberg. La querelle la plus violente, provoquée par l'impétueux Flacius, s'éleva à l'occasion d'une interprétation modérée de la doctrine de la prédestination, Mélanchthon ayant déclaré qu'avec la grâce divine la volonté de l'homme était coopérante, et au sujet du précepte que l'on ne devait prêcher dans la chrétienté que l'Évangile seul à l'exclusion de l'ancienne loi. Pour aplanir ces difficultés, le chancelier Andreæ de Tubingue élabora une formule d'union qui fut achevée, à l'instigation de l'électeur de Saxe, dans le cloître de Bergen, près de Magdebourg. Dans cette œuvre de concorde, à laquelle souscrivirent, en 1580, quatre-vingt-seize États de l'empire, l'Écriture sainte fut reconnue l'unique règle de foi ; à côté de l'Évangile qui conduisait seul au salut, la prédication de l'ancienne loi fut déclarée nécessaire à la discipline, à l'instruction et à la lutte contre le péché; on admit des *adiaphora* (préceptes non essentiels), mais en proclamant important aux temps de persécution ce qui était indifférent ; les bonnes œuvres découlent naturellement de la vraie foi, mais elles ne sont pas nécessaires au salut : la doctrine du péché originel fut adoptée aussi bien que l'universalité de la grâce divine, le calvinisme condamné et la toute-puissance du corps de Jésus-Christ prise pour base de la doctrine luthérienne de la Cène. La *formule de concorde*, rejetée définitivement comme trop rigoureuse par la Hesse, l'Anhalt, la Poméranie, le Holstein, le Brunswick, Brême, Nuremberg, Strasbourg, etc, fut comptée, dans les pays luthé-

riens qui y adhérèrent, parmi les *livres symboliques* érigés en codes généraux de la confession de l'Église; on y adjoignit les trois plus anciennes confessions (œcuméniques), celle des apôtres, celle de Nicée et celle d'Athanase, la confession d'Augsbourg, l'apologie, les articles de Smalcalde et les catéchismes de Luther.

§ 2. *Plaintes*. Tandis que l'indolent Rodolphe oubliait les affaires de l'État pour s'occuper de ses écuries, de tableaux et d'antiquités, perdait son temps et ses forces en rêveries astrologiques et alchimiques, l'empire tomba dans le plus grand désordre par la funeste activité des jésuites qui semaient partout les germes de la discorde religieuse. La paix de religion était violée; les résolutions de la diète, auxquelles l'empereur impuissant ne pouvait donner aucune vigueur, restaient sans effet; les décisions de la chambre impériale n'étaient pas respectées. L'extension toujours croissante de la réforme amenait à sa suite de nouvelles confiscations de biens d'église, ce qui fournit aux États catholiques l'occasion de se plaindre des empiétements de l'Église et d'insister à plusieurs reprises sur la restitution de tous les biens sécularisés depuis la paix de religion d'Augsbourg. En revanche, les États évangéliques se plaignirent des violations répétées de la paix de religion. Lorsque l'archevêque Gebhard de Cologne se convertit à l'Église réformée (1583) pour épouser la belle comtesse de Mansfeld, et introduisit la nouvelle doctrine dans la plupart des villes de l'archevêché malgré les réclamations du chapitre et du sénat de Cologne, il fut dépouillé de sa dignité par le pape et mourut, abandonné par les luthériens, comme chanoine à Strasbourg, tandis qu'un prélat de la maison princière de Bavière occupait le siége archiépiscopal et, avec l'aide des Espagnols, obligeait les villes rebelles, comme Bonn, Neuss, etc., à se soumettre, et les novateurs à fuir ou à rentrer dans le giron de l'ancienne Église. En Styrie, en Carinthie et en Carniole, l'archiduc Ferdinand (petit-fils de

l'empereur Ferdinand Ier), élevé et dirigé par les jésuites, refusa aux nombreux protestants la liberté de religion dont ils avaient joui jusqu'alors, fit détruire les églises et les écoles évangéliques et brûler les bibles, et chassa sans pitié du pays tous ceux qui refusaient d'aller à la messe. Dans la ville impériale d'Aix-la-Chapelle, la municipalité protestante fut remplacée après de longues luttes par une autorité catholique, les prédicateurs évangéliques furent expulsés, et l'on procéda à une contre-réformation violente (1596). La ville impériale de Donawert, en grande partie évangélique, fut mise au ban pour avoir dérangé une procession; elle fut prise par l'intolérant duc Maximilien Ier de Bavière (1606) et punie par la perte de sa liberté de religion.

*Képler chassé de Gratz.* Le grand astronome Képler dut aussi quitter sa résidence de Gratz à cause des persécutions religieuses en Styrie. La lettre suivante qu'il écrivit le 9 septembre 1600, peu de temps après les mesures prises à Gratz contre les protestants, donne une image fidèle de la situation créée par la persécution: « Au commencement du mois d'août, plus de mille habitants parmi lesquels je compte, furent bannis à perpétuité de Gratz. Tycho m'invita à venir auprès de lui à Prague, et j'ai l'intention de conduire ma famille à Linz et de me rendre seul de là à Prague pour m'entendre de vive voix avec lui sur les conditions. Mais si trop de difficultés se présentent, je reprends les miens à Linz et je viens auprès de vous. Je veux étudier la médecine; peut-être avez-vous une petite place *(professiunculam)* pour moi. Car je suis, Dieu le sait, devenu très-pauvre. Ma femme sort d'une famille aisée; mais toute sa fortune consiste en biens fonds qui sont à présent sans aucune valeur et invendables, car il est défendu d'affermer à des catholiques les biens restés invendus au delà du terme de quarante-cinq jours qui nous a été assigné. C'est là un rude malheur; mais je sais maintenant combien il est doux de subir du dommage et de l'opprobre avec une poignée de frères, d'abandonner son foyer, ses amis et sa patrie pour la foi et en l'honneur de Dieu. Quand le

martyre et la perte de la vie se comportent de telle façon que la joie augmente à mesure que le malheur grandit, alors il est facile de marcher à la mort pour la foi. Je ne céderai pourtant pas sans lutte, lors même qu'il en devrait résulter du préjudice pour moi; je m'appuierai sur mon rappel antérieur, afin que celui-ci ne me cause pas plus de tort que de profit. Car si je n'étais pas revenu il y a deux ans, la confiscation des biens de ma femme et d'autres maux encore auraient pu être évités. Adieu et priez pour nous. »

§ 3. *Union et ligue.* Comme les plaintes des évangéliques au sujet de la violation de la paix de religion ne trouvaient aucun écho auprès de l'empereur faible et indifférent, et comme Maximilien occupait la ville de Donawert privée de son culte protestant et songeait à l'ajouter à son territoire comme indemnité des frais de la guerre, les États calvinistes (Palatinat, Anhalt, Hesse-Cassel), à l'instigation de l'électeur palatin, conclurent avec les princes luthériens de Wurtemberg et de Baden-Durlach, les margraves brandebourgeois de Franconie et quinze villes impériales parmi lesquelles Strasbourg, Ulm et Nuremberg, l'UNION PROTESTANTE (1608) pour l'assistance mutuelle contre toute agression ou violence. Cette alliance eut bientôt pour adversaire la LIGUE CATHOLIQUE (1609) que Maximilien de Bavière forma d'abord avec les évêques de Wurzbourg, de Salzbourg, de Ratisbonne, d'Augsbourg et de Passau et ensuite avec les trois électeurs ecclésiastiques de Mayence, de Trèves et de Cologne. Sur ces entrefaites, le duc imbécile de Clèves, de Juliers et de Berg étant mort sans enfants, les deux partis religieux saisirent cette

occasion de se mesurer : la succession étant contestée, l'empereur réclama le pays jusqu'à ce que le différend fût vidé ; mais les deux héritiers légitimes, l'électeur de Brandebourg et le comte palatin Wolfgang de Neubourg s'accordèrent et prirent promptement possession en commun du pays. Une guerre sanglante menaçait déjà l'empire déchiré; les Espagnols, sous la conduite de Spinola, entrèrent à Wesel au nom de l'empereur, et la ligue fit des armements; mais les princes invoquèrent le secours de l'union, alliée à Henri IV de France et aux Hollandais. Henri se préparait déjà à une guerre qui eût transformé le système politique de l'Europe et peut-être brisé pour jamais la prépondérance de la maison de Habsbourg, lorsque le couteau de Ravaillac fit échouer son dessein ; l'explosion de la lutte générale fut ainsi différée de quelques années. L'union conclut la paix avec la Ligue, et toutes deux se désistèrent d'une immixtion armée dans la querelle de succession.

Le mariage du comte palatin Wolfgang de Neubourg avec la fille de l'électeur de Brandebourg devait terminer le différend à l'amiable. Mais dans un banquet les deux compétiteurs s'échauffèrent au point que l'électeur donna un soufflet à son futur gendre qui rompit l'alliance projetée, épousa une sœur du duc de Bavière, se convertit à l'Église catholique et chercha à entrer en possession de son héritage avec l'aide de troupes espagnoles (1614). Par contre, l'électeur de Brandebourg, au grand effroi de ses sujets luthériens, adhéra à la doctrine calviniste pour obtenir la protection des Hollandais. Longtemps les deux partis luttèrent avec des forces étrangères ; mais la misère du peuple cruellement éprouvé par les désastres de la guerre, les

amena à un traité de partage, en vertu duquel Clèves, Mark et Ravensberg échurent au Brandebourg, Juliers-Berg avec Dusseldorf au palatinat de Neubourg. Mais la haine et l'oppression religieuses persistèrent. Donawert resta à la Bavière.

§ 4. La guerre de Bohême. *Matthias* (1612-19) ne possédait pas plus d'énergie ni de talent politique que Rodolphe dont il avait acquis les couronnes, et comme il était vieux et sans enfants, il désigna, avec l'assentiment de ses frères, son cousin Ferdinand pour lui succéder en Autriche, en Hongrie et en Bohême. Le choix d'un prince qui avait montré en Styrie et en Carinthie qu'il considérait le triomphe du catholicisme comme son premier devoir de souverain, et dont la fermeté de caractère et les résolutions étaient des plus redoutables pour le protestantisme, excita des inquiétudes parmi les luthériens et les utraquistes de la Bohême, surtout quand ils virent le parti catholique lever plus fièrement la tête et les jésuites ériger le principe : *Novus rex nova lex!* Pendant la construction de deux églises protestantes sur les domaines de l'abbé de Braunau et du monastère de Grab près de Teplitz, on souleva la question de savoir si le libre exercice de la religion appartenait aussi aux sujets évangéliques d'état ecclésiastique ou si la lettre de majesté, selon sa teneur littérale, ne le garantissait qu'à la classe des seigneurs ou chevaliers et aux villes et territoires royaux. La décision ayant été défavorable aux évangéliques, l'une des églises fut fermée, l'autre détruite; le mécontentement s'accrut. Les défenseurs nommés par les protestants pour protéger leurs droits tinrent une conférence et rédigèrent une représentation à Matthias qui se trouvait en Hongrie. Mais l'empereur répondit par une réprimande et défendit les assemblées ultérieures. Sous la conduite du comte de Thurn, les députés des États utraquistes se rendirent alors en armes à la chancellerie du château pour demander raison aux conseillers impériaux chargés de l'administration de la Bohême, auxquels on imputait cette réponse tranchante. Après une courte dispute, les protestants échauffés

saisirent deux des gouverneurs présents, Martinitz et Slawata qui étaient particulièrement détestés à cause de leur zèle pour la foi catholique et les jetèrent par la fenêtre du château avec le secrétaire Fabricius (23 mai 1618). Mais malgré la hauteur de leur chute et les coups de feu qu'on tira après eux, tous trois échappèrent à la mort.

§ 5. *Ferdinand II.* Pour échapper à la punition de cet acte de violence, les États utraquistes s'emparèrent du gouvernement du pays, prirent les employés à foi et à serment, chassèrent les jésuites et équipèrent une armée sous le commandement de Thurn. La nouvelle de ces événements remplit l'âme de l'empereur maladif d'inquiétude et d'effroi ; mais son inclination à la douceur et à l'indulgence fut combattue par Ferdinand. L'ordre de dissoudre le nouveau gouvernement et de licencier les troupes n'ayant pas été suivi immédiatement, des forces impériales pénétrèrent dans le pays. Mais Thurn, secondé par le brave capitaine *Ernest de Mansfeld*, repoussa l'armée ennemie (20 mai 1619) ; encouragé par la nouvelle de la mort de Matthias et par la crainte que les protestants avaient du nouveau souverain Ferdinand II, il entra ensuite à Brunn ; comme l'avaient déjà fait la Silésie et la Lusace, les États de Moravie se joignirent aux Bohémiens et chassèrent les jésuites. Thurn se trouva bientôt devant les portes de Vienne (6 juin 1619), où Ferdinand demeura courageusement ; car il voyait bien que sa fuite amènerait l'occupation de l'Autriche par les Bohémiens et ferait chanceler les couronnes des Habsbourgs. Les protestants opprimés de l'Autriche se liguèrent avec Thurn ; leurs députés pénétrèrent dans le château impérial et demandèrent en menaçant l'égalité des deux partis religieux et d'autres concessions importantes. La résistance opiniâtre de Ferdinand aurait pu le mettre en danger, si, dans le même moment, les cavaliers de Dampierre ne s'étaient précipités dans la cour du château et ne l'avaient tiré de cette situation critique. L'inclémence de la température et le manque d'argent et de vivres forcèrent Thurn

à se retirer. — Bientôt après, Ferdinand fut élu empereur d'Allemagne à Francfort (1619-37); mais avant même qu'il eût été couronné, les États de Bohême, de Moravie et de Silésie se détachèrent de la maison d'Autriche et, en vertu d'un ancien droit de suffrage arraché à Ferdinand Ier après la bataille de Muhlberg, ils choisirent pour roi le chef de l'union protestante, l'électeur palatin Frédéric V. En vain les électeurs, les rois d'Angleterre et de France, et même la propre mère de Frédéric, fille de Guillaume d'Orange, lui conseillèrent de refuser ce titre dangereux; la voix de son orgueilleuse épouse, Élisabeth, princesse d'Angleterre, les représentations de son prédicateur Scultetus, les exhortations de Christian d'Anhalt, l'un des membres les plus influents de l'union, et ses propres désirs l'emportèrent sur les conseils de la prudence (novembre 1619). Il accepta la funeste couronne et se hâta de se rendre à Prague pour le couronnement et la prestation de foi et hommage.

§ 6. *Frédéric V et Maximilien.* Mais tandis que Frédéric perdait son temps en Bohême à étaler un vain faste, se livrait entièrement à son penchant pour la bonne chère et offensait les utraquistes et les luthériens de Bohême par son zèle calviniste qui le poussa jusqu'à la destruction sacrilége des images et des objets sacrés, Ferdinand conclut un traité avec la Ligue bien armée et forte par la concorde; il en gagna le chef Maximilien qui avait été son ami et son condisciple à Ingolstadt et qui savait habilement allier la cause du catholicisme à ses propres intérêts; il lui montra en perspective la dignité électorale et l'acquisition de territoires. Ferdinand fit alliance avec l'Espagne et attira du côté de l'Autriche, en lui promettant la Lusace, l'électeur luthérien Jean-Georges de Saxe qui, complétement dirigé par son prédicateur Hoe de Hohenegg, enviait la position du comte palatin dans l'Union et sa couronne royale. En vain Thurn, ligué avec le prince transylvanien Bethlen Gabor qui aspirait à la couronne de Hongrie, s'approcha pour la seconde fois des murs de Vienne; il dut se retirer de nouveau sans être parvenu à rien, et Ferdi-

nand put alors forcer les États indociles d'Autriche à la soumission, pendant que Spinola s'avançait vers le Palatinat avec une armée espagnole. L'Union divisée se laissa nonchalamment lier les mains par un traité avec la Ligue, et retira son assistance au roi de Bohême.

Maximilien qui avait à son service l'habile tacticien *Tilly*, originaire des Pays-Bas, s'avança alors en Bohême avec une armée bien équipée et, renforcé par les troupes de Ferdinand, marcha directement sur Prague sans se laisser engager dans des négociations. Bientôt eut lieu la bataille de la Montagne blanche (7 novembre 1620) où les soldats fatigués de Frédéric, conduit, par Christian d'Anhalt et Thurn, succombèrent à la supériorité de l'ennemi et cherchèrent leur salut dans une fuite désordonnée. Une heure décida du sort de la Bohême. Frédéric perdit toute présence d'esprit, au point que, le matin suivant, il s'enfuit précipitamment en Silésie, quoique Mansfeld et Bethlen Gabor se trouvassent dans le voisinage avec des forces imposantes et que la bourgeoisie de Prague fût prête à le défendre. Il se hâta de fuir de Breslau à Berlin et de là dans les Pays-Bas, toujours poursuivi par la mise au ban impériale qui lui enleva ses États héréditaires du Palatinat. En peu de mois, la Bohême, la Moravie et la Silésie furent de nouveau soumises à la maison d'Autriche.

Ferdinand déchira de sa propre main la lettre de majesté; vingt-sept gentilshommes protestants des plus distingués arrosèrent l'échafaud de leur sang; cent autres expièrent leur faute par la perte de leurs biens; les fortunes confisquées furent attri-

buées aux jésuites; les ecclésiastiques luthériens durent céder devant les moines et les prêtres catholiques. Le fanatique confesseur de Ferdinand II, Læmmermann, fit une riche moisson. La violence, l'oppression et la corruption assurèrent bientôt une victoire complète à la religion catholique, après que plus de trente mille familles eurent quitté le pays. Les artifices des jésuites furent des moyens de conversion plus efficaces que l'épée. A partir de ce moment, la prospérité et l'importance politique de la Bohême furent perdues pour toujours. Bientôt après, l'Union fut dissoute au milieu des railleries populaires, et Bethlen Gabor lui-même prêta les mains à la paix.

§ 7. La guerre dans le Palatinat du Rhin. *Tilly et Mansfeld.* Tandis que l'empereur songeait aux moyens d'assurer partout la domination de l'Église catholique, de récompenser ses amis et de se venger de ses antagonistes, trois hommes ne craignirent pas d'entrer en campagne pour soutenir la cause de l'électeur proscrit et du protestantisme menacé; c'étaient le duc Christian de Brunswick, Ernest de Mansfeld et le margrave Georges-Frédéric de Baden-Durlach. Par esprit guerrier autant que par crainte de voir l'empereur lui enlever l'évêché de Halberstadt dont il était administrateur, Christian de Brunswick, soldat grossier, se fit le champion de l'infortunée reine de Bohême, Élisabeth, dont il portait le gant à son chapeau avec une galanterie chevaleresque. Tandis qu'il entrait en Westphalie avec des troupes racolées, qu'il se livrait au pillage des cloîtres et portait la torche incendiaire jusqu'au Main, l'habile et brave Mansfeld sortit du Haut-Palatinat que Maximilien s'appropria aussitôt et qu'il fit convertir

par des jésuites, et s'avança par la Franconie vers le Palatinat du Rhin. Sa réputation lui amena de toutes parts des combattants avides de butin; les pillages et les dévastations lui donnèrent les moyens de les entretenir. Les évêchés et les fondations du Main et du Rhin et les couvents de l'Alsace eurent surtout à souffrir. En peu de temps la puissance de Mansfeld s'était tellement accrue, que, sous son égide, le Palatin fugitif osa revenir dans ses États. De concert avec Georges-Frédéric de Baden, Mansfeld remporta (29 avril 1622) une victoire à *Wiesloch* (Mingolsheim) sur Tilly qui s'était avancé dans le Palatinat. Mais les deux vainqueurs s'étant séparés bientôt après, Georges-Frédéric perdit dès le mois suivant (6 mai) la *bataille de Wimpfen* contre Tilly et il serait tombé lui-même dans les mains des ennemis si quatre cents bourgeois de Pforzheim n'avaient assuré sa retraite par leur mort héroïque. Quelques semaines plus tard, Christian de Brunswick fut aussi défait à Hoechst (19 juin 1622) par les troupes exercées des généraux de la Ligue. Il se joignit à Mansfeld avec les restes de son armée vaincue, et comme, vers le même temps, l'électeur, bercé par de vaines promesses de paix et de réconciliation, congédia les deux généraux et retourna en Hollande, ceux-ci emmenèrent leurs mercenaires en Lorraine et de là dans les Pays-Bas, tandis que Tilly assiégeait Heidelberg, Mannheim et Frankenthal, et les remplissait de meurtres et de pillages. Dans cette circonstance, la riche bibliothèque de Heidelberg (*bibliotheca Palatina*) qui renfermait les manuscrits les plus précieux fut enlevée

par ordre de Maximilien et envoyée à la cour romaine, comme indemnité pour le secours qu'elle avait prêté. Après la paix de Paris seulement, une faible partie de ces trésors fut restituée par la bibliothèque vaticane.

Après que Tilly se fut assuré du Palatinat par des garnisons, il entra en Westphalie, où Christian de Brunswick, revenu des Pays-Bas, avait recommencé une guerre dévastatrice. La bataille sanglante de Stadtlohn (6 août 1623), où Christian fut battu avant d'avoir pu opérer sa jonction avec Mansfeld, arrêté dans l'Ost-Frise, anéantit le dernier espoir des protestants. Les deux généraux mis au ban passèrent à l'étranger. Déjà l'empereur, en dépit de toutes les représentations, avait, à la diète de Ratisbonne, transféré la dignité d'électeur palatin à Maximilien de Bavière, et les persécutions qui eurent lieu contre les protestants, dans les États héréditaires d'Autriche et ailleurs, attestent l'intention sérieuse qu'il avait de profiter de sa victoire pour rétablir l'Église catholique. Possédé de l'idée que le monde ne pouvait arriver au bonheur que dans la foi enseignée par Rome, il ne reculait pas devant la pensée de restaurer l'unité de l'Église sur des monceaux de cadavres.

§ 8. La guerre bas-allemande-danoise. *Wallenstein.* La puissance croissante de l'Autriche, qui réagissait aussi sur l'Espagne, inquiétait les états néerlandais et la cour de France dirigée par l'habile politique *Richelieu*, autant que les progrès du catholicisme en Westphalie, où Tilly attribua aux catholiques les

fondations religieuses dont les protestants avaient été longtemps en possession, causaient de souci aux États évangéliques de la basse-Allemagne. Le roi d'Angleterre, qui s'était laissé détourner jusque-là d'une intervention énergique en faveur de son gendre menacé, par la perspective d'un mariage entre son fils et une infante d'Espagne, changea de sentiment, et, par l'envoi de troupes et d'argent, mit l'entreprenant Ernest de Mansfeld en état de rentrer en campagne. Christian de Brunswick trouva aussi de l'appui, et sa manière sauvage de faire la guerre séduisit la jeunesse téméraire et avide de butin. Bientôt la cause protestante eut un nouveau défenseur dans le roi Christian IV de Danemark, parent de Frédéric V. Le zèle religieux et l'espoir d'acquérir des territoires dans l'Allemagne du nord le décidèrent à prendre les armes. L'Angleterre et la Hollande conclurent des traités avec lui, et Richelieu promit des subsides. Une nouvelle tempête s'éleva. L'empereur, à qui l'indépendance de la ligue et la haute considération dont jouissait Maximilien paraissaient dangereuses, résolut de lever une armée par lui-même. Albert de Wallenstein (Waldstein), gentilhomme de Bohême, qui avait montré dans les guerres contre les Bohémiens et les Turcs ses aptitudes militaires et son art de dominer les soldats et de se les attacher, lui offrit ses services. En possession d'une grande fortune qu'il avait acquise en partie par héritage, en partie par mariage, et considérablement augmentée par l'achat de biens confisqués, Wallenstein se présenta à Ferdinand en décla-

rant qu'il entretiendrait à ses propres frais une armée de cinquante mille hommes, si on lui donnait le commandement en chef sans restriction, et si on lui accordait des pays conquis comme dédommagement. Après quelques hésitations, Ferdinand accepta l'offre de l'audacieux aventurier. Il lui avait déjà conféré, en récompense de ses services dans la guerre de Bohême, la seigneurie de Friedland sur la frontière du nord de la Bohême, avec le titre de duc; il l'éleva au rang de prince de l'empire. Le tambour d'enrôlement résonna partout. Le nom de Wallenstein et les promesses séduisantes attirèrent sous ses drapeaux des troupes de combattants robustes. Dans une guerre où le pillage était à l'ordre du jour, le soldat trouvait des richesses et des jouissances, tandis que le bourgeois et le paysan avaient faim et manquaient de sécurité pour leur personne et leur propriété. L'homme de guerre n'avait-il pas tout à attendre sous un général qui n'avait pas de cœur pour les souffrances du peuple, mais dont la main généreuse était toujours ouverte pour les soldats?

§ 9. *Victoires de Wallenstein et de Tilly.* Au printemps de l'année 1624, Christian IV, élu commandant des troupes du cercle par les États bas-allemands, ouvrit la campagne sur le Wéser contre Tilly, mais sans rien accomplir de notable. Lorsque Wallenstein occupa avec ses troupes sauvages les régions de l'Elbe que la guerre avait respectées jusque-là et combina ses forces avec celles de Tilly, l'armée impériale l'emporta bientôt sur les troupes

désunies du Nord et les troupes affaiblies des généraux protestants. Mansfeld subit au pont de Dessau une défaite sanglante qui lui enleva toute son artillerie et une grande partie de son armée. Poursuivi par Wallenstein, le héros infatigable atteignit la Hongrie, à marches forcées, pour se joindre à Bethlen Gabor ; mais comme ce prince versatile avait conclu à la même époque une paix avec Ferdinand, Mansfeld fut obligé de poursuivre sa route. Il se dirigea vers Venise, par la Bosnie ; mais par suite de trop grandes fatigues, il fut emporté en chemin par une fièvre (novembre 1626). Il attendit la mort debout, l'épée au côté, appuyé sur deux officiers. Son corps repose à Spolatro. Peu de mois auparavant (mai 1626), le brave Christian de Brunswick avait aussi succombé dans sa vingt-septième année, et le 27 août suivant, Christian IV, après une lutte héroïque, fut défait par Tilly, et n'échappa lui-même qu'avec peine. Toute la basse Allemagne fut alors ouverte devant l'armée de la ligue, et les États évangéliques se hâtèrent, même à de dures conditions, de faire la paix avec l'empereur. A la vérité, Christian IV, de concert avec les margraves de Baden, et appuyé par l'Angleterre, reparut sur l'Elbe ; mais lorsque Tilly se joignit à Wallenstein qui, dans l'intervalle, avait conquis la Silésie et chassé les ducs de Mecklembourg, parce qu'ils avaient porté secours aux Danois, l'armée dano-allemande dut céder au nombre. Bientôt, le Holstein, le Schleswig et le Jutland, tombèrent entre les mains des impériaux, au milieu d'épouvantables dévastations, et Wallen-

stein conçut le projet d'arracher ces pays à leurs princes héréditaires, pour les soumettre à la domination immédiate de Ferdinand. Il ne fut retenu que par la crainte de la guerre opiniâtre dans laquelle l'empereur se serait trouvé ainsi impliqué avec tous les États de la mer du Nord et de la mer Baltique, comme aussi par l'héroïsme des habitants de Stralsund (§ 11). Par la paix de Lubeck, Christian IV récupéra ses États dévastés, mais il dut s'engager à s'abstenir dorénavant de toute immixtion dans les affaires de l'Allemagne.

§ 10. La toute-puissance de Ferdinand semblait aussi assurée en Allemagne que dans ses propres États héréditaires. Les protestants désunis étaient en partie vaincus, en partie gagnés ou intimidés : dans le collége électoral, il y avait, depuis l'élévation de Maximilien, cinq catholiques contre deux protestants tièdes (Saxe et Brandebourg). Si l'empereur avait montré des intentions conciliantes, la puissance des Habsbourgs en Allemagne aurait été plus grande que jamais. Mais les préjugés religieux de Ferdinand étaient des obstacles à l'adoption d'une politique grandiose. Sa victoire devait être en même temps le triomphe du catholicisme sur les confessions dissidentes; c'est pourquoi les persécutions contre les hérétiques devinrent de plus en plus violentes en Bohême et en Autriche; une fuite rapide avec l'abandon de leurs biens pouvait seule sauver les protestants qui refusaient d'assister à la messe. Maximilien tint la même conduite dans le haut Palatinat qui lui avait été assigné par l'empereur d'abord comme fief, puis comme propriété héréditaire, et même dans le bas Palatinat qui lui avait été donné provisoirement à titre d'indemnité, les jésuites exercèrent leur œuvre de conversion. Un sort semblable menaçait le Nord depuis que Wallenstein avait été investi par l'empereur du duché de

Mecklembourg qu'il s'efforçait d'étendre par la conquête de la côte est de Poméranie. L'exemple du duc de Poméranie, qui fut obligé d'abandonner son territoire aux troupes dévastatrices de Wallenstein, et celui de l'électeur de Brandebourg, jusque-là fidèlement dévoué à l'empereur, dans les États duquel une garnison impériale fut également placée, effrayèrent tous les princes protestants. Il n'y avait pas à douter que Wallenstein ne voulût faire tomber toutes les barrières de l'omnipotence impériale et ne cherchât à détruire les anciennes libertés du pays ; et quand il prit des dispositions pour fonder dans la mer Baltique une puissance navale allemande à l'effet d'exclure du commerce maritime les ennemis de l'empereur, non seulement les Hanséates et tous les États riverains de la Baltique, mais aussi les Néerlandais et les Anglais conçurent les plus vives inquiétudes.

§ 11. *L'édit de restitution et le rappel de Wallenstein.* Dans cette extrémité, Stralsund donna un sublime exemple de patriotisme et d'héroïsme. La bourgeoisie refusa obstinément de recevoir dans ses murs une garnison de troupes de Wallenstein. Le duc de Friedland s'avança alors devant la ville et jura de la conquérir, fût-elle attachée au ciel par des chaînes. Mais tous les assauts échouèrent devant le courage de la bourgeoisie qui avait juré de sacrifier ses biens et son sang pour le maintien de sa religion, de ses anciens droits et de ses libertés. Avec l'appui du Danemark et de la Suède, Stralsund résista pendant deux mois et demi à toutes les attaques ; Wallenstein sacrifia douze mille hommes en vain. Ce fut le dernier éclat que jeta l'esprit civique des libres villes impériales. L'exemple de Stralsund encouragea Magdebourg. Le 6 mars 1629, l'empereur, à l'insti-

gation des électeurs ecclésiastiques, publia l'*édit de restitution*, en vertu duquel tous les biens du clergé, confisqués depuis le traité, devaient être restitués à l'Église catholique, les calvinistes exclus de la paix de la religion, et la propagande catholique tolérée. Cet édit, qui menaçait d'enlever à leurs possesseurs actuels trois archevêchés, quinze évêchés et presque toutes les fondations et abbayes du nord de l'Allemagne, prolongea la funeste guerre, en obligeant l'empereur à garder les troupes sous les armes, pour en assurer l'exécution. On ne tint aucun compte des plaintes des États ; partout où les catholiques avaient la supériorité, ils prirent possession des biens ecclésiastiques ; l'épouvante saisit l'Allemagne protestante. Magdebourg, dont la bourgeoisie avait rejeté naguère l'intérim, s'opposa à l'exécution de l'édit de restitution et refusa de recevoir une garnison impériale. Déjà le redoutable Pappenheim, l'un des capitaines les plus hardis du duc de Friedland, s'avançait vers la ville ; mais la tempête qui éclata bientôt après sur la tête de Wallenstein, amena la délivrance temporaire de Magdebourg. A la première diète de Ferdinand à Ratisbonne (1630), lorque les princes élevèrent des plaintes générales au sujet des dévastations et des cruautés du duc de Friedland et que Maximilien demanda avec instance l'éloignement d'un rival arrogant et impérieux, Ferdinand qui voulait s'assurer des dispositions favorables pour l'élection projetée de son fils à l'empire, se vit obligé de prononcer la destitution de Wallenstein et de diminuer son armée. Le général, occupé d'études astro-

logiques, était à Memmingen lorsqu'il apprit cette détermination. Contre toute attente, il s'y soumit et se rendit dans ses terres de Bohême pour y attendre, dans un orgueilleux repos et dans la jouissance de richesses royales le moment où l'on aurait de nouveau besoin de ses services.

§ 12. Intervention de la Suède. *Gustave-Adolphe.* Tandis que les États protestants de l'Allemagne, intimidés et désespérés, s'inclinaient devant l'omnipotence de l'Autriche et attendaient avec inquiétude l'exécution différée de l'édit de restitution, un souverain étranger, le roi de Suède Gustave-Adolphe, se présenta sur le sol de l'Allemagne et, par son influence prépondérante, parvint à réunir autour de lui ses coreligionnaires divisés. Blessé par la déposition des ducs de Mecklembourg, ses parents, et par l'envoi que l'empereur avait fait aux Polonais de troupes auxiliaires, inquiété d'ailleurs par les plans de Wallenstein qui menaçaient la domination de la mer Baltique, Gustave-Adolphe avait résolu de se mêler à la guerre d'Allemagne, tant pour maintenir la foi évangélique que pour assurer la puissance de la Suède et l'étendre sur tout le littoral de la Baltique où il possédait déjà l'Esthonie et la Livonie. Le cardinal Richelieu, l'oppresseur des huguenots français, n'hésita pas à conclure une alliance avec Gustave-Adolphe pour la protection des protestants allemands et à lui envoyer des subsides pour combattre l'empereur de plus en plus puissant en Italie et en Allemagne, sans s'inquiéter du mécontentement ni des menaces du pape. La coïncidence de la poli-

tique française et de la politique suédoise conduisit promptement à une entente. En Italie, la maison espagnole-autrichienne combattait vers la même époque les prétentions fondées du duc de Nevers (de la famille de Gonzague) qu'appuyait la France, sur le duché vacant de Mantoue. Des troupes autrichiennes occupèrent le canton des Grisons et la Valteline, divisés et affaiblis par de cruelles guerres de religion, assiégèrent Mantoue et y commirent des exactions; la guerre de succession de Mantoue (1627-1630) se termina pourtant selon les souhaits de Richelieu. L'empereur investit le prétendant français de Mantoue et de Montferrat; les troupes espagnoles se retirèrent du canton des Grisons, et Richelieu, qui, au moment décisif, s'était rendu lui-même comme général en Italie, obtint pour la France l'importante forteresse de Pignerole.

Après un armistice conclu entre la Suède et la Pologne par la médiation de la France, Gustave-Adolphe débarqua sur les côtes de Poméranie le 24 juin 1630. Le vieux duc de ce pays infesté par les troupes impériales, conclut un traité avec les Suédois qui s'emparèrent ensuite de Stettin, chassèrent les ennemis et occupèrent toute la Poméranie. La piété de Gustave et la discipline sévère de ses soldats qui se rassemblaient deux fois par jour pour écouter leurs aumôniers avec recueillement, formaient un contraste saisissant avec la conduite sauvage des troupes de Tilly et de Wallenstein; aussi le peuple saluait-il partout les Suédois et leur généreux roi comme des sauveurs et des libérateurs. Il

en fut autrement des princes qui, par crainte de la vengeance de l'empereur, repoussèrent l'alliance qui leur était offerte et prirent, à la diète de Leipzig (6 février 1631), la résolution de rester neutres, mais par contre d'empêcher de vive force l'exécution de l'édit de restitution ; il n'y eut que Magdebourg, les ducs de Lunebourg, de Saxe-Weimar et de Lauenbourg et le landgrave de Hesse-Cassel qui se joignirent au roi.

§ 13. *Destruction de Magdebourg et bataille de Leipzig.* Pendant que les Suédois marchaient sur l'Oder et assiégeaient Francfort, Tilly, à qui le commandement en chef des troupes impériales avait été également transféré, s'avança devant Magdebourg où le colonel Falkenberg, au service de la Suède, dirigeait les préparatifs de défense. Gustave-Adolphe promit une prompte assistance à la ville. Mais pour couvrir ses derrières, il devait s'attacher, par un traité, son parent l'électeur de Brandebourg qui était resté jusque-là en paix avec l'empereur, ainsi que le Saxe. Après quelque hésitation, le premier accorda aux Suédois Spandau comme place d'armes ; mais l'électeur de Saxe ayant obstinément refusé le passage par son pays et retardé le roi de Suède par des négociations, Magdebourg, après plusieurs assauts, fut conquise par Tilly et Pappenheim (10 mai 1631) et détruite. Les troupes avides de vengeance et de butin, auxquelles on avait promis trois jours de pillage, se précipitèrent dans la malheureuse ville qui devint le théâtre de cruautés inouïes, jusqu'à ce qu'un embrasement général l'eût réduite en cen-

dres. La cathédrale où le vainqueur fit chanter un *Te Deum*, le cloître Notre-Dame et quelques cabanes de pêcheurs furent les seuls restes de la florissante ville impériale. Falkenberg fut au nombre des victimes. Pendant que Gustave-Adolphe s'emparait du territoire situé entre l'Oder et l'Elbe et restaurait les ducs de Mecklembourg, Tilly se tourna contre la Hesse et Weimar, pour en châtier les princes à cause de leur alliance avec la Suède; puis il porta ses armes dans la Saxe électorale, la tête de la ligue de Leipzig. Déjà Halle, Mersebourg, Naumbourg et d'autres localités étaient entre les mains des impériaux, lorsque l'électeur, dans son embarras, conclut une alliance avec Gustave-Adolphe dont il invoqua l'appui contre les troupes incendiaires de Tilly. Les impériaux furent complétement vaincus à la *bataille de Leipzig* (7 septembre 1631) par la science militaire du roi et la bravoure constante de ses guerriers. Tilly, qui fut lui-même en danger de mort, perdit sept mille de ses plus valeureux combattants et dut fuir en hâte vers le Sud, tandis que les Saxons pénétraient en Bohême et que Gustave-Adolphe, devant qui toute l'Allemagne était ouverte, se portait sur le Main et le Rhin pour être plus près de ses alliés français. Avant la fin de l'hiver, l'évêché de Wurzbourg et la plus grande partie du bas-Palatinat se trouvèrent au pouvoir des Suédois. L'évêque de Spire et de Trèves, ardent ami des jésuites et fléau du peuple, se hâta de mettre ses deux forteresses de Philippsbourg et d'Ehrenbreitstein sous la protection de la France pour les garantir contre le roi de Suède.

§ 14. *Victoires de Gustave-Adolphe.* Après que l'évêché de Wurzbourg, abandonné par son chef, eut rendu hommage au roi et que la riche bibliothèque des jésuites eut été transférée à Upsal, Gustave se dirigea par Hanau vers Francfort, ville du couronnement des empereurs, effectua près d'Oppenheim un passage difficile du Rhin qui coûta la vie à cinq cents Espagnols, occupa Mayence, Worms, Manheim, Spire et beaucoup de places du Palatinat. Cette brillante campagne semble avoir fait naître dans l'âme de Gustave des projets ambitieux. L'hommage qu'il se fit rendre comme suzerain dans plusieurs endroits, sa conduite à l'égard de l'électeur palatin mis au ban, qu'il traita, il est vrai, avec une grande distinction, mais qu'il ne restaura point dans ses États, les instances qu'il fit auprès des princes allemands pour les engager à entrer au service de la Suède, comme le brave *Bernard de Weimar*, tout paraissait indiquer que Gustave nourrissait le dessein de se fixer en Allemagne et peut-être de ceindre la couronne impériale. S'il parvenait à rétablir la maison palatine dans l'électorat rhénan aussi bien qu'en Bohême et à enlever à la Bavière sa dignité nouvellement acquise, les princes protestants formaient la majorité dans le collége suprême de l'empire, et le roi de Suède pouvait obtenir la couronne par les voies légales. L'électeur de Saxe en conçut bientôt du soupçon, et c'est pourquoi il conduisit la guerre de Bohême avec plus de ménagement envers l'Église catholique et le gouvernement impérial, afin de ne pas rendre impossible sa rentrée

en grâce auprès de Ferdinand. D'autres princes se refroidirent également. En revanche, le roi, doué de tous les avantages du corps et de l'esprit, gagnait de plus en plus le cœur du peuple. Son affabilité et sa piété sincère lui attiraient autant d'amour que sa sagesse et son courage de respect et d'admiration.

Au printemps, Gustave-Adolphe s'avança par Nuremberg, où il fut reçu avec enthousiasme, vers le Danube, pour porter la guerre dans la Bavière, épargnée jusque-là, et se mesurer de nouveau avec Tilly qui avait pris une forte position près du confluent de la Lech et du Danube. Il força le passage de la rivière bien défendue. Dans l'assaut des retranchements ennemis, Tilly fut blessé si dangereusement par un boulet de canon, qu'il mourut quatorze jours après à Ingolstadt (16 avril 1632), occupé jusqu'au dernier moment de la guerre qui remplissait toute son âme. Simple et modéré dans sa manière de vivre, il avait dédaigné l'argent et les biens, comme les titres et les dignités. Les jouissances sensuelles lui étaient aussi étrangères que la hauteur des vues et la noblesse des sentiments. Après l'occupation d'Augsbourg, où Gustave-Adolphe se fit rendre hommage, rétablit le culte luthérien et restitua aux protestants l'administration de la ville, l'armée suédoise tenta une attaque sans résultat contre Ingolstadt et s'avança ensuite au cœur de la Bavière, tandis que Maximilien marchait en hâte vers Ratisbonne pour diriger la défense de cette place importante. Au mois de mai, Gustave-Adolphe entra en vainqueur généreux à Munich que la cour avait abandonnée.

Le roi n'infligea à la Bavière tremblante qu'une amende et l'enlèvement de cent quarante canons cachés.

§ 15. *Retour de Wallenstein.* Dans l'intervalle, l'empereur Ferdinand embarrassé avait recouru de nouveau à Wallenstein. Le fier duc se fit longtemps prier avant d'envoyer ses recruteurs, et lorsque l'influence de son nom, la haute paie, la misère des temps et l'espoir du butin eurent amené sous ses drapeaux des soldats de toutes les nations, de toutes les classes et de toutes les opinions religieuses, il ne prit le commandement que sous des conditions qui lui donnaient un pouvoir presque illimité. Ces conditions étaient les suivantes : « Le duc de Friedland a, comme généralissime impérial, le commandement en chef *in absolutissimâ formâ;* il dispense des grâces et prononce des confiscations dans l'empire selon son propre jugement. Comme récompense ordinaire, un pays héréditaire d'Autriche lui est promis ; comme récompense extraordinaire, il obtient la suzeraineté sur les pays à conquérir. En paix, Mecklembourg lui sera de nouveau assigné. » On s'attendait généralement à voir Wallenstein chasser aussitôt les Suédois de la Bavière ; mais soit qu'il gardât rancune à Maximilien, l'auteur de sa destitution, soit qu'il poursuivît d'autres plans militaires, il se dirigea vers la Bohême où les Saxons, après la prise de Prague, restaient dans l'inaction et gardaient une attitude équivoque à l'égard de Gustave-Adolphe. Ce fut seulement quand il eut reconquis Prague et délivré sans grande difficulté tout le pays, qu'il céda

aux instances de Maximilien et aux représentations de l'empereur; il s'approcha des frontières de la Bavière et, après s'être joint aux troupes de l'électeur, il suivit en Franconie le roi de Suède qui, en attendant, avait pris une forte position dans le voisinage de Nuremberg. Les troupes de Wallenstein s'avancèrent au milieu des incendies et des dévastations ; elles se campèrent sur une hauteur à deux lieues de Nuremberg et interceptèrent les communications avec l'ennemi. En vain Gustave-Adolphe, après avoir rassemblé les divisions éparses de son armée, offrit la bataille à son adversaire; Wallenstein maintint sa position durant des mois entiers. Bientôt tout le pays, à sept lieues à la ronde, fut épuisé et ravagé; les riches approvisionnements de Nuremberg, qui jusque-là avaient suffi aux besoins de l'armée, commencèrent à manquer. Gustave se décida alors à tenter une attaque contre le camp de Wallenstein ; mais les assaillants succombèrent devant les terribles bouches à feu de l'ennemi. Après avoir subi des pertes considérables, il fallut renoncer à ce plan ; les Suédois ayant protégé Nuremberg par une forte garnison, se tournèrent de nouveau vers le Danube, dans l'espoir d'y attirer l'ennemi.

§ 16. *Bataille de Lutzen.* Mais Wallenstein suivit d'autres plans. Après avoir incendié son camp, il se dirigea vers la Saxe en passant par Bamberg (où Maximilien l'abandonna avec ses troupes), conquit Leipzig et se joignit à Pappenheim. L'électeur menacé implora l'aide de Gustave qui marcha de nouveau au secours de son allié douteux. Le 6 novem-

bre 1632, les Suédois livrèrent la bataille de Lutzen. Ils commencèrent l'attaque avec succès; mais la cavalerie de Pappenheim ayant renversé l'aile gauche fatiguée, Gustave-Adolphe accourut pour rétablir l'ordre; à cause de sa myopie, il s'approcha trop de l'ennemi et tomba, percé de deux balles, au milieu de la mêlée. Déjà les Impériaux comptaient vaincre; mais la nouvelle de la mort de Gustave éveilla chez les Suédois la soif de la vengeance. Sous la conduite du brave Bernard de Weimar, ils s'avancèrent avec impétuosité; bientôt le hardi Pappenheim, blessé mortellement, fut emporté du champ de bataille que Wallenstein fut obligé d'abandonner à l'ennemi pour se retirer en Bohême avec son armée vaincue. Les Suédois retrouvèrent le cadavre de leur roi, défiguré par de nombreuses blessures et par des coups de pied de chevaux ; ils le firent enterrer dans sa patrie. Gustave-Adolphe avait atteint sa trente-huitième année. Il était le plus ferme appui du protestantisme; aussi sa mort remplit-elle tous les amis de l'Évangile d'épouvante et de deuil. Ses ennemis eux-mêmes ont reconnu la noblesse de ses sentiments et sa sympathie pour les misères des peuples. Il fut l'ornement du trône, le caractère le plus pur de cette époque agitée. Sa mort précoce fut un bonheur pour sa propre gloire comme pour l'unité et l'indépendance de l'Allemagne. Car, d'un sauveur, il serait vraisemblablement devenu un conquérant et il aurait obscurci par là l'éclat qui rayonne à présent autour de son nom. L'électeur Frédéric V mourut peu regretté, onze jours après Gustave-Adolphe.

§ 17. *La ligue de Heilbronn.* Le conseil d'État de Suède qui gouvernait pendant la minorité de Christine, fille de Gustave-Adolphe, résolut de continuer la guerre d'Allemagne et en confia la direction au chancelier AXEL OXENSTIERNA, homme d'État prévoyant, énergique et plein de hautes idées. Mais comme les États bas allemands, notamment la Saxe qui aurait voulu se mettre elle-même à la tête des protestants, et le Brandebourg qui tremblait pour la Poméranie dont les Suédois cherchaient évidemment à s'emparer, s'efforçaient de se soustraire à l'influence de la Suède. Oxenstierna ne parvint à réunir dans la ligue de Heilbronn que les États protestants de Franconie, de Souabe, du haut et du bas Rhin (13 avril 1633). Il fut convenu que, dans les affaires militaires, la décision appartiendrait au chancelier seul, comme directeur de la ligue; mais pour le reste, il serait tenu de prendre l'avis d'un conseil fédéral. Bernard de Weimar, investi du duché de Franconie et des évêchés de Bamberg et de Wurzbourg, obtint le commandement en chef du principal corps d'armée; mais le général suédois Horn lui fut adjoint avec un rang égal. La guerre alors éclata au sud et au nord avec une nouvelle furie. La Bavière fut infestée par les Suédois qui, depuis la mort de Gustave-Adolphe, ne se montraient pas moins sauvages que leurs ennemis, et comme Wallenstein se refusa, par rancune contre Maximilien, à venir en aide au malheureux pays, l'importante ville de Ratisbonne tomba enfin dans les mains de Bernard (5 novembre 1633). Les troupes

de Wallenstein campèrent en Silésie, de telle sorte que le bien-être du pays fut détruit pour longtemps.

§ 18. *Mort de Wallenstein.* Depuis la bataille de Lutzen, les entreprises de Wallenstein étaient moins vigoureuses et moins grandioses qu'auparavant. Il resta d'abord longtemps inactif en Bohême, et lorsqu'enfin il s'avança contre la Silésie et la Lusace, il conclut, après quelques rencontres insignifiantes, une trêve avec les ennemis et s'engagea avec les électeurs de Saxe et de Brandebourg, et même avec Oxenstierna, dans des négociations qui parurent suspectes à la cour de Vienne. Il mit en liberté le comte de Thurn, ennemi né des Habsbourgs, et, au lieu de chasser les Suédois de la Bavière, il retourna en Bohême à l'entrée de l'hiver et opprima les États héréditaires d'Autriche par de pénibles logements militaires. En vain s'efforça-t-on de le décider à transférer les troupes en pays ennemi; Wallenstein prétexta que la saison était trop avancée et resta. Alors ses nombreux rivaux et envieux l'accusèrent d'avoir conçu le dessein de s'allier avec les Suédois et de placer sur son front la couronne de Bohême, la France lui avait déjà offert des subsides à cet effet, et le traité conclu entre Wallenstein et les chefs des différentes divisions de troupes en vue de rester ensemble à Pilsen, tendait à la défection et à la trahison. Les moines et les jésuites haïssaient le duc à cause de sa tolérance religieuse; les Espagnols et les amis de Maximilien travaillaient à sa perte. L'empereur, alarmé d'avoir imprudemment confié un

si grand pouvoir aux mains d'un sujet ambitieux et entreprenant, conçut des soupçons, et comme une seconde destitution paraissait dangereuse, la cour de Vienne se conduisit cette fois comme le fait le sultan à l'égard des pachas désobéissants : pour déjouer la trahison imaginaire ou réelle de Wallenstein, on ourdit la trahison dans son propre entourage. Après qu'on se fut assuré des chefs les plus influents, Gallas, Piccolomini et Altringer, l'empereur prononça la déposition de Wallenstein, et comme celui-ci se rendait avec les restes dévoués de son armée de Pilsen à Éger pour pouvoir se joindre plus facilement aux Suédois, il fut assassiné avec ses partisans les plus fidèles, par l'Irlandais Buttler et quelques conjurés (25 février 1634). Les grands biens du duc et de ses amis furent confisqués et distribués à ses meurtriers. Ainsi mourut Wallenstein, l'effroi des peuples, l'idole des soldats. Il possédait un esprit téméraire, une ambition et une fierté sans bornes ; son aspect imposant était encore relevé par la gravité sombre de ses traits et sa taciturnité naturelle. Quand sa haute figure traversait le camp en manteau d'écarlate et la plume rouge au chapeau, les guerriers étaient pris d'une frayeur étrange. Les questions religieuses n'avaient pour lui qu'une valeur secondaire ; en revanche, sa nature violente s'inclinait devant des puissances imaginaires ; il croyait à l'astrologie. Tout ce que son imagination échauffée par l'ambition croyait lire dans les astres se transformait, dans son âme concentrée, en projets profonds et mystérieux.

§ 19. *La bataille de Nordlingue.* Ferdinand, fils de l'empereur, fut alors investi du commandement en chef, mais il suivit les instructions de l'habile général Gallas. Les Impériaux s'avancèrent en Bavière avec leurs forces combinées, reprirent la ville de Ratisbonne vaillamment défendue et, de concert avec l'armée bavaroise, commandée par Jean de Werth, vainquirent l'armée affaiblie des Suédois à la sanglante bataille de Nordlingue (6 septembre 1634). Cette bataille que Bernard de Weimar avait livrée contre l'avis du vieux Horn, capitaine expérimenté, anéantit la prépondérance des Suédois. Horn fut fait prisonnier ; toute l'artillerie et les bagages tombèrent entre les mains des ennemis, qui occupèrent la Souabe et la Franconie, obligèrent le duc de Wurtemberg et le margrave de Baden à s'enfuir précipitamment à Strasbourg et tirèrent une vengeance éclatante des membres de la ligue de Heilbronn. Bernard de Weimar se rendit en Lorraine pour réclamer le secours de la France. Mais l'électeur de Saxe abandonna pour la seconde fois la cause de ses coreligionnaires et conclut avec l'empereur, qui reconnut enfin la nécessité de révoquer l'édit de restitution, la paix de Prague (30 mai 1635) par laquelle on lui promit, outre la confirmation du traité de Passau et de la paix de religion d'Augsbourg, la possession paisible pendant quarante ans des biens d'église confisqués jusqu'en 1627, et la haute et basse Lusace comme fief masculin. Weimar, Lunebourg, Anhalt, Brandebourg et d'autres États ou principautés adhérèrent tour à tour à cette

paix, en sorte que Hesse-Cassel, Baden et Wurtemberg restèrent seuls fidèles aux Suédois.

§ 20. *Participation ouverte de la France.* Ainsi l'empereur eut encore une fois le dessus. Les troupes suédoises furent repoussées vers les côtes de la mer Baltique et sur le haut Rhin, Bernard de Weimar dut céder aux armées impériales. L'alliance que Richelieu conclut avec Bernard et Oxenstierna, rétablit l'équilibre. Ce grand homme d'État qui venait de terminer la guerre des Huguenots (§ 49), poursuivit l'ancienne tâche de la politique française, l'amoindrissement de la puissance des Habsbourgs et l'extension des frontières vers le Rhin: non seulement il promit au chancelier Oxenstierna, pendant son séjour à Paris, une assistance énergique, mais il se chargea encore, dans un traité avec Bernard, des frais d'entretien de l'armée de celui-ci, et conclut une alliance offensive et défensive avec la Hollande contre l'Espagne (1635). Bientôt les armées suédoises regagnèrent la prépondérance. La victoire du général suédois *Baner* sur l'armée autrichienne-saxonne à Wittstock, en Brandebourg (4 octobre 1636), amena la Poméranie, la Thuringe et la Saxe en son pouvoir. Le peuple expia rudement la défection de ses princes. Les plaines fertiles et peuplées entre l'Oder et l'Elbe furent changées en tristes solitudes; la famine et les maladies contagieuses dépeuplèrent des villes entières. Une misère indicible accabla la nation allemande. La longue guerre, avec ses exploits sanglants et ses scènes de brutalité, avait éteint tout sentiment d'humanité chez la sol-

datesque sauvage. Les cruautés des Suédois firent que désormais leur nom ne fut plus prononcé qu'avec épouvante en Allemagne. Sur ces entrefaites, l'empereur Ferdinand II mourut (15 février 1637). Des zélateurs catholiques peuvent vanter la constance avec laquelle il resta fidèle au but de sa vie dans les bons comme dans les mauvais jours, et le louer d'avoir assuré la victoire de l'Église romaine dans ses États héréditaires; la situation de la Bohême dont la population était tombée de 3 millions à moins de 800,000 habitants, l'appauvrissement du pays et l'abrutissement général l'accusent d'une dureté aveugle et d'un déplorable fanatisme. Son fils, *Ferdinand III* (1637-57) fut choisi pour lui succéder et dirigea le gouvernement dans les mêmes voies, mais avec moins d'énergie.

§ 21. *Bernard de Weimar et Baner.* Ferdinand III envoya Gallas avec le gros de l'armée autrichienne pour combattre les Suédois dans le nord de l'Allemagne, ce qui fit réussir les entreprises de Bernard sur le haut Rhin. Après avoir battu et fait prisonnier à Rhinfeld le général de la ligue Jean de Werth, il conquit Fribourg en Brisach, et conçut le projet de se créer une principauté indépendante sur les deux rives du Rhin et de s'allier avec la courageuse landgrave Amélie de Hesse. Il se trouva bientôt engagé par là dans des négociations désagréables avec la cour de France qui lui avait, à la vérité, assuré précédemment la possession de l'Alsace, mais qui cherchait en ce moment à s'approprier pour elle-même cette province avantageusement située.

Aussi, Bernard étant mort subitement dans la fleur de l'âge (8 juillet 1639), on soupçonna qu'il avait été empoisonné. La France sut au moins tirer parti des circonstances : elle s'empara rapidement de l'Alsace et, par des promesses séduisantes, attira à elle l'armée de Bernard et la prit à sa solde. Jointe aux troupes françaises, elle poursuivit, sous le maréchal Guébriant auquel le *duc d'Enghien* (plus tard prince de *Condé*) et *Turenne* succédèrent dans le commandement, la guerre au sud de l'Allemagne contre les troupes autrichiennes et bavaroises, tandis qu'au nord le hardi Baner combattait l'ennemi avec succès et livrait de nouveau la malheureuse Bohême au sort le plus effroyable. Le plan audacieux de Baner qui consistait à abandonner subitement ses quartiers d'hiver, à partir pour le Sud et, de concert avec l'armée française, à surprendre les princes assemblés avec l'empereur dans une diète à Ratisbonne (janvier 1641), n'eut pas le succès qu'il en attendait. Le dégel et l'arrivée de l'ennemi obligèrent le général suédois à la retraite, pendant laquelle il mourut dans toute la force de l'âge par suite des fatigues et des autres excès de sa conduite. — A la même époque, les Français, sous les ordres de Condé, firent d'heureuses campagnes dans les Pays-Bas espagnols, gagnèrent la *bataille de Rocroy* (mai 1643) sur l'illustre général de la Fuenta, et conquirent l'importante forteresse de Thionville. Ligués avec la Hollande, ils conquirent trois ans plus tard la ville de Dunkerque, enlevèrent à l'Espagne sa prépondérance maritime et commencèrent dès lors à diriger

leurs regards vers la Flandre et la Franche-Comté espagnole.

§ 22. *Torstenson et Wrangel.* Le successeur de Baner fut *Torstenson*, l'élève le plus capable de l'école de Gustave-Adolphe; la goutte l'obligeait à se faire porter presque toujours dans une chaise, ce qui ne l'empêchait pas d'étonner le monde par la rapidité de ses mouvements. Il conquit la Silésie, porta ensuite la guerre dans les États héréditaires d'Autriche, remporta sur Piccolomini, qui le poursuivait pendant sa retraite, la glorieuse victoire de Leipzig (novembre 1642), puis, quand ses soldats se furent reposés dans cette ville, retourna en Moravie (où il enleva la bibliothèque d'Olmutz) et fit trembler l'empereur dans sa capitale. Il parut subitement à l'embouchure de l'Elbe, occupa le Holstein et le Schleswig, et obligea le roi Christian IV, qui avait pris une attitude hostile à l'égard de la Suède, à conclure le traité désavantageux de Broemsebro par lequel la Suède obtint quelques provinces et îles (Gothland), et pour tous ses sujets l'affranchissement du péage onéreux du Sund. Le général impérial ne put tenir tête à un pareil ennemi. Après une victoire sur le mont de Tabor, en Bohême. Torstenton s'avança pour la troisième fois en Moravie, assiégea Brunn et menaça de pénétrer jusqu'au cœur de l'Autriche. Mais le défaut d'envois de troupes le força à se retirer en Bohême où, épuisé par la maladie et rempli de mécontentement, il déposa le bâton de commandement. Le brave *Wrangel* fut son digne successeur. Il amena d'abord la Saxe et le Brandebourg

à conclure une trève et porta ensuite la guerre en Bavière, avec le concours de Condé et de Turenne, qui, après la sanglante rencontre de Fribourg contre le prudent feld-maréchal Mercy, s'étaient emparés de toutes les forteresses du Rhin jusqu'à Mayence. La défaite et la mort de Mercy à Allersheim, non loin de Nordlingue, ouvrirent aux Français le chemin de l'Allemagne méridionale. Maximilien inquiété sur ses possessions conclut à Ulm une trève avec les ennemis; mais quand Turenne et Wrangel se furent retirés, il se rangea de nouveau du côté de l'Autriche. Les deux généraux retournèrent alors en Bavière pour tirer vengeance du parjure, obligèrent l'électeur à s'enfuir à Salzbourg, et ravagèrent le pays. Car il était dans la destinée de l'Allemagne que le fléau de la guerre n'épargnerait aucune de ses provinces. Chaque parti s'efforçait de rendre le sol qu'il quittait improductif pour l'adversaire qui lui succédait. Wrangel songeait déjà à une nouvelle campagne en Bohême, où le général suédois Kœnigsmark avait fait d'heureux progrès, lorsque la nouvelle de la conclusion de la *paix de Westphalie* (24 octobre 1659), mit fin aux entreprises guerrières. La lutte se termina à Prague où elle avait commencé.

§ 23. *La paix de Westphalie et les suites de la guerre.* — Depuis 1643 déjà, des négociations de paix avaient été ouvertes à Osnabruck entre l'empereur et les catholiques d'une part, les Suédois et les évangéliques de l'autre, et à Munster entre l'Allemagne et la France. Mais les prétentions élevées de la France

et de la Suède, la fortune changeante des armes, qui poussait les vainqueurs à exagérer de plus en plus leurs réclamations, de mesquines querelles de rang, de titres et d'étiquette, retardèrent la conclusion de la paix que les peuples lassés de la guerre demandaient avec un désespoir menaçant. La cause de la France était défendue par l'habile et distingué comte d'Avaux et l'intelligent, mais arrogant Servien. La Suède était représentée par Jean Oxenstierna, fils du chancelier, et par l'insinuant Salvius; le prudent comte de Trautmannsdorf défendait les intérêts de l'Autriche, et ceux du saint-siége avaient été confiés à Chigi qui devint pape plus tard sous le nom d'Alexandre VII. La France suivait une politique si égoïste et si perfide, que d'Avaux conseilla un jour « de ne pas terminer les querelles religieuses en Allemagne, afin d'être toujours sûr, par une semblable inertie, de l'intervention et de la conquête. » Maximilien tenait pour la France dont la puissance lui semblait moins dangereuse que celle des protestants et des Suédois. Lorsqu'enfin l'on eut écarté toutes les difficultés provoquées par la cupidité, l'ambition, les passions et la fausse politique, on s'entendit sur les points suivants :

*a*) *Stipulations territoriales.* Outre la confirmation des évêchés de Metz, de Toul et de Verdun, acquis dans la guerre de Smalcalde, la France obtenait la partie autrichienne de l'Alsace, Brisac et le droit de garnison à Philippsbourg; mais elle devait garantir pourtant aux villes impériales (parmi lesquelles Strasbourg) leurs anciennes libertés et assurer leurs rapports à l'égard de l'empire allemand. La Suède acquérait une partie de la Poméranie avec Stettin et d'autres villes, l'île de Rugen, la ville de Wismar et les évêchés de Brême et de Verdun, mais sous la suprématie de l'empire allemand, et elle recevait en outre une indemnité de cinq millions d'écus. Une partie de la Poméranie était dévolue au Brandebourg qui obtenait aussi comme dédommagement les évêchés de Mecklembourg, Halberstadt, Minden et Camin. Le Mecklembourg recevait, en retour de la

perte de Wismar, les évêchés de Schwerin et de Ratzebourg. La Saxe obtenait la Lusace et quatre bailliages mecklembourgeois; la Hesse, outre une indemnité en argent, l'abbaye de Hersfeld et quelques bailliages de l'évêché de Minden; la Bavière restait en possession du haut Palatinat avec la dignité électorale; le bas Palatinat, avec le huitième électorat nouvellement créé, fut restitué à Charles-Louis, fils de Frédéric, mis au ban. Les autres princes et États de l'empire rentrèrent dans leurs anciennes possessions; la Suisse et les Pays-Bas furent reconnues comme États indépendants.

§ 24. *b*) *Droit et affaires religieuses.* Sous le rapport du droit public, il fut arrêté qu'aux diètes composées de l'empereur et des états appartiendrait le droit de légiférer, de lever les impôts, de faire la paix ou la guerre, de mettre au ban, etc.; la chambre de justice, devant laquelle étaient portées les plaintes des états entre eux ou avec leurs sujets, fut composée de juges des deux confessions en nombre égal; dans les diètes, les villes impériales avaient un droit de suffrage pareil à celui des princes, et quand, dans les délibérations, les deux partis religieux étaient d'avis différent, rien ne serait décidé à la majorité des voix, mais tout serait réglé à l'amiable. — Quant aux affaires ecclésiastiques, on convint après de longues luttes que le traité de Passau et la paix de religion d'Augsbourg seraient confirmés aux protestants, que la « réservation ecclésiastique » serait abolie et que la paix serait aussi étendue aux adhérents à la confession helvétique. Ainsi la liberté de religion et de culte fut garantie, ainsi que l'égalité politique aux trois confessions chrétiennes. On accorda aux autres religionnaires la liberté de conscience, les dévotions privées et le droit d'émigrer librement. Depuis lors les intérêts religieux cédèrent le pas aux intérêts politiques.

§ 25. *Conséquences.* Par les stipulations précitées, la puissance impériale passa de plus en plus à l'état de fantôme, tandis que les princes s'élevaient à un pouvoir souverain et que toutes les affaires

importantes étaient soumises à la décision de la diète dont la marche devint de plus en plus traînante par l'augmentation du nombre des membres ayant droit de suffrage (en y comprenant les huit électeurs, il y avait deux cent quarante voix qui se répartissaient ainsi : les princes ecclésiastiques, soixante-neuf ; les princes séculiers, quatre-vingt-seize, et les villes impériales, soixante et un ; les prélats non princiers avaient ensemble deux voix, tous les comtes et seigneurs quatre voix ; les évêques protestants avaient comme les catholiques siége et voix dans les diètes). L'extension indue des priviléges seigneuriaux fut la conséquence de la guerre ; car pendant les luttes on s'était habitué à percevoir une imposition régulière sans consulter les états ; on la laissa subsister ; les troupes mercenaires que les princes avaient enrôlées furent conservées ; la noblesse et la bourgeoisie oublièrent ainsi le métier des armes et les princes eurent les moyens de briser toute résistance. La souveraineté territoriale des princes amena tout d'abord la création de conseils auliques, de cours de justice, de chancelleries, et d'une foule d'employés et de greffiers, ce qui provoqua de nouvelles augmentations d'impôts. La sécularisation des biens ecclésiastiques qui tombèrent en grande partie entre les mains des princes contribua encore à élever leur puissance territoriale. L'empire allemand ne fut bientôt plus qu'une fédération de pouvoirs territoriaux distincts. Depuis les électorats et les principautés d'origine cléricale ou séculière jusqu'aux territoires des comtes, des villes et des chevaliers, il se forma une masse bigarrée de domaines avec des constitutions particulières, une justice et une police propres, des règlements militaires et des impôts spéciaux, avec le droit reconnu de faire la guerre, de conclure la paix ou de former des alliances internationales. En présence de cette organisation multiple, qui avait un fondement solide dans l'individualisme inhérent à la nature allemande, le principe d'un pouvoir unitaire sans force ni ressource ne pouvait être qu'un contre-poids insuffisant.

Quant à la situation religieuse de l'Allemagne, la victoire que

l'Église protestante remporta par la paix de Westphalie ne tourna pas d'abord au profit de la liberté de croyance. Car l'indépendance d'esprit que les réformateurs avaient inspirée à l'Église dégénéra par degrés en une vénération formaliste de la lettre des livres symboliques et en une nouvelle foi servilement basée sur l'autorité; une rigide orthodoxie défendue avec une vivacité pointilleuse remplaça la foi ardente et intérieure, et, au lieu de la vie intellectuelle du seizième siècle, on vit régner un dogmatisme aride et une scolastique protestante qui, plus tard, furent dominés d'un côté par le sentimentalisme des piétistes, de l'autre par les spéculations des philosophes.

Pour l'agriculture, le commerce et l'industrie, la guerre de Trente ans eut les suites les plus funestes. Les dévastations des soldats avaient transformé des contrées entières en vastes solitudes; des ruines et des monceaux de cendres couvraient la place où s'étaient élevés des villages florissants et des villes populeuses; les champs et les prairies n'étaient plus que des bruyères couvertes de broussailles. L'épée, la famine et la maladie avaient enlevé au delà de la moitié de la population. La ville d'Augsbourg avait compté autrefois plus de quatre-vingt-dix mille âmes; après la guerre, six mille habitants seulement parcouraient encore ses rues silencieuses; qu'on juge par là de la situation du Nord où la guerre, la peste et l'occupation ennemie avaient sévi bien autrement encore qu'au Sud. La charrue parvint à rendre au sol son ancienne fertilité, mais le commerce et l'industrie ne retrouvèrent jamais leur prospérité passée. Ni la découverte de la route maritime des Indes orientales, ni l'extension de la domination turque sur le Levant et sur les côtes méridionales de la Méditerranée n'avaient été en état, au siècle de la réforme, d'anéantir le commerce italien-allemand; l'activité industrielle et commerciale prit au contraire un nouvel essor après la conclusion de la paix d'Augsbourg, lorsque tout l'occident de l'Europe fut en proie à des guerres sanglantes par suite du zèle religieux de Philippe II. La Hanse dominait encore

le commerce du nord, jusqu'à ce qu'elle eût été détrônée par l'Angleterre et la Hollande où la réforme avait éveillé une nouvelle activité. Les négociants d'Augsbourg, Fugger et Welser firent d'Anvers où ils émigrèrent la rivale de Lisbonne, jusqu'au moment où la dureté d'Albe anéantit la prospérité d'Anvers et où le commerce se réfugia à Amsterdam. De grandes routes commerciales traversaient l'Allemagne, de Dantzig à Gênes, de Nuremberg à Lyon; la toile de Silésie, les étoffes de soie et le drap, fabriqués en Allemagne, étaient expédiés à l'étranger avec des bénéfices énormes. Il en résultait un bien-être général. L'activité de l'esprit allait de pair avec celle de la main. Tout cela fut détruit par la guerre de Trente ans. La ligue hanséatique ne comprit bientôt plus que Lubeck, Hambourg et Brême avec lesquelles Francfort et Leipzig furent seules à entretenir encore un commerce suivi; la plupart des villes impériales furent peu à peu primées par les résidences princières, et perdirent leur importance; quelques-unes ne conservèrent pas même leur indépendance; elles furent soumises à des princes. Les anciennes routes de commerce ne pouvaient plus être parcourues à cause de leur insécurité ; le numéraire était rare dans le pays, et avant que les blessures de la guerre fussent guéries, les Pays-Bas, l'Angleterre et la France avaient gagné une avance considérable. La belle culture du siècle de la réforme disparut. L'art s'éclipsa entièrement, et, dans la littérature, l'imitation de l'étranger remplaça les produits de l'esprit national. La langue, la littérature et les modes françaises régnèrent désormais en Allemagne et dans le reste de l'Europe : des costumes sans goût, des cheveux poudrés et des perruques, les mille excroissances d'une convenance contre nature passèrent pour les marques distinctives d'une éducation soignée. Le Français supplanta l'Espagnol; le caractère national succomba sous l'influence de l'étranger.

## LE NORD DE L'EUROPE.

§ 26. *Christine de Suède* (1654). Grâce au génie militaire et gouvernemental de Gustave-Adolphe, la Suède avait pris un puissant essor au dehors et au dedans. Pendant la minorité de sa fille *Christine*, les affaires de l'État furent dirigées douze ans par les douze présidents du conseil d'État, parmi lesquels Axel Oxenstierna et deux de ses parents exerçaient la plus grande influence (1632-44). Sous ce régime, la noblesse augmenta ses priviléges déjà très considérables, en sorte qu'à partir de ce moment, une aristocratie puissante se trouva en lutte perpétuelle avec la royauté. Elle comptait parmi ses priviléges l'exemption des impôts et des péages, le droit de chasse et de pêche, et le monopole des emplois lucratifs. La classe des paysans était pauvre et opprimée; la couronne avait un revenu médiocre qui diminua encore sous Christine, parce que cette princesse, pour satisfaire son penchant pour les arts et les sciences comme son goût pour les fêtes brillantes, vendit beaucoup de biens domaniaux. Les appointements des conseillers d'État, au contraire, étaient très élevés. Du reste, Christine jeta un haut éclat sur son pays en favorisant les arts et les sciences. Elle-même possédait des connaissances variées et se plaisait dans le commerce de savants. C'est pourquoi elle appela à Stockholm des hommes éclairés de tous les pays, notamment Saumaise,

Descartes, Heinsius, Hugo Grotius, etc. Son éducation était virile comme son caractère; mais elle ne se sentait pas à l'aise dans le Nord protestant encore grossier. Après dix années de gouvernement, Christine renonça à la couronne de Suède (1654) au profit de son cousin Charles-Gustave, se réserva une rente viagère considérable et quitta le pays de ses pères. A Inspruck, elle se convertit solennellement à la religion catholique, parcourut ensuite les Pays-Bas, la France et l'Italie, puis se fixa définitivement à Rome, où des artistes et des poètes lui prodiguèrent les louanges et les flatteries. Comme ses ressources étaient épuisées, sa vieillesse fut pleine de soucis. Elle mourut en 1689. Son corps repose dans l'église Saint-Pierre. La vanité fut son principal défaut.

§ 27. *Charles X* (1654-60). Par l'extension des immunités de la noblesse et la diminution du domaine de la couronne, les revenus royaux étaient tellement réduits au moment de l'abdication de Christine, que les dépenses du gouvernement n'auraient pu être couvertes qu'en imposant des charges excessives à la classe des paysans. C'est pourquoi la noblesse dut se résigner à rendre avec ou sans indemnité les biens domaniaux acquis depuis la mort de Gustave-Adolphe par achat, par ruse ou par donation. Mais la remise fut très incomplète; sous le règne suivant, on obligea la noblesse à restituer sans réserve tous les biens domaniaux. — *Guerre de Pologne.* Pour donner au pouvoir royal ainsi restreint au moins quelque éclat extérieur, le nouveau

roi CHARLES (X) GUSTAVE de Palatinat-deux-Ponts, chercha à ressusciter la gloire militaire de la Suède. A cet effet, il prêta l'oreille aux suggestions d'un traître vice-chancelier polonais, et envahit la Pologne menacée par les ennemis du dehors et déchirée à l'intérieur par des factions. On prit pour prétexte de cette guerre le refus, de la part de Jean-Casimir de Pologne, de reconnaître le nouveau roi et de renoncer à ses prétentions au trône de Suède, prétentions qu'il avait héritées de son père Sigismond.

Wladislaw IV (1632-1648) et son frère et successeur Jean-Casimir (1648-1669), fils de Sigismond de Suède, soutinrent une lutte sanglante contre les cosaques, excellents cavaliers qui menaient une existence de pirates sur les rives de la mer Noire; soumis de nom au protectorat de la Pologne, ils vivaient en réalité dans une sauvage indépendance sous des chefs (hetmans) élus. La diète polonaise résolut d'enlever aux Cosaques le droit d'élection de leur hetman et de faire administrer le pays par des gouverneurs polonais. Mais la tyrannie des agents étrangers et la contrainte religieuse poussèrent bientôt le peuple belliqueux à la révolte. Avec l'aide des Tartares et des Russes, ils s'affranchirent de la domination polonaise et se mirent alors sous la protection du tzar de Moscou. Comme adhérents à la religion grecque, ils se rapprochaient d'ailleurs plus des Russes que des Polonais catholiques romains. En vain la noblesse polonaise tourna ses armes contre les ennemis qu'autrefois elle avait souvent vaincus; les Russes et leurs nouveaux confédérés remportèrent la victoire sur Wladislaw qui mourut plein de chagrin avant la fin de la guerre. Ils conquirent Smolensk et Kiew et menacèrent la Pologne à l'est, au moment où le roi de Suède s'avançait au nord et à l'ouest avec ses troupes endurcies et ses généraux formés par la guerre de Trente ans.

Les gouverneurs (starostes) traîtres de Posen et de Kalisch livrèrent au général suédois Wittenberg les provinces qui leur avaient été confiées. Charles-Gustave lui-même, avide de combats et de gloire, prit Varsovie et Cracovie, obligea le roi Jean-Casimir à s'enfuir en Silésie, conquit la Masovie et d'autres provinces, et put se considérer comme maître de la Pologne, lorsque la Lithuanie pressée par les Russes se fut aussi rendue aux Suédois. Pour assurer ses conquêtes, il conclut avec Frédéric-Guillaume, grand-électeur de Brandebourg et de Prusse, un traité (1656) par lequel celui-ci promettait son assistance au roi de Suède en retour de l'abolition du vasselage dans lequel la Prusse avait vécu jusque-là à l'égard de la Pologne. Les Suédois traitèrent la Pologne en pays conquis. La noblesse courut aux armes; le peuple irrité par les jésuites contre les ennemis protestants se joignit à elle; la paix fut conclue avec les Russes et les cosaques; l'empereur, la Saxe et le Danemark, craignant la puissance croissante de la Suède, promirent du secours. Jean-Casimir fugitif revint, et se mit à la tête de l'armée. Ce fut alors que Charles X montra son courage et sa science militaire dans tout leur éclat. De concert avec Frédéric-Guillaume, il marcha au devant de l'armée polonaise et, dans la bataille de Varsovie qui dura trois jours (juillet 1656), il remporta une glorieuse victoire avec des forces peu considérables. Pour la seconde fois il devint maître du pays. Mais l'invasion des Danois sur le territoire de la Suède, l'appela sur le Wéser et l'attitude mena-

çante de l'empereur et des confédérés l'attira sur un autre théâtre. Après son départ, les garnisons suédoises ne purent résister à la supériorité des forces ennemies. La Pologne recouvra son indépendance; mais, pour obtenir l'assistance de Frédéric-Guillaume, elle dut reconnaître la souveraineté de la Prusse par le traité de Welan (1657). Trois ans après (23 avril 1660), Jean-Casimir renonça par la paix d'Oliva (couvent de l'ordre Teutonique près de Dantzig) à toutes ses prétentions sur la couronne de Suède, aussi bien que sur l'Esthonie et la Livonie, et récupéra en retour la Courlande, Marienbourg et Elbing. Par contre, la guerre éclata de nouveau avec la Russie, et elle dura encore sept années, jusqu'à la paix d'Andrussow dans laquelle la Russie obtint Smolensk et d'autres localités conquises (1667). Le Dniéper fut désigné comme fleuve-frontière contre l'empire cosaque.

L'année suivante (1668), Jean Casimir déposa la couronne pour finir ses jours dans un couvent de France. Il était le dernier rejeton mâle des Wasa, et le dernier qui eût encore dans ses veines le sang des Jagellons. Son abdication fut suivie de tumultes électoraux qui durèrent sept mois, jusqu'à ce qu'on eût choisi pour lui succéder un grand de Lithuanie. Le règne de celui-ci fut rempli par une guerre malheureuse contre les Turcs, puis le brave général Jean Sobieski monta sur le trône (1674-96). Quelque faible que fut le pouvoir de la couronne, parce que la noblesse profitait de chaque élection pour restreindre l'autorité royale et les revenus domaniaux, plusieurs prétendants surgissaient néanmoins à chaque vacance de trône et précipitaient le malheureux pays dans les luttes de partis les plus furieuses.

L'élection dans la plaine de Wola, sous la direction de l'archevêque de Varsovie, était très souvent accompagnée des scènes les plus orageuses. Sous Jean-Casimir, la noblesse acquit le funeste droit de *liberum veto*, selon lequel un seul de ses députés pouvait paralyser ou anéantir toutes les résolutions de la diète quand il faisait opposition et s'éloignait. Comme antidote, on se servit des « confédérations » ; mais on ne fit qu'augmenter par là les discordes et les divisions de parti.

§ 28. *Guerre danoise.* Charles-Gustave était en Lithuanie, lorsqu'il reçut la nouvelle de l'invasion des Danois sur le territoire suédois du Wéser (1658). Aussitôt il quitta en hâte la Pologne avec une armée peu nombreuse, mais aguerrie, et s'avança à marche forcée le long du littoral de la mer Baltique. L'armée danoise n'opposa aucune résistance, en sorte qu'avant le commencement de l'hiver, le Schleswig et le Jutland, à l'exception de la forteresse de Frédéricia, tombèrent entre les mains des Suédois. Au milieu de l'hiver, Frédéricia fut assiégée par Wrangel avec tant de hardiesse et d'habileté, que le roi en fut jaloux et chercha à surpasser le fait d'armes de son général par un autre plus glorieux encore. C'est pourquoi, au mois de janvier, il se mit à la tête de son armée pourvue de munitions et de provisions de tout genre, traversa le petit Belt sur la glace pour gagner l'île de Fionie et, quelques jours après, le grand Belt pour atteindre l'île de Seeland ; deux compagnies se noyèrent sous les yeux du roi. Mais l'apparition soudaine de l'ennemi amena une telle confusion qu'on songea à peine à se défendre et que des négociations de paix furent aussitôt ou-

vertes à Roeskild (Rotschild). Pressé par Charles qui n'était plus qu'à deux lieues de Copenhague, Frédéric III dut consentir à la cession des provinces danoises au sud de la Suède, de l'évêché norwégien de Drontheim et de l'île de Bornholm, et remettre en possession de ses biens et de ses droits le gentilhomme danois exilé Korfiz Ulfeld qui avait trahi son pays auprès de Charles. Mais quelque avantageuses que fussent pour la Suède les conditions de la paix de Roeskild, elles ne contentèrent pas l'ambitieux Charles X. Il avait conçu le dessein de réunir sous son sceptre les trois États scandinaves et de se rendre maître du Nord..A cet effet, il recommença la guerre quelques mois après. La noblesse égoïste de Danemark conseilla la soumission; mais le roi Frédéric III et la bourgeoisie de Copenhague annoncèrent l'intention de mourir dans une lutte glorieuse plutôt que de voir leur pays succomber honteusement. Ces dispositions, jointes aux récompenses que le roi promit à tous les combattants, firent que les Suédois, lorsqu'ils s'avancèrent pour assiéger Copenhague, rencontrèrent une résistance décidée. Toute la bourgeoisie, sans distinction d'âge, de rang ou de sexe, prit part à la défense, et des volontaires accoururent à son aide de toutes les parties du pays. La Hollande, qui ne souhaitait pas la ruine du Danemark, apporta des provisions à la ville affamée. Cette attitude des Danois et les hostilités des troupes brandebourgeoises, polonaises et autrichiennes contre la Suède dans la basse Allemagne, empêchèrent pendant plus d'un an la con-

quête de la capitale du Danemark. La guerre menaçait de traîner en longueur, lorsque la mort soudaine de Charles X (1660) changea subitement la situation des choses. On peut juger du degré de considération dont jouissait l'art militaire de la Suède par ce fait que la nouvelle paix de Copenhague, conclue par la médiation de la France, des Pays-Bas et de l'Angleterre (27 mai 1660), fut presque semblable à celle de Roeskild; la Suède ne laissa échapper que Drontheim et Bornholm. Korfiz Ulfeld qui avait ourdi de nouvelles trahisons, s'enfuit à l'étranger où il finit ses jours.

§ 29. *Modifications constitutionnelles.* La mort de Charles X eut pour conséquences des modifications intérieures de nature opposée dans les deux États scandinaves. En Suède, il y eut, comme après la mort de Gustave-Adolphe, une régence de tutelle des cinq premiers officiers de la couronne qui se servirent de leur position pour augmenter le crédit de l'aristocratie, tandis qu'en Danemark une révolution sanglante transforma la monarchie, la plus limitée de l'Europe en monarchie absolue et dépouilla la noblesse puissante de ses priviléges.

Jusque-là les rois danois avaient dû signer, lors de leur élection, une capitulation par laquelle toute l'autorité gouvernementale était dévolue à un conseil d'État aristocratique, et la noblesse, qui décidait ordinairement ée l'élection, obtenait une foule de priviléges, tels que l'exemption des impôts et des taxes, l'affermage à bas prix des biens domaniaux, la préférence devant les tribunaux, etc. Après la fin de la guerre où la noblesse avait montré autant d'égoïsme et d'indifférence que la bourgeoisie

avait fait preuve de dévoûment et d'ardeur, lorsqu'une diète (assemblée des états) fut convoquée pour effectuer la répartition des sommes nécessaires pour couvrir les dettes et les frais de la guerre, la noblesse chercha à faire peser toutes les charges sur la bourgeoisie. La reine et le rusé secrétaire privé Gabel profitèrent habilement du mécontentement qui résulta de cette circonstance, pour renverser la constitution en vigueur. Avec le secours de l'influent évêque de Seeland, du bourgmestre de Copenhague et de la force armée de la capitale, le parti de la cour amena les états à décider (octobre 1660) « que la royauté élective et la capitulation qui en dépendait étaient supprimées en Danemark et que la couronne appartiendrait héréditairement aux descendants masculins ou féminins de Frédéric III. » Mais au lieu d'élaborer elle-même un nouveau pacte fondamental, l'assemblée des états remit au roi le soin de préparer une constitution en remplacement de la capitulation abrogée et prêta un hommage absolu (janvier 1661). Elle amena ainsi, non seulement l'affaiblissement de l'aristocratie, mais le renversement de toute l'organisation constitutionnelle. Car l'*acte de souveraineté* rédigé par Gabel attribuait au roi une autorité absolue; c'est sur cet acte que s'appuya la « loi royale, » élaborée ou corrigée quelques années plus tard par l'habile secrétaire de la chancellerie Schumacher. Frédéric III procéda pourtant avec prudence à la transformation de toute la vie publique. Un nouveau système d'impôts, une armée permanente, l'élévation du loyer pour les domaines et la conversion du conseil d'Etat en un corps consultatif furent ses principales institutions. Sous son successeur Christian V (1670-1699) seulement, le nouveau mode de gouvernement fut complétement organisé d'après les conseils de Pierre Schumacher, élevé à la dignité de grand-chancelier et de comte de Greifenfeld. La création d'une nouvelle classe de comtes et de barons et l'institution de l'ordre du Danebrog (1671) détruisirent totalement la puissance de l'ancienne noblesse. Greifenfeld lui-même éprouva les inconvénients du despotisme; car il dut languir vingt-trois

ans dans une étroite prison, parce qu'une faction de la noblesse parvint à abuser le roi et à l'irriter contre son chancelier.

Ces événements ne restèrent pas sans influence sur la Suède où, dans l'intervalle, Charles XI, prince habile, économe et sévère, avait pris les rênes du gouvernement (1660-1697). Par le recouvrement de vive force de tous les biens de la couronne qui avient été aliénés, recouvrement qui ruina plus d'un gentilhomme, le roi augmenta les revenus de l'État au point que la dette et les impôts purent être réduits. Il dépouilla le conseil d'État de son autorité arbitraire et le força de rester dans les limites d'un corps consultatif; mais il laissa subsister la diète (les états) et lui reconnut le droit d'approuver les impôts. Charles XI régna d'une manière presque aussi absolue que les souverains danois; mais les institutions persistèrent et fournirent plus tard à la noblesse l'occasion de reprendre son ancienne puissance.

## LA RÉVOLUTION D'ANGLETERRE.

### *Les deux premiers Stuarts.*

§ 30. *Caractère et principes de Jacques Ier.* Le fils de Marie Stuart, Jacques Ier (1603-1625) avait été disgracié par la nature quant au corps et quant à l'esprit. Laid et gauche, il joignait à une intelligence bornée un orgueil démesuré, fruit d'une éducation faussée. Comme il avait grandi au milieu de querelles de prêtres presbytériens, il était surtout pourvu d'une érudition théologique et s'occupait volontiers de controverses ecclésiastiques. Son esprit avait pris une direction exclusive et pédantesque, et pendant qu'il montrait une science profonde dans ses écrits et ses discours, il n'était comme souverain qu'un politique à courtes vues. Pacifique par timidité, il sacrifia l'honneur du

pays à sa tranquillité apparente ; d'indignes favoris (notamment Robert Carr, élevé au rang de duc de Sommerset, et G. Villiers, connu comme duc de Buckingham), qui avaient plu au faible monarque par leur beauté physique, furent comblés d'honneurs et de richesses, et, après la mort du prudent Robert Cecil (lord Burleigh), ils furent préférés aux hommes les plus capables pour remplir des emplois publics importants. Sa vie domestique et morale était irréprochable, à part sa prodigalité et son penchant pour la boisson ; mais la noblesse des sentiments lui faisait défaut, comme la sagesse pratique, dans sa maison comme dans l'Etat. Il se formait les idées les plus exagérées du pouvoir royal qui, dans sa ferme conviction, découlait immédiatement de Dieu et était illimité ; il cherchait dans l'ancien Testament des preuves à l'appui de cette opinion. Mais tandis qu'il employait toute son éloquence à démontrer les droits absolus des rois, la nation anglaise se souvenait des siens. Il haïssait au fond de l'âme l'Église presbytérienne d'Écosse dans laquelle il avait été élevé, parce que, selon ses principes démocratiques de l'égalité de tous devant Dieu, le roi se trouvait au même niveau que le membre le plus infime de la communauté spirituelle ; il n'avait rien à objecter intérieurement contre l'Église catholique, sinon qu'elle mettait le pape à la place qui appartenait au roi seul ; l'église épiscopale d'Angleterre, au contraire, d'après laquelle le roi était la source de toute puissance spirituelle, répondait à ses idées, et les évêques anglicans contribuèrent largement par leurs flatteries et leur dévotion à augmenter l'inclination du monarque vaniteux. Ils l'exaltaient comme le « second Salomon » et respectaient ses paroles comme des oracles. « Pas d'évêque, pas de roi ! » fut désormais la devise de tous les Stuarts, et la lutte contre les croyances des presbytériens et des puritains forme le centre de leur histoire accidentée. Jacques commença la lutte en déposant en Angleterre les évêques puritains qui refusaient le serment de suprématie, et en conférant en Écosse le titre d'évêques à treize pasteurs

qu'il nomma présidents des synodes et presbytères et qu'il fit sacrer par des évêques anglais. Bientôt ils reçurent aussi un traitement supérieur, et quand le parlement d'Écosse leur eut accordé une juridiction ecclésiastique et eut érigé en loi que les pasteurs auraient à prêter le serment de suprématie au roi et le serment d'obéissance aux évêques, le système épiscopal sembla avoir vaincu en Écosse l'Église calviniste du rigide Knox. Jacques, qui prit le premier le titre de roi de la Grande Bretagne et de l'Irlande, chercha aussi à rendre l'Irlande plus soumise au gouvernement britannique. Il affaiblit la puissance de la noblesse irlandaise en introduisant l'organisation judiciaire anglaise et il remplit en même temps son propre trésor en déclarant fiefs de la couronne et en vendant à des colons anglais les biens des chefs qui s'étaient révoltés et qui avaient été vaincus. Beaucoup de biens fonds furent ainsi confisqués et passèrent entre les mains de protestants anglais. Toute la fureur du peuple se tourna alors contre ces nouveaux possesseurs.

§ 31. *Règne de Jacques.* Trois points sont surtout remarquables pendant le règne de Jacques : la *conspiration des poudres*, le *voyage de fiançailles du prince de Galles* et la *résistance* croissante *dans le parlement.* 1) Pour disposer favorablement les catholiques anglais à son avénement au trône, Jacques leur avait promis la tolérance. Mais à peine la couronne était-elle affermie sur sa tête qu'il exigea avec dureté des non-conformistes ou récusants la capitation élevée qu'Élisabeth leur avait imposée et qui servit à enrichir les favoris et à couvrir les frais des fêtes de la cour. Les catholiques trompés entrèrent alors en fureur; plusieurs d'entre eux, parmi lesquels on ocmptait des hommes distingués par leur rang ou

leur fortune, formèrent, d'intelligence avec un missionnaire jésuite, une conspiration pour faire sauter, à l'ouverture du parlement, le roi et tous les membres de la haute et de la basse Chambre, par une explosion de poudre qui devait être préparée dans la cave du parlement; le gouvernement devait ensuite être changé. Ce projet fut découvert peu de temps avant son exécution par un avertissement écrit qui parvint à un lord catholique. Le principal coupable, Guy Fawkes, fut saisi et exécuté; ses complices prirent la fuite. Beaucoup d'entre eux cherchèrent et trouvèrent la mort dans une résistance contre la force armée; d'autres furent faits prisonniers et expièrent leur tentative par la mort. Les autres catholiques d'Angleterre furent obligés, sans préjudice des fortes amendes qu'on leur imposa, de prêter un nouveau serment de fidélité par lequel ils durent promettre de ne se laisser entraîner par aucun ordre ou aucune excommunication du saint-siége, à la déloyauté envers le roi. Aujourd'hui encore, le peuple anglais célèbre le 5 novembre par des cavalcades moqueuses et des mascarades, le souvenir de la conspiration des poudres. 2) Dans son orgueil, Jacques croyait qu'une princesse du premier rang était seule digne de devenir l'épouse de son fils; il fit donc demander pour lui la main d'une infante d'Espagne. Mais l'idée d'avoir une reine catholique était alors insupportable aux Anglais; c'est pourquoi ce dessein excita un vif mécontentement, d'autant plus que les longues négociations pour aplanir toutes les difficultés empêchèrent le roi

d'Angleterre de porter secours à son gendre fugitif, Frédéric V du Palatinat. Le pacifique Jacques se fia à la duplicité espagnole et se laissa arrêter par la perspective trompeuse d'une solution amiable de la question palatine; il promit non seulement que la future reine et sa suite auraient la liberté de leur culte, mais aussi qu'il n'appliquerait pas et qu'il engagerait le parlement à abolir les peines comminées contre les catholiques. Enfin le pape et la cour d'Espagne donnèrent leur consentement, et rien ne semblait plus s'opposer à l'union projetée. Le vaniteux Buckingham persuada alors au prince Charles de faire un voyage à Madrid (1623) et le roi qui, dans sa jeunesse, avait surpris de la même façon sa fiancée danoise, favorisa l'entreprise : comme Jacques avait autrefois amené sa fiancée du Nord glacé, de Bergen en Norwége, ainsi Charles devait chercher en personne la sienne au sud de l'Europe. Tous deux arrivèrent à Madrid sous des noms d'emprunt et furent traités, quand on les reconnut, avec une grande distinction. Mais la conduite légère et arrogante de Buckingham choqua la cour espagnole qui tenaït sévèrement à l'étiquette. Des complications diplomatiques dans la conclusion du contrat de mariage augmentèrent encore la mésintelligence. Le puissant favori se brouilla avec le comte Olivarez de qui tout dépendait en Espagne, et comme il voyait sa chute imminente si l'infante devenait l'épouse de Charles, il fit échouer le mariage aussi odieux au peuple espagnol qu'au peuple anglais. Bientôt l'ancienne inimitié reparut, et Jacques se

prépara, peu de temps avant sa mort, à prendre une part active à la guerre de Trente ans. Henriette de France, sœur de Louis XIII, devint l'épouse de Charles. Le roi lui accorda, ainsi qu'à son entourage catholique, le libre exercice de leur culte, et promit, en outre, de ne plus soumettre dorénavant les catholiques à des amendes ni entraver leurs dévotions privées. 3) Les Tudors avaient fait du parlement le docile instrument de leur despotisme. Jacques, pénétré de la toute-puissance et de la majesté de la dignité royale qui provenait de Dieu, se garda bien de changer de système. Mais il ne possédait pas l'énergie souveraine d'Élisabeth pour réprimer l'esprit de rébellion, et il ne savait pas comme elle dissimuler son despotisme sous l'éclat et la gloire de son règne. Tandis que l'administration économique d'Élisabeth la mettait en position de se passer le plus souvent de l'aide du parlement, les prodigalités de Jacques le réduisaient sans cesse à des expédients. Il obligeait notamment les habitants riches à lui faire des prêts ou des dons qu'il ne songeait jamais à rendre; il vendit des monopoles et créa une basse noblesse par lettres (baronnets) dont on pouvait acheter la patente ; comme tout cela ne suffisait pas et comme le parlement se montrait très avare, sans consulter celui-ci, il greva de taxes arbitraires l'importation et l'exportation de toutes les denrées. Les états déclarèrent que cette imposition constituait une violation de leurs droits. En vain le roi irrité prononça à plusieurs reprises la dissolution du parlement et fit emprisonner les orateurs

les plus hardis (1614) ; chaque nouvelle assemblée tenait le même langage ; on ne s'opposait pas seulement à tout empiétement sur d'anciens droits, on exprimait aussi sans détour le mécontentement que causaient les fiançailles en Espagne et l'abandon de l'électeur protestant. Le roi reprocha au parlement cette immixtion dans des affaires qui n'étaient pas de sa compétence et déclara que ses droits prétendus n'étaient que des priviléges dont il était redevable à la faveur royale (1621). Les membres de la chambre des communes rédigèrent alors une protestation dans laquelle ils soutenaient que les libertés du parlement étaient un droit de naissance et un héritage du peuple anglais, et prétendaient non seulement à la législation et à l'approbation des impôts, mais encore au droit de donner leur avis dans les circonstances difficiles et pressantes ; ils réclamaient, en outre, une entière liberté de parole et la sécurité personnelle de tous les membres du parlement contre les arrestations arbitraires. Le roi furieux de cette audace déchira de sa propre main la feuille du registre des protocoles qui contenait cette protestation, renvoya le parlement et fit arrêter quelques députés ; mais l'esprit d'opposition persista dans le peuple et se montra plus ouvertement encore lorsque Charles Ier monta sur le trône. Charles l'emportait de beaucoup sur son père par ses vertus privées et son caractère chevaleresque ; mais par son orgueil, son despotisme et ses habitudes de dissimulation et de duplicité, il s'aliéna l'amour et la confiance de son peuple.

§ 32. *Charles Ier (1625-49). Irritation croissante.* Le règne de Charles commença par une lutte si violente contre le parlement, que celui-ci fut dissous deux fois dans les deux premières années. La volonté altière du roi ne voulut point se courber sous l'esprit du temps qui réclamait pour la classe moyenne une participation à la vie publique. La nature libérale de Charles s'indignait contre la parcimonie du parlement qui voulut profiter des besoins d'argent du roi pour assurer les droits du peuple, et à cet effet, se montra non seulement très économe dans ses approbations d'impôts, mais ne consentit pas une seule fois, pendant tout le règne, comme il avait été d'usage jusque-là, à l'élévation des droits traditionnels sur l'entrée et la sortie des marchandises. Ces restrictions furent d'autant plus désagréables à Charles, qu'une guerre malheureuse contre l'Espagne et l'appui prêté aux généraux en Allemagne lui occasionnaient de grandes dépenses. C'est pourquoi il éleva les droits de tonnage sans l'approbation constitutionnelle, exigea des dons et des prêts de la part de ses sujets, et vendit des domaines et des monopoles; au lieu de chercher à finir la guerre d'Espagne, il se laissa persuader par le léger Buckingham, le plus triste héritage de Jacques à son fils, d'entreprendre une nouvelle guerre contre la France, sous prétexte de porter secours aux huguenots, mais en réalité parce que l'extravagant favori voulait se venger sur la cour de France de la mortification que lui avait fait subir Richelieu à cause de son importunité blessante envers la reine

Anne. La guerre contre la France ayant eu aussi une funeste issue, et le sang et l'honneur anglais ayant été honteusement sacrifiés, il s'éleva dans le troisième parlement une tempête si violente contre Buckingham (1628), que le roi reconnut comme légitime la demande de justice *(petition of right)*, afin de sauver son favori, auquel il tenait à toute force, de l'accusation qui le menaçait. Dans cette pétition, les anciens droits sur la sécurité personnelle et l'inviolabilité de la propriété étaient exposés si clairement, qu'à l'avenir tout emprisonnement arbitraire de membres du parlement et tout établissement d'impôts de la part du roi seul devaient sembler des attaques à la constitution et aux lois. Mais le parlement ne se montra pas plus docile. Buckingham était regardé comme l'auteur de toutes les souffrances du peuple ; aussi son assassinat par Felton (1629) ne fut pas seulement l'œuvre d'une vengeance privée, mais l'effet de l'irritation générale. Un nouveau souffle avait passé sur le peuple ; le troisième parlement fut dissous à son tour, après avoir déclaré dans une séance orageuse que toute levée d'un impôt serait illégale, et que celui qui le paierait serait traître. Neuf membres, parmi lesquels se trouvait Hollis, furent emprisonnés.

§ 33. *Strafford et Laud.* Le roi avait été poussé à cet acte de violence par Thomas Wenthworth que l'ambition avait porté de l'extrême opposition dans le conseil royal, et qui s'éleva rapidement au rang de gouverneur d'Irlande et de comte Strafford. C'était un homme dur, mais énergique, qui ne s'attacha

plus désormais qu'à l'extension du pouvoir de la couronne. Il rêvait l'absolutisme dans l'intérêt du peuple. C'est pourquoi il conseilla au roi d'essayer de gouverner sans parlement et conçut le projet de créer une armée permanente pour protéger le trône et comprimer toute résistance. Afin de diminuer les dépenses, on conclut promptement la paix avec l'Espagne et la France, et l'on abandonna la cause du palatin aussi bien que celle des huguenots; pour faire face aux dépenses courantes, le gouvernement fit élever les impôts actuels sans l'approbation constitutionnelle, il en créa de nouveaux, et remit en vigueur des prétentions surannées et oubliées de la couronne. Le roi fit de la vente des monopoles un usage très préjudiciable à l'industrie, au commerce et à la consommation ; il extorqua des sommes énormes aux détenteurs d'anciens domaines et biens d'Église, sous prétexte que leurs titres de possession étaient défectueux; il fit déclarer biens domaniaux une grande quantité de forêts, et frappa d'amendes les propriétaires qui avaient construit sans autorisation de nouvelles maisons dans le voisinage de Londres, ce qui était interdit par une loi peu observée. En outre, les principaux objets de consommation, la lumière, le vin, le sel, le savon, le cuir, etc., furent imposés, et enfin, en vertu d'une ancienne loi, on exigea une taxe annuelle pour la construction et l'entretien de la flotte. Tandis que la perception de ce dernier droit excitait un murmure général, et que les poursuites contre le prudent et ferme *John Hampden*, qui refusait de payer l'impôt, tenaient

tout le pays dans l'agitation, la rigueur avec laquelle on s'efforçait d'affermir l'Église anglicane et d'étouffer le puritanisme, augmenta encore l'irritation. Beaucoup de membres de l'opposition adhérèrent aux principes démocratiques des puritains et des presbytériens ; plus leurs tendances politiques trouvaient de l'écho dans le peuple, plus leurs opinions religieuses gagnaient aussi de terrain ; Charles s'opposa résolument au double courant d'idées ; de même qu'il se laissait diriger par Strafford pour les mesures politiques, il se livra pour les affaires religieuses aux conseils de Laud, l'évêque de Londres, dont les principes au sujet des droits divins des souverains et de l'obéissance passive des peuples étaient aussi agréables à la nature hautaine du roi, que son penchant pour la pompe des cérémonies du culte flattait la préférence secrète de Charles pour le catholicisme. La haute commission et les juges de la chambre étoilée (ainsi nommée de la salle de justice ornée d'étoiles) condamnèrent les non-conformistes à des peines cruelles : Prynn, puritain zélé, fut condamné à perdre les deux oreilles, à rester attaché au pilori, à payer une forte amende, et à subir une prison perpétuelle, parce qu'il avait, dans un gros livre, proscrit comme des œuvres du démon la danse, les mascarades et les spectacles auxquels la cour prenait plaisir. On espérait briser l'entêtement des puritains par des mutilations et d'autres supplices infamants. Mais les persécutions engendrèrent de nouveaux martyrs ; les sectaires méprisés devinrent de nobles combattants pour la

liberté politique et religieuse. Lorsque Laud détesté monta sur le siége archiépiscopal de Cantorbéry et, par une nouvelle consécration de l'église Saint-Paul, par l'introduction dans plusieurs cathédrales d'autels, d'images et d'ornements, et, dans le culte, de cérémonies qui se rattachaient à l'Église romaine, sembla confirmer les bruits d'un retour au catholicisme, le mécontentement du peuple, inquiet pour sa liberté civile et religieuse, s'éleva à un très haut degré. Le penchant secret des Stuarts pour le catholicisme et l'influence de la reine catholique, dans l'entourage de laquelle on ne voyait que des catholiques et des convertis, et qui entretenait des intelligences suspectes avec la cour de Rome par l'entremise de prêtres et de jésuites cachés, augmentèrent encore la défiance. Des prédicateurs puritains qui avaient été privés de leur place par l'ardent prélat et livrés à la misère, parcouraient le pays et excitaient encore les esprits par leurs harangues fanatiques. En ces temps d'affliction, beaucoup de puritains quittèrent leur patrie et transportèrent leurs tentes dans les déserts d'Amérique. Ils furent les devanciers de la population des États-Unis d'aujourd'hui.

§ 34. *Écosse*. Charles ne s'aperçut pas que son trône était sur un volcan en effervescence, avant que la religieuse Écosse eût levé l'étendard de la révolte. Là aussi, on voulut remplacer les synodes et les presbytères démocratiques par la juridiction épiscopale imparfaitement fondée par Jacques, avec la haute commission à sa suite, abolir, au moyen d'un

nouveau code spirituel, la puissance législative de l'Église assemblée, empêcher les sermons libres et hardis par l'introduction du livre général de prières, briser l'égalité par la hiérarchie et éveiller parmi les pasteurs l'ambition, l'égoïsme et les faiblesses humaines. Lorsque le premier service eut lieu selon le nouveau rite dans la cathédrale d'Édimbourg (23 juillet 1637), un tumulte s'éleva contre l'établissement du « culte de Baal. » La foule s'écria : « Pape! antéchrist! lapidez-le! » jeta les chaises à la tête de l'officiant et le chassa dehors. Au milieu de jeûnes et de prières, on renouvela l'ancienne ligue (*covenant*) pour la protection de la pure religion et de l'Église contre les erreurs et les corruptions papistes (1638). Une assemblée nationale (les *Quatre Tables*), formée sans la participation du gouvernement, prit en main la cause du peuple armé. L'épiscopat et toutes les institutions hiérarchiques introduites par les Stuarts furent renversées d'un seul coup par le synode général qui siégeait à Glasgow contre les ordres du roi, sous la présidence de l'audacieux Henderson. Charles se décida alors à la guerre, et pour obtenir l'argent nécessaire, il convoqua de nouveau un parlement après onze ans d'interruption. Mais lorsque la chambre des communes, au lieu d'accorder les subsides demandés, éclata en accusations ouvertes contre le despotisme dans l'Église et dans l'État, une nouvelle dissolution eut lieu, et les orateurs les plus hardis furent arrêtés au moment même où les Écossais franchissaient la frontière avec une armée. En vain le roi chercha

du secours auprès de la noblesse; la chambre haute n'osa pas résister aux désirs du peuple, qui réclamait avec menaces un parlement libre; elle joignit sa voix au cri général de la nation; et quand les troupes royales eurent reculé impuissantes devant l'armée enthousiaste des Écossais qui marchaient en priant et en chantant des psaumes, il ne resta plus d'autre issue à Charles que de convoquer un nouveau parlement (1640).

§ 35. *Le long parlement.* La méfiance générale envers la cour fit tomber les suffrages en grande partie sur des adversaires du gouvernement et de l'épiscopat. A côté de partisans modérés du progrès sur la base des anciens droits du peuple, comme John Hampden, il y avait des combattants plus décidés et plus ardents pour la liberté politique et ecclésiastique, comme Pym et Hollis, des zélateurs religieux comme Henry Vane, Haslerig et le savant Selden, et de sombres fanatiques comme *Olivier* Cromwell. Ce dernier (né en 1599) était un descendant de Thomas Cromwell qui, sous Henri VIII, avait activement travaillé à l'établissement de la réforme. Depuis le début de la lutte parlementaire, il s'était montré le champion décidé de la liberté civile et religieuse, et, par sa conduite exemplaire, par sa bienfaisance et sa libéralité, par sa moralité rigide, s'était acquis l'estime générale à Huntingdon, son lieu de naissance, tellement qu'il fut élu représentant de ce comté au sein du parlement, où bientôt il prit une position éminente. Simple et rustique dans ses vêtements et dans ses manières, sans être

doué d'une éloquence brillante, il dominait ses contemporains par la supériorité de son esprit, par l'énergie de sa volonté et la résolution de son caractère. Il savait cacher l'ardeur de son âme sous une humilité extérieure et une dévotion apparente. La plupart des membres du nouveau parlement étaient ou devinrent des puritains, et leur esprit démocratique passa bientôt de l'Église à la politique et éveilla des idées républicaines. Ils voulaient substituer, dans l'État et dans l'Église, l'autorité populaire des synodes et du parlement au gouvernement monarchique de l'évêque et du roi. Par un hasard singulier, quelques-uns d'entre eux avaient été empêchés trois ans auparavant par un ordre du roi de se rendre en Amérique. Au lieu d'accorder aussitôt de l'argent pour combattre les « rebelles » écossais, comme le souhaitait le discours du trône, le parlement entra secrètement en relation avec eux, et, sous la garantie de sommes importantes pour l'entretien de l'armée, fit en sorte que celle-ci conservât sa position sur la frontière. Puis il dirigea ses attaques contre les mesures arbitraires dans l'Église et dans l'État; Prynn et ses compagnons d'infortune furent déclarés innocents après une révision de leur procès, et les juges de la chambre étoilée furent condamnés à l'amende; Strafford « le grand apostat » que le roi avait rappelé d'Irlande, fut, ainsi que l'archevêque Laud, mis en état d'accusation et conduit à la Tour. Pour les sauver tous deux, le roi se montra condescendant; il forma un nouveau ministère de membres de l'opposition; il

sanctionna la loi par laquelle les taxes ne pouvaient désormais être élevées qu'avec le consentement du parlement, et confirma le bill en vertu duquel un parlement devait être convoqué au plus tard tous les trois ans. Mais la chambre des communes n'abandonna pas pour cela ses projets de vengeance contre les prisonniers. Strafford fut accusé de haute trahison devant la chambre haute. Il se défendit pendant dix-sept jours avec sang-froid et dignité, et démontra de la manière la plus évidente qu'aucun des chefs d'accusation ne pouvait passer pour haute trahison. Ses arguments étonnèrent les pairs; sa défense produisit un tel effet, que l'on s'attendait à son acquittement. La chambre des communes eut alors recours à un moyen despotique; elle déclara par un bill que Strafford devait être regardé comme convaincu d'avoir tenté d'anéantir les libertés du pays. La majorité de la chambre haute adhéra à ce bill et le roi eut la faiblesse de le sanctionner et de livrer ainsi son plus fidèle serviteur à la fureur populaire. « Ne vous fiez pas aux princes, s'écria-t-il, car il n'y a pas de secours à attendre d'eux ! » Strafford mourut sur l'échafaud avec une grande constance (11 mai 1641). Laud demeura encore trois années en prison; mais la suppression de la chambre étoilée et de la haute commission, puis, un peu plus tard, l'exclusion des évêques de la chambre des pairs furent les préludes du renversement de l'Église hiérarchique. — Bientôt après, Charles fit un voyage en Écosse, dans l'intention de recueillir des preuves de l'entente du parlement avec l'armée écossaise

qui avait été licenciée dans l'intervalle. Les députés puritains en conçurent de l'inquiétude. Sur ces entrefaites, la nation anglaise frémit d'épouvante et de fureur en apprenant la nouvelle du massacre général des colons protestants de l'Irlande par les habitants catholiques. Cet événement, provoqué par les violences de Jacques et les cruautés de Strafford, fut mis à la charge de la cour et surtout de la reine ; les puritains du parlement en profitèrent pour exciter le peuple, en répandant le bruit d'une alliance des papistes, des évêques et des courtisans pour renverser la foi et la liberté. Des compagnies armées se formèrent pour la protection du parlement, tandis que, d'autre part, beaucoup de gentilshommes campagnards et d'officiers se rangèrent autour du roi menacé dans tous ses droits. Le peuple les nomma *cavaliers,* tandis qu'ils donnaient à leurs adversaires le sobriquet de *têtes rondes,* à cause de la coupe de leurs cheveux. Des pamphlets et des journaux, produits d'une presse libre, des discours violents dans les églises et dans les assemblées, maintenaient le peuple dans un état de surexcitation et produisaient un effet indescriptible. Des tumultes journaliers étaient les avant-coureurs de la guerre civile. La présentation d'un bill d'après lequel l'organisation de l'armée et la nomination des commandants dépendraient à l'avenir du vote du parlement porta le premier coup. Pendant la séance, le roi voulut faire saisir et accuser de lèse-majesté cinq membres de l'opposition (Hampden, Pym, Hollis, Haslerig et Strode). Ils prirent la fuite, se tinrent

cachés quelques jours et furent ensuite ramenés en triomphe au parlement par la milice citoyenne et par une foule innombrable. Charles ne supporta pas cet affront. Il se rendit à York et se décida à la guerre.

§ 36. *Guerre civile.* (1642-1646). Si le roi avait auparavant fourni de légitimes sujets de plainte par la violation des droits du peuple, le parlement se rendit coupable à son tour d'une atteinte semblable aux droits royaux. Non content d'avoir resserré le pouvoir royal dans les bornes légales, il s'attribua exclusivement le pouvoir législatif dans l'État et dans l'Église, et s'empara de toute l'autorité gouvernementale, en réclamant la nomination et le renvoi des hauts fonctionnaires publics et des généraux, en prétendant soumettre à son vote l'organisation des forces de terre et de mer et faire dépendre de son approbation jusqu'à l'éducation et au mariage des enfants royaux. Le roi ne pouvait admettre de pareilles prétentions. Il rassembla à York les membres des deux chambres qui lui étaient dévoués et la force armée, tandis que la reine se réfugiait en Hollande pour invoquer le secours de l'étranger. Mais, comme toutes les troupes du continent étaient impliquées dans la guerre de Trente ans, il n'y avait aucune aide à en attendre; où auraient-elles débarqué d'ailleurs, alors que tous les ports et la marine se trouvaient entre les mains du parlement? La guerre commença donc avec des forces très inégales. Car, tandis que le roi était sans argent et que son armée manquait de tout, le parle-

ment possédait non seulement tous les revenus publics, mais était abondamment secouru par des cotisations privées. A la première invitation, des familles apportèrent leur vaisselle d'argent, les femmes leurs parures; les impôts que l'on avait obstinément refusés au roi étaient offerts de bonne volonté au parlement. Pourtant, la petite armée de Charles, composée de troupes aguerries, remporta d'abord l'avantage sur les troupes fraîches du parlement, avec lesquelles le comte Essex se mit en campagne : dans deux rencontres, la cavalerie royale, conduite par le neveu de Charles, l'impétueux Ruprecht du Palatinat, remporta la victoire. Au commencement de la deuxième année, le parlement éprouva aussi des pertes, dont la plus sensible fut la mort du loyal et brave John Hampden, dans un combat aux environs d'Oxford. Mais lorsque Olivier Cromwell, le secrétaire puritain, eut composé, de ses pieux amis, une troupe résolue qui, pour défendre la cause de Dieu, bravait les fatigues et les dangers de la guerre, et lorsque le parlement eut conclu avec les Écossais une alliance ensuite de laquelle leurs troupes fanatiques franchirent de nouveau la frontière, les choses prirent une autre tournure. Dans la *bataille de Marstenmoor* (3 juillet 1644), le palatin Ruprecht perdit la victoire par sa fougue imprévoyante; dix mille royalistes restèrent sur le champ de bataille. La fidèle ville d'York tomba entre les mains des puritains. Depuis lors, le nom de Cromwell domina dans l'armée, surtout lorsque Pym fut mort et qu'Essex eut éprouvé des revers.

*Les puritains.* Macaulay dépeint ainsi ce parti politique et religieux : Les puritains étaient des hommes dont l'esprit avait acquis un caractère tout particulier par la contemplation journalière de choses surnaturelles et d'intérêts supérieurs. Non contents de reconnaître en termes généraux une Providence souveraine, ils attribuaient d'ordinaire chaque événement à la volonté de l'Être suprême, pour la puissance duquel rien n'est trop grand, comme rien n'est trop petit pour sa pénétration; le connaître, le servir, se réjouir en lui, tel était pour eux le premier but de l'existence. De là leur mépris pour les distinctions terrestres. La différence entre le plus grand et le plus méprisé des hommes semblait disparaître quand ils la comparaient à l'intervalle infini qui séparait toute la race humaine de celui sur qui ils avaient les yeux constamment fixés. S'ils connaissaient peu les ouvrages des philosophes et des poètes, ils étaient profondément versés dans les oracles du Seigneur; si l'on ne trouvait leurs noms dans aucun ancien armorial, ils étaient inscrits au livre de vie; si leurs pas n'étaient pas accompagnés d'une suite nombreuse, ils étaient gardés par des légions d'anges officieux. Leurs palais étaient des demeures qui n'avaient pas été construites par la main des hommes, leurs diadèmes des couronnes de gloire impérissable. Ils regardaient d'un air de mépris ceux qui étaient riches ou éloquents, les nobles et les prêtres; car ils s'estimaient riches d'un trésor précieux, éloquents dans une langue supérieure, anoblis par une nomination de toute éternité, prêtres par l'imposition des mains du Tout-Puissant. Le plus infime d'entre eux était un être dont le sort avait une importance mystérieuse et féconde, dont les esprits de la lumière et des ténèbres observaient les moindres actions avec une attention inquiète, qui était destiné, dès avant la création du ciel et de la terre, à une béatitude qui survivrait au ciel et à la terre. C'est pour lui que le Tout-Puissant avait révélé sa volonté par la plume des évangélistes et la harpe des prophètes. Il avait été racheté à grand prix, non par une sueur de mort ordinaire ni par le sang d'une victime terrestre; pour lui le soleil s'était obscurci, les rochers s'étaient déchirés, les morts étaient ressuscités; pour lui toute la nature avait frémi

à l'agonie de son Dieu. — Ainsi le puritain était composé de deux hommes : l'un tout contrition, pénitence, gratitude et tolérance; l'autre fier, calme, inflexible, clairvoyant. Il se jetait dans la poussière devant son Créateur, mais il mettait le pied sur la nuque des rois. Dans sa dévotion solitaire il priait avec convulsions, avec larmes et soupirs. Il tombait presque en démence devant les images de gloire ou d'effroi; il entendait les psaumes des anges et les murmures tentateurs du mauvais esprit. Mais, dès qu'il occupait son siége dans le conseil ou ceignait son épée pour la guerre, tout ce travail orageux de l'âme ne laissait plus en lui aucun trace sensible. Les fanatiques apportaient dans la vie civile ou militaire un sang-froid et une inflexibilité que quelques écrivains n'ont pu concilier avec leur zèle religieux, mais qui en étaient les conséquences nécessaires; la forte direction de leur sentiment sur un seul objet les rendait tranquilles à l'égard de tous les autres.

§ 37. *Victoire des indépendants*. Les heureux succès obtenus dans la guerre donnèrent aux puritains le courage de poursuivre le renversement de la haute Église et de séparer l'ancien temps du nouveau par un abîme infranchissable, quoiqu'ils vissent bien aussitôt qu'ils éloigneraient ainsi d'eux la chambre des pairs déjà très affaiblie. Mais leur ardeur puritaine dédaignait toute considération mondaine. Le livre général de prières et la liturgie anglicane furent bientôt remplacés par un culte imité du presbytérianisme, et le système épiscopal hiérarchique par la constitution synodale presbytérienne; les images, les ornements, les orgues disparurent des églises; les vitraux peints furent cassés, les monuments qui pouvaient passer pour des véhicules de la superstition et de l'idolâtrie furent détruits et les jours de fête défendus. Les ecclésiastiques puritains que Laud avait destitués, furent réintégrés dans leurs fonctions et tinrent par leurs longs sermons le fanatisme éveillé, tandis que l'archevêque prisonnier terminait sa vie sur l'échafaud (janvier 1645) et que les pasteurs anglicans qui ne voulaient pas se soumettre à la

nouvelle forme de l'Église étaient dépouillés de leurs charges. Les puritains, autrefois molestés, se firent persécuteurs à leur tour et d'opprimés devinrent oppresseurs. Les incidents restèrent les mêmes ; mais les acteurs du théâtre de la vie avaient changé de rôle. Bientôt pourtant la discorde éclata même dans le camp des vainqueurs. Les *indépendants*, qui gagnaient de plus en plus de crédit par leur enthousiasme, leur ardeur et leur énergie dans le parlement et à l'armée, et qui n'étaient pas disposés à subordonner la liberté chèrement acquise à une théocratie étrangère, se plaignirent que le despotisme clérical n'eût fait que prendre une autre forme, et qu'au lieu de quelques évêques, une foule d'ecclésiastiques presbytériens exerçassent une nouvelle tyrannie dans les synodes. Ils demandèrent que chaque communauté religieuse eût droit de législation pour la foi, le culte et la discipline, que toutes les paroisses qui se formaient par le rapprochement volontaire de fidèles de même sentiment eussent des droits égaux, et que personne ne fût forcé de plier sa conscience sous une prescription générale, mais que chacun pût servir Dieu à sa façon ; la différence de foi et de culte devait être permise et la tolérance devait être un devoir sacré. La liberté intellectuelle, dans le domaine de la religion aussi bien que dans celui de la pensée, de la parole écrite ou verbale, tel fut le mot d'ordre des indépendants.

Par crainte de la puissance croissante des indépendants, les presbytériens du parlement cherchèrent à se réconcilier avec Charles. Mais les négociations d'Uxbridge échouèrent contre la demande d'abolition de l'épiscopat et de transmission du commandement des forces de terre et de mer à la chambre des communes. Les indépendants levèrent la tête d'autant plus haut. Ils obtinrent l'acte de renonciation (février 1645) d'après lequel aucun

membre des deux chambres ne pouvait être investi d'un commandement ou d'un emploi. Par là Essex fut contraint de renoncer à son titre militaire et Fairfax, général plein de talent, mais entièrement dirigé par Cromwell, fut mis à la tête de l'armée. Cromwell, le chef des indépendants, avait sollicité le plus vivement l'acte de renonciation. Il se rendit à l'armée pour déposer son commandement entre les mains de Fairfax. Mais celui-ci déclara aussitôt au parlement que Cromwell était indispensable, que lui seul pouvait conduire la cavalerie ; car la victoire était toujours là où il combattait au nom du Seigneur avec ses troupes pieuses. Le parlement donna son aveu, et la *bataille de Naseby* (14 juin 1645) dans le voisinage de Northampton, où le reste de l'armée royale fut dispersé et la dernière espérance de Charles renversée, prouva quel élan avait provoqué l'énergie des indépendants.

§ 38. *Charles en Ecosse*. A partir de ce moment, la lutte prit une forme plus passionnée. Les indépendants transportèrent leurs opinions républicaines de l'Église dans l'État, et combattirent la royauté avec la même résolution que la hiérarchie. Les lettres de Charles, dans lesquelles il sollicitait le secours des princes de l'étranger, étaient tombées entre les mains de ses ennemis; leur publication enleva au roi un reste de considération. Le bruit courut qu'il avait cherché, par de brillantes promesses, à exciter les Irlandais à un nouveau soulèvement. C'est pourquoi le parlement enjoignit de ne pardonner désormais à aucun Irlandais prisonnier de l'armée royale.

Ils furent fusillés par centaines de la manière la plus cruelle, et tous les royalistes furent punis par la perte de leurs biens. Une sanglante guerre d'opinion sévit de la pointe de Cornouailles aux montagnes d'Écosse. L'énergie des fanatiques et des républicains remporta la victoire. En vain le roi humilié demanda la paix; on ne se fia pas à lui, et Cromwell et Fairfax s'apprêtèrent à l'assiéger dans Oxford. Charles prit alors une résolution désespérée : déguisé en domestique, il s'enfuit d'Oxford avec deux compagnons et se rendit au camp écossais dans l'espoir de réveiller chez ses compatriotes des sentiments d'affection et de loyauté. Mais toute piété pour les majestés déchues s'était éteinte dans l'âme des Écossais dirigés par des ecclésiastiques rigides. Ils le tinrent étroitement surveillé, l'obligèrent à assister aux longs sermons presbytériens, qui avaient ordinairement pour texte ses propres méfaits et ceux de ses ancêtres, et entrèrent en négociation avec le parlement anglais pour décider de son sort. Charles n'ayant pu être amené à souscrire au « covenant », à abolir l'épiscopat, à abandonner pour vingt ans au parlement le commandement des forces de terre et de mer et à livrer ses plus fidèles partisans à la vengeance de leurs adversaires, les Ecossais sacrifièrent leur roi pour un gain sordide. Contre le paiement d'une somme élevée, Charles fut livré aux commissaires du parlement et transporté dans le château fort de Holmby (janvier 1647); l'armée écossaise fut ensuite dissoute.

§ 39. *Dissensions entre indépendants et presbyté-*

*riens*. La guerre semblait terminée. Le parlement, composé en majorité de presbytériens, voulut alors réduire l'armée, dans laquelle les indépendants l'emportaient, ou se débarrasser d'elle en l'envoyant en Irlande. Les troupes s'y refusèrent et réclamèrent la solde arriérée; des réunions d'officiers et de soldats se formèrent et prirent une attitude hostile à l'égard des presbytériens. Cromwell était l'âme de ce mouvement. Mais il savait dissimuler avec tant d'art, que la chambre des communes lui confia la mission de faire rentrer dans l'ordre l'armée indocile. Bientôt Cromwell eut sur les soldats plus d'empire que Fairfax. Par son ordre secret, le cornette Joyce, tailleur fanatique, enleva, avec une troupe de cavaliers, Charles prisonnier qu'il conduisit à Hamptoncourt entre les mains de l'armée (3 juin 1647). Les presbytériens s'effrayèrent et insistèrent sur une réconciliation avec le roi. Mais l'armée s'approchait déjà des portes de Londres et réclamait l'exclusion du parlement de onze presbytériens. La chambre des communes obéit. Mais les membres exclus, parmi lesquels se trouvait Hollis, excitèrent la bourgeoisie de Londres à se soulever. Celle-ci demanda, les armes à la main, le retour du roi et menaça le parlement d'indépendants. Beaucoup de membres, le président en tête, se réfugièrent auprès de l'armée et donnèrent à celle-ci l'occasion de pénétrer dans la capitale et de ramener les fugitifs en triomphe. Les opposants se soumirent en tremblant à la puissance des indépendants qui eurent dès lors le dessus dans le parlement et dans l'armée.

§ 40. *Dernier espoir de Charles.* Pendant ces jours sombres, Cromwell ne semblait pas éloigné de replacer le roi sur le trône, mais en assurant sa propre élévation. Déjà l'armée concevait des défiances; les soldats formaient des réunions menaçantes contre la trahison envers le Seigneur. Une secte fanatique, celle des *levellers*, réclamait l'égalité des classes et des fortunes, une constitution d'après laquelle le peuple se gouvernerait lui-même et une complète liberté religieuse sans communauté ecclésiastique ni culte régulier. Mais bientôt Cromwell se convainquit, par une lettre interceptée, de la duplicité du roi; il rompit les négociations, regagna vite son ancien crédit et parvint par sa vigueur à dissoudre la réunion des levellers, aussi redoutable aux indépendants qu'aux presbytériens. Dès lors une inimitié implacable régna entre Cromwell et le roi. Un dernier rayon d'espoir sembla luire sur Charles. Il réussit à gagner l'île de Wight (novembre 1647) au même moment où les Écossais, honteux d'avoir vendu leur maître à prix d'argent, prenaient les armes pour sa délivrance et où une dangereuse fermentation se manifestait dans le pays de Galles et en Irlande. Mais l'énergie de Cromwell surmonta le danger. Avec une faible armée, il repoussa les Écossais, pénétra dans leur pays et les força à renouveler l'alliance avec l'Angleterre. Le parlement anglais apprit la victoire de Cromwell avec une crainte secrète, lorsque Charles, qui attendait son salut de l'Irlande et de l'étranger, eut aussi rejeté la dernière tentative de paix des presbytériens.

§ 41. *Mort de Charles.* Cromwell, excité par son gendre fanatique *Ireton*, avait déjà résolu la perte de Charles, quoiqu'il affectât encore, au sein du parlement une humilité chrétienne et une dévotion outrée. D'après ses indications secrètes, l'armée s'empara du roi et le conduisit dans une sombre forteresse sur les bords de la mer (décembre 1648). Ensuite le colonel Pride cerna le parlement et fit emmener de vive force quatre-vingt-un membres presbytériens, parmi lesquels Prynn. Après cet acte connu sous le nom de « purification de Pride, » Cromwell s'installa dans les appartements royaux de Whitehall ; car désormais il était seigneur et maître ; le parlement composé d'indépendants n'était plus qu'un instrument inerte entre ses mains. On résolut d'accuser le roi de trahison devant un tribunal extraordinaire, parce qu'il avait fait la guerre au parlement. La chambre haute, réduite à douze membres, s'étant opposée à cette mesure, les indépendants déclarèrent « que leur volonté seule faisait la loi, parce que la source de toute autorité légitime était dans le peuple dont ils étaient les seuls représentants. » En conséquence, « Charles Stuart » subit quatre interrogatoires devant le tribunal présidé par le jurisconsulte Bradshaw et composé de cent trente-cinq personnes, tant membres de la chambre des communes qu'officiers et juges ; il fut condamné à mort comme tyran, traître, meurtrier et ennemi du pays. On lui accorda trois jours pour se préparer et pour dire adieu à ses enfants. Puis on le conduisit à l'échafaud couvert de noir et dressé dans le château de White-

hall, où deux bourreaux déguisés en costume de matelots procédèrent à l'exécution. La foule innombrable assista silencieuse à l'horrible spectacle : elle ne fit entendre un sourd gémissement qu'au moment où l'exécuteur saisit la tête sanglante par les cheveux et cria : « Ceci est la tête d'un traître. » (30 janvier 1649).

### *La république.*

§ 42. *Victoire de Cromwell.* Le parlement, réduit à quatre-vingts membres, fut porté au nombre de cent cinquante par de nouvelles élections et par la convocation de membres qui avaient été exclus ; après la suppression de la chambre haute, il fut investi du pouvoir suprême comme parlement d'Angleterre (assemblée nationale). Tout Anglais, âgé de plus de dix-sept ans, dut prêter serment de fidélité au nouveau gouvernement « sans roi ni chambre haute. » Le pouvoir exécutif fut conféré à un conseil d'État de quarante-deux membres, dont le président était Bradshaw, et l'un des secrétaires le poète Milton. Celui-ci n'avait pas peu contribué, par ses pamphlets contre la prélature et la monarchie absolue, à la victoire de ses amis politiques ; il continua, par ses écrits justificatifs, à servir la cause républicaine avec tant de dévoûment qu'il perdit la vue. — Une haute cour de justice s'occupait des manquements contre l'Etat, comme l'ancienne chambre étoilée, et exerçait une justice sévère contre les royalistes aussi bien que contre les radicaux dans l'Église et dans l'État. — La forme presbytérienne de l'Église resta dominante ; mais au milieu de la surexcitation religieuse on vit s'élever une quantité de sectes, parmi lesquelles la société des *amis* (nommés par le peuple *quakers* ou trembleurs). Fondée en 1649, par le cordonnier *Georges Fox*, elle acquit une grande importance.

Georges Fox, vêtu de peaux d'animaux, parcourut l'Angleterre en prêchant dans les rues et dans les maisons l'Evangile et la pénitence, en se plaignant des péchés des chrétiens et en annonçant un nouveau royaume de Dieu.

Les *Quakers* croient que la connaissance religieuse découle immédiatement de l'esprit divin, que chacun peut participer à la révélation divine par la contemplation muette et le recueillement et allumer en lui la lumière intérieure. C'est pourquoi ils mettent cette lumière ou, comme ils l'appellent, la parole intérieure, à côté et parfois même au dessus de la parole extérieure ou de la bible. Ils ne considèrent les sacrements que comme des symboles de dispositions intimes, qu'il n'est plus nécessaire d'accomplir extérieurement, rejettent la prédication avec toute espèce de théologie comme des œuvres humaines et ne veulent qu'une Église invisible. Ils repoussent le service militaire, le serment, les dîmes et les modes de la société. Longtemps persécutés en Angleterre, ils trouvèrent enfin un asile dans l'Amérique du nord, lorsque William Penn († 1718) acheta le territoire sur la Delaware et fonda, en partie avec des colons quakers, l'État de Pennsylvanie, « le berceau de la liberté pour les nègres et le monde. » Enfin, ils obtinrent aussi la tolérance en Angleterre, après que Robert Barclay († 1690) eut perfectionné scientifiquement leur doctrine.

*Irlande.* La nouvelle de la mort du roi provoqua un mouvement terrible en Écosse et en Irlande. Le général *Montrose* avait longtemps maintenu la bannière royale dans le haut pays; mais il fut enfin vaincu et expia par une mort cruelle son attachement à la royauté (1650). Sa tête et ses membres furent exposés, comme des avertissements, au dessus des portes des quatre principales villes d'Écosse. Pourtant le prince de Galles qui séjournait en Hol-

lande fut mandé quelque temps après et reconnu roi sous le nom de Charles II; mais il dut d'abord souscrire au « covenant » et se convertir à l'église presbytérienne, quoique le froid fanatisme des ecclésiastiques écossais répugnât au prince léger et avide de plaisirs, et que leurs longues prières lui parussent presque aussi fastidieuses que leurs sermons rigides sur les péchés et les crimes de sa maison. L'Irlande reconnut aussi le nouveau roi et prit les armes. Cromwell, à la tête d'une armée républicaine, marcha alors contre l'île rebelle. Drogheda fut conquise après trois assauts et la garnison royaliste fut massacrée jusqu'au dernier homme. Le vainqueur se fraya un chemin sanglant en passant sur des cadavres. Ireton, gendre de Cromwell, marcha dans les mêmes voies, et quand une mort subite l'eut enlevé, *Fleetwood*, autre gendre de Cromwell, compléta son œuvre dans le même esprit. En trois ans, la révolte la plus menaçante fut étouffée ; mais l'Irlande était devenue une contrée dépeuplée, habitée par des mendiants privés de droits.

Lorsque l'épée se reposait, un tribunal suprême procédait par la hache et l'exil contre les chefs ; des milliers d'habitants quittèrent le sol de leurs pères et cherchèrent un refuge dans les pays catholiques d'Europe et en Amérique ; tous les prisonniers de guerre et un grand nombre de femmes et d'enfants furent transportés dans les Indes occidentales et employés, à la Jamaïque, à la culture de la canne à sucre. Ceux qui restèrent furent dépouillés par des colons anglais de la plus grande partie de leurs biens, et la population de districts entiers fut transplantée dans d'autres régions; tous les prêtres catholiques durent quitter le pays ; le culte romain fut défendu et ses

partisans déclarés indignes de remplir aucune fonction. Depuis lors tout resta en Irlande sur le pied de guerre. Mais malgré les cruautés et les violences, la population catholique resta encore sept fois plus considérable que la population protestante. Les victimes se cachaient dans les bois et dans les marais, écoutaient avec une fureur concentrée les paroles de leurs prêtres et se jetaient en pillant et en tuant sur les possessions des nouveaux colons.

*Écosse.* Fairfax n'ayant pas voulu entreprendre la guerre contre les Écossais et ayant déposé le commandement, Cromwell, revêtu du titre de général en chef, marcha aussi contre ce pays. L'armée écossaise avait pris une forte position où Cromwell ne pouvait l'atteindre. Bientôt la faim et la maladie désolèrent l'armée anglaise et réduisirent le nombre des combattants. Cromwell songeait déjà à la retraite. Mais les membres du parlement et les pasteurs présents à l'armée écossaise, choqués de la confiance des royalistes en eux-mêmes et de la joyeuse humeur du roi et de son entourage, persuadèrent au chef de l'armée de commencer l'attaque. Lorsque Cromwell aperçut le mouvement de l'armée presbytérienne, il s'écria : « Ils viennent en bas; le Seigneur les a livrés en nos mains. » La *bataille de Dunbar*, le jour de naissance de Cromwell (3 septembre 1650) tourna contre les Écossais. Leurs ministres attribuèrent la défaite à la colère de Dieu contre la conduite inique des guerriers. Tandis que Charles II était couronné à Scone, Cromwell conquit Édimbourg et s'avança au cœur de l'Écosse. Le Seigneur des armées qui était invoqué par les pres-

bytériens comme par les indépendants au milieu de jeûnes et de prières, était avec les audacieux et les forts. Tout à coup Charles conçut une entreprise hardie. Il franchit la frontière anglaise avec ses troupes et appela à son aide les partisans de la royauté. Mais la surprise, la crainte et l'indécision retinrent la plupart d'entre eux de jouer leur fortune et leur vie. Il arriva ainsi qu'au jour anniversaire de la bataille de Dunbar (3 septembre 1651) l'armée royaliste subit une défaite complète à Worcester. Les belles rives de la Saverne furent arrosées de sang; ceux qui ne tombèrent pas sur le champ de bataille furent faits prisonniers. Cette bataille fit de Charles un fugitif sans patrie dont la capture fut mise à prix par le parlement. Au milieu de dangers, de difficultés et d'aventures sans nombre, il parvint à gagner la France sous un déguisement. L'Écosse fut alors obligée de se courber à son tour sous l'épée victorieuse du général républicain *Monk* et de consentir à une réunion avec la république d'Angleterre. La confiscation des biens domaniaux et des propriétés des royalistes prouva que l'on considérait l'Écosse comme une province conquise, au même titre que l'Irlande.— *Pays-Bas.* Le gouvernement britannique projeta d'abord une alliance avec la république des états généraux. Mais l'ambassadeur d'Angleterre à la Haye fut tué par des royalistes fugitifs et son successeur grièvement insulté, sans que les coupables fussent expulsés; il en résulta une rupture entre la Grande Bretagne et la Hollande. L'*acte de navigation* émané du parlement (octobre 1651), en

vertu duquel « des étrangers ne pourraient plus amener désormais en Angleterre que les marchandises qu'ils avaient produites eux-mêmes et sur leurs propres vaisseaux, sous peine de confiscation du navire et de la cargaison, » porta un coup funeste au commerce de transit de la Hollande. La rétractation demandée ayant été refusée, la guerre éclata; Cromwell la désirait autant que les états généraux auraient voulu l'éviter. Au début, les Hollandais maintinrent la réputation qu'ils avaient acquise dans les guerres navales; ils gagnèrent des batailles importantes et les amiraux *Tromp* et *Ruyter*, visitèrent la Tamise et en ravagèrent les bords. Mais bientôt l'organisation maritime, négligée sous les Stuarts, prit un essor puissant; les jours de l'Armada reparurent, et l'amiral anglais *Blake*, républicain d'une austère vertu, remporta la victoire sur Tromp et Ruyter dans une bataille qui dura trois jours (février 1653). Monk, aussi expérimenté et aussi heureux sur mer que sur terre, augmenta la gloire de l'Angleterre par de nouvelles guerres navales. La Hollande dut conclure une paix désavantageuse (15 avril 1654), éloigner les Stuarts de son territoire et exclure du stadhoudérat le prince mineur Guillaume d'Orange, fils d'une fille de Charles Ier. Mais l'acte de navigation fut maintenu. Une guerre avec l'Espagne eut aussi une issue favorable à l'Angleterre. Le port de Dunkerque, qui était en la possession des Espagnols, et l'île fertile de la Jamaïque s'ajoutèrent au territoire extérieur de la république. Cromwell châtia rudement les corsaires du nord de

l'Afrique et fit redouter et estimer la nation anglaise sur terre et sur mer.

§ 43. *Luttes constitutionnelles.* Ces succès accrurent la confiance du parlement en lui-même; il chercha à élever la puissance navale au détriment de l'armée de terre et songea à augmenter le nombre de ses membres par la convocation des presbytériens expulsés. Ces projets parurent dangereux à Cromwell; c'est pourquoi il résolut la *dissolution du long parlement.* Après avoir cerné la chambre de troupes, il pénétra dans la salle en costume noir de puritain, prononça un discours plein d'outrages et, avec l'aide des soldats qui l'avaient suivi, il chassa les membres présents, en criant à l'un : « Tu es un ivrogne! » à l'autre : « Tu es un adultère! » à un troisième : « Tu es un paillard! » (19 avril 1653). Un nouveau conseil d'Etat, composé en majeure partie d'officiers, entreprit alors, sous la présidence de Cromwell, la formation d'un nouveau parlement; à cet effet, on fit dresser dans tous les districts des listes par des gens pieux et craignant Dieu, et l'on élut ensuite les plus convenables parmi les « saints » pour représenter les trois royaumes. Cette assemblée, surnommée le *Parlement-Barebone*, du nom du marchand de cuir Louez Dieu-Barebone, manifesta déjà ses tendances et son esprit religieux par les prénoms bibliques de la plupart de ses membres (Habacuc, Ezéchiel, Tue-le-péché, Sois-ferme-dans-la-foi, etc.) Cependant on y comptait des hommes d'une haute intelligence qui avaient de sérieuses aspirations politiques; ils avaient en vue de doter le pays d'un code simple, poursuivaient l'abolition du patronage et de la dîme ecclésiastique, et voulaient remettre aux communes le droit d'élire leurs pasteurs. Mais tous ceux qui étaient menacés dans leur possession excitèrent une violente tempête contre le parlement. Cromwell, qui ne venait pas à bout de ces gens capricieux aussi facilement qu'il l'avait espéré, saisit cette occasion pour faire évacuer de nouveau le parlement par des soldats (12 décembre

1653); la plupart des membres déposèrent volontairement leur autorité. On mit en vigueur une nouvelle constitution, élaborée par le général Lambert. Le pouvoir législatif et l'approbation des nominations aux hautes fonctions publiques appartenaient à un parlement de quatre cents membres qui devait être convoqué tous les trois ans; mais Cromwell posséderait, comme *lord-protecteur* à vie et de concert avec un conseil d'Etat, le pouvoir exécutif, la disposition des forces de terre et de mer, et le droit d'élection de son successeur.

Comme protecteur, Cromwell gouverna avec éclat et vigueur au dehors. La France conclut une alliance avec lui, expulsa les Stuarts de son territoire et consentit à ce que la ville de Dunkerque, enlevée par les efforts communs aux Espagnols, demeurât à l'Angleterre. La Savoie se vit obligée de cesser les persécutions contre les vaudois, lorsque Cromwell, qui passait pour le chef et le protecteur de l'Europe protestante, s'employa énergiquement pour eux. La Hollande s'humilia. La flotte anglaise domina l'océan Atlantique et brisa la prépondérance de l'Espagne, l'ancienne ennemie nationale; des vaisseaux anglais causèrent des dommages aux hanséates dans la mer du Nord et la mer Baltique. En revanche, Cromwell trouvait à l'intérieur beaucoup d'opposition chez les républicains, contre lesquels il devait sans cesse appliquer des mesures violentes, telles que l'exclusion de certains d'entre eux ou la dissolution totale du parlement. Quelque haute opinion que l'on eût de ses talents politiques, quelque estime qu'inspirât son économie comme ses autres vertus privées qui contrastaient avantageusement avec le train de cour

frivole de Charles II à Cologne et ailleurs, on ne pouvait voir sans envie et sans résistance le pouvoir entre les mains d'un seul individu qui n'était pas l'héritier légitime du trône. C'est pourquoi Cromwell aspira enfin au titre de roi (1657). Déjà le parlement était gagné; mais la résistance opiniâtre des officiers et de l'armée l'engagea à abandonner ce projet. Par contre, il chercha à se rapprocher de l'ancienne constitution par l'introduction d'une chambre haute (1658). Mais comme la noblesse orgueilleuse se refusa à en faire partie, les nouveaux pairs héréditaires se composèrent des fils et des parents du protecteur, de jurisconsultes et d'employés militaires, et la puissance appartint, après comme avant, à la chambre des communes. Rongé par le soupçon, aigri par les souffrances et la mort précoce de sa fille chérie aux sentiments royalistes, tremblant toujours de tomber dans quelque piége, Cromwell mourut au jour anniversaire de sa naissance, qui jusque-là avait été pour lui un jour de bonheur (3 septembre 1658).

§ 44. *Anarchie et restauration.* Richard Cromwell, fils d'Olivier, homme débile, pacifique, livré aux délices de la vie, succéda à son père dans la charge de lord-protecteur. Mais habitué au repos commode de la vie privée, il ne pouvait se maintenir longtemps dans cette haute position. Bientôt trois pouvoirs querelleurs se trouvèrent en présence : le protecteur, le parlement et l'armée commandée par des chefs entreprenants comme Monk et Lambert. La puissance militaire l'emporta; le parlement fut dis-

sous (avril 1659), Richard Cromwell dut abdiquer (25 mai 1659), et comme il était déjà entré, ainsi que son jeune frère Henri, en négociation avec les Stuarts, il perdit la pension qui lui avait été assurée et dut fuir à l'étranger pour échapper à ses créanciers. — Mais bientôt l'autorité militaire se trouva à son tour en dissentiment avec le nouveau parlement où l'énergique Haslerig faisait entendre de nouveau sa parole libre. Haslerig essaya de faire arrêter Lambert et plusieurs autres commandants par une armée citoyenne; mais sa tentative échoua et eut pour conséquence une nouvelle dissolution violente du parlement par l'armée. Une *commission de sûreté* présidée par le faible Fleetwood (gendre de Cromwell) et le hardi Lambert, entreprit alors de diriger les affaires publiques; mais les dispositions du peuple étaient hostiles à une pareille institution. Le mécontentement régnait partout et une nouvelle guerre civile était imminente. Peu à peu l'idée qu'une restauration de la famille royale expulsée était nécessaire, gagna du terrain. C'est pourquoi Monk qui commandait les troupes d'Écosse, ouvrit des négociations secrètes avec Charles Stuart qui séjournait dans les Pays-Bas espagnols; mais il dissimula soigneusement ses opinions, par crainte de l'esprit républicain des troupes. Il provoqua la reconstitution de l'ancien parlement républicain qui fit emprisonner Lambert et dissoudre le conseil de sûreté. La bourgeoisie de Londres, favorable au rétablissement de la royauté, ayant excité un soulèvement (février 1660), Monk se fit donner par le parlement

la mission de le comprimer. Mais dès le lendemain il se joignit à la bourgeoisie et obtint la convocation des membres de la chambre des communes qui avaient été repoussés depuis 1648. Ces mesures indiquaient déjà une tendance vers le retour de l'ancien ordre de choses, tellement que Haslerig se retira avec ses partisans les plus dévoués ; mais lorsqu'enfin le long parlement fut remplacé par une nouvelle chambre composée en grande partie de royalistes, la restauration des Stuarts s'opéra en toute hâte. En vain des amis bien intentionnés de la liberté représentèrent qu'il était imprudent de risquer ainsi ce qui avait été conquis ; en vain le poète aveugle Milton éleva pour la dernière fois sa voix puissante en faveur d'une constitution fédérale; le vulgaire hypocrite Monk, secondé par les dispositions du peuple qui soupirait après le repos et l'ordre légal et qui était accoutumé aux institutions monarchiques, offrit la couronne royale à Charles Stuart qui n'eut à promettre qu'une amnistie et la liberté de conscience, avant son entrée solennelle à Londres où il fut reçu avec transport (29 mai 1660). Mais ces conditions mêmes ne furent pas remplies. Tous les juges de Charles Ier furent condamnés à mort comme régicides; dix d'entre eux, parmi lesquels se trouvait Harrison, l'énergique ami de Cromwell, furent exécutés; mais le triomphe des cavaliers fut singulièrement amoindri par la constance que montrèrent les puritains en marchant au supplice. Beaucoup de leurs compagnons s'enfuirent sur le continent ; d'autres se soumirent au nouveau maître. Les cadavres

de Cromwell, d'Ireton et de Bradshaw furent exhumés et pendus au gibet, pour divertir les royalistes. Lambert s'humilia et se tira d'affaire par l'exil; par contre, le généreux Henry Vane mourut sur l'échafaud après une courageuse défense. La liberté de conscience ne fut pas respectée davantage : l'Église anglicane rentra dans tous ses priviléges et ses bénéfices; l'épiscopat reprit son empire en Angleterre et en Écosse et le renouvellement de l'acte d'uniformité imposa à tous les serviteurs de l'État et de l'Église l'obligation de prendre la cène selon le rite anglican et de jurer les trente-neuf articles. Environ deux mille pasteurs presbytériens perdirent leurs charges par cette mesure. Les acheteurs de biens confisqués furent dépossédés sans indemnité. Un pareil système de vengeance creusait un nouvel abîme entre le trône et le peuple et semait les germes d'une seconde révolution.

## L'EUROPE OCCIDENTALE.

### *Espagne et Portugal.*

§ 45. Sous Philippe III (1598-1621), l'Espagne offre la triste image d'une profonde décadence. Un monarque faible et indolent qui abandonne à d'autres le soin de gouverner; un favori tout-puissant, le duc de Lerme, qui ne cherche dans l'administration de l'État que la satisfaction de son avarice et de son ambition, ainsi que l'élévation de sa famille et de

ses amis, et qui dissipe les revenus du trésor avec son ancien serviteur Calderona, élevé au rang de comte d'Oliva et de marquis, tandis qu'une extrême pénurie règne dans toutes les caisses du royaume; un peuple misérable, malpropre et paresseux, qui livre le commerce et l'industrie à des étrangers et confie son développement intellectuel aux prêtres et aux moines; un clergé fanatique qui emploie sa puissance à maintenir intactes les anciennes lois de religion et d'hérésie, à expulser les Maures au grand désavantage de la culture et de la population; un système d'impôts ruineux, qui ronge le pays jusqu'à la moelle; tel est le spectacle que présente un État qui n'a gardé de sa grandeur passée que l'orgueil de la noblesse et le vain éclat de la cour appuyé sur les formalités de l'étiquette. La situation de l'Espagne devint plus déplorable encore sous Philippe IV (1621-1665) qui porta à son comble ce cérémonial de la cour. A la vérité, le duc d'Olivarez, ministre tout-puissant et favori, était un homme désintéressé, animé des meilleures intentions, qui restreignit tout d'abord le nombre et les appointements des employés; mais il n'avait pas le talent ni l'énergie nécessaires pour guérir un mal profondément enraciné. Pour couvrir les dépenses qu'occasionnait la participation à la guerre de Trente ans en Allemagne et aux campagnes en Italie et dans les Pays-Bas, on introduisit de nouvelles taxes préjudiciables au commerce et à l'industrie, on contracta des emprunts à un taux onéreux, on vendit des emplois et des biens domaniaux, on exploita les colonies et l'on attribua,

malgré l'opposition du pape, le droit de collation des bénéfices à la couronne. Lorsqu'enfin une guerre dispendieuse éclata entre l'Espagne et la France, Olivarez résolut de soumettre les provinces de Catalogne et d'Aragon, qui jusque-là avaient été, en vertu de leurs droits, traitées avec moins de rigueur, à la constitution qui régissait la Castille, et d'introduire un système uniforme de gouvernement par la destruction de toutes les institutions provinciales. A cet effet, un nouvel impôt fut frappé sans que les états eussent été consultés, et l'on ordonna tout aussi arbitrairement une levée de jeunes miliciens pour compléter l'armée. Les Catalans protestèrent; leurs députés furent emprisonnés. Une révolte éclata alors à Barcelone et dans les environs. Le gouvernement français prêta du secours aux insurgés et il s'ensuivit une guerre civile opiniâtre qui dura dix ans. La France était sur le point d'étendre ses possessions jusqu'à l'Ebre, parce que le soulèvement simultané du Portugal, de l'Andalousie et de Naples mettait toutes les forces de l'Espagne en réquisition; mais les troubles intérieurs de la France sous le ministère de Mazarin préservèrent l'Espagne d'un démembrement. Seulement le Portugal secoua le joug pesant du despotisme espagnol.

§ 46. *Le Portugal indépendant de l'Espagne* (1640). Depuis longtemps l'arrogance des gouverneurs et des agents de l'Espagne, l'imposition de taxes sans l'assentiment des états, la vente des biens domaniaux et les nombreuses mesures préjudiciables au commerce et aux colonies avaient engendré en Por-

tugal une sourde fermentation. La tentative inconsidérée d'Olivarez pour s'emparer du riche duc de Bragance qu'il regardait comme l'auteur des excitations, amena une révolte. Tout le royaume suivit avec l'élan du patriotisme l'exemple de Lisbonne où le soulèvement avait été exécuté en un jour (1er décembre 1640). Le duc de Bragance, de l'ancienne famille royale, monta au trône de Portugal sous le nom de Jean IV (1640-1656). Les puissances européennes reconnurent la révolution; le saint-siége seul différa encore dix-huit ans par sympathie pour l'Espagne. Les états de Portugal, convoqués après une longue interruption, confirmèrent le nouveau régime et prirent plusieurs résolutions excellentes au sujet de la levée des impôts et de l'organisation de l'armée. Jean IV se maintint sans trop de peine contre les attaques impuissantes de l'Espagne. Son fils aîné Alphonse IV lui succéda (1656-1667 † 1683). Mais sa faiblesse voisine de la démence le rendait incapable de gouverner par lui-même, et sa conduite déréglée lui attira le mépris du peuple. Sa femme, Française d'origine, parvint ainsi, à l'aide d'une révolte dirigée par le jeune frère du roi, don Pedro, à amener Alphonse à renoncer au trône (1667). Don Pedro, devenu l'époux de la reine divorcée, se mit alors à la tête du gouvernement avec l'approbation des cortès, d'abord comme régent, puis, quand son frère fut mort à Cintra au milieu de son oisiveté stupide (1683), comme roi sous le nom de Pierre II (1683-1705). Pendant sa régence, il conclut avec la Hollande une paix qui assura aux Portugais le Brésil

et le reste de leurs possessions des Indes orientales (1661). En revanche, la guerre contre l'Espagne fut conduite avec une plus grande vivacité. Mais lorsque le Portugal eut reçu de l'assistance de l'Angleterre et de la France et que le général français Schomberg eut fait subir aux Espagnols deux grandes défaites à Almexial et à Villa Viciosa (1665), la cour de Madrid céda à la nécessité et reconnut l'indépendance du Portugal par la paix de Lisbonne (1668). Mais la stabilité du trône tourna contre la liberté de la nation. Les cortès qui avaient acquis un grand pouvoir pendant la révolution et les orages qui l'avaient suivie, parurent bientôt incommodes à la maison princière de Bragance. On cessa peu à peu de les convoquer et le roi Jean V (1705-1750) gouverna comme un souverain par la grâce de Dieu.

§ 47. Le soulèvement de la Catalogne et du Portugal amena le renversement d'Olivarez et l'élévation de don Luis de Haro au poste de premier ministre (1643). Mais bientôt la lourdeur des impôts et la levée des troupes provoquèrent aussi des mouvements menaçants à Naples et en Sicile. — Le peuple, indigné de la dureté et de la cupidité des percepteurs d'impôts, se groupa autour d'un pêcheur d'Atrani (près d'Amalfi) nommé *Masaniello* (Thomas Aniello), s'empara de la capitale et obligea le vice-roi à chercher un refuge dans le château. A la vérité, Masaniello, qui avait joui pendant quelques jours de la plus grande considération, perdit bientôt la raison et fut assassiné par ses ennemis ; mais la révolte ne fut pourtant pas comprimée. Loin de là, tous les

Espagnols qui tombèrent entre les mains des rebelles expièrent la mort de Masaniello, et Naples fut gouvernée républicainement. Le calme n'y rentra par degrés qu'après que le gouvernement espagnol eut rappelé le vice-roi détesté et diminué la charge des impôts. Philippe IV eut pour successeur son fils Charles II (1665-1700), prince faible de corps et d'esprit, qui gouverna sous la tutelle de sa mère, princesse autrichienne. Celle-ci ayant accordé toute sa confiance au jésuite allemand Nithard, l'orgueil national se révolta. Nithard fut obligé de se rendre à Rome; mais ce fut seulement pour faire place à un amant indigne et incapable de la reine mère. Lorsqu'enfin le roi même prit en mains les rênes du gouvernement, la nation n'y gagna rien. L'Espagne souffrait de maux enracinés et incurables. La disette d'argent était à son comble; à l'intérieur comme dans les colonies, le gouvernement était sans force et sans influence et, en outre, un roi de France, avide de conquêtes, arrachait à l'Espagne un lambeau après l'autre, en attendant qu'il étendît la main sur l'ensemble de l'État. Charles II étant mort sans enfants (1700), la descendance mâle des Habsbourgs s'éteignit en Espagne, ce qui amena une fatale guerre de succession.

### *La France sous Richelieu et Mazarin.*

§ 48. *Marie de Médicis et Louis XIII* (1610-43). Une résolution du parlement de Paris conféra la régence à Marie de Médicis pendant la minorité de son fils

Louis XIII. Le prince de Condé et la haute noblesse s'en irritèrent, surtout lorsqu'ils virent que toute l'influence appartenait dorénavant à Léonore Galigaï de Florence, dame d'honneur et amie de jeunesse de Marie de Médicis, et à son mari Concini élevé au rang de marquis d'Ancre et de maréchal de France; c'est pourquoi ils cherchèrent à opérer un changement dans l'administration; il en résulta une série de luttes et de troubles. Mais leurs aspirations n'avaient aucun but patriotique élevé; leurs entreprises ne tendaient qu'à satisfaire leur égoïsme et leurs passions et à accroître leur puissance princière au détriment de l'autorité monarchique. Ils ne se montraient pas plus soucieux du bien-être général que les favoris de la cour contre lesquels ils luttaient. La faible régente acheta d'abord le repos et la paix au moyen de présents et de pensions que payait le trésor public, ce qui engagea d'abord le duc de Sully à se retirer dans son gouvernement de Poitou; mais quand on eut vidé les caisses de l'État, qu'il avait remplies par une sage économie, et quand l'orage gronda de nouveau, Marie de Médicis chercha à effrayer la noblesse par l'arrestation de Condé et à s'affermir par une alliance étroite avec l'Espagne et le pape. En vain Louis XIII, aussitôt qu'il fut parvenu à sa majorité, convoqua pour la dernière fois les états du royaume (1614); la désunion et l'intérêt personnel les empêchèrent d'arriver à aucun résultat. La noblesse et le clergé avaient la prépondérance, et comme le roi débile s'inquiétait peu des affaires pnbliques, la domination arbitraire de Marie

et de ses favoris persista, comme aussi l'agitation bruyante de la noblesse et l'oppression des classes inférieures. Enfin Louis XIII fut tellement prévenu par Luynes, son compagnon de chasse et d'oisellerie, contre le gouvernement des étrangers arrogants, et tellement effrayé par la représentation des dangers qui menaçaient le roi et l'État, qu'il donna son consentement à l'assassinat du maréchal d'Ancre (1617). Le fier parvenu, dont les richesses et le faste avaient excité l'envie des gentilshommes français, tomba percé de trois balles dans le vestibule du Louvre. Le peuple traîna son cadavre par les rues, le pendit à la potence et insulta à ses restes. Sa femme fut condamnée à mort comme sorcière, malgré la dignité de son attitude et de sa défense, et brûlée après la décapitation. Comme elle le déclara devant ses juges, sa seule magie était la puissance d'une âme forte sur une âme faible. La reine mère fut confinée à Blois et Armand *Richelieu*, évêque de Luçon, fut obligé de quitter le service de l'État pour s'occuper, dans ses loisirs involontaires, de la composition d'une « Instruction pour les chrétiens. » Mais Louis XIII possédait un caractère passif qui ne pouvait se passer d'une impulsion étrangère. C'est pourquoi Luynes prit la place du maréchal d'Ancre; il fut élevé au rang de duc et de connétable et disposa à son gré des trésors, des dignités et des emplois publics. La nation ne gagna rien au change. Luynes était aussi avide et aussi incapable que Concini, et les grands, qui cherchaient à conquérir une position analogue, combattirent le nouveau favori

avec ses frères et ses compagnons, tout aussi vivement qu'ils avaient attaqué son prédécesseur. Quelques-uns d'entre eux, notamment le riche et entreprenant duc d'Épernon, se joignirent à la reine mère dont ils favorisèrent la fuite, et projetèrent de la ramener à Paris par la force des armes. Deux cours et deux factions menaçantes se trouvèrent ainsi en présence. A la vérité Richelieu, dont le dévoûment à la royauté était un héritage de famille, négocia une réconciliation apparente entre la mère et le fils (1620) et obtint par là le chapeau de cardinal et la rentrée aux affaires; mais la défiance et la haine persistèrent. Les luttes de parti prirent bientôt une tournure plus sérieuse, quand les Huguenots, aigris par les violations réitérées de l'édit de Nantes et par la restitution au clergé catholique des biens d'église dans le Béarn, prirent aussi les armes, et quand plusieurs gentilshommes tels que Rohan et Soubise se mirent à leur tête (1621) et cherchèrent ainsi à renforcer leurs intérêts aristocratiques de parti. Pendant la guerre, qui tourna au désavantage des huguenots par suite de leurs dissensions intestines et de l'insuffisance de leurs armements et de leurs préparatifs, Luynes mourut, à la grande joie de la nation et du roi qui s'était déjà dégoûté de lui. Bientôt après (1624) Richelieu entra dans le conseil d'État et donna un puissant essor au gouvernement en prenant en mains la direction des affaires en remplacement de La Vieuville.

« Louis XIII, dit Ranke, était loin de posséder la personnalité fièrement accusée, que l'on est habitué de chercher sur le

trône. Il n'avait hérité ni du caractère engageant et entraînant de son père, ni du faste de sa mère. Il n'était environné ni d'éclat ni de comfort; ses antichambres n'étaient point peuplées de gentilshommes de la cour; sa table n'offrait rien de bien somptueux; ses invitations n'étaient point des objets d'envie; on aurait eu de la peine à former un bon attelage de ses écuries. Il avait l'air faible et souffrant, et souvent ses maladies éclataient au moment où il aurait eu le plus besoin de santé. Lorsqu'un jour il fit connaître au parlement celui de ses édits qui rencontra le plus d'opposition, il fut saisi de fièvre; ce qui fit dire à l'un de ceux qui l'accompagnaient qu'il tremblait lui-même en faisant trembler les autres, flatterie qui ressemblait à de l'ironie. Il bégayait lorsqu'il commençait à parler. Mais il avait, pour ainsi dire, quelques vertus négatives. Il avait de l'aversion pour toute dépense qui n'était pas absolument nécessaire. Le petit château de chasse qu'il fit bâtir à Versailles paraissait bien pauvre et bien insignifiant en comparaison du Luxembourg. Au milieu des mille tentations d'une cour relâchée, il resta toujours moralement pur. Le seul plaisir auquel il s'adonnât était la chasse, qui ne lui aurait pourtant jamais fait négliger d'assister à la messe ou au conseil des ministres. Il était exempt de passions. Pour le militaire seulement, il avait de jeunesse une prédilection. »

§ 49. *Richelieu.* Ce grand homme d'État exerça durant dix-huit ans une autorité presque dictatoriale dans le royaume et à la cour, quoique le roi ne l'aimât point, que la reine et la noblesse travaillassent sans cesse à son renversement et qu'il fût en lutte à de nombreuses cabales et conjurations. Les efforts de Richelieu tendaient à agrandir et à arrondir la France à l'extérieur, à élever et à fortifier le pouvoir royal au dedans. A cet effet, il retourna à l'ancienne politique des rois de France, c'est à dire à l'affaiblissement des Habsbourgs; dans la guerre

de succession de Mantoue, il assura l'influence de la France en Italie ; il s'allia aux ennemis de l'empereur en Allemagne, appuya les Hollandais et combattit les Espagnols sur les frontières du nord et du sud. Il posa ainsi les fondements de la prépondérance française en Europe. Il réussit mieux encore dans sa politique intérieure qui avait pour but la destruction de toutes les barrières et de tous les obstacles opposés à l'autorité gouvernementale. C'est ainsi qu'il combattit d'abord les huguenots qui formaient au sud et à l'ouest de la France un État fédératif presque indépendant avec ses propres places fortes, ses troupes et ses priviléges ; puis il brisa le pouvoir de la noblesse et négligea de convoquer les états généraux. Il exécuta ses desseins avec un succès étonnant et vainquit tous ses adversaires et tous ses ennemis.

Par deux guerres (1627-28) dans lesquelles les principales villes des huguenots ( Nîmes , Montauban , Montpellier , Usez , etc.) furent conquises et dépouillées de leurs fortifications, le cardinal parvint enfin, malgré les secours prêtés à l'ennemi par l'Angleterre (§32), à s'emparer de la Rochelle, le rempart des calvinistes. Durant quatorze mois, les huguenots résistèrent dans cette ville à l'armée royale qui leur était de beaucoup supérieure, et ne se rendirent que lorsque la famine et la maladie les eurent décimés. « Je ne prends le titre de chef, » avait dit l'héroïque Guiton, « qu'à la condition de poignarder le premier qui parlera de se rendre ; si je songe à capituler, on peut tourner mon poignard contre moi-même. » 154 combattants, blessés et affamés, se traînaient encore dans les rues de la ville quand la forteresse fut prise. Richelieu du reste se montra politique habile après sa victoire. Il enleva aux huguenots

leur puissance politique, leurs places fortes et leur indépendance républicaine au milieu de l'état monarchique ; mais il leur assura par l'*édit de Nîmes* (1629) la liberté religieuse et l'égalité de droits avec les sujets catholiques. Le désarmement des huguenots ôta son principal appui à la noblesse turbulente, contre laquelle la lutte put dès lors être poursuivie avec plus de succès. L'échafaud, l'emprisonnement et l'exil écartèrent les nobles les plus audacieux ou les plus imprudents, et comme la reine mère Marie de Médicis et son second fils le duc Gaston d'Orléans (qui fut longtemps considéré comme l'héritier du trône, parce que le dauphin ne vint au monde que peu d'années avant la mort du roi) cherchaient par des conjurations et des révoltes à amener la chute du cardinal pour mettre leurs partisans et leurs favoris à la tête du gouvernement, la première dut quitter le royaume pour finir ses jours à Cologne dans le besoin, et le duc d'Orléans fut vaincu les armes à la main et obligé de voir son plus fidèle partisan, le brave duc de Montmorency, rejeton d'une des plus glorieuses familles de France, mourir à Toulouse par la main du bourreau, pour avoir levé en Languedoc l'étendard de la révolte. Le maréchal Marillac, que la reine Marie avait choisi pour succéder à Richelieu, éprouva le même sort. Le duc d'Orléans lui-même s'enfuit à Bruxelles; mais Richelieu saisit cette occasion pour mettre une garnison française dans les villes les plus importantes du duc de Lorraine dont le duc d'Orléans avait épousé la sœur. Un complot des plus dangereux menaça Richelieu peu de temps encore avant sa mort. Cinq-Mars, jeune gentilhomme de l'entourage du roi, dont le ministre n'avait pas favorisé les aspirations ambitieuses, forma contre celui-ci une conjuration très étendue; non seulement la reine Anne à qui les conjurés destinaient la régence après la mort du roi, qu'on supposait prochaine, et les ducs d'Orléans et de Bouillon y prirent part, mais Louis même en eut connaissance. Assurés de l'aide de l'Espagne, les conjurés croyaient être certains d'atteindre leur but. Mais l'esprit de Richelieu dominait tellement le roi, qu'une

seule entrevue avec lui suffit pour ruiner leurs plans. Cinq-Mars et son confident de Thou, fils de l'historien, furent décapités à Lyon (1642); Bouillon perdit sa capitale de Sedan; le duc d'Orléans s'enfuit en Savoie et n'obtint son pardon que contre l'abandon de toutes ses fonctions et dignités. Ces événements se passèrent à une époque où Richelieu, paralysé de tous ses membres, devait se faire porter dans une litière d'un endroit à l'autre. — Richelieu dirigea aussi ses attaques contre l'aristocratie des parlements et des fonctionnaires.

Depuis que le gouvernement avait cessé de convoquer les états généraux, le parlement de Paris auquel, en vertu d'une ancienne coutume, toutes les lois et ordonnances devaient être communiquées, se considérait comme le représentant de la nation et se refusait à enregistrer les règlements qu'il regardait comme préjudiciables ou qui lésaient trop ouvertement les droits existants, en sorte que les agents des provinces ne les exécutaient point. Alors seulement que le roi même assistait aux séances (lits de justice), toute contradiction était réduite au silence. Comme les emplois étaient achetés à très haut prix et restaient héréditaires dans les familles moyennant une taxe annuelle (paulette), tous avaient le même intérêt à faire respecter scrupuleusement lès droits de chaque individu. Les familles les plus considérables de la haute bourgeoisie qui étaient en possession des emplois, et les milliers d'autres personnes qui en dépendaient, s'unissaient étroitement, au moindre danger qui menaçait leur position sociale. Les parlements partageaient avec la royauté le privilége de la souveraineté et prétendaient aux droits des états généraux; la volonté du prince devait être déclarée juste par ceux qui administraient la justice; alors le peuple l'exécutait.

Richelieu lutta énergiquement contre cette puissance. Les parlements eurent à faire amende honorable quand leurs objections paraissaient inconvenantes ou téméraires; par l'institution

d'*intendants* qui dépendaient seulement du ministre, il affaiblit le pouvoir des fonctionnaires de province, et par l'érection de tribunaux extraordinaires pour les délits politiques, il restreignit la juridiction du parlement. Il résista tout aussi résolûment aux prétentions exagérées de la hiérarchie ultramontaine et invoqua l'appui de la Sorbonne contre le livre décrié de Santerel, dans lequel on revendiquait pour la papauté le droit d'exclure les rois et les empereurs de la communion de l'Église et de les déposer non seulement à cause de grands crimes, mais lorsqu'ils étaient incapables et que le bien-être public exigeait de pareilles mesures. Ainsi, de toutes les brigues et de toutes les sottises des partis, de la faiblesse de l'empire d'Allemagne et de l'incapacité de l'Espagne, Richelieu forma un capital qu'il fit servir aux fins de l'absolutisme royal. Il était absolutiste dans le sens de Machiavel ; ses passions personnelles se confondaient avec sa passion pour les intérêts de l'État ; il donna à la France une puissance extérieure qu'elle n'avait jamais possédée ; ses efforts furent toujours couronnés de succès, parce qu'ils étaient poursuivis avec une conséquence sans égards. Une armée aguerrie, des lois rigoureuses contre la révolte, le renforcement de l'élément bourgeois dans les assemblées des notables, tels furent les principaux moyens d'action de Richelieu. Il possédait un allié fidèle et un négociateur prudent dans la personne du père Joseph, capucin dont l'extérieur austère cachait une grande habileté diplomatique. — Richelieu se présenta aussi comme législateur de la littérature française, en fondant l'Académie française qu'il chercha à ériger en tribunal du goût et de la langue. Mais son esprit despotique n'exerça pas une influence salutaire dans le domaine de la libre science. Les progrès de la littérature classique moderne, les efforts tentés pour donner à la langue française une plus grande correction, la création de la feuille hebdomadaire la *Gazette de France*, n'avaient qu'un seul et même but politique qui consistait à élever la monarchie au dessus de toutes les volontés particulières.

« Richelieu », dit Ranke », était comme un deuxième roi dans le pays. Dès 1629, sa maison est envahie par une foule de solliciteurs et de gens officieux qui le saluent avec respect quand il passe dans sa chaise à porteurs ; celui-ci s'agenouille, celui-là tend une pétition, un troisième cherche à baiser sa robe ; chacun s'estime heureux quand il peut s'attirer un regard bienveillant. Alors déjà la totalité des affaires reposait dans ses mains ; il s'était fait conférer les plus hautes dignités dont un sujet pût être investi, et par dessus tout il était revêtu de la pourpre des cardinaux ; le premier prince du sang, Condé, lui cédait le pas. Plus tard, il devint plus puissant encore et surtout plus terrible. Il vivait à Ruel dans une profonde retraite, au milieu d'un parc où, parmi les ruines révolutionnaires, on remarque encore quelques restes de la science hydraulique qui y avait été transplantée d'Italie. Peu accessible, il ne recevait les ambassadeurs étrangers que s'ils avaient quelque chose d'important à lui communiquer ; il était le véritable centre des affaires d'État. Le roi venait souvent de Saint-Germain au conseil d'État. Quand Richelieu lui-même voyageait, il était entouré d'une garde du corps engagée en son nom et soldée par lui ; car il ne voulait avoir rien à craindre de ses ennemis, même dans la maison du roi ; un grand nombre de jeunes gentilshommes des familles les plus distinguées étaient attachés à sa personne ; il avait érigé une école pour les former. Il avait des écuries plus complètes, une domesticité plus brillante, une table mieux garnie que le roi ; il était mieux logé que lui. A Paris, il possédait le petit Luxembourg ; il bâtit le palais royal qui portait alors l'inscription de palais Cardinal en gros caractères, ainsi que l'hôtel Richelieu ; il avait une chapelle dorée dans laquelle tous les ustensiles étaient formés des pierres et des métaux les plus précieux, une magnifique collection d'œuvres d'art choisies, une bibliothèque et un théâtre particulier. Il fit venir à sa maison de campagne une célèbre chanteuse italienne, la Signora Léonora. Il avait une sorte de passion pour la scène française ; quiconque lui faisait plaisir au théâtre, comme la petite Jacqueline Pascal, obtenait tout de lui. Il ne pouvait se passer de la compagnie

d'amis intelligents ou agréables; le commerce avec l'un d'eux lui fut formellement prescrit comme remède par les médecins. Il avait un penchant naturel pour la littérature. Il s'attacha principalement à épurer la langue. Ses écrits destinés à la publicité portent encore des traces de l'exagération qui avait été à la mode jusque-là; le style de ses lettres est correct, les expressions sont précises et bien choisies. Son principal but en fondant l'Académie française était de faire disparaître de la langue française toutes les disparates qui s'y étaient introduites par l'usage arbitraire des règles, de la tirer pour jamais du rang des idiomes barbares et d'en faire l'héritière de la langue grecque et de la langue latine. »

§ 50. *Mazarin et la Fronde.* Richelieu mourut le 4 décembre 1642, haï et redouté par le roi et par le peuple, mais admiré par ses contemporains comme il le fut depuis par la postérité. Il avait été le fléau de la noblesse et l'oppresseur de tous les privilégiés. Louis XIII, qui n'avait ni grandes vertus ni grands vices, qui dépendait de tous ceux qui parvenaient à obtenir sa faveur ou à se faire craindre de lui, le suivit bientôt au tombeau (14 mai 1643). Ses dernières volontés transmirent le gouvernement, pendant la minorité de son fils, à un conseil de régence où la reine Anne d'Autriche, sœur de Philippe IV d'Espagne, n'occupa qu'une place secondaire, et qui fut dirigé par l'italien Mazarin, héritier des fonctions et des principes politiques de Richelieu. Mais Anne d'Autriche, la belle souveraine aux grands yeux expressifs et aux opulents cheveux bruns, avait été jusque-là l'espérance et l'appui de la noblesse qui attendait d'elle le retour de sa puissance perdue, tandis que, d'autre part, les parlements comptaient

reprendre leur ancienne influence sous l'administration d'une femme. C'est pourquoi noblesse et parlements étaient hostiles à un gouvernement qui voulait suivre les préceptes de Richelieu : un parti de gentilshommes qu'on appelait les *importants* et qui avait à sa tête le jeune duc de Beaufort, parent de la maison royale, parvint sans peine à faire annuler par le parlement le testament de Louis XIII et remettre la régence aux seules mains de la reine. Anne n'était pourtant pas disposée à relever les barrières que Richelieu avait renversées pour étendre le pouvoir royal. A peine fut-elle en possession de la régence, qu'elle accorda toute sa confiance au cardinal Mazarin, l'habile et ambitieux diplomate qui semblait posséder seul un fil conducteur dans le labyrinthe des affaires générales de l'Europe. Mazarin chercha à justifier cette confiance par le dévoûment le plus absolu à la France. Il est de règle d'ailleurs que des étrangers défendent les intérêts de leur patrie d'adoption avec plus de zèle encore que les indigènes qui n'ont pas besoin de prouver leur dévoûment. Les gentilshommes désillusionnés firent alors cause commune avec le parlement pour obtenir l'éloignement du ministre ; mais les défiances réciproques relâchèrent leurs liens. Dans la guerre de la Fronde (1648-53), ce n'était pas l'amour de la liberté ou la haine du despotisme qui rassemblait les ennemis de la cour, on luttait seulement pour la conservation d'anciens privilèges. Il n'y avait plus rien de l'ardeur de parti des temps antérieurs, de l'enthousiasme pour un grand intérêt spirituel ou poli-

tique. Tout se bornait à de mesquines intrigues de cour contre les ministres. L'égoïsme, les mobiles personnels déterminaient les rôles que les acteurs choisissaient et dont ils changeaient selon les circonstances; les plaisanteries, les intrigues et les relations galantes exerçaient une grande influence sur la marche des événements sanglants, et la politique était souvent à la merci de femmes perdues de mœurs; personne ne songeait au bien-être ou aux souffrances du peuple. Il n'y a donc pas à s'étonner si celui-ci finit par se détourner des Frondeurs, préférant voir toute la puissance entre les mains d'un seul que de plusieurs despotes.

Tant que la guerre étrangère occupa les esprits, on s'accommoda aux impôts excessifs de Mazarin et de son prodigue ministre des finances, l'italien Emery, tout en maugréant et en menaçant « de presser les éponges qui suçaient la moelle du peuple. » Mais quand la paix de Westphalie eut assuré la prépondérance de la France, la Chambre des comptes du parlement de Paris s'opposa à de nouvelles levées des impôts qui, déjà très lourds pour cette époque, devenaient encore plus oppressifs par le mode de perception ; car les taxes et les impôts étaient engagés aux *partisans* qui les levaient eux-mêmes, en retour des avances qu'ils faisaient au gouvernement des sommes d'argent nécessaires; ainsi le pays et le peuple étaient cruellement opprimés et pressurés. Le parlement, qui n'était pas favorable aux capitalistes, s'opposa sérieusement à ces abus; il défendit toute levée d'impôts qui n'était pas fondée sur des édits régulièrement vérifiés. La cour, confiante dans la victoire remportée à Lens par Condé sur les Espagnols et dans les avantages obtenus en Italie, crut briser la résistance par l'emprisonnement de quelques conseillers (Blancménil et Broussel); mais la bourgeoisie de Paris se souleva, construisit

des barricades et emporta de haute lutte la reddition des prisonniers. Ce fut l'origine de la *Fronde:* le parti déçu des importants et le coadjuteur de l'archevêque de Paris, l'ambitieux et habile Paul de Gondi, cardinal de Retz (connu aussi comme écrivain par ses excellents mémoires) firent cause commune avec le parlement et la bourgeoisie pour obliger la cour à éloigner Mazarin. L'habile prélat, issu de la maison de Gondi de Florence, jouissait, malgré sa conduite peu édifiante, de la faveur du peuple et de l'affection du clergé. La reine s'enfuit à Saint-Germain avec sa famille et le ministre mis au ban et déclaré ennemi public; elle fit combattre les bourgeois de la capitale par le grand Condé qui s'était illustré dans la guerre de Trente ans par les victoires remportées à Rocroy (mai 1643) et à Lens (1648) sur les Espagnols dans les Pays-Bas ; mais à la fin, la cour se décida à fléchir et conclut avec le parlement qui avait à sa tête le digne Molé une paix en vertu de laquelle les impôts furent diminués, la sécurité personnelle des conseillers du parlement garantie contre les arrestations arbitraires et plusieurs abus supprimés. Condé, premier prince du sang, et le plus grand capitaine de son temps, le chef de la noblesse et l'ennemi de la liberté civile, se conduisit alors d'une manière impérieuse et arrogante envers la cour. Fier des services qu'il avait rendus, de sa valeur militaire et de son ascendant sur ses compagnons d'armes avec lesquels il vivait en « bon camarade », il se montrait altier et tranchant dans la vie ordinaire. Pour se soustraire à sa tutelle gênante, la reine, après une conférence secrète avec le cardinal de Retz, adopta la proposition faite par son ministre de s'allier aux chefs de la Fronde et de faire conduire le prince prisonnier à Vincennes avec son frère, le prince de Conti, et son beau frère le duc de Longueville (1650). Mais cette alliance contre nature ne pouvait être de longue durée; les Frondeurs nourrissaient une haine implacable contre Mazarin, et les parentes des prisonniers mettaient tout en mouvement contre la cour. On demandait de plus en plus haut l'éloignement du ministre, et le cardinal se vit enfin forcé de quitter la France pour quelque temps (février 1651), après que son espérance de gagner un

appui par la libération de Condé eut échoué et que le duc d'Orléans jusque-là dévoué à la reine se fut tourné vers le parti contraire. Mais Mazarin possédait la faveur immuable de la reine qui lui portait une si grande affection qu'on parlait même d'un mariage secret; pour la fermeté de caractère et l'énergie opiniâtre, il était pourtant bien au dessous de Richelieu, qu'il égalait sous le rapport seulement de l'esprit d'intrigue et de l'art de dissimuler. Par ses conseils communiqués à la reine, il continua à dominer la France de Cologne comme il l'avait fait de Paris et trouva d'autant plus de crédit que Condé, plein de confiance dans le dévoûment des familles nobles du sud et de l'ouest du royaume, traitait la cour et la reine avec moins d'égards encore qu'auparavant. Enfin Mazarin fit des préparatifs pour rentrer dans la capitale à la tête d'une armée considérable. Le parlement mit alors sa tête à un prix qui devait être couvert par le produit de sa bibliothèque, et le grand Condé, regardé de nouveau d'un œil de défiance et menacé dans sa liberté, se joignit à la Fronde et, de concert avec le duc d'Orléans et sa fille belliqueuse, la princesse de Montpensier, leva l'étendard de la guerre civile au moment où le jeune Louis XIV avait atteint l'âge de la majorité royale et où l'on commençait à gouverner en son nom (1651). Une lutte violente éclata; la bourgeoisie de Paris, excitée par des discours et des brochures, prit parti pour le prince et ses partisans. Mais Condé, toujours vainqueur contre les ennemis de sa patrie, dut céder devant les troupes de la cour conduites par Turenne, après la célèbre rencontre du faubourg Saint-Antoine (2 juillet 1652). L'alliance du prince avec l'Espagne qui était encore toujours en guerre avec la France et envoyait de l'argent et des troupes aux révoltés lui fit perdre toute considération. Mazarin revint triomphant (1653). Le roi et la jeune noblesse le reçurent à l'entrée de la ville; bientôt Bordeaux, le principal foyer du soulèvement, ouvrit également ses portes.

L'entrée solennelle de Mazarin à Paris signala le triomphe de l'absolutisme royal; la volonté du sou-

verain devenait la loi désormais. Durant six années encore, le ministre jouit en France et en Europe d'une influence au moins égale à celle qu'avait possédée Richelieu. Le cardinal de Retz dut quitter sa patrie, après avoir expié sa conduite turbulente dans la prison de Vincennes et renoncé à ses prétentions au siége archiépiscopal de Paris. Condé, après de stériles combats, fut réduit à errer, pauvre et malheureux, en Espagne, jusqu'à ce qu'une faveur de son souverain lui permît de rentrer en France et de reprendre possession de ses biens et de ses dignités; les nièces de Mazarin, italiennes de petite naissance, furent dotées avec les richesses de la France et recherchées en mariage par les gentilshommes du plus haut rang et même par un prince du sang (Conti). Les membres du parlement se soumirent sans réplique aux ordres supérieurs, depuis le jour où Louis XIV se rendit au milieu d'eux en bottes et la cravache à la main et demanda obéissance d'un ton menaçant (13 avril 1655). Louis XIV put désormais faire prévaloir son principe : « l'État c'est moi! » A l'opposé des publications de la Fronde, on érigea en doctrine le principe de l'obéissance passive, selon lequel un peuple, lors même qu'il a à se plaindre de son prince, n'est pourtant pas libre de prendre les armes contre lui, parce qu'il en résulterait encore de plus grands dommages; on ne peut pas juger un prince selon les règles de la vie ordinaire; on ne doit pas chercher à tarir un fleuve parce qu'il sort parfois de son lit. — La *paix des Pyrénées* avec l'Espagne (7 novembre 1659) fut

la dernière œuvre de Mazarin. Elle fut conclue avec un grand déploiement de pompe et d'étiquette entre le cardinal et le ministre espagnol don Luis de Haro sur une petite île de la Bidassoa, dont les deux royaumes se disputaient la possession. La France obtint au nord l'Artois avec Arras et plusieurs places de la Flandre et du Luxembourg, notamment Thionville et Avesnes, au sud Perpignan et le Roussillon. Mais Louis XIV qui, sur les représentations sévères du cardinal, sacrifia au bien public son penchant pour Olympe Mancini, la belle nièce de Mazarin, épousa l'infante Marie-Thérèse (9 mars 1661). Bientôt après, le ministre mourut en laissant une immense fortune, des livres et des ouvrages d'art précieux, des palais et des jardins magnifiques. Jusque dans ses dernières années il avait conservé un aspect imposant, des cheveux bruns bouclés, un front large et élevé; il avait cette douceur d'expression que l'on remarque chez les Italiens instruits, et calmait les autres par sa propre tranquillité. Il mourut au moment où Louis commençait à se fatiguer de lui et aspirait à régner par lui-même. Sa nièce Olympe, mariée plus tard au comte de Soissons de la ligne de Savoie-Carignan, devint la mère du prince Eugène. Après avoir été longtemps en grande faveur auprès du roi, elle tomba en disgrâce et se retira à Bruxelles.

## LOUIS XIV ET LA MONARCHIE ABSOLUE.

§ 51. *Louis XIV, ses ministres et ses généraux.* Louis XIV porta la toute-puissance royale à son plus haut sommet. Toute la vie publique gravitait autour de la cour et de la personne du souverain. Il était vénéré comme un demi-dieu, et, parmi ses sujets, celui-là seul obtenait de la considération sur lequel reposait la faveur du maître. Il était pénétré d'un orgueil qui ne souffrait pas que l'ombre la plus légère ternît l'éclat du diadème. La satisfaction de son égoïsme, de sa vanité et de son humeur despotique devint le but principal de ses efforts, tandis que ses sujets cherchaient à obtenir par la flatterie, le servilisme et les bassesses, la faveur de la cour qui conduisait seule à la fortune et aux honneurs. On eût dit que tous renonçaient à être quelque chose par eux-mêmes pour n'être plus qu'un reflet du roi. La moindre marque de faveur les rendait heureux, la moindre disgrâce leur paraissait insupportable. C'est pourquoi tous les mauvais esprits d'une cour dégénérée, l'affaissement des caractères, la calomnie, l'intrigue et l'envie fermèrent peu à peu tout chemin à la vertu, à la droiture et au mérite. Pour apprécier les différentes faces du long règne de Louis XIV, il faut s'attacher aux quatre traits principaux de son caractère, le désir de dominer, la fierté, l'amour du faste et la dévotion. L'ambition le conduisit à mettre toute l'Europe en mouvement par quatre guerres sanglantes; son orgueil aspirait à placer au premier rang la cour de Versailles qui devint la résidence royale; son amour de la pompe fit de la France l'école du goût pour l'art, la littérature, les modes, et sa dévotion qui éclatait de temps en temps au milieu de sa vie peu exemplaire, le poussa à persécuter les huguenots. Tous ses actes avaient du reste leur fondement dans son génie aristocratique qui se manifesta aussi dans ce fait, qu'après la mort de Mazarin il ne souffrit plus aucun premier

ministre, et préféra consulter immédiatement ses différents conseillers. Le procureur-général et surintendant Nicolas Fouquet, qui avait dirigé presque souverainement les finances sous Mazarin et maintenu le crédit de l'État par son ascendant sur les banquiers, mais qui s'était enrichi au point qu'il pouvait faire plus de dépense que le roi, fut dépouillé de sa charge et arrêté à Nantes sur l'ordre exprès de Louis (1661). Le roi aggrava la sentence de bannissement qui frappa le surintendant quelque temps après ; il confina pour le reste de ses jours, dans une forteresse lointaine, cet homme intelligent et influent qui avait libéralement encouragé des artistes et des poètes, fait venir des contrées lointaines des plantes rares pour ses magnifiques jardins et obligé par des prêts la noblesse et les employés. Depuis lors, *Colbert*, homme simple et laborieux, adversaire de Fouquet, administra, sous le titre modeste de contrôleur-général, les finances de l'État avec une si grande sagesse que, sans mesures vexatoires, il parvint non seulement à subvenir aux dépenses de guerres dispendieuses, de fêtes brillantes et de corruption de ministres étrangers, mais encore à donner un nouvel essor à l'industrie française (tapis des Gobelins), à créer une marine imposante, à favoriser les arts et les sciences. Le châtiment de tous les partisans (§ 50), l'abaissement de la rente, la diminution du nombre des exemptions d'impôts, l'introduction d'un système de douanes régulier pour tout le royaume et la création d'un tribunal pour la recherche des malversations financières, formèrent les points de départ d'une nouvelle économie politique. Le chancelier le Tellier s'occupa avec talent et circonspection des affaires intérieures, l'habile et perspicace Lionne présida avec prudence et dignité aux affaires étrangères. Louis XIV gouverna en s'appuyant sur ces trois hommes spéciaux : l'un, diplomate des plus habiles, l'autre, homme d'État expérimenté, le troisième, esprit créateur, ouvert à toutes les réformes et doué d'une activité infatigable. Tous trois avaient joué un rôle secondaire sous Mazarin et ils furent satisfaits de

se trouver aux côtés du roi, sans avoir la prétention d'être quelque chose par eux-mêmes. Quelques années plus tard, l'ambitieux fils de le Tellier, le ministre de la guerre *Louvois* se rendit célèbre par son excellente organisation de l'armée (1666), qui fut bientôt imitée par tous les princes de l'Europe. Il joignait une intelligence vive et pénétrante à une volonté ferme, et comme la faveur du roi était sa plus haute ambition, il acquit la plus grande influence. Les fils de Colbert, le marquis de Seignelai (†1690) et son frère Croissy Colbert furent aussi très estimés comme ministres. Toute l'administration publique se résuma ainsi dans ces deux familles. L'armée et la flotte ne comptaient pas moins de capacités que le cabinet. Quelle différence énorme il y avait entre l'armée de Louis XIV et le service volontaire et limité de la noblesse pendant les campagnes de Henri IV ou les mercenaires étrangers et leurs chefs, sur le dévoûment équivoque desquels Richelieu avait encore dû compter. Les troupes royales étaient à présent sous le commandement de généraux comme *Turenne*, *Condé* et *Luxembourg;* les gentilshommes qui occupaient les grades d'officiers, rivalisaient de fidélité et de dévoûment envers le roi et regardaient comme le plus grand honneur d'obtenir comme signe de sa faveur l'ordre militaire nouvellement créé; *Vauban*, le plus illustre ingénieur militaire, changeait les places frontières conquises en forteresses imprenables, et cherchait en même temps, par des ouvrages d'économie nationale, à mettre toutes les forces de la nation au service de l'État; Duquesne et Tourville jetaient un grand éclat sur la marine française. Les ambassadeurs français l'emportaient sur tous les autres diplomates au même degré que Louis XIV surpassait la plupart des princes de son temps. Il possédait les qualités les plus avantageuses à un souverain : un jugement droit, une bonne mémoire, une volonté ferme. Il ne voulait pas être seulement un prince juste ou sage ou brave, être seulement libre de toute influence étrangère, indépendant à l'intérieur, redouté de ses voisins; il voulait posséder tous ces

avantages ensemble. Il ne cherchait pas seulement à être, et moins encore à paraître seulement; il voulait l'un et l'autre : être et passer pour ce qu'il était. Séduisant quand il lui plaisait de l'être, il devenait terrible quand il se mettait en colère; car l'emportement ne lui paraissait pas non plus indigne d'un roi. Son front était armé d'éclairs, comme on disait. L'obéissance passive à ses ordres lui semblait une obligation; toute résistance était regardée comme une faute punissable. Quelque rude que fût la main qui tenait les rênes du pouvoir, on ne peut attribuer pourtant à la force brutale le dévoûment de la noblesse, la tranquillité presque constante des provinces, l'attachement de la bourgeoisie; l'obéissance générale avait des racines plus profondes : c'étaient les grandes idées d'unité de la nation, d'ordre légal et de gloire au dehors, qui assuraient à la royauté qui les représentaient la serviabilité et même l'affection.

*Les deux premières guerres.*

§ 52. *La guerre d'Espagne* (1667-68). Après que Louis XIV eut employé les premières années de sa majorité à conclure des alliances avec les électeurs rhénans, à acheter Dunkerque et à fonder la prééminence de la France sur l'Angleterre qui consentit à offrir la salutation de mer, sur l'Espagne qui céda le pas à l'envoyé de France et sur le pape qui, par une ambassade solennelle, dut faire amende honorable pour la violence de sa garde corse dans une querelle avec quelques Français, il profita de la mort de son beau-père, Philippe IV d'Espagne, pour élever des prétentions, au nom de sa femme, sur les Pays-Bas espagnols. A la vérité, l'infante avait renoncé à tous ses droits d'hérédité lors de son ma-

riage avec Louis; mais cela n'empêcha pas le roi de France d'étendre à la couronne, par une interprétation forcée, une disposition du droit civil de succession en vigueur dans les Pays-Bas, le droit de dévolution selon lequel la reine de France, comme sœur aînée, avait un droit plus direct que son frère puîné à la succession dans les Pays-Bas. Cette prétention fut appuyée par deux armées bien équipées. Louis en personne soumit sans peine la Franche-Comté, tandis que ses généraux faisaient des conquêtes rapides et faciles en Flandre. L'impuissance du gouvernement espagnol pendant la minorité de Charles II (§ 47) et les dissensions entre le parti orangiste et le parti républicain dans les Pays-Bas, favorisèrent l'entreprise. Mais les envahissements du conquérant inquiétèrent les Hollandais. Par l'intermédiaire de l'ambassadeur britannique à la Haye, Will. Temple, ils conclurent avec l'Angleterre un traité qui, après l'accession de la Suède, s'appela la triple alliance et qui avait pour objet le maintien de la domination espagnole dans la Flandre et le Brabant. Louis XIV se vit forcé par là de consentir à la *paix d'Aix-la-Chapelle* (2 mai 1668) qui laissa à la France les villes conquises de Charleroi, Douai, Tournay, Courtray, Lille et Audenarde que Vauban transforma en excellentes places fortes, mais qui restitua la Franche-Comté à l'Espagne.

§ 53. *Préliminaires de la guerre contre la Hollande.* La Hollande avait osé arrêter la course triomphale du grand roi. On dit qu'une médaille prétentieuse avait été frappée, sur laquelle

un ambassadeur hollandais était dessiné comme le Josué qui ordonnait au soleil, symbole du roi, de faire halte. Une pareille audace appelait un châtiment. On fit valoir à Paris qu'il résulterait pour la France un énorme accroissement de puissance, si l'on parvenait à soumettre la riche république avec sa marine, ses colonies et son commerce. Les Pays-Bas espagnols ne tomberaient-ils pas alors d'eux-mêmes sous le sceptre de Louis? Et qui pourrait empêcher celui-ci de prendre le Rhin pour frontière de son empire? Les oppositions religieuses et politiques qui existaient entre les deux États — catholicisme exclusif et protestantisme tolérant, monarchie et république, système mercantile et liberté commerciale — augmentaient le désaccord. La France monarchique et catholique, où toute l'autorité publique reposait dans les mains d'un seul individu, regardait avec jalousie la Hollande protestante où l'on s'efforçait de supprimer tout ce qui rappelait encore la monarchie du temps passé, et où ceux qui avaient été persécutés en France et obligés de s'enfuir pour des raisons politiques ou religieuses, trouvaient un refuge pour leur activité littéraire et une presse libre pour leur polémique libérale (§ 70). La destruction de cette république qui favorisait le développement d'idées subversives et détestées semblait, aux hommes d'État de France, une entreprise digne et glorieuse que facilitait la situation des États les plus importants de l'Europe. L'empereur d'Allemagne Léopold I[er] avait trop peu de sagesse politique et était d'ailleurs trop occupé dans ses possessions de l'Est, pour présenter une résistance énergique à la politique rusée de Louis XIV, qui avait conclu une alliance avec l'électeur de Cologne, l'évêque de Munster et quelques autres princes de l'empire, et qui avait gagné Lobkowitz, premier ministre de l'empereur; la Suède où, pendant la minorité de Charles XI, une aristocratie égoïste dirigeait les affaires, fut aisément détachée de la triple alliance et attirée du côté de la France. En Angleterre, le léger et versatile Charles II conclut avec joie une alliance avec Louis XIV, lorsque celui-ci lui eut assuré une pen-

sion et eut envoyé à Londres sa belle-sœur, Henriette d'Orléans, sœur convertie de Charles, en compagnie d'une belle dame d'honneur française qui eut bientôt une grande influence comme duchesse de Portsmouth, et agit dans l'intérêt de la France et du catholicisme. Un traité, connu seulement des deux monarques, fixa les subsides que recevrait Charles en retour de l'introduction de la foi catholique en Angleterre et de l'appui qu'il prêterait dans la guerre contre la Hollande. Le concours de la flotte anglaise semblait assurer le succès de l'entreprise. Ainsi préparé et couvert de toutes parts, Louis XIV déclara la guerre aux états généraux désunis (1672).

Depuis la paix avec Cromwell et pendant la minorité de Guillaume III d'Orange (§ 42), la Hollande était entièrement sous la direction des *Républicains*. Les chefs de ce parti aristocratique, et surtout le grand pensionnaire JEAN DE WITT comptaient parmi les hommes les plus nobles et les patriotes les plus désintéressés que la Hollande eût jamais possédés. Le commerce florissant et l'excellente situation de la marine, grâce à laquelle la république put s'ériger en arbitre dans la guerre dano-suédoise (§ 28), témoignaient de l'autorité et du sens pratique de ces républicains. Mais lorsque Charles II, oncle maternel du jeune Orange et ennemi des aristocrates hollandais qui l'avaient expulsé jadis de son pays (§ 42), monta sur le trône d'Angleterre, le parti orangiste, puissant en Zélande et dans les provinces d'Over-Yssel et de Groningue, leva la tête avec plus d'assurance. Bientôt la guerre éclata entre l'Angleterre et la Hollande: des difficultés entre les colons anglais et hollandais sur la côte de Guinée et en Amérique fournirent un prétexte à la cour de Londres qui souhaitait la guerre. Les deux nations qui aspiraient à la domination de la mer mesurèrent leurs forces dans plusieurs batailles navales (1664-67); le point d'honneur, l'orgueil national et l'ambition, non moins que la soif de conquêtes, l'avidité et la défense de leurs intérêts commerciaux les poussèrent à des hauts faits. Le duc d'York, frère de Charles, qui avait le titre de grand amiral de la flotte an-

glaise et Monk (§ 44) élevé au rang de duc d'Albermale luttèrent d'abord avec bonheur et succès contre les amiraux hollandais *de Ruyter* et *Tromp*. Mais l'énergie de de Witt et la prudence de Ruyter finirent par l'emporter. Ce dernier remonta la Tamise, anéantit la flotte britannique et bloqua les ports (1667), ce qui obligea le gouvernement anglais à adoucir par la paix de Bréda (1668) l'acte de navigation au profit des Hollandais et à abandonner Surinam à la république. La triple alliance contre la France avec laquelle le parti républicain avait été jusque-là en bonne intelligence, fut la première conséquence de ce traité de paix. Les républicains qui, pendant la guerre avec l'Angleterre, s'étaient vus forcés par égard pour le parti orangiste, non seulement à abolir l'acte d'exclusion, mais aussi à assigner une pension au jeune Orange, résolurent alors de profiter du crédit que leur donnait une paix avantageuse, pour assurer la constitution républicaine en Hollande. L'*édit éternel* stipula qu'à l'avenir le commandement des forces de terre et de mer serait distinct du stadhoudérat (1668) ; sous cette condition seulement le stadhoudérat pouvait renaître. Toutes les provinces adhérèrent tour à tour à cette résolution.

§ 54. *La guerre de Hollande* (1672-1679). Avant de déclarer la guerre aux états généraux, Louis XIV avait fait prendre possession par le maréchal de Créqui de la Lorraine, favorablement située, dont le duc était l'allié des Hollandais et qui se trouvait sous la protection de l'empereur d'Allemagne. Le roi s'avança en personne à la tête d'une armée de 120,000 hommes conduite par les meilleurs généraux (Condé, Turenne et Vauban); il marcha sur le Rhin à travers le territoire de l'électeur de Cologne qui s'était laissé entraîner par le chanoine Furstenberg, bien disposé pour les Français, à une alliance avec l'ennemi de l'empire au profit de la religion

catholique, opéra le célèbre passage du Rhin à Tolhuys et pénétra par une marche triomphale jusqu'au cœur des Provinces-Unies. La Hollande se trouva alors réduite à une cruelle extrémité. Beaucoup d'habitants s'enfuirent en Zélande et même à Hambourg et en Danemark. Les républicains qui avaient jusque-là dirigé l'État, s'étaient plus attachés à renforcer la marine qu'à maintenir et à augmenter l'armée de terre, et quoique le grand-électeur de Brandebourg, oncle du jeune Guillaume d'Orange, craignant pour ses États de Clèves et pour la foi évangélique, soutînt les Hollandais menacés et vît bien de quel danger la prépondérance de la France menaçait l'Allemagne déchirée, ni ses troupes ni celles de la Hollande n'étaient en état de résister aux forces supérieures de l'ennemi. Liége, Utrecht, Over-Yssel furent prises; déjà des dragons français ravageaient la province de Hollande et se trouvaient à deux lieues seulement de la capitale; les républicains effrayés demandèrent humblement la paix; mais malgré la forte rançon et les cessions de territoire qu'ils offrirent, ils ne furent pas écoutés. On exigeait d'eux l'abandon de la Gueldre avec Nimègue et la promesse que les catholiques auraient le libre exercice de leur religion et l'accès aux emplois. Si le roi avait accepté la proposition de Condé de marcher aussitôt sur Amsterdam, la Hollande aurait été perdue ; mais le conseil de Louvois de prendre d'abord les forteresses et d'y mettre des garnisons, affaiblit l'armée et donna aux Hollandais le temps de reprendre courage. Louis XIV, qui désirait le profit et la gloire

d'une campagne, mais qui en redoutait les fatigues, retourna bientôt à ses fêtes, à ses flatteurs et à ses maîtresses, tandis qu'en Hollande le parti orangiste, après être arrivé à la domination par une route sanglante, s'occupait avec énergie de la délivrance de la patrie. Les partisans du prince rejetaient toute la faute de leur infortune sur les républicains qui avaient laissé le pays dans un état de défense insuffisant; ils accusèrent le grand-pensionnaire de Witt d'intelligence avec la France et excitèrent le peuple au point que, non seulement il demanda avec menaces et obtint l'abrogation de l'*édit éternel* et la restauration du prince d'Orange comme stadhouder de Hollande et de Zélande, mais que le généreux Jean de Witt et son frère Corneille furent massacrés dans les rues de la Haye (20 août 1672) et leurs cadavres insultés par la populace furieuse. Si honteuse que fût cette action pour le pays et pour le prince, elle donna de la force et de l'unité à l'État.

Guillaume III d'Orange (1672-1702), qui avait hérité de la prudence et de la force de caractère aussi bien que des talents militaires de ses aïeux, réveilla l'esprit guerrier et l'enthousiasme patriotique parmi les combattants. Il était décidé à maintenir la république dont la direction lui était échue, dans toute sa puissance et dans son indépendance religieuse et politique. Les Hollandais coupèrent les digues et rendirent leur pays inaccessible aux Français; les murs de Groningue arrêtèrent longtemps l'ennemi; des tempêtes assaillirent la flotte anglo-française qui avait jeté l'ancre dans le Texel, et la marche hardie

du maréchal de Luxembourg vers Amsterdam sur les eaux gelées fut interrompue par un dégel subit. Ainsi les éléments et la nature du pays secondèrent les efforts patriotiques des Hollandais. En même temps le grand-électeur de Brandebourg décida l'empereur Léopold à prendre part à la guerre. L'apparition de ses troupes sur le Rhin obligea Turenne à transférer le théâtre de la guerre. A la vérité, Frédéric-Guillaume se vit forcé, l'année suivante, de conclure avec les Français un traité de neutralité (juin 1673), parce que le général impérial Montecuculli avait reçu de sa cour l'ordre de ne s'engager dans aucun combat; il dut prendre par là une attitude si incertaine, que les troupes brandebourgeoises et autrichiennes ne furent pas capables de tenir tête aux Français qui entraient en campagne avec des troupes fraîches; les plans militaires de l'électeur et du prince d'Orange ne purent être exécutés, parce que le général des Impériaux refusa sa coopération. Mais lorsque Louis XIV eut occupé Trèves, Clèves et d'autres localités, se fut emparé de plusieurs villes impériales en Alsace et eut montré son arrogance en violant impudemment le territoire de l'Allemagne et en foulant aux pieds les anciens droits jurés, Léopold à la fin déclara franchement la guerre; il fut appuyé par l'Espagne qui, depuis la chute de Maestricht, craignait pour les Pays-Bas menacés. Le danger commun fit oublier tous les dissentiments confessionnels et les autres considérations secondaires.

§ 55. Mais la force militaire de la France s'accrut

avec le nombre des ennemis. Après avoir ravagé le Palatinat, Turenne franchit le Rhin et entra en Franconie où il mit tout à feu et à sang, tandis que Condé et Luxembourg conquéraient la Franche-Comté et combattaient contre les troupes espagnoles-hollandaises dans les Pays-Bas. Grâce à l'incapacité et à la duplicité des généraux impériaux qui suivaient en partie les instructions du ministre Lobkowitz vendu à la France, grâce aussi à la désunion des princes allemands, les conquêtes de la France auraient été encore plus brillantes, si le grand-électeur qui, depuis la déclaration de guerre était rentré en campagne comme membre de l'empire allemand, et le courageux Guillaume d'Orange qui, à la bataille meurtrière de Senef (11 août 1674) maintint sa position contre l'attaque impétueuse de Condé, n'avaient pas sauvé l'honneur militaire jusqu'au moment où les circonstances changèrent de face. Vers la même époque où le parlement d'Angleterre obligeait le roi et son ministère à renoncer à la guerre navale que l'héroïsme de Tromp et de Ruyter faisait tourner au désavantage de l'Angleterre et à conclure la paix contre une indemnité (§ 53), les princes ecclésiastiques de Cologne et de Munster furent contraints par la diète d'abandonner l'alliance française, et les généraux impériaux, par leurs représentations pressantes, décidèrent l'empereur à éloigner le ministre corrompu Lobkowitz. Les conséquences en furent bientôt visibles. Après la malheureuse rencontre de Sassbach où Turenne fut tué par un boulet de canon (27 juillet 1675), les Français furent obligés d'aban-

donner la rive droite du Rhin qu'ils avaient horriblement dévastée depuis le Brisgau jusqu'au Neckar et de se retirer de l'autre côté du fleuve allemand.

La chute du maréchal de Turenne qui avait précisément déployé dans cette guerre ses remarquables talents militaires, et qui avait empêché peu de temps auparavant l'invasion de la France par les forces coalisées de l'ennemi, fut pour les Français une perte plus sensible que la défaite même. Il passait pour le véritable fondateur de la stratégie moderne sur de vastes plans, des marches et des positions savantes. C'était un de ces hommes qui s'oublient eux-mêmes au milieu d'une grande activité, dans la contemplation de buts élevés. Sa conversion au catholicisme même peut avoir été la suite de son habitude de se subordonner au tout. Modeste, doux et humain par nature, il était aussi impitoyable que Louvois lorsque le profit de l'État ou les fins de la guerre semblaient exiger des mesures de rigueur. C'est ainsi que, pour enlever leurs vivres aux ennemis, il dévasta le Palatinat au point que l'électeur, justement indigné, provoqua le maréchal en duel. Condé, tourmenté par la goutte, prit également son congé et mourut dix ans après, oublié de la cour, dans ses terres. Mais les Hollandais perdirent aussi leur héros septuagénaire de Ruyter dans un combat naval près des côtes de Sicile (1676), alors qu'il voulait conquérir avec des forces minimes Messine qui s'était révoltée contre l'Espagne, sous la protection de la France.

Peu de temps avant la bataille de Sassbach, Louis XIV avait excité les Suédois, ses alliés, à entrer de la Poméranie en Brandebourg pour forcer le grand-électeur avec son brave général Derflinger à se retirer de l'armée du Rhin. Mais avant que l'ennemi en eût le moindre soupçon, le prince énergique parut dans la contrée infestée par les Suédois,

vainquit leurs troupes surprises dans la glorieuse *bataille de Fehrbellin* (28 juin 1675) et conquit Stettin et la plus grande partie de la Poméranie, tandis que la flotte hollando-danoise enlevait Rugen, Gothland, etc. Cette bataille posa les fondements de la grandeur de la Prusse. — Depuis lors, la guerre se porta surtout vers les Pays-Bas où Guillaume III, à qui, dans l'intervalle, le stadhoudérat avait été conféré à titre de dignité héréditaire, défendit le terrain avec honneur, malgré la supériorité de la France et le talent éprouvé de Luxembourg, de Créqui, de Schomberg, de Vauban, de Catinat, etc. Le système barbare des dévastations, au moyen duquel Louvois voulait empêcher l'ennemi d'envahir la France, fut alors appliqué sur la Moselle et la Saar, comme plus tard dans le Palatinat. Mais quand l'Angleterre parut incliner vers la Hollande étroitement liée avec elle depuis le mariage de Guillaume III avec la fille du duc d'York, frère de Charles II, et augmenter ainsi le nombre des ennemis de la France, Louis XIV résolut de mettre un terme à la guerre. Mais la politique française sut habilement séparer ses adversaires. Après que la Hollande, gagnée par des concessions, eut déposé les armes et abandonné ses alliés, les autres puissances furent réduites à accepter les conditions prescrites par la France. Ainsi fut conclue la *paix de Nimègue* (5 février 1679) aussi avantageuse pour la France et la Hollande que honteuse pour l'empereur et les autres parties belligérantes. La France restitua toutes ses conquêtes à la Hollande, mais elle obtint de l'Espagne la Franche-

Comté bourguignonne souvent prise et rendue, ainsi que toutes les places fortes situées dans la ligne de Valenciennes, Condé et Maubeuge, avec Ypres (en sorte que les Pays-Bas espagnols étaient ouverts aux Français) et de l'empire allemand la ville de Fribourg en Brisgau.

L'empereur et les princes allemands durent se soumettre aux plus grandes humiliations. Pour pouvoir seulement prendre part aux négociations, Léopold, menacé d'une guerre en Hongrie, fut obligé de mettre en liberté le traître Furstenberg emprisonné à Cologne et consentir à ce que le duché de Lorraine fut restitué à son prédécesseur Charles au service de l'Autriche, sous des conditions si déshonorantes, que celui-ci préféra le laisser entre les mains des Français. Mais le grand-électeur fut forcé, par la paix de Saint-Germain en Laye, de remettre entre les mains de la Suède les provinces et les villes de Poméranie, qui avaient été conquises aux prix de tant d'efforts. Le prince généreux céda en murmurant à la nécessité.

§ 56. *Situation intérieure de la France.* Depuis la paix de Nimègue jusqu'à la fin du XVII[e] siècle, la France se trouve à l'apogée de sa puissance au dehors et de sa prospérité au dedans, en sorte que le siècle de Louis XIV fut célébré comme l'âge d'or de la France dans les annales de l'histoire louangeuse du temps.

On voyait partout, dans le bien-être général, les traces de ce qu'avait fait Colbert; des fabriques et des manufactures (tissage de la laine et de la soie, draperie, dentelle et verrerie selon l'art de Venise) s'étaient élevées comme par enchantement, dans l'espace de vingt ans; en même temps, l'autorité extraordinaire

du roi en Europe procurait au commerce extérieur les avantages les plus insignes. La France était devenue une puissance maritime; elle possédait cent vaisseaux de ligne, tandis que l'Angleterre en avait seulement soixante; les ports de Brest et de Toulon furent mis en état, la marine augmentée de soixante mille hommes, et bientôt Alger, Gênes et Tripoli en éprouvèrent les effets. Tout ce qu'entreprenait Louis prospérait. Le canal du Languedoc, ouvrage merveilleux, qui mit la Méditerranée en communication avec l'océan Atlantique, dut sa création aux larges idées de Colbert. Le roi apparut alors comme le souverain de la terre et de la mer; Marseille et Toulon devinrent de grandes étapes du commerce du Levant; le premier établissement français dans l'Inde orientale fut fondé à Pondichéry; des colonies furent créées à Cayenne, à Saint-Domingue, à Madagascar, etc.; des compagnies commerciales favorisèrent la colonisation; avec l'aide du roi, le Canada sortit de son état de faiblesse; les Antilles furent étroitement rattachées à la mère patrie. Mais la direction et l'organisation centrales de toutes choses contrariait l'indépendance des individus, sur laquelle tout repose en fin de compte. Louis porta aussi sa sollicitude sur la simplification et l'amélioration de la justice et de la législation. D'après l'affirmation même du roi, il y avait des districts où la loi était méprisée, où le faible ne trouvait plus de protection contre le puissant, où le crime restait impuni. Après que l'exécution de l'influent vicomte de la Mothe de Canillac (1665), qui s'était signalé pendant la Fronde, eut répandu l'effroi parmi les grands et ranimé la confiance chez les bourgeois et les paysans, des règlements uniformes furent établis, en sorte que chacun sentit qu'il avait un juge au dessus de lui. La cour de France déployait un éclat inconnu jusqu'alors : la haute noblesse, qui avait été si longtemps hostile au roi, se pressa alors autour du souverain et se soumit à l'étiquette rigoureuse de la cour ; des fêtes de tout genre, carrousels, ballets, feux d'artifice, opéras et spectacles, se succédaient sans interruption; poètes, artistes et savants

rivalisaient pour glorifier un prince qui récompensait libéralement tous les talents capables de contribuer à sa gloire ou à ses plaisirs, et qui se piquait d'honneur de favoriser les sciences. Des édifices superbes, comme l'hôtel des Invalides, de riches bibliothèques, des instituts grandioses pour les sciences naturelles, l'astronomie et les antiquités, des académies pour les savants et les artistes augmentaient la renommée du grand roi. A la fondation de l'Observatoire se rattachèrent les progrès de l'astronomie et de la géographie, comme la création du Jardin des plantes servit au développement de l'histoire naturelle et même de la physiologie. Un voyage d'exploration à Cayenne, entrepris aux frais du roi, hâta la connaissance de l'aplatissement polaire du globe terrestre et de sa forme sphéroïdale. L'attention ou la faveur de Louis XIV était le but de tous les efforts; faut-il s'étonner dès lors que chez lui l'égoïsme fût parvenu à son comble et qu'il usât largement de toutes les jouissances que sa constitution saine et robuste était en état de supporter? Le château de Versailles, aux jardins ornés de statues, de fontaines, d'avenues, etc., passait dans toute l'Europe pour le chef-d'œuvre du goût. Le bon ton, les manières aisées de la noblesse et des courtisans, soumirent le monde d'une manière plus durable que les armées : les modes, la langue et la littérature dominèrent dans les cercles élevés, aussi bien que la légèreté et la licence françaises. A la vérité, Louis XIV, dans ses nombreuses intrigues d'amour (Lavallière, madame de Montespan, etc.), ne perdit jamais l'étiquette de vue, et la galanterie qui règnait à sa cour conserva un vernis de chevalerie; mais bientôt les liens de la décence et de l'honnêteté se relâchèrent, et des courtisanes, comme la charmante coquette Ninon de l'Enclos, préparèrent l'époque corrompue de Louis XV.

§ 57. *Église.* L'attachement de Louis XIV aux préceptes catholiques et sa dévotion extérieure ne l'empêchèrent pas de montrer envers le pape un despotisme aussi absolu qu'envers

les princes séculiers. L'extension du droit régalien aux revenus des évêchés pendant leur vacance, et du droit d'asile des ambassadeurs français à Rome, amena une suite de luttes violentes entre le chef de l'Église et l'autocrate français. Un concile national, composé de prélats de toutes les provinces, fut convoqué par le roi (1682) pour délibérer sur le maintien des libertés de l'Église gallicane et l'exécution des traités entre la couronne et le saint-siége; il prit les quatre célèbres résolutions dans lesquelles étaient exprimées : l'indépendance du pouvoir civil, la supériorité des conciles sur la papauté, la nécessité du consentement de l'Eglise dans les questions spirituelles, et l'observation des lois nationales dans les questions séculières. Mais le refus décidé du pape d'admettre ces quatre propositions et la crainte de voir l'Eglise gallicane provoquer un schisme, empêchèrent la cour et le clergé de pousser leur opposition plus avant, en sorte que ces préliminaires restèrent sans conséquences pratiques. Les *querelles des jansénistes et des jésuites* et la *persécution des huguenots* eurent d'autant plus d'importance et de vivacité.

a) *Jansénisme.* Depuis que la politique profane avait pris le dessus sur les choses religieuses, les intérêts séculiers prédominaient chez les jésuites; la puissance et la richesse de l'ordre étaient mises en première ligne. Il s'ensuivit que les jésuites, dans leur doctrine, s'accommodèrent davantage aux tendances de l'époque, et professèrent des opinions très relâchées, notamment dans l'explication du péché : il n'y avait de faute que là où il existait une parfaite connaissance du manquement et une intention formelle de s'y livrer; l'acte extérieur sans l'adhésion et la spontanéité ne constituait pas un péché. Ce *casuisme* conduisit à un tissu de sophismes et d'hypocrisies. Les doctrines de la restriction mentale et de la sanctification des moyens par la fin furent encore amplifiées par la doctrine du *probabilisme*, selon laquelle, dans un cas douteux ou équivoque, on pouvait aussi bien prendre la détermination vraisemblablement fausse

que la détermination probablement vraie. Ces principes enseignés dans le confessionnal, où les jésuites régnaient presque exclusivement, rendaient très léger le joug de Jésus-Christ, mais ils détruisaient toute vie morale. C'est pourquoi le pieux *Jansénius*, professeur à Louvain, puis évêque d'Ypres, s'éleva contre la morale énervante des jésuites, et, dans son « Augustinus, » renouvela l'austère doctrine de saint Augustin, à savoir : que l'esprit, délivré du péché par la grâce de Dieu, et réconcilié par la foi et la piété avec son Créateur, peut seul entrer dans la vie éternelle. Ses efforts pour réveiller le sentiment religieux, et répandre un christianisme intérieur, obtinrent bientôt un grand succès auprès des religieuses du couvent de Port-Royal, près de Paris ; celles-ci, à leur tour, gagnèrent un grand nombre d'adhérents ; plusieurs hommes pieux et savants, qui partageaient les idées de Jansénius, se retirèrent dans la solitude de Port-Royal. Les jésuites, effrayés des progrès du jansénisme, défendirent si vivement la nécessité du libre arbitre, que l'idée de la grâce fut rejetée au second plan ; ils obtinrent du pape une condamnation de cinq propositions de l'« Augustinus » sur la grâce et la prédestination. Mais les partisans de Jansénius, parmi lesquels se trouvaient les premiers esprits de France, *Arnauld*, *Pascal*, *Nicole*, etc., nièrent que ces propositions se trouvassent dans l'Augustinus avec le sens qu'on leur avait prêté, et, comme le pape persistait néanmoins dans sa condamnation, ils dirigèrent leur polémique, non seulement contre les jésuites, mais aussi contre l'autorité papale à laquelle ils opposèrent la puissance supérieure de Dieu, telle qu'elle se révèle dans l'Ecriture. Les défenseurs absolus de l'infaillibilité du pape allèrent jusqu'à affirmer que le pape ne pouvait pas se tromper, même sur des questions de fait ; car l'infaillibilité innée avait été conférée, par le divin fondateur de la religion, à saint Pierre et à ses successeurs ; ainsi la foi même justifiait la supposition que les propositions condamnées de Jansénius avaient été affirmées en effet. Ces principes exagérés, qui mena-

çaient les droits de l'Eglise gallicane, éveillèrent des scrupules, même au sein de la cour, du parlement et de la Sorbonne. La dispute violente qui s'éleva nuisit d'autant plus à la considération des jésuites que les membres de Port-Royal n'étaient pas seulement des écrivains savants et spirituels, mais aussi des hommes d'un esprit religieux et d'une conduite irréprochable. Comme dans les premiers mouvements de la réforme en France, une tendance mystique se joignait dans le jansénisme à la tendance pratique. Les jansénistes formaient un parti piétiste et ascétique dans la société catholique et française, mais ils se tenaient sur le terrain du catholicisme restauré avec ses dogmes, ses cérémonies et tout son monachisme. Les membres des familles nobles les plus distinguées, la sœur et le frère du prince de Condé et beaucoup d'autres personnes d'un rang élevé, allaient chercher à Port-Royal un asile contre la corruption du monde. Les jansénistes et les nonnes de Port-Royal résistèrent longtemps à toutes les tentatives qui furent faites pour les réduire, par la rigueur et la persécution, à une obéissance absolue; enfin, par la médiation de Louis XIV, on introduisit une forme plus douce de soumission, et l'on conclut la « paix de l'Eglise » (20 septembre 1668), que le roi considéra avec autant de satisfaction que si elle avait été sa propre œuvre.

*Pascal.* Le plus célèbre écrivain de Port-Royal fut Pascal, également profond comme philosophe et comme mathématicien. Ses *Lettres provinciales* ouvrirent une nouvelle ère à la prose française, et elles sont encore très répandues aujourd'hui à cause de l'excellence de leur style, de l'esprit et de la fine ironie qui y règne. Les traits qui y sont lancés contre le casuisme et les doctrines immorales des jésuites firent plus de tort à l'ordre que toutes les attaques auxquelles il avait été en butte jusque-là. Pascal laissa inachévé le grand ouvrage dans lequel, à l'opposé de Descartes, il cherchait à prouver philosophiquement l'insuffisance de la raison pour arriver à la connaissance des premiers principes des choses, la nécessité d'une révélation

divine, et par conséquent, la vérité de la religion chrétienne. Selon lui, il n'y a que deux philosophies possibles : l'une, celle du doute, qui éloigne de Dieu, et l'autre qui suppose dans l'homme la force de s'élever jusqu'à Dieu. Il trouve que les deux systèmes luttent éternellement, s'usent et se détruisent l'un l'autre, mais par là suscitent précisément la religion et font place à l'Évangile. Mais il ne voit pas la révélation religieuse dans l'orthodoxie cléricale. Après sa mort, ses amis publièrent des fragments de ce grand ouvrage sous le titre de « Pensées, » mais ils écartèrent à dessein tout ce qui aurait pu troubler la paix de l'Église nouvellement conclue et les bons rapports avec le clergé. *Arnauld* (dont les œuvres comprennent 45 volumes in-4°) et *Nicole* travaillèrent dans le même esprit. Leurs écrits se distinguent par la clarté et la force des pensées, Aussi les ouvrages de Port-Royal furent-ils des modèles, et leur travaux sur la grammaire, la rhétorique, la logique et les mathématiques exercèrent-ils une influence considérable.

La querelle des jansénistes contre les jésuites se ralluma avec une nouvelle vivacité lorsque *Quesnel*, partisan des principes de Port-Royal, publia des réflexions morales sur le Nouveau Testament, lesquelles devinrent populaires et reçurent même l'approbation de l'archevêque de Paris, monseigneur de Noailles. Les jésuites, appuyés par Louis XIV, n'eurent pas de repos avant que le pape eût d'abord renouvelé par la bulle « In vineam Domini » (1713) les constitutions de ses prédécesseurs au sujet du jansénisme et supprimé Port-Royal, puis condamné par la bulle « Unigenitus » une série de propositions, la plupart sur la grâce et la liberté humaine, et rejeté ainsi le livre comme erroné. Tout le haut clergé de France prit une part des plus actives au combat spirituel qui survécut au règne de Louis XIV, et l'adoption de la constitution « Unigenitus » ne put être obtenue que par des dépositions, des emprisonnements et des proscriptions. Enfin le couvent fut détruit et les cadavres mêmes furent exhumés. Mais les opinions et les sentiments de Port-Royal persistèrent dans les Pays-Bas (Utrecht et Haarlem), comme Église séparée de

Rome, à l'état de fanatisme chez les convulsionnaires, et comme élément libéral dans la théologie catholique et chez une partie du clergé français. Les jansénistes s'attirèrent l'animadversion du roi parce qu'ils voulaient donner à la religion une signification indépendante et ne voyaient pas le but suprême dans la puissance et l'unité nationales. Louis XIV était par principe hostile à toutes les nouveautés ; les quiétistes qui méprisaient le culte extérieur et auxquels on reprochait de regarder comme permis tout ce que le corps désirait pourvu que l'esprit se fût livré à Dieu, devaient lui sembler aussi dangereux pour la vie civile que pour l'Eglise. C'est pourquoi les mystiques comme madame Guyon et les quiétistes ne furent pas moins disgraciés, humiliés et persécutés que les jansénistes.

§ 58. b) *Persécution des huguenots.* Un despote comme Louis XIV qui se contentait, pour expier ses péchés, d'une dévotion et d'un repentir passagers sans amendement ni contrition, devait surtout prendre ombrage de l'esprit démocratique des calvinistes, de leur austérité morale et religieuse, de l'orgueil que leur inspirait le sentiment de leur liberté spirituelle. La fidélité et le dévoûment qu'ils montrèrent pendant la guerre de la Fronde le décidèrent bien, au commencement de son règne, à confirmer l'édit de Nantes ; mais quand ses efforts en faveur d'une réunion avec l'Eglise moyennant quelques concessions, eurent échoué contre la fermeté de leurs principes religieux, il s'irrita de voir qu'il existât dans son royaume un parti qui traitait d'erreur la religion que lui-même professait. Louis pensait d'ailleurs que l'unité de l'Église n'était pas moins nécessaire à une monarchie parfaite que l'unité de l'État. Aussi opprima-t-il les jansénistes jusqu'à ce qu'il eût brisé leur résistance contre le pape, et força-t-il par les persécutions les plus cruelles les calvinistes à prendre la fuite où à rentrer dans le sein de l'Église dominante. Colbert qui estimait les huguenots comme des citoyens actifs et industrieux, suspendit longtemps les mesures de violence. Les réformés prenaient une part considérable à l'admi-

nistration des finances; les fabriques et les manufactures (fer, cuir, soie et laine) étaient pour la plupart entre leurs mains; ils se distinguaient par leur énergie, leur instruction et leur aisance. Mais les suggestions du jésuite la Chaise, confesseur et directeur de conscience du roi, le prosélytisme de la dévote madame de Maintenon (Françoise d'Aubigné, orpheline abandonnée de parents protestants, d'abord femme du poète difforme Scarron, puis gouvernante des enfants naturels du roi et enfin épouse légitime de Louis) et l'esprit despotique de Louvois l'emportèrent sur les sages conseils de Colbert. Pendant la guerre de Hollande, le clergé avait octroyé au roi des sommes considérables en y joignant la prière qu'il voulût bien extirper l'hérésie du royaume; ce qui fit d'autant plus d'impression sur Louis qu'il soupçonnait les huguenots d'avoir plus de sympathies pour leurs coreligionnaires que pour leurs compatriotes. La paix une fois rétablie, on procéda avec un grand zèle à l'œuvre de la conversion. Une longue série de mesures oppressives contre les huguenots prépara le coup décisif. On leur enleva d'abord le reste de leurs priviléges politiques, les chambres mi-parties; ensuite on diminua le nombre de leurs églises par des interprétations forcées de l'édit de Nantes et sous toutes sortes de prétextes; on restreignit le culte à quelques chefs-lieux, on interdit les synodes. Les accès de dévotion et de repentir du roi devinrent sans cesse l'occasion de nouveaux tourments pour les calvinistes par la conversion desquels il espérait expier ses péchés. On les excluait peu à peu des emplois et des dignités, et l'on favorisait les convertis; ainsi l'on séduisit les ambitieux; quant aux pauvres, on chercha à les gagner à prix d'argent, et l'on ouvrit un vaste champ au prosélytisme en déclarant valable la conversion d'enfants mineurs à partir de l'âge de sept ans. Des familles furent divisées, des mineurs enlevés à leurs parents et élevés dans la foi catholique; le retour d'un nouveau converti repentant dans la communauté fut puni comme un crime. La cour et le clergé, l'éloquent et insensible évêque *Bossuet* en tête,

mirent tous les moyens en œuvre pour fonder l'unité religieuse en France. La noblesse sacrifia sa croyance à la faveur de la cour, depuis que le huguenot Turenne, le glorieux maréchal de France, eut cédé à l'éloquence de Bossuet; dans le bas peuple, l'argent décida bien des individus à fréquenter la messe; les jésuites et les dévots en tirèrent la preuve que l'unité religieuse était facile à réaliser; mais la bourgeoisie aisée, l'élite de la confession calviniste, résista à toutes les séductions. C'était chez elle un point d'honneur de ne point changer de religion en vue d'aucun avantage ou de peur d'une perte quelconque. Cette bourgeoisie instruite et honnête ne pouvait être soumise que par la force. C'est pourquoi l'on procéda enfin aux *dragonnades*, dans la persuasion que l'entêtement seul maintenait la séparation. Sur l'ordre de Louvois, la cavalerie occupa les provinces du Sud et prit ses quartiers dans les maisons des huguenots; des généraux et des intendants se joignirent aux missionnaires. On vit bientôt les grossiers dragons fouler aux pieds le bien-être des bourgeois industrieux. Les convertisseurs éperonnés qui quittaient la maison des apostats pour envahir en nombre double le domicile de ceux qui persévéraient dans la foi, n'avaient que des récompenses à attendre pour prix des actions les plus odieuses; aussi se livrèrent-ils aux excès les plus révoltants et produisirent-ils plus de résultats que ne l'avaient fait toutes les séductions de la cour et toutes les subornations des prêtres. Des milliers de personnes s'enfuirent à l'étranger pour y vivre selon leur croyance; soixante prédicateurs réformés languirent en même temps dans les prisons de Toulouse. Mais le nombre de ceux qui ne se laissèrent pas ébranler par les tourments était encore très considérable, lorsque la *révocation de l'édit de Nantes* (22 octobre 1685), mit le couronnement au système de persécution et plongea les huguenots dans le désespoir. Leur culte fut entièrement interdit, leurs églises furent renversées, leurs écoles fermées, leurs pasteurs expulsés pour autant qu'ils refusaient le prix mis à leur conversion. Les exercices spirituels furent dé-

fendus même dans les maisons privées. Lorsque l'émigration prit des proportions effrayantes, on l'interdit sous peine des galères et de la confiscation ; des hommes honorables et considérés furent chargés de chaînes et jetés dans de sombres cachots qui regorgèrent bientôt de prisonniers. Mais malgré toutes les menaces et les défenses, plus de 500,000 calvinistes qui étaient parvenus à s'enfuir au milieu de dangers et de fatigues sans nombre, les uns en se cachant dans des navires au milieu de ballots de marchandises, les autres par terre en couchant dans les bois, portèrent au loin, dans les pays protestants, leur activité, leur croyance et leur cœur. La Suisse, le Palatinat, la Hollande et l'Angleterre offrirent un asile aux victimes. Leur instruction et leur industrie ne restèrent pas sans influence sur la culture des peuples chez lesquels ils se réfugièrent. Mais en France, c'en était fait de la prospérité et du bien-être des provinces méridionales. L'art de tisser la soie et de faire des bas fut enseigné à l'étranger par des huguenots fugitifs ; des écrivains calvinistes tournèrent leur plume contre la France et des soldats calvinistes entrèrent dans les rangs des ennemis lorsque la guerre éclata de nouveau. On avait oublié que l'ordre des choses repose sur des lois morales qui n'ont jamais été enfreintes sans attirer la vengeance sur la tête de ceux qui les avaient méconnues. Des flatteurs louèrent le roi comme le destructeur de l'hérésie ; un poète de renom fit de l'événement l'objet d'un poème épique ; on rangea l'œuvre d'unification de l'Eglise parmi les hauts faits de l'histoire ; cet acte glorieux éclipsait complétement les services qu'à la même époque la maison d'Autriche avait rendus à la chrétienté par sa lutte contre les Osmanlis ; mais l'héroïsme des *paysans des Cévennes* et les désertions privées de milliers de huguenots attestaient que l'on était encore loin du but que l'on s'était proposé. Les oppresseurs rencontrèrent en effet une résistance opiniâtre lorsque la persécution s'étendit aussi aux vallons paisibles des Cévennes où les descendants des vaudois qui avaient fait cause commune avec les calvinistes, vivaient dans la sim-

plicité de leur foi et de leurs anciennes mœurs. Les mauvais traitements exaltèrent leur zèle religieux jusqu'au fanatisme. Sur les bûchers des ignorants on vit s'élever des apôtres de la parole divine dont les discours enthousiastes échauffaient d'autant plus les âmes qu'on y voyait les effets d'une inspiration immédiate. Dans les solitudes les plus sauvages, on se groupait autour d'eux pour écouter leurs prédications; dans les endroits les plus reculés qui servaient sur les montagnes au pacage des bestiaux, on accomplissait les actes religieux selon le rite réformé. Des prédicateurs fugitifs enflammaient les esprits des « enfants de Dieu. » Conduits par *Jean Cavalier*, ancien berger, et d'autres prophètes, les *camisards* en blouses de toile opposaient leur poitrine nue aux balles des soldats. Une horrible guerre civile dans laquelle plus de 100,000 hommes périrent, ensanglanta les vallées des Cévennes. Ce fut seulement quand le roi eut accordé aux « prophètes » et aux « héros » que la guerre avait épargnés la faculté de se retirer librement (1704), que cette horrible boucherie cessa peu à peu. Le contre-coup de la tyrannie religieuse sur l'Eglise de France ne tarda pas à se faire sentir. Une croyance formaliste et hypocrite, une dévotion apparente fut la conséquence de la révocation, et elle dura aussi longtemps que Louis tint les yeux ouverts; mais lorsqu'il ne fut plus avantageux d'avoir le credo sur les lèvres et de déployer la bannière de l'Eglise, on laissa tomber la gousse morte qui n'avait jamais contenu aucune graine vivante, et l'incrédulité, l'athéisme et l'hostilité à l'Église régnèrent d'autant plus hardiment que la contrainte spirituelle avait été plus violente. — Vers la même époque, les pieux vaudois furent également persécutés dans les vallées du Piémont, à l'instigation des fanatiques français; sur les bords des lacs de l'Amérique du nord et sur les rives du haut Mississipi, où de zélés missionnaires répandirent alors la foi au vrai Dieu et en même temps la renommée du « grand capitaine des Français, » on comprima par la force toute conception du christianisme dans l'esprit de la réforme.

*Arrogance de Louis XIV et embarras de l'Autriche.*

§ 59. *Les réunions.* Les articles de la paix de Nimègue avaient été adoptés par les puissances de l'Europe, tels que les avait dictés le roi de France qui avait exercé l'influence la plus personnelle sur les négociations. Encouragé par ce premier succès, Louis procéda aux *réunions.* Pendant la guerre il avait déjà soumis et fait fortifier dix villes impériales de l'Alsace; il déclara maintenant qu'un certain nombre de localités et de territoires étaient compris dans la cession comme anciennes annexes des provinces et des villes échues à la France par les paix de Westphalie et de Nimègue, parce qu'il était dit dans le traité de paix que ces territoires avec leurs districts seraient placés sous la souveraineté de la France. Pour donner une apparence de droit à cette prétention, Louis établit à Metz et à Brisach des chambres dites de réunion pour la vérification de ces dépendances et devint ainsi demandeur, juge et exécuteur en une seule personne. En partant du principe que les droits de l'empire lui avaient été transférés, Louis se déclara suzerain de tous ceux qui lui furent désignés comme les vassaux du pays et des évêchés cédés.

Le tribunal de Metz réclama quatre-vingts fiefs situés hors de la France comme soumis à la souveraineté française; la Chambre de Brisach déclara vassaux du roi, outre les dix villes impériales de l'Alsace, avec le territoire de Haguenau et de Weissembourg, un certain nombre de princes, de magis-

trats, d'États, d'immédiats de l'empire, en sorte que petit à petit six cents villes, bourgs, villages, châteaux, moulins, etc., furent annexés à la France. Les armes de France furent appliquées partout; on réclama le serment de fidélité, selon la coutume française, des sujets comme des seigneurs. Les membres les plus puissants de l'empire résistèrent, mais leurs agents furent chassés, leurs archives fermées, leurs rentes détenues; lorsqu'ils s'adressaient à la cour de France, on les renvoyait devant les tribunaux de Metz et de Brisach; les ministres refusaient tout pourparler et toute négociation. L'archevêque de Trèves fut le plus grièvement atteint. Louis prétendit à trois localités sur la Meuse, parce que le roi Pépin qui en avait fait donation à l'évêché s'en était réservé la protection. Oberstein, qui appartenait à l'archevêché depuis cinq siècles, fut occupé par des troupes françaises, aussi bien que Hombourg et Bitsch. Cette heureuse réussite poussa Louis à de nouvelles entreprises. Il contesta au duc de Brunswick la possession de Mumpelgard comme appartenant à la Franche-Comté, au roi de Suède ses territoires du Palatinat Deux-Ponts, et aux Espagnols, Luxembourg et d'autres villes néerlandaises. En même temps il fit élever par Vauban, sur toutes les frontières de France, des fortifications imprenables qui devaient mettre à tout jamais le pays à l'abri des invasions.

Mais Louis couronna ce système de spoliation en enlevant, au milieu de la paix, la ville libre de Strasbourg à l'empire d'Allemagne (30 septembre 1681). Le perfide évêque François Égon de Furstenberg et quelques conseillers gagnés, secondèrent la surprise et l'occupation. La bourgeoisie, après avoir été désarmée, dut prêter à genoux le serment d'obéissance au dominateur étranger; la cathédrale fut restituée au culte catholique et l'arsenal fut vidé. Pendant l'entrée solennelle du roi, Vauban traça le plan de la citadelle à la construc-

tion de laquelle des bourgeois et des paysans allemands mirent la main. Abandonnée par l'empereur et trahie par sa lâche municipalité, la bourgeoisie s'accommoda à son sort inévitable et sacrifia son indépendance politique et religieuse à un roi qui la menaçait de la guerre et de la dévastation en cas de résistance, mais qui promettait de respecter sa constitution, ses droits et sa liberté religieuse pour prix d'une soumission paisible. Au lieu de châtier l'insolence d'un despote en combinant leurs forces, l'empereur, l'Espagne et l'empire d'Allemagne divisé par des haines religieuses, conclurent avec lui, à Ratisbonne, une trêve de vingt ans (15 août 1684), dans laquelle ils lui abandonnèrent tous les territoires réunis et enlevés, y compris la place forte de Luxembourg conquise peu de temps auparavant, sous la seule condition que les nouvelles acquisitions conserveraient leurs droits politiques, que les réunions cesseraient et que les droits de souveraineté de la France ne recevraient plus d'extension ultérieure. Mais l'audace et la cupidité de Louis ne firent que s'accroître par la longanimité de ses voisins. Il n'est pas dans la nature des puissances de se restreindre elles-mêmes; il faut que les limites leur soient imposées. Les empiétements sur le Rhin et ailleurs continuèrent; Louvois et son maître étendirent aussi leurs violences à l'Italie. Casale, la clef du Milanais, fut occupée en même temps que Strasbourg, et le négociateur perfide, Matthioli, subit un emprisonnement perpétuel, peut-être sous le voile du « masque de fer; » la fière Gênes expia alors,

par un bombardement horrible, son attachement à l'ancienne liberté (1684) et dut faire humblement amende honorable à Versailles, d'avoir montré plus d'inclination pour l'Espagne que pour la France.

§ 60. *Les Turcs devant Vienne.* Pendant tout ce temps, l'empereur Léopold était occupé à l'est de ses États. En Hongrie, l'oppression des protestants par le gouvernement autrichien, qui subissait l'influence des jésuites, la violation de droits constitutionnels, les violences contre quelques magnats et la lourdeur des logements militaires avaient excité des soulèvements redoutables, précisément au moment où quelques grands vizirs énergiques renouvelaient les projets de conquête des anciens sultans et réveillaient l'esprit guerrier des janissaires. Le prince de Transylvanie fut obligé de payer un tribut élevé à la Porte, et quand la noblesse de ce pays voulut, avec le secours de l'Autriche, secouer le joug de la Turquie, non seulement la Transylvanie fut soumise à une dépendance plus complète, mais les Osmanlis occupèrent aussi la basse Hongrie, et ils auraient pénétré plus avant, si la brillante victoire de Montecucculli à Saint-Gothard sur la Raab n'avait pas arrêté leur marche (1664). Le gouvernement autrichien et notamment le ministre Lobkowitz hostile à la Hongrie, se servirent d'une trève conclue avec les Turcs pour détruire peu à peu les libertés et les droits de la Hongrie.

Une conjuration formée par les plus puissants gentilshommes hongrois pour repousser l'oppression des fonctionnaires, des

jésuites et des soldats autrichiens (1670), fournit à l'empereur l'occasion souhaitée de détruire l'indépendance de la Hongrie. Après que les chefs des conjurés (Zrinyi, Nadasdy et Frangepan) eurent péri sur l'échafaud (1671), un édit impérial déclara que l'autorité du trône était absolue et qu'à l'avenir les Hongrois auraient à entretenir des troupes autrichiennes et à payer les impôts dont ils avaient été chargés arbitrairement. Un étranger injuste et dur fut mis à la tête du nouveau gouvernement militaire et despotique. Les prédicateurs protestants furent vendus comme rameurs ; les confesseurs de l'Évangile furent privés de leurs églises.

Mais les mesures de violence réveillèrent le courage et l'esprit de liberté des Hongrois. Un gentilhomme énergique et intelligent, dont les biens avaient été confisqués, Emmerich Tœkœli, leva l'étendard de la révolte (1674). Bientôt il se trouva à la tête de troupes considérables avec lesquelles il chassa de la Hongrie les soldats autrichiens (1681). Louis XIV lui vint en aide (1682) et la Porte qui le reconnut comme roi tributaire de Hongrie, le protégea en portant de nouveau la guerre au cœur de l'Autriche. Le grand-visir Kara Mustapha s'avança avec 200,000 hommes jusque sous les murs de Vienne. La cour s'enfuit à Lintz ; la capitale semblait perdue. Mais la bravoure de la bourgeoisie et l'impéritie des Osmanlis dans les travaux de siége permirent à la ville de résister soixante jours à tous les assauts ; l'armée impériale, sous les ordres de Charles de Lorraine, et une armée polonaise, commandée par le roi Jean Sobieski, vinrent ensuite au secours de Vienne. Une bataille sanglante sous les

murs de la capitale tourna au désavantage des Turcs (9 septembre 1683). Ils se retirèrent en toute hâte et laissèrent un riche butin entre les mains des vainqueurs. Kara Mustapha fut décapité par ordre du sultan; mais le hasard des combats resta fidèle à l'armée chrétienne. Charles de Lorraine conquit une ville de Hongrie après l'autre, et lorsqu'enfin Ofen, que les Turcs avaient possédée cent quarante-six ans, fut tombée au pouvoir des Autrichiens, Léopold crut pouvoir mettre à exécution le dessein qu'il nourrissait depuis longtemps contre la Hongrie. Il fit périr les chefs les plus déterminés de la noblesse (1687) et terrifia la nation au point que, à la diète de Presbourg, les états consentirent à l'abolition de la royauté élective et abandonnèrent le droit important de pouvoir s'opposer aux ordonnances inconstitutionnelles. Depuis lors la Hongrie cessa d'exister comme royaume électif et la dignité royale fut déclarée héréditaire dans la descendance mâle des Habsbourgs. Les autres droits furent conservés à la nation; à chaque changement de règne le souverain avait à les jurer. Mais les plaintes des protestants au sujet du prosélytisme des jésuites ne trouvèrent aucun écho. L'Église évangélique fut réduite de plus de moitié par un martyre non sanglant. Tœkœli s'enfuit chez les Turcs où il fut retenu quelque temps dans les fers; mais quand le sultan se fut convaincu de sa fidélité, il s'en servit de nouveau dans la guerre contre l'Autriche. Les Osmanlis, attaqués avec succès par les Vénitiens dans la Morée et dans l'antique Hellade, et chassés par les Autrichiens de la Hon-

grie et de la Transylvanie, renversèrent leur sultan du trône et lui choisirent un successeur; mais Charles de Lorraine, le prince Eugène et Louis de Bade fixèrent la victoire sous les drapeaux de l'Autriche. Ce fut seulement quand le grand-visir Kœprili eut entrepris la direction de la guerre que la fortune chancela pour quelque temps; Belgrade, péniblement conquise, retourna aux Turcs (1688). Mais la glorieuse victoire de Louis de Bade à Salankemen (1691), où le champ de bataille fut couvert de vingt-six mille cadavres turcs, parmi lesquels se trouvait celui du grand-visir lui-même, et la sanglante bataille de Zanthe sur la Theiss (1697), où le prince Eugène déploya ses grandes qualités militaires, obligèrent enfin la Porte à conclure la *paix de Carlowitz* (janvier 1699). La Transylvanie et tout le territoire compris entre la Theiss et le Danube furent abandonnés à l'Autriche, la Morée et quelques îles à Venise; la Russie qui, à la fin, avait également pris part à la guerre, conserva Asow. Ainsi l'Autriche sortit glorieusement d'une lutte qui avait commencé d'une façon si menaçante. Le comte Tœkœli, qui avait reçu du sultan le titre de prince de Widdin, mourut (1705) fugitif dans un bien de campagne près de Nicomédie, loin de la patrie dont la délivrance avait été le seul but de sa vie.

### *L'Angleterre sous les deux derniers Stuarts.*

§ 61. *Charles II* (1660-85). Le règne du faible et voluptueux Charles II fut fatal à l'Angleterre. Ni

le sort de son père, ni ses propres épreuves ne lui servirent de leçons et d'avertissements. A la joyeuse cour de Whitehall moins que partout ailleurs on songeait au sombre passé. A peine les royalistes avaient-ils assouvi leur vengeance sur les puritains et les républicains (§ 44), que le royaume fut en butte à de grandes calamités. Une maladie contagieuse enleva en un seul été cent mille habitants de la capitale (1665); l'année suivante, les flammes dévorèrent les deux tiers de Londres (13,000 maisons et 89 églises); bientôt après, la flotte hollandaise entra dans la Tamise, incendia les navires de guerre et enleva d'autres bâtiments avec leur cargaison. Tout cela toucha peu le monarque frivole; le jour de l'incendie de la flotte, il folâtrait avec ses maîtresses; il vendit sans dignité ni patriotisme à la France Dunkerque qui avait été acquise par Cromwell; puis, lorsque son train de cour dispendieux eut augmenté ses dettes et ses besoins d'argent, et que le parlement, bientôt revenu de son premier moment d'enthousiasme pour la royauté, ne se montra plus aussi libéral qu'il le souhaitait, Charles prêta l'oreille à la voix séduisante de la France et vendit à Louis XIV l'honneur et l'avantage du pays et sa propre foi pour des pensions et des maîtresses (§ 53). L'usage suivi à la cour de France qui donnait le ton, de prouver sa bonne éducation et ses manières distinguées par l'apostasie et le prosélytisme, avait déjà pris racine aussi en Angleterre. Le duc d'York, frère du roi, se convertit à l'Église romaine et attira à sa suite son épouse, fille du mi-

nistre Clarendon, l'historien royaliste de la « rébellion » d'Angleterre. Quant à Charles II, il cacha dans son sein ses convictions catholiques et préféra recourir à l'hypocrisie et à la fausseté, par le conseil de Louis XIV qui voyait dans une conversion rapide des dangers pour le trône et pour ses propres intérêts et qui, à cause de cela, empêcha la divulgation inconsidérée du changement de religion. Le peuple soupçonna bien ce qui s'était passé dans le cœur du monarque; mais il n'eut de certitude que quand Charles, au moment de mourir reçut les derniers sacrements. Le parlement chercha à garantir la croyance anglicane contre les intrigues de la cour et l'influence de Louis XIV par l'*acte du test* (1673), d'après lequel quiconque était investi d'une fonction ou d'un grade devait appartenir à l'Église d'Angleterre.

*Acte des conventicules. Édit de tolérance. Acte du test.* Les motifs qui poussèrent Charles II à incliner vers le catholicisme et le conduisirent dans une voie où il lui était impossible d'éviter l'hypocrisie, la duplicité et le parjure, furent les souvenirs de la dureté des ecclésiastiques presbytériens pendant les funestes années de sa jeunesse, la répulsion qu'inspirait au prince avide de plaisirs l'austérité ascétique des puritains, et le besoin d'obtenir une facile absolution pour sa conduite dépravée. La promesse faite avant son retour d'accorder la liberté de conscience, demeura vaine aussi longtemps que la nation anglaise et son clergé intolérant tournèrent leur fureur contre les puritains pour venger leur honte sur eux. Il souffrit que l'acte d'uniformité dépouillât deux mille ecclésiastiques puritains de leur charge et les livrât à la misère avec leurs femmes et leurs enfants; et lorsqu'ils trouvèrent de la pitié, du secours et de la sympathie chez leurs anciens paroissiens et

organisèrent des dévotions secrètes, l'acte des conventicules déclara illégales et séditieuses toutes les réunions de plus de cinq personnes, qui n'avaient pas pour fondement le bréviaire général; ceux qui y participaient étaient menacés de peines sévères. Cet acte fut aussi étendu à l'Écosse où le système épiscopal fut introduit de vive force, et une demi-tolérance accordée aux presbytériens modérés sous le nom d'indulgence. « Mais il y avait, dit Macaulay, beaucoup d'hommes impétueux et résolus, qui étaient d'avis que l'obligation d'observer le « covenant » était supérieure à celle d'obéir à l'autorité. Ces individus continuèrent à tenir des assemblées en opposition avec la loi et à adorer Dieu à leur façon. Ils ne regardaient pas l'indulgence comme une faible compensation pour les dommages causés par l'autorité à l'Église, mais comme un nouveau mal, d'autant plus détestable qu'il se cachait sous les apparences d'un bienfait. La persécution, disaient-ils, ne pouvait tuer que le corps, mais l'indulgence noire tuait l'âme. Chassés des villes, ils se réunirent dans des bruyères et sur des montagnes; attaqués par le pouvoir civil, ils repoussaient sans scrupule la force par la force. A chaque conventicule, ils se présentaient en armes, et souvent ils en arrivaient à la révolte ouverte. Ils étaient facilement vaincus, mais les défaites et les châtiments ne faisaient qu'accroître leur courage. Traqués comme des bêtes fauves, torturés jusqu'à ce que leurs os fussent broyés, emprisonnés par centaines, pendus par douzaines, ils conservaient au milieu de toutes leurs épreuves, une constance si farouche, que l'oppresseur le plus hardi et le plus puissant ne pouvait s'empêcher de craindre leur audace et leur désespoir. » Mais lorsque les épiscopaux eurent assouvi leur vengeance sur les dissidents et que la rigueur des lois de non-conformité atteignit aussi les catholiques, Charles se ressouvint de l'ancienne promesse qu'il avait faite à Breda et souhaita que ces lois fussent adoucies. Depuis ce temps, l'oppression sous laquelle gémissaient les catholiques, toucha beaucoup le roi. C'est pourquoi il publia, sans consulter le parlement, un édit de tolérance par lequel, en vertu de son pouvoir suprême en matière ecclésias-

tique, il suspendit toutes les lois pénales contre les non-conformistes, autorisa les assemblées religieuses à des endroits déterminés et plaça les prêtres dissidents sous la protection de l'autorité. Mais cette ordonnance, que l'on regarda comme le premier pas vers le papisme, provoqua un tel mécontentement, que le roi se vit obligé, non seulement de retirer la déclaration, mais aussi de sanctionner l'acte du test, d'après lequel tous ceux qui se refuseraient à prêter le serment de fidélité et de suprématie au roi, de prendre la cène selon le rite de l'Église anglicane et de signer une déclaration contre la transsubstantiation, seraient inhabiles à remplir aucun emploi ou charge militaire, et ne seraient éligibles ni au parlement ni au conseil d'État. Le duc d'York ne prêta pas le serment de test; il déposa sa charge de grand-amiral et épousa en secondes noces une princesse catholique. Par là son changement de religion devint notoire, et comme, à la mort d'un prince légitime de Galles, il était le plus proche héritier du trône, les anglicans et les dissidents se rapprochèrent pour combattre les catholiques avec leurs forces combinées. Les deux filles d'York, Marie, épouse de Guillaume III de Hollande, et Anna mariée à un prince danois, restèrent protestantes.

§ 62. *Ministère de Shaftesbury.* Après huit années de bonne administration, le ministre Clarendon tomba en disgrâce (1668) et dut fuir à l'étranger où il finit ses jours. Un ministère désigné sous le nom de ministère de cabale (*cabal*), à cause des initiales de ses membres (Clifford, Arlington, Buckingham, Ashley, Lauderdale), dirigea alors les affaires selon les désirs du roi et sans égard pour les droits du peuple (1669-74). Une nouvelle lutte violente s'éleva entre la royauté qui tendait à l'absolutisme et le parlement qui gardait la liberté et la religion nationale. Secondé par ce ministère composé d'hommes intelligents mais sans principes, Charles entreprit la guerre im-

populaire contre la Hollande, qui lui rapporta des pensions de la France, mais qui fut contraire aux intérêts et à l'honneur du pays. La corruption et la vénalité s'étalèrent alors sans pudeur dans les hautes régions. Les joailliers de Londres qui avaient avancé une grosse somme d'argent au gouvernement furent trompés avec une mauvaise foi incroyable; beaucoup d'entre eux y perdirent toute leur fortune. En vain le parlement obligea, après quelques années, le roi à terminer la guerre; Charles, soucieux de ses revenus, laissa son fils naturel Monmouth et quelques milliers d'Anglais à la solde de la France, et lorsqu'enfin la chambre des communes insista sur leur rappel et voulut forcer le roi à faire cause commune avec la Hollande contre la France, Charles, acheté de nouveau par Louis XIV, prorogea le parlement et, par un traité écrit de sa propre main, s'engagea à ne consentir à aucune alliance avec la Hollande sans le consentement du monarque français (1675). Louis, s'appuyant sur cet arrangement, poursuivit la guerre dans les Pays-Bas, jusqu'à ce qu'il se fût convaincu que son allié ne pouvait plus résister aux injonctions du peuple anglais, et que les dispositions des Hollandais lui eussent promis une paix avantageuse (§ 55).

Dans l'intervalle, les membres du ministère de cabale s'étaient peu à peu retirés; plusieurs d'entre eux, notamment l'intelligent comte de Shaftesbury (Ashley), se joignirent à l'opposition, dans la crainte que la faiblesse, l'inconstance et les inconstitutionnalités du roi ne tournassent contre eux-mêmes. Pour gagner la confiance de la nation qui attribuait aux jésuites et

aux papistes l'incendie de la capitale et tous les malheurs du pays, Shaftesbury profita des bruits d'un complot papiste pour éloigner ou perdre tous les conseillers catholiques de Charles. Cette conspiration qui reposait sur les déclarations de deux hommes infâmes, le parjure Oates et le voleur de grand chemin Bedloe, était vraisemblablement une pure invention qui ne pouvait trouver créance qu'auprès d'une génération pleine de défiance et de haine religieuse. Mais la faiblesse du roi était si grande, qu'il donna son assentiment aux mesures de rigueur contre les papistes, bien qu'il fût intimement convaincu de l'inanité du complot. Près de deux mille personnes, parmi lesquelles on comptait des lords considérables, furent emprisonnées, un plus grand nombre encore fut expulsé de Londres et plusieurs prêtres catholiques furent exécutés; l'acte du test reçut une application plus rigoureuse, et tous les papistes perdirent leur siége au parlement; les pairs catholiques se retirèrent d'eux-mêmes. L'inscription de la célèbre colonne de Londres, où l'incendie de la ville est mis sur le compte des papistes, est une preuve remarquable de la haine qui animait alors le peuple anglais contre les catholiques.

Vainement Charles prononça enfin la dissolution du parlement (janvier 1679) avec lequel il avait gouverné dix-huit ans. La nouvelle chambre fit entendre les mêmes récriminations contre les tendances catholiques de la cour et les projets funestes des papistes, en sorte que le roi, pour ne pas consentir à exclure, comme on le demandait, son frère de la succession au trône, fut obligé d'envoyer celui-ci hors du pays, de congédier son ministre de confiance Danby, de nommer un nouveau ministère sous la direction de sir William Temple et de lord Shaftes-

bury et de renforcer le conseil d'État en y attirant des hommes populaires. Ce ministère s'est rendu immortel dans l'histoire d'Angleterre par l'acte de l'HABEAS CORPUS (1679), le palladium de la liberté personnelle des Anglais.

D'après cette loi, personne ne pouvait être emprisonné sans qu'un mandat écrit indiquât les motifs de l'arrestation. Le prisonnier devait aussi être traduit en justice dans un délai déterminé (ordinairement trois jours) ; il ne pouvait être conduit dans aucune prison en dehors de son comté. Les cas sont en outre spécifiés où la mise en liberté pourra avoir lieu sous caution. Auparavant déjà, l'on avait promulgué une loi importante qui rendait le sol libre en supprimant les fiefs nobles pour les transformer en emphytéoses sans devoir militaire ni charges féodales.

Mais lorsque Shaftesbury et le nouveau parlement continuèrent les persécutions contre les papistes, procédèrent à des arrestations en dépit de l'*habeas corpus*, firent exécuter William Howard (lord Stafford), vieillard septuagénaire, et s'efforcèrent d'obtenir le bill d'exclusion du duc d'York, Charles révoqua l'assemblée; et comme, à cette époque, les pensions de la France affluaient de nouveau, en sorte que ses dépenses étaient couvertes sans que le parlement vôtat des fonds, il recourut plusieurs fois à cette mesure, jusqu'à ce que la nation, craignant le retour de la guerre civile et se défiant enfin des délateurs du complot papiste, montrât des dispositions plus modérées. La cour en profita pour faire assurer à la couronne par le grand juge *Jeffreys* le droit de confirmation des magistrats municipaux et

une plus grande influence dans la composition des jurys, pour éloigner Shaftesbury et rappeler le duc d'York. Il se forma alors deux partis politiques, les WHIGS et les TORIES qui divisent aujourd'hui encore l'Angleterre en deux camps (1681). Les premiers, à la tête desquels se trouvaient Shaftesbury et plusieurs hommes des plus éminents, comme lord Russel, Sidney, Grey, regardaient la constitution comme un traité réciproque entre le roi et la nation et accordaient à celle-ci, le droit de résistance énergique dans le cas d'une violation du contrat; les tories, au contraire, qui avaient à leur tête l'université anglicane d'Oxford, rejetaient le principe que l'autorité civile émane du peuple et exigeaient des sujets une obéissance passive. La cour tourna désormais toute sa colère contre les chefs des whigs qui persistaient dans l'exclusion d'York, et songeaient soit au rétablissement de la république, soit au transfert de la couronne sur la tête de Monmouth, fils illégitime de Charles, ou d'un autre parent protestant de la maison royale. Shaftesbury échappa au danger en s'enfuyant en Hollande où il mourut bientôt après; mais ses amis succombèrent aux coups de leurs adversaires. La cour tira parti d'une conjuration dirigée par quelques misérables contre la vie du roi et de son frère, pour perdre des hommes qui n'avaient rien de commun avec ces criminels. Lord Russel et Algernon Sidney, trahis par un des leurs et déclarés coupables de haute trahison par des juges torys, expirèrent sur l'échafaud. Monmouth se réfugia en Hollande. Depuis lors, la nation fatiguée des con-

spirations et peu sympathique aux républicains, demeura tranquille, de sorte que le duc d'York put rentrer dans ses charges et Charles régner jusqu'à sa mort avec un pouvoir plus absolu que jamais.

§ 63. *Jacques II.* (1685-88). Quelques semaines après l'avénement de Jacques II au trône, le duc de Monmouth, riche et beau gentilhomme aimé du peuple, aborda en Angleterre avec une troupe de fugitifs pour enlever la couronne à son oncle. Beaucoup de mécontents se groupèrent autour de son drapeau. Mais l'impéritie et la lâcheté du chef, l'incapacité de ses conseillers et les divisions qui s'élevèrent parmi ses partisans lorsqu'il désaffectionna les républicains en prenant le titre de roi, firent échouer l'entreprise. Monmouth mourut sur l'échafaud. Mais la cruauté de Jacques envers tous ceux qui avaient pris part au soulèvement ou qui y avaient adhéré, acheva de lui faire perdre l'attachement du peuple; trois cent trente personnes furent exécutées et plus de huit cents déportées aux Indes et réduites en esclavage. Le nom du grand-juge Jeffreys, qui parcourut les comtés avec une troupe de bourreaux, est marqué en lettres de sang dans les annales de l'histoire d'Angleterre. Lorsque ce même Jeffreys devint lord-chancelier, lorsque le nombre des catholiques s'accrut dans des proportions inquiétantes à la tête de l'administration et de l'armée, lorsque, en éludant l'acte de test par une extension du droit royal de dispensation et en projetant l'introduction d'un édit de tolérance, on sembla retourner peu à peu vers le catholicisme, et que tous les symp-

tômes indiquèrent que Jacques cherchait à opérer une réforme de la constitution ecclésiastique et civile de l'Angleterre, la plus vive agitation se manifesta dans le pays. Jacques II était un converti trop zélé pour se contenter comme Charles II d'une simple tolérance de sa foi. Il chercha à assurer la domination du catholicisme avec l'ardeur d'un missionnaire et l'opiniâtreté d'un fanatique. Il envoya des ambassadeurs au pape et accueillit un nonce du saint-siége; il rétablit la messe dans le château et permit le culte catholique dans des chapelles particulières; il accorda aux jésuites et à d'autres religieux un asile sûr dans son royaume, favorisa les conversions en offrant des emplois et d'autres avantages, et garantit aux prêtres convertis la jouissance de leurs bénéfices. La perspective de biens terrestres, de places et de dignités, ne manqua pas son effet sur les faibles; la séduction était trop puissante et l'exemple d'en haut fournissait des prétextes pour apaiser les scrupules. L'ordre de mettre en liberté tous ceux qui avaient été emprisonnés sous le règne précédent pour avoir refusé le serment de fidélité et de suprématie, rendit à la société humaine plusieurs milliers de non-conformistes, parmi lesquels on comptait aussi des dissidents protestants. Mais afin qu'on ne s'imaginât point que le cœur du roi ressentait aussi de la compassion pour ceux-ci, il fit bientôt après brûler publiquement par la main du bourreau le livre du prêtre huguenot Claude sur les persécutions des protestants en France, et manifesta ainsi l'approbation qu'il donnait aux mesures

appliquées par Louis XIV. Jacques ne pouvait pourtant compter sur le succès, tant que l'acte de test était encore en vigueur. Pour en préparer l'abolition, on fit valoir le principe qu'il était au pouvoir du roi souverain d'Angleterre de dispenser dans certains cas des lois du pays. Il en résulta que, dans l'armée, les plus hauts grades furent transférés à des catholiques et à des convertis; puis, lorsque le clergé murmura, et que la recommandation, qui tombait constamment de la chaire, de maintenir la foi protestante et de ne pas se laisser prendre aux erreurs du papisme, eut provoqué des mouvements populaires, l'évêque de Londres, l'une des plus solides colonnes de l'opposition, fut dépouillé de sa charge. Avec l'entêtement propre à la famille des Stuarts, Jacques II continua par des proclamations en Écosse et en Angleterre, à conférer à ses co-religionnaires les droits que leur refusaient les lois. Mais les Écossais presbytériens, si accessibles au fanatisme religieux, qui avaient montré peu de temps auparavant leur haine contre les nouveautés ecclésiastiques en tuant l'archevêque d'Edimbourg Sharp trop zélé pour l'introduction de l'épiscopat, s'opposèrent à l'exercice du droit royal contesté, et déclarèrent qu'il n'appartenait pas à l'autorité séculière de garantir la tolérance, incompatible avec les commandements de Dieu; elle n'avait pour but que d'établir la tyrannie, d'ouvrir au papisme le cœur des protestants et de permettre ainsi l'hérésie, le sacrilége et l'idolâtrie. La même irritation se répandit en Angleterre, quand le roi décréta que toutes les

lois pénales sur les transgressions de règles ecclésiastiques étaient abrogées, et qu'il était défendu d'exiger la prestation d'un serment religieux quelconque comme condition de l'accès à un emploi; car, lors de la formation d'un nouveau parlement, les intrigues électorales les plus manifestes convainquirent la nation que la suppression de l'acte de test et l'introduction d'une tolérance générale, amèneraient le renversement de l'Église d'État par les voies légales. C'est pourquoi, lorsqu'on enjoignit au clergé de lire l'ordonnance dans l'église à l'heure de l'office ordinaire, sept évêques refusèrent d'obéir à cet ordre. Jacques furieux de cette audace, fit accuser les prélats et les fit conduire à la Tour. En chemin, ils furent honorés comme des saints par le peuple qui s'agenouillait pour demander leur bénédiction. L'acquittement des accusés fut célébré comme un triomphe avec des feux de joie et des acclamations, ce qui aurait dû avertir le roi de l'imminence du danger, s'il n'avait pas obstinément fermé les yeux pour ne pas voir l'abîme entr'ouvert.

§ 64. *La révolution de* 1688. Le mécontentement du peuple anglais fut à son comble, lorsque Jacques II, au moment où l'empereur, la Hollande, le Brandebourg, plusieurs membres de l'empire allemand, l'Espagne et la Suède concluaient, à l'instigation de Guillaume d'Orange la ligue d'Augsbourg contre la France (1686), fit alliance avec Louis XIV et rappela les troupes anglaises qui étaient depuis longtemps déjà à la solde de la Hollande. Trente-six officiers seulement et quelques simples soldats obéi-

rent à cet ordre; les autres restèrent auprès d'Orange qui élevait des prétentions au trône d'Angleterre comme mari de la fille aînée de Jacques et qui, par sa déclaration contre la suppression de l'acte de test, avait exprimé publiquement sa désapprobation au sujet des mesures et des tendances de son beau-père. La nouvelle de la naissance d'un prince de Galles renversa l'espérance que les Anglais avaient conçues d'être délivrés bientôt du joug de la papauté, et fit naître en eux la pensée de s'en affranchir par eux-mêmes et sous la protection de Guillaume d'Orange. On révoqua en doute la légitimité du prince; des troupes d'Anglais mécontents affluèrent à La Haye; le parti des whigs, ayant à sa tête des hommes honorables et influents, s'entendit avec d'Orange et lui promit, dans le cas d'un débarquement, le secours de la nation protestante. Jacques assistait avec un aveuglement incompréhensible aux préparatifs des états généraux qui, en retour de la délivrance de leur pays, accordaient une assistance puissante à leur stadhouder héréditaire. Les représentations de Louis XIV mêmes, ne furent pas en état d'ouvrir les yeux au roi. Ce fut seulement lorsque Guillaume débarqua sur les côtes d'Angleterre avec des troupes hollandaises (novembre 1688), lorsque les couleurs anglaises arborées au grand mât de son vaisseau avec la devise : « La religion protestante et la liberté de l'Angleterre, » annoncèrent ses intentions, et lorsqu'un manifeste composé par l'historien Burnet et répandu dans le pays à des milliers d'exemplaires provoqua un mouvement gé-

néral, que Jacques découvrit le volcan sur lequel son trône était placé. Il retira en vain toutes ses mesures inconstitutionnelles; la confiance du peuple était perdue. Jacques II s'aperçut alors à son détriment combien il est dangereux de donner cours au principe qu'on peut éluder les lois et les serments par des interprétations sophistiques. Car, comme il avait foulé aux pieds le serment de son couronnement et l'acte du test, la nation ne se tint plus pour liée au principe de l'obéissance passive et de l'illégalité d'une résistance à main armée. Le sol sur lequel il se trouvait était miné par la trahison, l'hypocrisie et le parjure, auxquels les Stuarts avaient accoutumé la nation. Quand lord Churchill, plus tard duc de Marlborough, passa à Guillaume avec ses troupes, quand Anne elle-même, la fille chérie de Jacques, et son mari Georges de Danemark embrassèrent moitié de gré, moitié de force, la cause nationale (décembre 1688), et que les dispositions de l'armée et de la marine firent prévoir au roi sa chute prochaine, il envoya son épouse et le prince royal en France, jeta les sceaux de la couronne dans la Tamise et quitta désespéré le pays de ses pères, dont le trône était perdu pour lui et pour ses descendants catholiques. Après l'avortement d'une tentative faite pour remonter sur le trône avec l'aide des insurgés irlandais, Jacques vécut à Saint-Germain des libéralités de Louis XIV. Le peuple déchargea sa colère sur les catholiques et n'épargna même pas les ambassadeurs étrangers.

§ 65. *Guillaume et Marie.* Après la fuite de Jac-

ques, les représentants du peuple anglais (la convention nationale) déclarèrent le trône vacant, et, après de longues délibérations, s'accordèrent pour exclure la ligne catholique des Stuarts du gouvernement, qui fut transféré à Guillaume et à Marie. Mais instruits par l'expérience du passé, ils garantirent par le bill des droits (*bill of rights,* 13 février 1689) les anciennes institutions et les droits de la nation contre les coups d'État à venir, sans pourtant porter atteinte à la dignité de la couronne. Le droit royal de dispensation fut aboli et les ministres rendus responsables de toutes les mesures gouvernementales; mais le maintien rigoureux de l'acte du test et des lois de conformité prouva que la tolérance dans le domaine religieux n'avait pas encore pris racine en Angleterre. Beaucoup d'ecclésiastiques refusèrent le serment de fidélité, parce qu'ils redoutaient des dangers pour la domination de leur système hiérarchique, de la part du roi calviniste qui adoucissait les lois sévères contre les dissidents. Les Écossais qui, sous les deux derniers Stuarts, avaient eu à souffrir beaucoup de misères et de persécutions religieuses, reconnurent d'autant plus volontiers le nouvel ordre de choses, surtout lorsque Guillaume consentit à l'abolition de l'épiscopat détesté et au rétablissement de la constitution synodale presbytérienne. Les Irlandais, soutenus par la France, et conduits par Jacques II en personne, ne furent contraints à reconnaître Guillaume et Marie que par la sanglante bataille de la Boyne (20 juillet 1690), où périt le vieux maréchal Schomberg, hugue-

not fugitif de France. Des Français combattaient des deux côtés : les troupes du roi catholique avec les Irlandais, les huguenots émigrés avec Guillaume d'Orange.

Guillaume étant mort sans enfants (1702), ANNE, fille cadette de Jacques (née en 1664), lui succéda. Sous son règne (1702-14) s'opéra complétement la *réunion de l'Angleterre et de l'Écosse* (1707), en sorte que, depuis lors, des représentants écossais votèrent dans le parlement anglais. Elle survécut à son époux et à tous leurs enfants. La couronne d'Angleterre échut ensuite à l'électeur *Georges* de Hanovre, petit-fils de l'infortunée palatine Élisabeth, reine de Bohême (§ 5). Anne aurait volontiers appelé au trône son demi-frère, le prétendant Jacques III, reconnu par la France comme roi de la Grande Bretagne; mais l'aversion du peuple anglais pour la ligne catholique des Stuarts fit échouer son projet.

Jacques II était mort en 1701 à Saint-Germain. Son fils, que les partisans des Stuarts honoraient comme roi, chercha, par un débarquement en Écosse (1717), à enlever la couronne à la maison de Hanovre; mais sa tentative échoua, aussi bien que l'entreprise plus vaste encore (1747) du prétendant Charles-Édouard, fils de Jacques III (§ 80). Tous deux vécurent ensuite en Italie; le premier, méprisé à cause de sa vie dissolue, mourut en 1766; le second, marié à la comtesse de Stolberg, la célèbre amie du poète Alfieri, mourut sans enfants en 1788; son frère puîné, le cardinal d'York († 1807) fut le dernier descendant mâle des Stuarts.

*Troisième guerre de Louis XIV* (1689-1697).

§ 66. La ligue d'Augsbourg (§ 64) convainquit Louis XIV que les peuples de l'Europe étaient fatigués de la domination française; et, comme en même temps, son allié, le grand sultan, était réduit à la dernière extrémité par les armes autrichiennes, il résolut de commencer une nouvelle guerre pour aller au devant de ses ennemis, et attirer les troupes allemandes de l'est vers le Rhin. Si l'on veut admettre, en outre, des motifs personnels, il faut les chercher moins dans cette histoire célèbre d'après laquelle Louvois aurait tâché par une guerre d'occuper l'esprit de son maître irrité du manque de symétrie d'une fenêtre du nouveau château de Trianon, que dans l'ambition de Louis XIV, avide de prouver que son entreprise contre les protestants ne l'avait point affaibli et qu'il était toujours le prince de l'Europe le mieux préparé à la guerre.

1) Lorsque l'électeur Charles, fils de Charles-Louis (§ 23), mourut sans héritiers mâles (1685), le Palatinat, en vertu des lois de l'empire et de la maison électorale aussi bien que du testament du défunt, échut à la ligue collatérale de Palatinat-Neubourg. Mais Louis XIV éleva des prétentions sur toute la succession au nom d'Élisabeth-Charlotte sœur de l'électeur défunt, mariée au duc d'Orléans.

2) A la mort de l'électeur de Cologne, Maximilien-Henri (3 juin 1688), Louis XIV désigna pour lui succéder le prince de Furstenberg, évêque de Strasbourg et coadjuteur de Cologne. Il amena par la corruption la majorité des chanoines à voter

pour son protégé, en dépit de la dissuasion sévère de l'empereur; mais le pape se montra contraire à l'élection et confirma le jeune prétendant Joseph-Clément, de la maison de Bavière, qui avait été choisi par la minorité. Louis XIV venait précisément de se brouiller alors avec la cour de Rome à propos du droit des exemptions de logement des ambassadeurs de France.

Cette troisième guerre commença par une mesure barbare. Pour rendre impossible l'invasion des ennemis, Louvois résolut, avec l'assentiment du roi, de dévaster le voisinage du Rhin, afin de créer un désert entre les deux États. Aussitôt des troupes françaises occupèrent le Palatinat rhénan qui avait eu à peine le temps de réparer les maux causés antérieurement par la guerre; elles se livrèrent aux cruautés les plus inhumaines. Les hordes sauvages se jetèrent sur les villages florissants et les riches villes du Rhin et changèrent en monceaux de ruines les localités du Palatinat méridional. La tour renversée du château de Heidelberg (mars 1689) atteste encore aujourd'hui la barbarie avec laquelle Melac et d'autres chefs exécutèrent les ordres d'un gouvernement impitoyable. Élisabeth Charlotte, qui se considérait comme la cause de la ruine de sa patrie, passa ses nuits à pleurer amèrement. Malgré le nombre considérable de leurs ennemis, les Français, conduits par les généraux les plus éminents, conservèrent en général la supériorité. Dans les Pays-Bas, le maréchal de Luxembourg, aussi brave et aussi entreprenant que licencieux et intrigant, vainquit (1690) les Allemands et les Hollandais à Fleurus et à Steenkerque; en Italie, où Victor-Amédée II, le

sage duc de Savoie et Piémont, s'était joint aux ennemis de la France, Catinat, distingué par son esprit et par son caractère, remporta la victoire de Staffarda (18 août 1690), et, sur le haut Rhin, les habitants du Brisgau et de Bade furent en butte aux logements militaires et aux pillages. L'excellent état de la marine française lui valut aussi des avantages. L'amiral Tourville vainquit à Dieppe (1690), et la grande défaite qu'il subit plus tard, à la Hogue, contre les forces coalisées de la Hollande et de l'Angleterre (1692), qui ruinèrent presque entièrement la flotte française, fut si glorieuse, qu'on se consola de la perte éprouvée, surtout que l'année suivante, Luxembourg, peu de temps avant la fin de sa carrière, remporta la brillante victoire de Neerwinden sur Guillaume d'Orange (1693), et qu'en Italie et en Espagne, la fortune de la guerre resta fidèle aux drapeaux de la France. Pendant longtemps encore l'armée française conserva également l'avantage en Allemagne, où Louis de Bade, l'habile disciple de Charles de Lorraine, qui était mort dans l'intervalle, s'était mis à la tête des troupes. Par la lâcheté de son commandant, Heidelberg tomba pour la seconde fois au pouvoir des ennemis, qui détruisirent alors ce qu'ils avaient épargné auparavant, et, en même temps, prêtèrent la main au prosélytisme des jésuites et des capucins. Vendôme enleva Barcelone à l'Espagne (1697); quelques villes belges furent prises par d'autres généraux; la place forte de Limbourg, sur les frontières de la Hollande, fut détruite de fond en comble, à l'exception de quel-

ques murs et de quelques tours. On s'étonna d'autant plus de voir Louis consentir à la fin de la guerre, selon le vœu général, et se montrer plus accommodant dans la PAIX DE RYSWICK (9 mai-30 octobre 1697), qu'il ne l'avait été dans la paix de Nimègue. La situation du trésor qui, malgré la bonne administration de Pontchartrain, ne pouvait faire face longtemps aux dépenses de la guerre et la stagnation de l'industrie et du commerce par suite des persécutions contre les huguenots, rendaient la paix nécessaire au pays épuisé. Les classes élevées souffraient comme les autres de l'impôt de capitation que le gouvernement, confiant dans l'enthousiasme royaliste et patriotique de la nation, avait décrété.

### *Littérature classique de la France.*

§ 67. *L'Académie.* La poésie romantique du moyen âge qui avait fleuri de bonne heure en France, fut complétement remplacée, au seizième siècle, par la littérature classique de l'antiquité. Le spirituel *Rabelais* († 1533), en faveur auprès de François Ier, railla, dans son roman satirique de Gargantua et Pantagruel, la poésie romantique et ses héros. Son histoire du géant Gargantua et de son fils Pantagruel, laquelle a son origine dans une vieille légende populaire, est une caricature poétique, pleine de crudités, d'inconvenances, d'expressions cyniques et d'obscénités, mais attrayante et amusante par son véritable esprit populaire, ses allusions satiriques, ses peintures animées et saisissantes. Une profondeur sérieuse s'y cache sous des apparences licencieuses et choquantes. Rabelais étend le domaine de sa satire sur toute la vie publique dans l'Église et

dans l'État; il flagelle les erreurs de toutes les classes, les abus de la justice, les extorsions des fonctionnaires, l'immoralité du clergé, tous les vices publics et privés. Ses contemporains, *Clément Marot*, le traducteur des psaumes de David († 1554), et Pierre *Ronsard* († 1585) imitèrent les poètes romains, surtout Horace et Ovide, si servilement, qu'ils allèrent jusqu'à mêler à leurs poésies françaises beaucoup de tournures et de mots latins. *Jodelle* († 1552) tenta pour la première fois d'introduire en France le drame antique avec le chœur. *Malherbe* même († 1628) de qui les Français font dater leur littérature classique, n'est, dans ses poésies à la gloire de Henri IV et de la monarchie bourbonnienne, qu'un imitateur des anciens qui lui apprirent à s'exprimer correctement; le poète huguenot *Du Bartas*, dont Milton utilisa « la première Semaine, » se rattacha aussi à l'antiquité. Cet asservissement de la littérature française aux formes antiques persista encore, lorsque Richelieu eut érigé l'*Académie* (§ 49) en cour suprême de la langue et du goût. Cette institution, placée sous la protection royale, entrava, du reste, le libre essor de la littérature et lui imprima un caractère courtisanesque. On ne tenait généralement pour correct que ce qui avait été reconnu tel par la grammaire et le dictionnaire de l'Académie; la poétique et la rhétorique de l'Académie déterminaient selon quelles règles et quelles formes on devait écrire en prose ou en vers. Les écrivains français étaient obligés de la sorte à respecter la langue et le style; mais, par contre, le naturel, l'originalité, le terroir étaient étouffés par la convention et la règle. Néanmoins, cette élégance de la forme, cette légèreté et cette souplesse du style, combinées avec la prépondérance politique de la France, assurèrent, durant presque tout un siècle, la domination en Europe de la littérature française. La langue française, perfectionnée par les érudits et les poètes de cette époque, surtout pour les rapports sociaux, pour la conversation et la correspondance, demeura depuis lors la langue de la diplomatie, des cours et de la haute société ;

les écrivains et les beaux esprits étaient en correspondance avec les princes et les hommes d'État les plus célèbres ; les lettres de Balzac et de Voiture furent admirées par Christine de Suède, par Richelieu et par toute l'Europe civilisée. En revanche, le despotisme du cardinal et de ses protégés de l'Académie anéantissait toute véritable poésie, comme l'attestent les misérables productions de Chapelain et de Desmarets qui voulurent, le premier par sa *Pucelle d'Orléans* et le second par son *Clovis*, doter les Français d'une épopée nationale, aussi bien que la résistance qu'eut à surmonter le seul poète de génie, *Pierre Corneille*, de Rouen (1606-84), quand il chercha à créer le drame national.

§ 68. Drame : *Corneille, Racine, Molière.* Lorsque Corneille se permit, sans l'aveu du cardinal et de son Académie, de porter sur la scène son drame capital, le *Cid*, où il était parvenu, dans un sujet tragique, emprunté aux Espagnols et revêtu d'une forme imitée d'Euripide et de Sénèque, à créer un poème original et surtout approprié au caractère français, toujours avide d'effet, le cardinal et ses amis trouvèrent beaucoup à redire à cette innovation ; mais ils s'aperçurent bientôt que la voix publique étouffée partout parvenait encore à se faire entendre au moins en littérature. Car tandis que Chapelain, au nom de l'Académie, élaborait une critique classique du *Cid*, et qu'un très pauvre génie, Scudéry, dont la sœur s'était fait connaître par de longs romans dans le goût du temps, écrivait des remarques contre le même ouvrage, le drame de Corneille avait un tel succès dans le public, qu'il se sentit encouragé à donner pour successeurs au *Cid* les *Horaces* et *Cinna*. La dernière de ces pièces reflétait les idées du temps sur la royauté et le pouvoir suprême. Les orages et les désordres de la république, d'où jaillissent des passions haineuses et des catastrophes sanglantes, y contrastent avec le calme de la monarchie qui, une fois fondée, n'a plus besoin de violences pour se perpétuer et récompense ou punit chacun selon ses mérites ; la fable de la

pièce repose sur le conflit de l'esprit de vengeance qui anime les descendants des vaincus et de la douceur avec laquelle le prince les désarme. Corneille, à la fois timide et ambitieux, obligé de se plier à des circonstances bornées, mais poussé de lui-même vers l'idéal, devint le créateur de la poésie dramatique française, qui se rattacha étroitement dans la forme aux modèles fournis par l'antiquité, comme le prouva la première pièce qu'il donna ensuite, le drame de *Médée*, imité de Sénèque.

Une fausse interprétation de la poétique d'Aristote fit maintenir obstinément la loi des trois unités de temps, de lieu et d'action ; en vertu de cette règle, toute l'action tragique devait se développer au même endroit et dans l'étroit espace d'un jour, en dépit des invraisemblances auxquelles les poètes se trouvaient ainsi entraînés. Le sujet était ordinairement emprunté à l'histoire grecque, à l'histoire romaine ou à l'Orient, mais les héros avaient la politesse du beau monde et les mœurs de la cour de France; ce mélange d'antique et de moderne devait parfois sembler très ridicule, et, comme le ton des cercles distingués passa dans la poésie, il était inévitable qu'un froid pathos, une déclamation creuse remplaçât souvent le naturel et le sentiment vrai. Mais la beauté de la forme et du langage, la pureté de la versification, l'habileté du plan ravissaient toute l'Europe et assuraient partout le triomphe du goût français. Corneille apprit des anciens que les incidents ne devaient pas être transportés sur la scène, afin de ne pas distraire l'esprit du spectateur. Il ne s'occupa donc que des grands motifs qui animaient l'événement, de la lutte entre l'amour et l'honneur ; il s'efforça de présenter les hautes figures du passé en les accommodant au goût de son époque. Les trente-trois tragédies de Corneille se sont pour la plupart maintenues sur la scène. Dans *Polyeucte*, le poète fait ressortir la puissance victorieuse et la vérité des idées chrétiennes; il y agite les controverses alors très vives sur la grâce, la prédestination et le libre arbitre; dans *Nicomède*, il développe l'idée que l'indépendance nationale doit être défendue à tout prix par

le prince; dans *la Mort de Pompée*, l'autorité faible et perfide d'un petit prince et de ses ministres qui colorent leurs pratiques de principes révoltants, paraît d'autant plus méprisable. *Rodogune* repose sur la passion, qui voit le but de la vie dans la possession du pouvoir, qui foule aux pieds toute retenue et rejette tout déguisement. Les situations qui en jaillissent, sont des plus horribles, mais elles remuent la fibre nationale. En général, les héroïnes de Corneille combinent une participation ambitieuse aux affaires publiques avec une passion personnelle, amour ou vengeance; parfois elles apparaissent en protectrices de la nationalité comme Sophonisbe. Dans toutes ses pièces, le poète déroule à nos yeux un monde grandiose, plein de caractères énergiques; il cherche à atteindre le but moral de la tragédie, la purification des passions, non seulement par la terreur et la pitié, mais aussi par l'admiration.

Le poète dramatique le plus complet de la France, quoique inférieur au précédent sous le rapport de la vigueur et de la peinture des caractères, est Jean *Racine* (1639-99), chez qui l'élégance de la forme, la beauté et l'harmonie du langage rivalisent avec la clarté du plan et produisent une impression saisissante.

Dans ses deux premières pièces (les *Frères ennemis* et *Alexandre*), il se montre l'imitateur de Corneille; mais bientôt après, dans *Andromaque* et dans *Britannicus*, il se fraie une voie propre et devient national. Dans la dernière pièce, la peinture de la cour raffinée de Néron avec ses piéges et ses intrigues, est particulièrement intéressante; la situation analogue de la cour de France sous Louis XIV, telle que le poète l'avait sous les yeux, donne à ses tableaux un coloris animé. Dans *Bérénice* on ne peut méconnaître une flatterie délicate à l'endroit de la première maîtresse du roi. Le sujet de cette pièce, proposé aux deux grands poètes par la duchesse d'Orléans, est la résignation d'un grand prince, de l'empereur Titus, obligé de surmonter une inclination des plus vives. Corneille fit reposer la

plus grande part d'intérêt sur des motifs politiques et nationaux, tandis que Racine conçut davantage la lutte intérieure comme une opposition entre la passion et le devoir, et donna la prépondérance aux mouvements et aux orages de l'âme en présence de la nécessité d'une séparation. Dans *Mithridate*, Racine montra une connaissance exacte de l'antiquité, mais l'opinion selon laquelle une relation d'amour doit intervenir dans chaque pièce, est ici particulièrement mal appliquée. Les critiques français, et notamment Laharpe, affirment que la *Phèdre* et l'*Iphigénie* de Racine sont préférables à celles d'Euripide qui leur ont servi de modèles. Ils peuvent avoir raison quant à l'ordonnance, mais les traits énergiques et la couleur réelle de l'antiquité, qui se trouvent dans *Euripide* malgré tous ses défauts, manquent complétement à la poésie pompeuse et conventionnelle des Français. Dans ces deux pièces, Racine avait atteint son apogée, lorsque madame de Maintenon tomba dans une sorte de piétisme et se scandalisa de la poésie mondaine. Elle persuada Racine d'écrire ses deux derniers drames, *Esther* et *Athalie* sur des sujets bibliques ; le premier était destiné aux pensionnaires de la maison d'éducation de Saint-Cyr ; le dernier ne fut représenté qu'après la mort du poète.

En même temps que Racine perfectionnait la tragédie, *Molière* (J. B. Poquelin de) créait la comédie française, et l'excellent compositeur Lulli (né à Florence en 1633, mort à Paris en 1687) fondait le grand opéra français. Molière (1620-73) fut d'abord directeur d'une troupe nomade de comédiens ; plus tard on lui confia la direction de la scène royale. Molière joignait à la connaissance du drame antique et du théâtre espagnol un profond esprit d'observation et une intelligence complète de son époque avec tous ses vices. Le soin qu'il apportait à ses compositions et l'aisance de sa versification donnèrent à ses comédies une grande perfection de forme et revêtirent son dialogue de la véritable grâce frauçaise.

Il faut d'ailleurs distinguer, parmi les œuvres de Molière,

les pièces de circonstance improvisées, comme *la Princesse d'Elide*, *l'Amour médecin*, et même *les Fâcheux*, des comédies classiques, écrites à loisir. Dans celles-ci, il combina habilement la comédie de caractère de l'antiquité aux tendances morales avec les pièces d'intrigues espagnoles dans lesquelles la complication du nœud et des incidents est la chose principale. Parmi ses nombreuses comédies, il faut citer : *les Précieuses ridicules*, *l'École des hommes* et *l'École des femmes* ; dans *la Critique de l'École des femmes*, il ridiculisa les jugements stupides qui avaient été portés sur son œuvre. *Le Misanthrope* opposa aux sorties brutales d'un ami de la vérité contre un monde faux et hypocrite la défense maladroite du sentiment vrai dans le commerce ordinaire de la vie. Ce contraste était trop subtil pour la masse du public ; afin de ne pas laisser le peuple les mains vides, Molière composait de temps en temps des farces pour le divertissement de la multitude. A ce genre appartiennent : *le Médecin malgré lui*, *le Bourgeois gentilhomme*, *George Dandin*, *Sganarelle*, *les Fourberies de Scapin*, etc. Après avoir encore flagellé les vices de son temps dans *l'Avare* et dans *les Femmes savantes*, Molière composa la plus parfaite de ses pièces, *le Tartuffe*, dans lequel il peignit les faux dévots qui cachent des vues égoïstes et mondaines et des désirs sensuels sous le masque de la religion, et les censura d'une manière si saisissante, que, dans le grand monde où cette hypocrisie était alors fréquente, il s'éleva une opposition violente contre la pièce qui ne fut jouée qu'à de rares intervalles.

On peut mesurer le mérite de Molière à l'énorme distance qui le sépare des comiques qui lui ont succédé ; parmi ceux-ci, le seul *Regnard* est digne de mention (1647-1709), quoique ses saillies heureuses et ses situations plaisantes ne puissent suppléer à son manque de profondeur et de connaissance du cœur humain, que Molière possédait à un si haut degré. Le *Joueur* et le *Légataire universel* sont ses deux pièces les plus remarquables ; dans la première, il dépeint sa propre vie aventureuse et décousue ; la seconde a de la valeur comme peinture des mœurs

du temps. — Une génération après Racine et Molière, VOLTAIRE (1694-1778) aborda à son tour le théâtre. Mais il n'égala ses devanciers ni dans la tragédie ni dans la comédie. Sa vivacité et son inconstance l'empêchaient d'apporter à ses œuvres tout le soin et la perfection de forme qu'exige la scène. Sa muse rejette avec plaisir le cothurne tragique. L'esprit, qu'il possédait dans une large mesure, n'était pas en état de suppléer aux autres qualités qui lui manquaient, bien que sa vanité lui persuadât qu'il était capable de surmonter toutes les difficultés.

Dans *Zaïre* et dans *Alzire*, Voltaire chercha à émouvoir par le sentiment chrétien, bien qu'il eût combattu toute sa vie le christianisme; dans *Œdipe*, dans *Brutus* et dans *la Mort de César*, il resta loin en arrière de Corneille et de Racine pour la connaissance de l'histoire et des conditions de l'antiquité; dans *Mérope*, il cherche à remettre en honneur la majesté du drame grec sans l'intervention de l'amour romantique; dans *Mahomet*, il voulut peindre les dangers du fanatisme, ou plutôt de la foi à une révélation quelconque, mais il défigura de la façon la plus indigne un grand caractère historique.

Dans sa vive et leste comédie du *Mariage de Figaro*, excellente sous le rapport du plan et de la conduite, et pleine d'allusions piquantes, BEAUMARCHAIS, contemporain de Voltaire, quoique plus jeune (1732-99), peignit l'élégante frivolité et la dissolution morale des classes élevées; et DIDEROT († 1782) dans ses drames bourgeois le *Père de famille*, le *Fils naturel*, etc., nous a laissé d'excellents tableaux de la réalité. — L'opéra italien perfectionné plus tard par Metastase, fut aussi introduit en France par Mazarin; le poète *Quinault* et le compositeur *Lulli* le portèrent à un haut degré de perfection.

§ 69. *Les autres sortes de poésie.* L'un des poètes les plus importants du siècle de Louis XIV fut BOILEAU (Despréaux), l'Horace des Français (1636-1711). Son principal mérite con-

siste dans le perfectionnement de la langue et du style; il fut considéré comme le législateur des formes poétiques et du goût.

Ses œuvres les plus importantes sont : les *Satires*, dans lesquelles il fustige avec une entière liberté l'hypocrisie et la présomption des jésuites qui voulaient former et diriger le goût à l'aide de leur *Journal de Trévoux*, les misères des nombreux poétereaux et les vices de son temps; les *Épitres* où il se montre le vil flatteur du roi dont il obtint ainsi la faveur et la protection; l'*Art poétique* qu'il composa quand il était à l'apogée de son crédit, et qui le fit reconnaître pour le législateur du Parnasse, non seulement en France, mais dans toute l'Europe, quelque peu élevé que fût son point de vue, quelque superficiel que fût son jugement. Son épopée comique, *le Lutrin*, renferme des parties intéressantes et d'excellentes plaisanteries.

Dans ses *odes*, Boileau mit le couronnement à ses flatteries, mais il prouva en même temps à ses compatriotes qu'il n'était pas un poète à proprement parler, ou tout au moins que le souffle lyrique lui faisait défaut. Les odes et les hymnes de J. B. Rousseau († 1741) protégé du prince Eugène et expulsé de France, sont, malgré toute leur froideur, de beaucoup préférables à celles de Boileau. Le poète le plus lu de la France est la Fontaine († 1694), dont les *fables* sont encore aujourd'hui dans toutes les mains. Au milieu d'un monde où régnaient la contrainte, le formalisme et la convention, il conserva toujours sa naïveté innée, sa joyeuse insouciance et son naturel enfantin. Dans la vie comme dans la littérature, il resta indépendant de toute règle factice et sut donner, par la variété de l'expression et la musique des vers, une empreinte gauloise aux sujets qu'il empruntait de l'étranger.

Dans ses *Contes*, imités de Boccace et des anciens Provençaux, on ne trouve pas la vérité, la franche immoralité des modèles, mais il n'y manque pourtant pas de passages licen-

cieux. Les *Fables,* qui se distinguent par l'aisance du style et la grâce de la narration s'introduisirent dans les familles et dans les écoles; elles servirent d'exemples aux fabulistes postérieurs, quoique leur verbosité fût contraire à la véritable nature de la fable.

Quant à l'épopée, depuis les tentatives de Chapelain, déterminées par Richelieu, mais dédaignées par la nation, elle ne fut plus cultivée, jusqu'au moment où Voltaire écrivit *la Henriade.* Mais la peinture historique d'une guerre civile en alexandrins sonores avec des figures allégoriques, est loin de constituer un poème épique. En revanche, le roman, qui se rapproche de l'épopée, fut perfectionné de bonne heure par les Français. Des longs romans empruntés à l'histoire ancienne par la Calprenède et par Scudéry, on passa au roman historique, et l'on peignit l'histoire du temps (comtesse de Lafayette † 1693). Le spirituel poète Scarron, mari de madame de Maintenon, publia le *Roman comique. Lesage* († 1747) devint célèbre par ses excellentes imitations des romans espagnols : l'histoire de *Gil Blas de Santillane* est remarquable par son exposé classique, et le *Diable boiteux* par ses allusions à certaines personnes et à certaines circonstances du Paris de cette époque. On peut comprendre aussi dans le genre épique les *Aventures de Télemaque,* écrites en prose poétique par Fénelon, archevêque de Cambrai; cet ouvrage eut un tel succès qu'il fut traduit dans toutes les langues de l'Europe; après la *Bible* et l'*Imitation de Jésus-Christ,* c'est le livre qui a eu le plus grand nombre d'éditions. Fénelon était précepteur des petits-fils du roi; il écrivit son œuvre, qui se rattache à l'Odyssée d'Homère, dans l'intention de faire comprendre à l'héritier du trône les devoirs d'un souverain, et de le préserver des égarements dans lesquels l'ambition, la soif de gloire et l'amour de la guerre avaient conduit Louis XIV. Il oppose à la monarchie absolue, belliqueuse, persécutrice et fastueuse de Louis XIV un État pacifique, tolérant,

soumis aux lois, qui devait manifestement être l'idéal de son disciple, le duc de Bourgogne.

Comme les principes émis dans le *Télémaque*, à cause de leur contraste frappant avec le gouvernement de Louis XIV, pouvaient passer pour une satire de celui-ci et qu'on croyait y trouver çà et là des allusions, le roi, animé contre Fénelon par l'envieux Bossuet, non seulement défendit l'impression déjà commencée, mais frappa aussi de sa disgrâce l'archevêque dont, en outre, les opinions mystiques lui déplaisaient. Après la mort de Louis XIV seulement, l'ouvrage fut imprimé dans son entier, et l'on y ajouta la remarquable dissertation, *Directions pour la conscience d'un roi*, dans laquelle Fénelon déduisait des doctrines du christianisme les principes d'une monarchie constitutionnelle entourée de conseillers pris dans le peuple, recommandait la convocation régulière des états généraux et faisait, de l'administration de l'État selon des lois fixes, une affaire de conscience pour le souverain. Il voit le but du gouvernement, non dans l'éclat et la grandeur d'un empire, mais dans le bien-être des sujets. Les guerres entreprises pour l'agrandissement du territoire ou la gloire d'un prince sont condamnées de la façon la plus décidée dans les écrits de Fénelon. Selon lui, tous les États appartiennent à une seule grande société, au genre humain ; en conséquence, toutes les guerres sont des guerres civiles. C'est chez Fénelon qu'on trouve exprimée pour la première fois la belle idée de la philanthropie.

*Prose française.* Les journaux, tant politiques que littéraires, formèrent une nouvelle branche de la prose française. Les plus importants furent le *Journal des savants* (depuis 1665), rédigé dans le sens de l'Église catholique et de la cour de Paris, les *Nouvelles de la république des lettres*, éditées dans les Pays-Bas par *Leclerc* (Clericus) et Bayle pour dé-

fendre les intérêts protestants et libéraux, et le *Journal de Trévoux*, publié par les jésuites. Quant à la polémique à laquelle avait donné lieu la querelle des jansénistes avec les jésuites, il en a déjà été parlé plus haut (§ 57).

*Bayle* (1647-1706), qui s'était enfui de France dans les Pays-Bas pendant les persécutions contre les huguenots, fut l'un des critiques les plus profonds et des esprits les plus éclairés de son époque. Le principe que la raison humaine est capable seulement de découvrir des erreurs, mais ne peut aucunement découvrir la vérité, a imprimé à ses recherches un caractère dissolvant et destructeur. Il combattit avec une franchise et une clarté convaincantes tous les préjugés dans l'Église, l'État, la science et la vie, et soumit à la pierre de touche de son entendement les mœurs, les opinions, les institutions publiques et la religion. Ses écrits produisirent d'autant plus d'effet qu'il était maître dans l'art du style, et qu'il savait donner de l'intérêt à ses dissertations même les plus savantes en les parsemant des récits piquants et d'anecdotes amusantes.

Son œuvre capitale est son *Dictionnaire historique et critique*, dans lequel il rattache ses savantes études et ses remarques sceptiques à un certain nombre de noms célèbres dans l'histoire politique, ecclésiastique ou littéraire. Au milieu des souffrances de la persécution, il écrivit plus tard la fameuse brochure sur *la Tolérance religieuse* dont il avait appris à connaître la valeur par sa propre expérience; il y appuya ses arguments rationalistes des préceptes de la Bible.

A un point de vue opposé, *Bossuet* (1627-1704), évêque de Meaux, comme prédicateur, comme convertisseur des huguenots et comme zélateur de l'orthodoxie catholique, s'efforça de gagner et de conserver la faveur de la cour, et chercha à défendre, par des études historiques, la vérité de la révélation de

l'Église. Outre ses sermons et ses écrits contre les protestants (*Histoire des variations des Églises protestantes*), son *Discours sur l'histoire universelle* compte parmi ses ouvrages les plus célèbres ; écrit avec vigueur et éloquence, il fut d'abord destiné au dauphin Louis ; il a pour objet de montrer par quelles voies la Providence conduit les hommes. Sa *Politique* dans laquelle il cherche à prouver la concordance entre les formes de la monarchie française et les préceptes de l'Écriture, accorde aux provinces une autorité et un pouvoir absolus, aux sujets d'humbles représentations et des prières comme ressources contre l'arbitraire et la tyrannie. De même que Fléchier, Bourdaloue, etc., ses rivaux pour l'éloquence de la chaire, Bossuet n'hésitait pas à louer l'extirpation de l'hérésie calviniste comme l'une des actions les plus méritoires du grand roi.

En ce qui concerne l'histoire, il faut distinguer les œuvres savantes ayant pour objet de rassembler tous les matériaux, des ouvrages d'amusement ou d'instruction. A la première espèce appartiennent les écrits de Tillemont sur l'histoire de l'empire romain et les premiers siècles de l'Église chrétienne, que Gibbon a diligemment utilisés dans son histoire de la chute de l'empire romain ; les recherches des annales ecclésiastiques de Baronius, par Pagi, œuvre profonde, conçue avec intelligence au point de vue libéral de l'Église gallicane; l'ouvrage critique de Beaufort sur l'incertitude des cinq premiers siècles de l'histoire romaine, dans lequel il est démontré, avec une critique savante des écrivains, que l'histoire traditionnelle et primitive de Rome ne repose sur aucun document authentique ; l'histoire romaine de Rollin, travaillée avec soin, mais sans critique, et les glossaires de du Cange sur la latinité et l'hellénisme du moyen âge, qui facilitèrent beaucoup l'intelligence du droit féodal et des conditions du moyen âge. Ces compilations et d'autres durent leur naissance et leur développement à la protection du roi. — Les ouvrages de l'antiquité furent aussi rendus plus accessibles à l'aide d'éditions, de commentaires et de

traductions (l'Homère de madame Dacier); pourtant les éditions des classiques à l'usage du dauphin (*in usum delphini*) se distinguent plus par leur exécution typographique que par leur valeur intrinsèque.

Parmi les ouvrages d'instruction, il faut citer en première ligne l'*Histoire de France* de Mézeray († 1683). Cet écrivain, plus solide qu'élégant, saisit la vie nationale dans sa profondeur et sa totalité, et, avec l'esprit de la Fronde qu'il avait jadis servie par des brochures, il montra si clairement les abus du système d'impôts et de la tyrannie qui s'y appuyait, qu'il perdit sa place et son traitement d'historiographe du roi. Le même esprit et la même vigueur d'expression règnent dans l'ouvrage d'histoire du huguenot d'Aubigné († 1630), qui date de l'époque des guerres de religion. A côté de ces travaux sérieux et substantiels, le genre intermédiaire, qui tient à la fois de l'histoire et du roman, occupe une place subalterne. On y range notamment les œuvres de Vertot (*Histoire de l'ordre de Malte*, etc.) et de Saint-Réal (*Conspiration de Venise*, etc.), et quantité de mémoires parmi lesquels ceux de Sully et surtout ceux du cardinal de Retz méritent une distinction. Les premiers sont, il est vrai, d'une authenticité douteuse, mais ils témoignent des idées élevées du ministre; les derniers, images fidèles de l'époque tourmentée de la Fronde, sont aussi remarquables par leur contenu que par leur style important pour la connaissance du langage de la conversation des classes élevées. Le même caractère se retrouve dans les *Lettres* de madame de Sévigné (1676-96); les événements du jour y sont racontés avec une légèrete et une grâce incomparables. Les *Caractères* de Labruyère († 1693), élégant homme de cour et philosophe pratique, à qui le ridicule semble le plus grave défaut, parce qu'il est l'écueil contre lequel on échoue dans la société, furent beaucoup admirés et beaucoup lus, comme aussi les brillantes *Maximes et Réflexions* de Larochefoucauld († 1680), dont la maison était le rendez-vous des meilleurs esprits du temps. On voit par ce livre à quel point

l'égoïsme était le principal ressort des classes supérieures ; car les maximes sont moins les résultats de la pensée générale que ceux des usages d'alors. Les *Lettres et Mémoires d'Élisabeth-Charlotte*, princesse palatine, deuxième femme du duc d'Orléans, offrent un remarquable monument du caractère et du genie allemands. Seule au milieu du tumulte de la cour, sans amour pour son mari, elle ne pouvait s'épancher que dans le cœur de parents dont elle était éloignée, et elle leur vouait ses sympathies ardentes et exclusives.

---

## PREMIÈRE MOITIÉ DU DIX-HUITIÈME SIÈCLE.

### SUD ET OUEST DE L'EUROPE.

§ 71. La guerre de succession en Espagne (1701-1714). La paix de Ryswick (§ 66) fut conclue si précipitamment (1697), parce que Louis voulait avoir les mains libres dans le cas d'une vacance imminente du trône d'Espagne. Pendant que le dernier Habsbourg d'Espagne, Charles II, qui n'avait point d'enfants, était encore en vie, les puissances maritimes et la France avaient conclu à La Haye un traité pour le partage de ses États. Charles II en fut tellement courroucé, qu'il institua pour héritier universel le prince bavarois Joseph Ferdinand, dont la mère était une Habsbourg (1699). Mais par malheur

le prince électoral, âgé de sept ans, mourut avant le testateur, ce qui donna l'occasion à l'ambassadeur de France à Madrid de persuader au faible roi, profondément blessé par un second traité de partage, de faire un testament mystique en vertu duquel l'Autriche qui, d'après des contrats de famille antérieurs, avait les droits les plus rapprochés au trône vacant, ayant été écartée, le deuxième petit-fils de Louis XIV, le duc Philippe d'Anjou, fut nommé héritier de toute la monarchie espagnole, sous la condition que les deux couronnes ne seraient jamais réunies. On croyait éviter ainsi un partage de l'Espagne, que repoussaient le gouvernement et le peuple. Le pape, à qui le roi d'Espagne avait demandé conseil, s'était également montré favorable à cette combinaison. Charles II mourut au commencement du nouveau siècle (1er novembre 1700), et Louis XIV, considérant l'honneur et le profit de sa maison, et influencé par ses conseillers, par son petit-fils et par madame de Maintenon, se décida, après quelque hésitation, dans une conférence à Fontainebleau, en faveur de l'acceptation du testament. L'agrandissement de la France, les intérêts ecclésiastiques et dynastiques conspirèrent pour engager le roi à passer par dessus les obligations envers les puissances maritimes. Dans une réunion solennelle, Philippe fut présenté à la cour de Versailles comme roi d'Espagne.

*Philippe III.*

- Anne, femme de Louis XIII.
  - Louis XIV, époux de Marie-Thérèse.
    - Louis, danphin † 1711.
      - Louis de Bourgogne † 1712.
        - Louis XV.
      - Philippe V d'Anjou.
- *Philippe IV.*
  - Marie-Thérèse (épouse de Louis XIV).
  - *Charles II.*
  - Marguerite-Thérèse, femme de l'empereur Léopold.
    - Marie-Antoinette, femme de Max-Emmanuel de Bavière.
      - *Joseph-Ferdinand* † 1699.
- Marie, femme de Ferdinand III.
  - *Léopold Ier.*
    - *Joseph Ier.*
    - *Charles VI.*

Il en résulta une guerre des plus violentes. Car l'empereur Léopold (1657-1705) prit les armes pour disputer l'héritage des Habsbourgs, au profit de son second fils Charles. La France épuisée, où de jeunes ministres et des généraux incapables, qui devaient, comme Villeroi, leur élévation à la faveur de la cour, se trouvaient au timon des affaires, où les besoins d'argent forçaient le gouvernement à vendre non seulement les emplois, mais aussi les grades d'officiers, où les persécutions religieuses avaient provoqué la guerre des Camisards (§ 58), où les guerres coûteuses et les prodigalités de la cour avaient engendré un système oppressif d'impôts, entreprenait cette fois la lutte avec moins de chances de succès que précédemment. La Savoie et le Portugal qui, d'abord, s'étaient rangés du parti de la France, passèrent bientôt du côté de l'Autriche et de ses alliés; en sorte que Maximilien-Emmanuel, électeur de Bavière, à qui Louis avait promis la possession des Pays-Bas et du Palatinat rhénan, et son frère, l'archevêque de Cologne Joseph-Clément, restèrent seuls fidèles à la France; du côté de l'Autriche, au contraire, on comptait non seulement la plupart des princes de l'Allemagne, mais aussi les puissances maritimes, la Hollande par crainte de la prépondérance menaçante de la France, et l'Angleterre, après quelque hésitation, par dépit contre Louis XIV qui avait reconnu le prétendant Jacques (III) Stuart, à la mort de son père, et avait ainsi contrarié le nouvel ordre de succession, qui excluait la branche catholique du trône d'Angleterre (§ 65). Mais l'Espagne reçut l'héritier français de la couronne avec joie et enthousiasme, et prit les armes pour protéger le roi Philippe V, prince d'un caractère doux et de mœurs irréprochables, dont toute la nature portait l'empreinte espagnole, tandis que sa faiblesse et sa mélancolie rappelaient les Habsbourgs dont le sang coulait aussi dans ses veines. Plus tard, seulement, les prétendants autrichiens parvinrent à se créer un parti en Catalogne, en Aragon et à Valence, ce qui ne servit qu'à rattacher les Castillans plus fermement à lui. Leur haine contre l'Aragon,

jointe à leurs orgueilleux souvenirs de la place qu'ils avaient autrefois occupée dans le monde, en fit des partisans déterminés de Philippe V.

§ 72. *Hochstaedt.* La victoire fut enchaînée cette fois aux drapeaux de l'Autriche et de l'Angleterre, dont les armées avaient pour chefs les deux plus grands capitaines du temps, le prince *Eugène de Savoie* et le duc de *Marlborough.* Le premier, issu d'une famille domiciliée en France et parente de la maison de Savoie (§ 50), quitta sa patrie, où nulle carrière ne s'ouvrait devant l'ambition du jeune homme destiné à l'état ecclésiastique, pour suivre dans les armées autrichiennes l'impulsion de sa nature belliqueuse. Ses talents militaires décidèrent la guerre contre les Turcs à l'avantage de l'Autriche (§ 60), et la nouvelle campagne montra bientôt quel essor il avait imprimé à l'organisation des troupes impériales (1701-1702). Les Français avaient occupé tous les passages des Alpes qui conduisaient en Italie; mais le prudent général parvint, avec le secours des montagnards dévoués, à gravir péniblement les hauteurs par des sentiers presque impraticables. Une grande armée, avec son artillerie et ses bagages, franchit des défilés où, de mémoire d'homme, aucun chariot n'avait passé. La cavalerie hongroise parcourut de nouveau les plaines d'Italie. Eugène fit preuve de la même habileté durant toute la campagne. Sans livrer une bataille, il repoussa jusqu'à Milan le général Catinat qui était brave, mais peu aimé à la cour, prit Mirandole et Modène, et fit

prisonnier à Crémone Villeroi, successeur de Catinat, homme d'une bravoure personnelle, mais sans talents militaires. L'Autriche gagna par là la confiance des autres puissances; et comme, bientôt après, Marlborough, chef des whigs (§ 62), qui dirigeaient les affaires depuis l'avénement de la reine Anne, entra dans les Pays-Bas espagnols avec des troupes considérables et des pouvoirs illimités, repoussa les Français et, par la conquête de Bonn et d'autres localités, serra de si près l'électeur de Cologne, qu'il dut s'enfuir en France, les alliés finirent par l'emporter sur leurs ennemis, malgré l'excellente organisation de l'armée française, la tactique des troupes exercées, l'unité et l'ensemble des mouvements, qui n'existaient pas au même degré chez les troupes des autres puissances. Le duc de Savoie renonça à l'alliance française, malgré les liens de parenté qui l'unissaient à la cour de Versailles depuis le mariage de ses filles au duc de Bourgogne et à Philippe d'Anjou; mais il attira ainsi toutes les calamités de la guerre sur son pays. Vendôme, général habile, mais, comme le maréchal de Luxembourg, avide de plaisirs et dissolu, conquit le Piémont et les riches plaines de la Lombardie, et songea à opérer sa jonction avec l'électeur de Bavière qui, après avoir occupé la ville impériale d'Ulm, envahit le Tyrol; mais ce plan échoua contre le courageux soulèvement des Tyroliens (juin 1703), qui, pleins de dévoûment pour l'Autriche et de haine héréditaire contre leur voisine la Bavière, assaillirent les ennemis du haut de leurs montagnes inac-

cessibles, et par une guerre d'escarmouches habilement conduite, les empêchèrent d'avancer. Après une vaine attaque contre Trente, Vendôme retourna en Italie et dévasta la vallée de l'Adige pour se venger de la résistance qu'on lui avait opposée; l'électeur, qui avait espéré joindre à ses autres possessions le comté de Tyrol érigé en principauté, dut également évacuer le pays, après avoir subi de grandes pertes, et se retirer auprès du maréchal de Villars qui s'était avancé sur le haut Danube et avait protégé la Bavière contre ses ennemis. La prise d'Augsbourg et de Passau, par laquelle Max Emmanuel, prince brave et entreprenant, comptait se dédommager, fut la dernière victoire des Bavarois et des Français. Ni les représentations de l'empereur, ni la dévastation de la Bavière ne purent détacher le prince égaré de son alliance avec la France ; loin de là, l'année suivante (1704) il combina ses troupes avec l'armée que lui amena par ordre du roi le maréchal Tallard, général d'un talent médiocre; alors Eugène se joignit au chef de l'armée impériale, Louis de Bade, et s'avança en Souabe à la rencontre de l'ennemi. Comme président du conseil de guerre de la cour de Vienne, Eugène pouvait suivre ses propres inspirations dans toutes ses entreprises, et personne alors ne voyait plus clairement que lui la situation des choses. Il projeta la campagne et traça le plan de bataille avec ce talent qui saisit l'ensemble sans perdre les détails de vue et cette autorité qui, fondée sur l'expérience et les lumières, s'impose à chaque moment. Marlborough se joignit bientôt aux

deux autres chefs, après une brillante campagne sur le Rhin et la Moselle, où il parvint à dissimuler ses intentions non seulement aux Français qui le poursuivaient, mais même à ses propres troupes hollandaises et anglaises. Eugène et Marlborough envoyèrent alors le vieux et circonspect margrave Louis assiéger Ingolstadt; puis, ils écrasèrent complétement l'armée française et bavaroise à la *bataille de Hochstaedt* ou, comme l'appellent les Anglais, de *Blenheim* (13 août 1704). Vingt mille cadavres restèrent sur le champ de bataille; quinze mille Français, parmi lesquels se trouvait Tallard, furent faits prisonniers; le butin fut énorme; le deuil régna dans toutes les familles de France. L'électeur de Bavière fut réduit à suivre les Français au delà du Rhin et à livrer son pays à l'empereur dont les agents tourmentèrent le malheureux peuple de la façon la plus barbare. Lorsque enfin l'oppression eut poussé les Bavarois à la révolte, lorsqu'ils eurent massacré les bourreaux qui anéantissaient leur prospérité et traînaient leurs fils à l'armée, des troupes autrichiennes firent invasion, et le pillage et le meurtre portèrent au comble les souffrances de la population. Pour châtier la maison de Bavière de son manque de patriotisme, le nouvel empereur, JOSEPH I<sup>er</sup> (1705-1711), qui avait hérité de la politique et des sentiments de son père, mit au ban Max Emmanuel et son frère l'électeur de Cologne, et restitua le haut Palatinat au comte palatin rhénan. En revanche, il éleva le duc de Marlborough au rang de prince de l'empire. Dans les cercles religieux de France, on fut étonné et

consterné de voir que Dieu se déclarait « pour des hérétiques et des usurpateurs. »

§ 73. *Espagne.* La faible administration de Philippe V, sur lequel une femme intrigante, la comtesse Orsini, première dame d'honneur de la jeune reine, exerçait la plus puissante influence, souleva un vif mécontentement parmi les grands. Bientôt la Péninsule devint le théâtre d'une ardente guerre civile. Les provinces de l'ancien royaume d'Aragon, par haine nationale contre la Castille, reconnurent, pour la plupart, le prétendant autrichien Charles III, lorsqu'il débarqua en Catalogne et promit de respecter leurs anciens droits (fueros). Barcelone, Valence et toutes les villes importantes se rangèrent de son parti, tandis que la flotte anglaise troublait le commerce avec l'Amérique espagnole et s'emparait de Gibraltar, et que les Portugais occupaient Madrid et obligeaient la cour de s'enfuir à Burgos (1704). Mais l'incapacité de l'archiduc, la haine des Espagnols contre ses confédérés, les Hollandais et les Portugais, aussi bien que l'absence de plan des alliés, permirent aux Français de prendre le dessus en Espagne, tandis qu'ils succombaient dans tous les autres pays. La victoire remportée par Philippe V à Almanza (25 avril 1707), avec l'aide du général français Berwick (Fitz James), fils naturel de Jacques II d'Angleterre, lui assura la couronne, et Madrid le reçut de nouveau avec transport. Un châtiment terrible frappa alors les princes rebelles. Les belles plaines de Valence furent dévastées ; les habitants décidés à tout souffrir plutôt que de se soumettre aux Castillans

détestés, périrent au milieu des supplices, et pour ne pas être exposés aux insultes des vainqueurs, ils incendièrent eux-mêmes leurs maisons, comme autrefois les citoyens de Sagonte et de Numance, et s'ensevelirent sous les ruines. Lorsque enfin la conquête de Saragosse et de Lerida eut porté le dernier coup à la résistance, les trois provinces d'Aragon, de Catalogne et de Valence perdirent les derniers vestiges de leurs droits et furent désormais gouvernées selon les lois castillanes. A la vérité, deux ans plus tard, les alliés occupèrent de nouveau Madrid sous Stanhope et Stahremberg; mais la victoire de Vendôme à Villaviciosa (10 décembre 1710) raffermit la couronne chancelante sur la tête de Philippe. La Catalogne pourtant ne se soumit à la domination castillane que lorsque l'empereur eut refusé son secours et que Barcelone eut été prise d'assaut après une défense courageuse (1714).

§ 74. *Ramillies. Turin.* L'année 1706 fut remarquable par de grands faits d'armes. Marlborough vainquit dans les Pays-Bas l'incapable maréchal Villeroi, le favori de madame de Maintenon : à *Ramillies* (23 mai 1706), l'armée française fut détruite ; l'artillerie, les drapeaux et les bagages tombèrent entre les mains des vainqueurs. Les Pays-Bas espagnols durent se rendre aux alliés et reconnaître pour souverain le prétendant autrichien. Moyennant la garantie que Charles III maintiendrait leurs priviléges ecclésiastiques et séculiers, les états de Brabant et de Flandre lui jurèrent fidélité. Jaloux des succès de Marlborough, le prince Eugène chercha à en

remporter de semblables dans la haute Italie où le duc d'Orléans et deux autres commandants (Marsin et le duc de Feuillade) avaient pris la place de Vendôme à la tête de l'armée française, forte de 80,000 hommes. Par une marche savante, il opéra sa jonction avec le duc de Savoie et, quoique ses forces fussent de beaucoup inférieures à celles des Français occupés au siége de Turin, il leur fit subir une telle défaite sous les murs de cette capitale (7 septembre 1706), que la grande armée fut anéantie ou dispersée, et que toute la haute Italie tomba au pouvoir des vainqueurs. La gloire d'Eugène retentit au loin et son nom resta désormais dans la bouche du peuple, qui chanta ses exploits. Le brillant et ambitieux lord Marlborough et le prince Eugène, modeste, méthodique, un peu pédantesque et cérémonieux, se complétaient l'un l'autre et leurs qualités personnelles s'accordaient merveilleusement. Léopold de Dessau, chef de l'armée auxiliaire prussienne, avait puissamment contribué par sa bravoure à l'éclatante victoire de Turin. L'année suivante, le royaume de Naples fut gagné à Charles d'Autriche par une seule et rapide campagne. En Allemagne seulement, où l'on avait nommé un général incapable pour commander l'armée lente, divisée et indécise de l'empire, en remplacement de Louis de Bade, mort peu de temps auparavant (1707), le maréchal de Villars resta maître du terrain. Ses troupes parcoururent la Souabe et la Franconie en pillant et en dévastant.

§ 75. *Humiliation de la France.* Louis XIV, déses-

pérant de l'heureuse issue de la guerre et considérant les misères de son royaume épuisé, ne songea plus qu'à conclure la paix. Il voulait renoncer à l'Espagne et abandonner même le sort des Pays-Bas à la décision des états généraux, pourvu que son petit-fils conservât seulement les possessions espagnoles en Italie et que l'électeur de Bavière fût replacé sur son trône. Mais par l'influence d'Eugène et de Marlborough qui voulaient tirer parti de la fortune de la guerre pour humilier la France, ses propositions furent repoussées par l'Angleterre, la Hollande et l'Autriche. En vain Louis chercha, par de nouveaux efforts, à rétablir la réputation militaire de la France pour dicter ensuite des conditions de paix; la brillante victoire qu'Eugène et Marlborough remportèrent à Audenarde (11 juillet 1708) sur Vendôme et le duc de Bourgogne, fils aîné du dauphin, renversa la dernière espérance du roi; à la suite d'un hiver rigoureux, une mauvaise récolte réduisit les paysans à la besace, et les ministres ayant déclaré une continuation de la guerre impossible, l'orgueilleux monarque dut se résigner à la plus complète humiliation. Plus d'une fois alors, le despote égoïste qui avait toujours montré une si grande confiance en lui-même, versa des larmes en présence de madame de Maintenon. On exigea de lui une renonciation absolue à l'Espagne, au Milanais, aux Pays-Bas et aux possessions hors de l'Europe, et comme il était prêt à l'accorder et ne réclamait plus que Naples et la Sicile pour son petit-fils, on éleva les prétentions et l'on insista sur l'abandon non seulement de

toute la monarchie espagnole, mais de l'Alsace, de la Franche-Comté et des évêchés de Lorraine. Louis aurait accepté la paix même à ces conditions, si les deux généraux et le grand pensionnaire de Hollande Heinsius, homme d'État loyal et et circonspect, qui avait alors au sein des états généraux un pouvoir plus grand que celui du stadhouder Guillaume III, n'avaient encore élevé la prétention deshonorante que Louis aiderait à chasser son petit-fils de l'Espagne. Cette dernière condition parut trop dure à la cour de France et la guerre fut continuée. Mais à la BATAILLE meurtrière DE MALPLAQUET (11 septembre 1709), non loin de Tournay, où 33,000 cadavres restèrent sur le champ de bataille et d'où le maréchal Villars fut emporté blessé, la France perdit plus de monde que dans aucune des défaites antérieures.

§ 76. *Revirement et conclusion de la paix* Une querelle entre l'orgueilleuse épouse de Marlborough et la reine Anne eut pour conséquences, avec l'intrigue qui s'y rattacha, l'exclusion de la duchesse de la cour et le remplacement du ministère wigh, dévoué à Marlborough, par les tories. Ceux-ci, qui avaient à leur tête le célèbre Bolingbroke (Saint-John) et le comte d'Oxford, désiraient la fin de la guerre, pour rendre inutile le chef du parti opposé, Marlborough, à qui ils n'osaient pas enlever le commandement de l'armée; c'est pourquoi ils engagèrent avec la France des négociations secrètes en vue d'une paix particulière. Les dispositions du pays hostile à la guerre, dispositions qui se manifestèrent dans la nouvelle élection du parlement, favorisèrent le projet des

tories et de la reine. Vainement Eugène et les Hollandais, qui jusque-là avaient constamment repoussé les propositions de la France, employèrent tous les moyens pour détourner le ministère britannique; les négociations furent entamées et elles aboutirent d'autant plus vite que, l'année suivante, le vaillant empereur Joseph I[er] mourut (17 avril 1711) sans rejeton mâle, et son frère Charles VI (1711-40), à qui la monarchie espagnole était destinée, devint l'héritier de ses couronnes. Désormais, il ne pouvait être de l'intérêt des puissances étrangères de joindre l'Espagne aux pays autrichiens et d'établir ainsi de nouveau la prépondérance des Habsbourgs en Europe. La conclusion d'un armistice donna aux ennemis de Marlborough l'occasion de se venger. Le héros victorieux perdit toutes ses dignités (1712) et fut accusé de malversation devant le parlement. Dans la PAIX D'UTRECHT (11 avril 1713) à laquelle adhérèrent bientôt les états généraux de Hollande, la Prusse, la Savoie et le Portugal, l'Angleterre s'entendit avec la France dont l'arrogance était revenue avec le succès.

Par suite de cette paix, l'Espagne et l'Inde (Amérique) restèrent au roi Bourbon Philippe V, sous la condition que les couronnes de France et d'Espagne ne seraient jamais réunies; en conséquence, le duc d'Anjou renonça solennellement pour lui et ses descendants à toute prétention au trône de France. La Hollande obtint, outre quelques avantages commerciaux, le droit de garnison dans plusieurs places fortes des frontières espagnoles-néerlandaises (Menin, Ypres, Tournay, Condé, Lille); la Prusse eut le cantonnement de la Gueldre, la souveraineté de Neuchâtel et la confirmation de sa dignité royale; la Savoie obtint, outre quelques territoires du Milanais, la

belle île de Sicile qu'elle dut échanger sept ans plus tard contre la Sardaigne. Comme faible compensation, les ducs de Piémont et de Savoie portèrent dorénavant le titre de rois de Sardaigne. L'Angleterre obtint : de la France, la Nouvelle Écosse (Acadie), la Terre-Neuve et la baie d'Hudson avec la reconnaissance de sa succession protestante (hanovrienne) au trône; de l'Espagne, Gibraltar et Minorque, ainsi qu'un traité avantageux d'*assiento* ou de traite des nègres, par lequel une société anglaise eut le droit exclusif, moyennant un impôt modéré, de vendre annuellement 5,000 nègres dans les Indes espagnoles. Il fut aussi stipulé qu'à l'avenir la mer qui baigne l'Angleterre serait désignée sous le nom de mer Britannique.

L'empereur Charles VI et une grande partie de l'empire allemand n'adhérèrent pas au traité d'Utrecht et poursuivirent quelque temps encore la lutte. Mais lorsque les Français qui, après la *victoire de Denain* (juillet 1712) et quelques campagnes heureuses dans les Pays-Bas, avaient dirigé toutes leurs forces vers le Rhin, eurent pris Landau et d'autres localités, l'empereur se convainquit qu'il ne pouvait continuer la guerre contre la France sans autre appui que les lentes troupes de l'empire; c'est pourquoi il donna son assentiment à la PAIX DE RASTATT (7 mars 1714) qu'Eugène et le maréchal de Villars avaient conclue aux conditions fixées par l'Angleterre à Utrecht; l'empire allemand y adhéra à son tour à Bade en Argovie (7 septembre 1714).

L'Autriche obtint par ce traité les Pays-Bas espagnols, Naples, Milan et la Sardaigne qui fut échangée plus tard contre la Sicile. A l'égard de l'empire, on maintint la ligne de démarcation établie par le traité de Ryswick, ainsi que la clause reli-

gieuse qualifiée de scandaleuse par les Anglais, mais vainement attaquée. Les électeurs de Bavière et de Cologne récupérèrent leurs territoires et leurs dignités. Landau resta à la France.

Louis XIV, fatigué de la vie et rudement éprouvé par le sort, mourut l'année suivante (10 septembre 1715). En deux ans (de 1710 à 1712), il avait perdu son fils, son petit-fils (le duc de Bourgogne que Fénelon avait initié aux principes d'un sage gouvernement), l'intelligente épouse de celui-ci, l'aîné de ses arrière-petits-fils; deux ans après (1714), son troisième petit-fils, le duc de Berry, lui avait été ravi subitement; en sorte que son plus jeune arrière-petit-fils, un enfant de cinq ans (Louis XV) hérita du trône. D'un autre côté, combien le royaume si florissant et si fort à l'avénement de Louis XIV avait décliné! Une dette de plus de deux milliards pesait sur le pays; la monnaie d'or et d'argent avait augmenté arbitrairement de valeur sans élévation du titre, et l'on y suppléait par du papier mal garanti; les forces de l'État étaient épuisées par de lourds impôts inégalement et injustement répartis; on vendait les titres de noblesse, les emplois et les dignités; le bien-être intérieur avait disparu; l'organisation coloniale penchait vers sa ruine; l'empire des mers se trouvait entre les mains des Anglais; la guerre et les persécutions avaient totalement dépeuplé un grand nombre de provinces; la disette régnait partout; la France aux abois avait perdu son crédit et sa réputation.

### *Situation intérieure des différents États.*

§ 77. *France.* Pendant la minorité de Louis XV, le duc *Philippe d'Orléans* (neveu de Louis XIV) prit la *régence* (1715-23). Lui et son ancien précepteur, l'abbé Dubois, dont il fit son ministre et que la cour romaine éleva au rang de cardinal, étaient des hommes intelligents, mais dépravés, qui foulaient aux pieds toute morale et considéraient l'égoïsme comme le seul mobile des actions, et les jouissances sensuelles comme le seul but de la vie. Le régent et ses compagnons, flétris du nom de roués, se livraient aux plus infâmes débauches et se mettaient au dessus des croyances, des mœurs et des convenances. Leurs prodigalités et leurs orgies épuisèrent les revenus de l'État et augmentèrent le poids des dettes. L'aventurier écossais, John Law, ayant établi, avec l'approbation du gouvernement, sa banque de papier-monnaie qui promettait non seulement de gros intérêts, mais aussi des bénéfices en Amérique (Louisiane), la France tout entière fut prise d'un esprit de vertige que le régent et ses acolytes s'entendirent à exploiter. Presque tout le numéraire s'engouffra dans la banque que le régent déclara « royale » pour lui assurer un crédit illimité; les caisses publiques furent remplies de billets de banque, le commerce ordinaire se fit au moyen de papier; ce qui, dans l'origine, avait eu lieu volontairement fut plus tard commandé par des édits. La banque royale entreprit le commerce du Sénégal ; elle obtint le privilége de l'ancienne compagnie des Indes que Colbert avait fondée, mais qui s'était ruinée; les rentes de la ville furent payées par elle, toutes les dettes du roi acquittées; enfin elle se chargea des fermages généraux. Jamais l'imagination ne s'était livrée à de plus grands écarts, jamais elle n'avait exercé sur toute une nation un empire plus absolu et plus funeste. Toutes les finances de l'État reposèrent sur une société commerciale, dont les actions atteignirent vingt fois leur valeur originaire. Le régent, entraîné par l'ivresse générale, fit faire une masse innombrable

de billets, et en 1719 la valeur chimérique des actions était égale à quatre-vingts fois la quantité d'argent en circulation dans le pays. Law changea de religion et fut nommé contrôleur général des finances. « S'enrichir et jouir, » tel était le mot d'ordre universel. Les grands seigneurs avides s'enrichirent, tandis que la bourgeoisie, les marchands et les changeurs étrangers subirent des pertes énormes par la banqueroute qui éclata bientôt, lorsque les détenteurs d'actions et de billets, devenus craintifs, voulurent convertir sur-le-champ leur papier en argent. Le 20 octobre 1720, toutes les actions furent mises hors de cours. La fureur du peuple ne se borna pas à obliger l'auteur de la catastrophe de s'enfuir à Venise où il mourut pauvre peu de temps après ; elle menaça le régent lui-même. Mais l'État fut ainsi débarrassé d'une grande partie de sa dette. La vie dissolue que menait le régent le conduisit de bonne heure au tombeau. Quelques mois après la mort subite du ministre Dubois, il fut frappé d'apoplexie dans la chambre de sa maîtresse qui devint folle (7 décembre 1723). Louis XV prit alors les rênes du gouvernement; après l'éloignement du duc de Bourbon-Condé, qui avait été trois ans à la tête du ministère et avait négocié le mariage du roi avec la fille du roi déchu de Pologne Stanislas Lesczinski (§ 93), il abandonna la direction des affaires publiques à son ancien précepteur Fleury, prélat intelligent et pacifique, préoccupé du développement de l'agriculture, de l'industrie et de la marine.

L'historien Ranke caractérise ainsi le duc Philippe d'Orléans, fils de la comtesse palatine Elisabeth-Charlotte, que Louis XIV avait institué par son testament, président du conseil de régence pendant la minorité de son petit-fils Louis XV, mais qui, d'intelligence avec le parlement et sans égard pour le testament qui lui imposait certaines restrictions, prit possession du pouvoir suprême en vertu de son droit de naissance : parmi tous les descendants des dynasties d'alors, aucun n'était doué de facultés plus diverses. Il aurait pu se faire remarquer comme peintre,

comme musicien, peut-être même comme savant, s'il avait été destiné à l'art ou à la science. Les secrets de la nature et de la pensée avaient pour lui un égal attrait. Il s'occupait volontiers des problèmes les plus ardus de la philosophie, que le commerce de sa mère avec la cour de Hanovre et avec Leibnitz lui avait rendus familiers; il ouvrit au chimiste Homberg un laboratoire dans le Palais-Royal et il aimait à travailler avec lui. Il prenait d'autant plus d'intérêt à toutes les branches, qu'il ne s'appliquait particulièrement à aucune. Il avait affecté à la grande bibliothèque un local plus digne et l'avait ouverte à tout le monde. Il attirait à lui les hommes qui possédaient un talent littéraire; on était en faveur auprès de lui selon qu'on intéressait son esprit. Il s'exprimait lui-même avec autant de grâce que de force. Il montrait autant d'intelligence et de sens pratique dans les affaires que de profondeur dans les spéculations philosophiques. Il attachait lui-même la plus grande valeur à ses capacités militaires; et en effet, l'opinion publique lui attribuait non seulement du courage, mais aussi des talents de capitaine. Il avait accompli des actions qui paraissaient impossibles; il eût fait davantage, pensait-on, s'il avait eu les mains libres; il se sentait un digne rejeton de Henri IV. Mais, comme le disait sa mère, en lui appliquant une fable connue : une fée négligée avait ajouté à tous les dons qui l'ornaient cette malédiction qu'ils ne lui serviraient de rien, mais qu'ils seraient obscurcis par des vices tout aussi grands. Dès sa tendre jeunesse, il fréquenta, par la faute de son père, la plus mauvaise société dont il imita les travers. Il ne se laissa pas seulement entraîner à des excès, mais il se piqua d'honneur de surpasser tous les autres dans les jouissances grossières comme dans les études et dans les arts. Il passait les nuits dans des orgies, et lorsque ses forces étaient épuisées, il pensait les renouveler au moyen de boissons fortes, et finissait par se délabrer complétement. Il tombait souvent dans la dépendance des compagnons ou des instruments de ses débauches; il en résultait que ses plus

proches parents manquaient du nécessaire, à l'exception de sa fille, la duchesse de Berry. La postérité ne peut séparer son nom du souvenir de honteux dérèglements. A table, il ne gardait aucune mesure, et lorsqu'il était plein de vin, il perdait toute retenue et rien ne pouvait arrêter ses transports de colère ou d'impiété ouverte; car il voulait aussi briller comme esprit fort et il attachait du prix à passer pour un homme qui s'inquiétait peu de l'autre monde. Le régent, en retour de la complaisance que le parlement avait mise à reconnaître ses droits, lui restitua le privilége traditionnel de délibérer sur les édits du roi avant leur enregistrement et de faire à cette occasion des représentations et des remontrances.

§ 78. *Espagne.* Philippe V était un monarque faible, dominé par des femmes. Après la mort de sa première épouse, la comtesse des Ursins le dirigea plus complétement encore qu'auparavant, jusqu'à ce que la nouvelle reine, Élisabeth de Parme, l'eût éloignée, aussitôt après son arrivée en Espagne (1714). La mélancolie croissante de Philippe permit à la reine de s'emparer entièrement du pouvoir; elle gouverna avec l'aide de son ministre favori, l'intrigant italien Alberoni, qui tira parti de l'ambition de sa souveraine pour former des plans de guerre et de conquête. Il développa l'organisation de la marine, et chercha ensuite à reprendre les États d'Italie que la paix d'Utrecht avait enlevés à son maître. Déjà la Sardaigne et la Sicile étaient dans les mains des Espagnols, lorsque l'attitude menaçante de la quadruple alliance (France, Angleterre, Autriche et Hollande) effraya tellement le timide Philippe, qu'il ne fut pas difficile à une cabale de cour formée par le duc-régent de France, de renverser Alberoni (1719). Il reçut l'ordre de quitter le pays dans les deux jours; les conquêtes furent abandonnées. Mais l'artificieuse reine Élisabeth parvint pourtant, au bout de quelque temps, à acquérir le royaume de Naples et de Sicile pour son fils aîné Charles, et le duché de Parme, Plaisance et Guastalla pour son second fils Philippe (§ 103). Ainsi ces États eurent des souverains de la famille de

Bourbon. Dans un accès d'hypocondrie, Philippe V abandonna le gouvernement à son fils aîné (1724); mais celui ci étant mort huit mois après, il remonta sur le trône, mais ne s'occupa pourtant pas des affaires publiques, que le Hollandais Ripperda conduisit selon le gré de la reine. Ainsi l'Espagne perdit de plus en plus son influence en Europe. Lorsque enfin Philippe, dont la mélancolie augmentait avec le nombre des années, mourut au milieu de chagrins et de soucis (1746), son second fils (du premier lit) lui succéda (1746-59). Ferdinand VI avait hérité de l'affection mentale de son père; il finit par tomber dans une hypocondrie incurable; la harpe et le chant parvenaient seuls à l'en distraire; c'est pourquoi le chanteur d'opéra Farinelli acquit une grande influence à la cour. Après sa mort, il eut pour successeur son demi-frère Charles III (1759-88) jusque-là roi de Naples et de Sicile (1735-59), qui abandonna ce dernier royaume à son troisième fils Ferdinand.

§ 79. Italie. *Haute Italie.* Les ducs de Savoie et de Piémont, en se servant habilement des circonstances politiques et en concluant des alliances avantageuses avec des princes puissants, parvinrent à étendre leur territoire et à compenser leurs pertes du côté de la Suisse par des acquisitions en Italie. Charles-Emmanuel le Grand (1580-1630), s'il ne vit pas se réaliser toutes les vastes espérances qu'il avait nourries, retira plus d'un avantage des guerres de religion de la France et de la division religieuse en Suisse. Victor Amédée Ier (1630-37) acquit, à l'occasion de la guerre de succession de Mantoue (§ 12), une partie importante du duché de Montferrat. Sous son fils Charles-Emmanuel II (1637-75), un gouvernement de tutelle contesté causa de grands malheurs au pays et au peuple; mais grâce aux brillantes qualités et aux succès de son successeur Victor-Amédée II (1675-1730), le duché s'agrandit tellement, que depuis lors les souverains portèrent le titre de rois de Sardaigne, après avoir échangé cette île contre la Sicile (§ 76), Victor-Amédée ne se préoccupa point seulement d'étendre et d'affermir ses possessions; il améliora aussi l'administration de la justice, enleva à la noblesse les biens domaniaux qu'elle avait longtemps possédés, fonda l'université de Turin, perfec-

tionna l'enseignement et régla les affaires ecclésiastiques par un concordat avec Rome. A l'âge de 64 ans, il céda le gouvernement à son fils et épousa la comtesse de Saint-Sébastien qui avait été dame d'honneur, d'abord chez sa mère, ensuite chez sa belle-fille; mais irrité de ce qu'on ne suivait pas ses conseils en tout, et excité par son épouse ambitieuse, il révoqua, l'année suivante, sa renonciation au trône, sous prétexte que son fils était incapable de gouverner; mais, sur la proposition du ministre d'Ormea, il fut emmené prisonnier et vécut encore treize mois, séparé de tout le monde, dévoré de chagrin et surveillé de près dans le château de Rivoli. Peu de temps avant sa mort (1er novembre 1732), il fut transféré à Moncarlier en Savoie. La comtesse finit ses jours dans un couvent. Charles-Emmanuel III (1730-73) acquit, dans la guerre de succession d'Autriche, plusieurs districts importants du duché de Milan (§ 103), et chercha, en réglant l'administration des revenus publics et en appelant le clergé à concourir aux impôts du pays, à couvrir les dépenses excessives qu'entraînait une armée disproportionnée sous le commandement d'officiers nobles. En outre, il songea à abolir ou à alléger les charges féodales et prit plusieurs mesures excellentes, sans partager l'ardeur réformatrice de beaucoup de princes et de ministres de son temps. Mais un État décrépit et un peuple énervé n'avaient pas en eux-mêmes l'énergie nécessaire pour résister à une attaque puissante du dehors; sous Victor Amédée III (1773-1796), qui poursuivit les mesures bonnes ou vicieuses de son père, lorsque la révolution française frappa à la porte de la Savoie, le pays devint bientôt la proie de ses voisins. — Les républiques de Venise et de Gênes cherchèrent à maintenir dans son ancien état leur constitution aristocratique. La première parvint à défendre ses formes rigoureuses contre toute tentative d'innovation; mais la stagnation politique qui en résulta détruisit toute énergie chez le peuple et déposa un germe de mort dans l'organisme de l'État. Les guerres contre les Turcs ne furent pas sans gloire pour la république; ses richesses lui permettaient l'entretien d'une excellente flotte et d'une brave armée de mercenaires; mais elle finit pourtant

par perdre ses possessions dans la partie orientale de la mer Méditerranée. Les Osmanlis s'emparèrent d'abord de Chypre, puis de Candie, après vingt-cinq années de guerre. La péninsule du Péloponnèse (Morée), que la république gagna avec le secours des Autrichiens dans la paix de Carlowitz (§ 60), rentra sous la domination des Turcs par la paix de Passarowitz (§ 99). Corfou et la Dalmatie furent seules conservées. Le sénat de Venise, qui avait conscience de la faiblesse intérieure de la république, évita depuis lors toute rencontre avec des puissances étrangères, mais il n'accorda point un asile à la liberté civique; il anéantit ainsi toute vitalité populaire. — Gênes, à cause de sa situation, n'était pas en état de s'isoler comme Venise. Elle dut adoucir ses formes aristocratiques et modifier de temps en temps sa constitution. Trois puissantes voisines, la Savoie, l'Autriche et la France, aspiraient à la possession de la belle et riche république; les luttes et les efforts de la bourgeoisie pour défendre sa liberté et son indépendance contre leurs convoitises, remplissent l'histoire de Gênes durant les deux derniers siècles. L'île de Corse, qui était sous la domination génoise depuis le quatorzième siècle, fut lourdement opprimée par les marchands nobles. Les sauvages et belliqueux insulaires se soulevèrent et chassèrent leurs anciens maîtres (1730). Après une longue lutte, pendant laquelle le baron Théodore de Neuhof, aventurier de Westphalie, prit quelque temps le titre de roi de Corse, les Génois appelèrent enfin les Français à leur aide. Mais les Corses se défendirent longtemps avec une grande bravoure, surtout lorsque Paoli se mit à leur tête (1755), en sorte que les Français ne s'emparèrent enfin de l'île qu'avec beaucoup de peines et d'efforts. Peu de temps avant la naissance de Napoléon Bonaparte, Gênes céda la Corse à la France (1768), Paoli et ses compagnons trouvèrent un refuge en Angleterre. Pendant la guerre de la succession d'Autriche (§ 102), Gênes fut prise par des troupes impériales (1743), et elle aurait été forcée d'abandonner l'une de ses provinces à la Sardaigne, si les Génois n'avaient pas provoqué un soulèvement et chassé les Autrichiens de leurs murs; l'ennemi fit de vains efforts pour reconquérir la ville. Dans la paix d'Aix-la-Chapelle

(§ 103), la république récupéra tout son ancien territoire. — Milan et Mantoue restèrent au pouvoir de l'Autriche depuis la paix d'Utrecht (§ 76).

*Italie centrale.* L'ancienne république de Florence fut changée d'abord (1530) en un duché, et vers 1569 en un grand-duché de Toscane, et gouvernée encore non sans gloire, pendant deux siècles, par la famille de Médicis. Cosme (1537-1774), prince habile et entreprenant, mais perfide, étendit son domaine par l'acquisition de Sienne et d'autres territoires, et fonda l'indépendance du duché, en éloignant avec adresse les garnisons espagnoles des villes les plus importantes. Ensuite, il vainquit les émigrés florentins qui, sous la conduite de Strozzi et avec l'aide du pape et de plusieurs princes italiens, se livraient à des attaques contre la Toscane, en vue de rétablir la république de Florence. Puis, il appliqua toute son activité à la destruction des formes républicaines et des libertés constitutionnelles, ainsi qu'à la fondation d'une monarchie absolue, ce qui n'eut pas lieu sans beaucoup de rigueur, de ruse et de cruauté; car le duc était soupçonneux, et les Florentins parlaient volontiers du bon vieux temps. Un tribunal spécial d'inquisition fut érigé contre les perturbateurs et les rebelles dont la tête fut mise à prix. Personne ne pouvait posséder une arme à feu sous peine de confiscation de ses biens et de mort. Lorsque Cosme eut assuré sa domination par de pareils moyens, il s'efforça de développer le bien-être du peuple en favorisant le commerce et les fabriques; les beaux-arts eurent aussi en lui un protecteur libéral. On le compara avec raison à l'empereur Auguste, auquel ses malheurs de famille le firent encore ressembler davantage; pourtant les crimes qui occasionnèrent la mort de presque tous ses enfants, ont été contredits par les recherches modernes. On racontait autrefois qu'un duc de Ferrare avait empoisonné son épouse Lucrèce, fille du grand-duc; qu'un prince Orsini trouva des raisons pour étrangler Isabelle, sœur de Lucrèce; que le cardinal Jean de Médicis fut tué, dans une dispute de chasse, par son frère Garcia; que celui-ci fut tué de la propre main de son père; que la douleur conduisit au tombeau la mère infortunée et que le grand-duc

fit aussi empoisonner sa fille aînée à cause d'un amour indigne. Brisé par ses nombreuses peines de famille, Cosme transféra le gouvernement à son fils François (1575-1585), prince qui joignait aux inclinations sensuelles d'un Espagnol le goût éclairé d'un Florentin pour l'antiquité grecque et les beaux-arts. Comme son père, François favorisa le commerce et les fabriques auxquels il participa lui-même et réalisa de gros bénéfices; mais sa liaison avec la belle Vénitienne Bianca Capella, qui s'était enfuie avec son amant Bonaventuri et avait cherché un refuge à Florence contre les poursuites de sa famille, lui occasionna beaucoup de chagrins domestiques. Après l'assassinat de Bonaventuri et la mort de la grande-duchesse, l'intrigante Bianca devint l'épouse légitime de François. Leur mort, arrivée en même temps, fut attribuée à un mets empoisonné que Bianca avait préparé pour son beau-frère, le cardinal Ferdinand, mais qui, par un hasard singulier, devint funeste à elle-même et à son mari. — Ferdinand Ier (1587-1609) eut l'esprit dominateur, comme aussi la sagesse et l'amour de l'art des Médicis ses prédécesseurs. Ses entreprises commerciales, grandioses et étendues, lui procurèrent des trésors immenses, et le mirent en état de prendre plus d'une mesure utile. Livourne fleurit. Il louvoya avec une grande habileté entre l'Espagne et la France qui le menaçaient et l'amorçaient tour à tour; il put ainsi laisser à ses successeurs le grand-duché indépendant et agrandi. Sous Cosme II (1609-1621), la Toscane resta encore riche et florissante, quoique le commerce commençât déjà à décliner; Florence, l'une des villes les plus belles et les plus opulentes du monde, occupait encore un rang élevé dans les arts et les sciences; mais les jouissances matérielles avaient brisé l'énergie de la bourgeoisie et étouffé tout esprit de liberté. La régence qui suivit (1621-1628), et la longue administration de Ferdinand II (1628-1670) commencèrent la décadence de Florence : le trésor amassé se perdit en grande partie, lorsque le grand-duc se tourna entièrement du côté de la maison de Habsbourg et fit passer dans les mains vides des Espagnols et des Autrichiens les sommes énormes que ses prédécesseurs avaient acquises et épargnées. Le clergé augmenta sa puis-

sance et gagna une influence politique; les mauvaises mesures du gouvernement, jointes à la peste et à la disette, firent au pays des blessures profondes que l'éclat extérieur ne parvenait pas à dissimuler. Depuis ce moment, la Toscane alla au devant de la ruine qui avait déjà atteint la plupart des autres États de l'Italie. Des troupes de brigands se livraient impunément à leurs déprédations, au mépris de toute loi et de toute autorité. — Cosme III (1670-1723), élevé par des moines et des religieux, considérait comme le premier et le plus sacré devoir d'un souverain de convertir les hérétiques et d'enrichir le clergé. Le bien-être de Florence disparut sous son long règne : des impôts insupportables servirent à fonder ou à décorer inutilement des couvents et à pensionner des prosélytes; l'État gémissait sous la lourde charge de ses dettes. Le spectacle de la famille régnante était plus déplorable encore. La grande-duchesse divorça après treize années de mariage et mena ensuite, à Paris, une vie dépravée; le prince héréditaire mourut avant son père, des suites de ses débauches. Dans la personne de son deuxième fils, Jean Gaston (1723-1737), s'éteignit la maison de Médicis, dont les derniers rejetons s'étaient rendus indignes de leurs illustres ancêtres. — Avant la mort de Jean-Gaston, les puissances européennes étaient convenues que François-Étienne, époux de l'impératrice Marie-Thérèse, hériterait du grand-duché et des dettes de la famille (§ 93). Depuis lors, la Toscane resta sous l'influence de l'Autriche, malgré la stipulation que jamais elle ne serait unie avec l'empire sous un même sceptre. François-Étienne (1737-1765), qui possédait l'esprit commerçant des Médicis, mais qui employa souvent les revenus de la Toscane au profit de l'Autriche, eut pour successeur son second fils Léopold (1765-1790), qui ramena d'heureux jours pour le grand-duché. A son avénement au trône d'Autriche, il abandonna la Toscane à son second fils, Ferdinand-Joseph (Ferdinand III, 1790-1824). — Parme, changée en duché par le pape Paul III, fut gouvernée, depuis le milieu du seizième siècle, par la maison Farnèse. Lorsque la descendance mâle s'éteignit dans la personne d'Antoine (1731) le duché de Parme avec Plaisance et Guastalla, fut conféré à

un infant Bourbon d'Espagne : d'abord, au prince aîné don Carlos (1735), puis, après son élévation au trône de Naples, au second, don Philippe (1748-1765). Ferdinand (1765-1804), fils et successeur de Philippe, eut avec le pape un différend d'où sortirent une foule de réformes religieuses. Après sa mort, le pays fut annexé à la haute Italie française. — Le duché de Modène, avec Reggio, Mirandole et Massa-Carrara, fut gouverné, au dix-septième et au dix-huitième siècle, par des membres de la maison d'Este. Le dernier fut Hercule III, qui dut céder son territoire à la France et mourut en Allemagne (1796). — Les États de l'Église souffrirent des blessures incurables que le gouvernement ecclésiastique faisait au bien-être, à l'activité et à la liberté des habitants. En général, les cardinaux élevés au siége apostolique appartenaient aux grandes familles d'Italie ; blanchis dans les affaires d'État de la prélature romaine, ils ne se faisaient remarquer ni en bien ni en mal. Innocent X (1644-1655), qui rejeta la paix de Westphalie, ruina l'agriculture par le monopole des grains de la chambre papale, et fournit à ses adversaires des sujets de railleries par sa soumission aux conseils de donna Olympia Maldachini, veuve de son frère. Ses successeurs, notamment Alexandre VII (1655-1667), qui eut la gloire inutile de recevoir sur le Capitole l'intelligente fille de Gustave-Adolphe (§ 26), et son troisième successeur, Innocent XI (1676-1689), eurent à soutenir beaucoup de luttes contre Louis XIV qui, non seulement empiéta arbitrairement sur les droits du pape, mais menaça encore, par ses envoyés et leur suite, le saint-père dans la ville éternelle même et occupa temporairement la ville papale d'Avignon ; Innocent XII (1691-1700), prince bien intentionné, qui s'appliqua à la discipline ecclésiastique et au soin des pauvres, parvint à rétablir la paix avec la France. Clément XI (1700-1721) s'opposa vainement à ce que les électeurs de Brandebourg prissent le titre de roi ; il succomba devant la puissance temporelle dans une dispute en Sicile au sujet de la souveraineté de l'Église. Benoît XIII (1724-1730) conserva sur le trône papal la simplicité de mœurs et la manière de vivre d'un moine dominicain ; Benoît XIV (1740-1758), savant enjoué, de

mœurs simples et pures, chercha à maintenir, par une sage condescendance, la dignité de la curie à l'égard des princes catholiques. Clément XIII (1758-1769) ne parvint pas à protéger l'ordre des jésuites contre les persécutions de Pombal et des cours bourbonniennes. Clément XIV, Ganganelli (1769-1774), homme libéral, plein de talent et d'humanité, rendit son règne remarquable par la suppression de l'ordre des jésuites (1773). Son successeur, Pie VI (1774-1799), chercha vainement à défendre l'autorité et la puissance de la papauté contre une époque irreligieuse.

*Basse Italie.* Le royaume de Naples et de Sicile resta sous la domination espagnole durant deux siècles à partir du moment où Ferdinand le Catholique s'en empara par ruse et par force (1504). Il fut gouverné par des vice-rois espagnols et partagea toutes les vicissitudes et les infortunes de l'Espagne. L'ancienne constitution fut peu à peu écartée, la liberté civile périt, les lourds impôts détruisirent la prospérité du pays; car outre les dépenses que nécessitaient un gouvernement spécial, l'administration de la justice, l'organisation de l'armée et de la police, etc., des sommes considérables étaient encore envoyées à Madrid dans le trésor du roi et à Rome dans les caisses du pape qui faisait toujours valoir ses droits de suzeraineté sur la basse Italie. Mais ce qui ruina ce beau pays plus encore que tous les impôts, ce fut l'accumulation de la propriété foncière dans les mains de la noblesse et du clergé. Aucune loi d'amortisation n'empêchait le développement de leurs possessions, et à Naples aussi bien qu'en Sicile, les deux tiers du sol appartinrent bientôt à la mainmorte. La bourgeoisie était pauvre, les paysans étaient opprimés; un clergé ignorant, paresseux et immoral étouffait toute vie intellectuelle et tenait le peuple dans les ténèbres d'une superstition aveugle et grossière. Le soulèvement qui eut lieu à Naples sous l'impulsion de Masaniello (§ 47) échoua par l'incapacité des chefs et l'insuffisance de l'appui prêté par les Français. Dans la guerre de la succession d'Espagne (1707), Naples fut conquise et occupée par les Autrichiens (§ 74), et cette prise de possession fut approuvée dans la paix d'Utrecht. Quelques années après, lorsque l'Autriche

acquit aussi l'île de Sicile et céda en retour la Sardaigne au Piémont (§ 76), le royaume parut être devenu une possession définitive de la maison impériale d'Autriche. Mais seize ans après déjà, l'empereur Charles VI, pour obtenir la reconnaissance de la Pragmatique Sanction (§ 100), consentit à ce que Naples et la Sicile fussent cédées au prince don Carlos (1735), dont les descendants ont possédé ce royaume jusqu'à nos jours avec quelque interruption. En vertu d'une loi de famille, la basse Italie ne devait jamais être jointe à l'Espagne. Lorsque don Carlos fut appelé au trône d'Espagne sous le nom de Charles III (1759), il transféra le gouvernement à son fils mineur, Ferdinand IV, dont le règne accidenté traversa la révolution française et la restauration. Il mourut en 1825, avec le titre de Ferdinand I<sup>er</sup> roi des deux Siciles.

§ 80. *Angleterre.* Sous les souverains de la maison de Hanovre. Georges I[er] (1714-1727), Georges II (1727-1760), Georges III (+ 1820), les libres institutions de l'Angleterre acquirent une telle fermeté, que les qualités personnelles des rois exerçaient peu d'influence sur le cours des événements. Ils devinrent de plus en plus dépendants de l'opinion publique et des intérêts nationaux. Georges I[er], qui était doué de peu d'avantages intellectuels et moraux, accorda sa confiance aux whigs et fit accuser le ministère tory (Bolingbroke, Ormond, Oxford) de haute trahison pour avoir précipité la paix d'Utrecht et favorisé le prétendant. Les accusés s'enfuirent auprès de Jacques qui, égaré par eux, tenta, avec l'aide des torys mécontents (jacobites), de s'emparer de la couronne d'Angleterre. Mais l'énergie du ministre Robert Walpole, qui resta vingt et un ans à la tête des affaires sous Georges I[er] et sous Georges II, et l'impéritie des chefs jacobites firent échouer l'entreprise (1715). Lorsque Jacques aborda en Écosse, son parti était déjà battu. Il se hâta de retourner en France; mais ses partisans furent en butte à de rudes persécutions. Pour assurer la paix intérieure, on introduisit la loi de parlements de sept ans et l'on augmenta l'armée de terre (1716), ce qui, non seulement effraya les ennemis intérieurs, mais posa aussi le fondement de la prépondérance de l'Angleterre en Europe. La conspiration

ourdie, l'année suivante (1717), par le comte suédois Gœrtz, l'intrigant et rusé conseiller de Charles XII (§ 89), de concert avec Alberoni, pour rendre la couronne d'Angleterre aux Stuarts, fut également déjouée. Le complot fut découvert et Gœrtz emprisonné. Depuis lors le règne de Georges Ier ne fut plus contesté et la nation put perfectionner son commerce et son industrie. L'entreprise dangereuse de la Compagnie de la mer du Sud (1719), qui acquit toutes les dettes publiques et provoqua ensuite un vertige de spéculation pareil à celui de Law en France, demeura sans conséquences funestes pour la prospérité du pays. Le gouvernement responsable devant les représentants du peuple n'avait en vue que le bien-être et la grandeur de la nation. Les abus que des maîtresses et des favoris introduisirent à la cour des deux premiers Georges aussi bien que dans d'autres Etats, n'étaient pas de nature à déplacer ce but d'une manière sensible. Des découvertes remarquables dans le domaine de l'industrie préparèrent l'époque moderne. En 1769, James *Watt*, de Greenock en Écosse, qui se perfectionna à Glasgow dans l'art de construire des instruments, inventa la machine à vapeur qui, par son application aux navires et aux locomotives, ouvrit une nouvelle ère aux relations commerciales et autres du monde entier; vers le même temps, le barbier *Arkwright*, après plusieurs années de réflexions, inventa la chaise et la machine à filer et le tissage à la mécanique de la laine, du coton et du lin. — Sous Georges II, souverain peu capable et peu aimé, le fils de Jacques III, le Stuart chevaleresque Charles Édouard, distingué par les qualités du corps et de l'esprit, fit à son tour une tentative pour s'emparer de la couronne d'Angleterre. Avec l'appui de la France, il débarqua en Écosse (2 août 1745), où il trouva de nombreux partisans parmi les braves montagnards et la population catholique. Ses premiers succès l'encouragèrent à faire une invasion en Angleterre. Mais bientôt la victoire abandonna ses drapeaux. La bataille de Culloden (27 avril 1746) renversa pour toujours les espérances des Stuarts. Charles-Édouard, dont la tête avait été mise à prix par le gouvernement anglais, fut sauvé, comme autrefois

Charles II, d'une manière romanesque et extraordinaire, par les amis et les partisans de sa maison. La paix d'Aix-la-Chapelle le chassa de France (1748); il fut arrêté à l'Opéra et emmené. Par malheur, la vie débauchée qu'il mena ensuite, diminua l'intérêt qu'avaient inspiré ses aventures, son courage et sa délivrance surprenante. Ses partisans eurent cruellement à souffrir; on déchaîna contre eux les lois martiales et les « bills of attainder » (§ 35); lord Lovat mourut sur l'échafaud à l'âge de quatre-vingts ans; les exécutions et les confiscations n'eurent pas de fin; d'Edimbourg à Londres, les prisons se remplirent de jacobites. Longtemps après, lorsque Charles-Édouard entendit un jour la mélodie émouvante du « Lochaber no more » que ses compagnons condamnés à mort avaient chantée dans leur prison, il fondit en larmes.

## LE NORD ET L'EST DE L'EUROPE.

### *La grande guerre du Nord* (1700-1718).

§ 81. *Charles XII et ses adversaires.* A la mort de Charles XI, la Suède était à l'apogée de sa puissance (1697). L'habile despotisme du roi avait assuré à la couronne un pouvoir absolu; la confiscation complète des biens domaniaux aliénés, jointe à l'économie du monarque, avait rempli les caisses publiques et rendu possibles le remboursement des dettes et l'équipement de l'armée. En possession du littoral et des riches villes de Wismar, de Stralsund, de Stettin, de Riga et de Reval, la Suède dominait le commerce de la mer Baltique et comblait son déficit au moyen de péages lucratifs; les embouchures du

Weser, de l'Oder, de la Duna et de la Newa se trouvaient dans son domaine. L'Ingrémanie, la Livonie et l'Esthonie étaient ses greniers, et la place où se trouve aujourd'hui Saint-Pétersbourg était couverte de quelques cabanes de pêcheurs, sur le sol de la Suède. L'énergie du peuple, le talent militaire de quelques rois et les divisions des États voisins avaient placé la pauvre petite nation au rang de grande puissance européenne. Les princes du voisinage regardaient d'un œil d'envie cette prééminence de la Suède, et lorsque, après la mort de Charles XI, le sceptre passa entre les mains de son fils Charles XII (1697-1718), âgé de seize ans, et que celui-ci, avec l'aide du conseiller d'État Piper, eut écarté le gouvernement de tutelle constitué par son père, et pris en main un pouvoir absolu avec le consentement des états, le moment parut favorable pour briser à tout jamais la prépondérance de la Suède. Comment un jeune roi, inexpérimenté et mal élevé, pourrait-il résister aux trois puissants souverains de Russie, de Pologne et de Danemark, qui venaient de former une alliance étroite contre la Suède (1699) par l'intermédiaire du Livonien Patkul, mécontent de la domination suédoise? Le czar de Russie Pierre le Grand désirait prendre pied sur le littoral de la mer Baltique ; le roi électif de Pologne, Frédéric Auguste II (1697-1733), électeur de Saxe, ambitionnait la possession de la Livonie et le roi de Danemark Frédéric IV (1699-1730) qui, à la même époque, succéda à Christian V (§ 29), espérait regagner, avec le secours de ses confédérés, les pro-

vinces qu'il avait perdues par la paix de Copenhague (§ 28), et en même temps conquérir le Schleswig qui appartenait au duc Frédéric de Holstein-Gottorp, gendre de Charles XII, et que les Danois convoitaient depuis longtemps.

§ 82. *La Russie sous la maison des Romanow.* Lorsque la dynastie de Rurik se fut éteinte dans la personne de Féodor, la Russie resta quelque temps livrée à l'arbitraire et à la violence. Boris (1598-1605), élevé au rang de czar par les boyards, était un prince juste, attaché au développement du commerce et au progrès. Mais lorsqu'un moine défroqué, du nom de Grégoire se fit passer pour le frère de Féodor, Démétrius, tué longtemps auparavant, et, avec l'aide des Polonais, s'empara d'une partie de la Russie, Boris perdit courage et s'empoisonna. Les Polonais occupèrent alors Moscou et le Kremlin et secondèrent leur protégé qui prit le titre de czar. L'assassinat du fils de Boris signala le commencement du règne du faux Démétrius (1605-1606). Mais la domination de l'audacieux imposteur ne dura que treize mois. Sa prédilection pour la Pologne et pour le catholicisme romain excita un mécontentement qui éclata en une révolte où il perdit la vie. Pendant la période d'anarchie qui suivit, trois faux Démétrius abusèrent encore la nation; les seigneurs divisés se querellèrent, la Pologne et la Suède étendirent leurs frontières au détriment de la Russie. Une partie des boyards ayant été jusqu'à proclamer czar le prince polonais Wladislaw Wasa, on crut que les couronnes de Russie et de Pologne allaient être réunies sur une seule tête; mais l'arrogance des Polonais qui étaient maîtres de Moscou et la différence des mœurs et de la religion firent échouer ce projet. Des conjurations, des trahisons et des assassinats remplirent Moscou de sang et y semèrent la défiance. Les boyards, fatigués de ces désordres, rappelèrent enfin leur courage, chassèrent les Polonais du Kremlin et s'entendirent pour élire Michel Romanow, le jeune fils de l'évêque métropolitain de Moscou, qui descendait par sa mère de l'ancienne

famille des czars (1613). Une assemblée composée de députés de la noblesse, du clergé et des villes élabora une constitution en vertu de laquelle Michel (1613-1615) obtint un pouvoir absolu pour lui et ses descendants. Avec lui commence la dynastie des Romanow, à laquelle la Russie est redevable de sa prospérité et de son rang de grande puissance. La modération et la douceur de Michel le rendaient propre à guérir les blessures intérieures. Il régularisa les frontières par des traités de paix avec la Pologne et la Suède, il dut laisser plus d'une conquête à ces puissantes voisines, mais plus tard les Russes reprirent tout avec usure. Par la grande guerre de Pologne (§ 27), Alexis Romanow (1645-1676), fils de Michel, acquit déjà Smolensk et d'autres localités et obligea les Cosaques belliqueux à reconnaître la souveraineté de la Russie; mais il dut leur laisser le choix de leur hetman et leur constitution militaire-démocratique. Alexis ouvrit au commerce des voies vers la Perse et la Chine, favorisa l'industrie et répandit la civilisation européenne. Son fils aîné Féodor (1676-1682) fit un grand pas vers la toute-puissance impériale en anéantissant le régistre généalogique (rosrad) sur lequel s'appuyaient les prétentions des familles nobles (1632). Après sa mort, les Strélitz changèrent, par un soulèvement, l'ordre de succession au trône établi par Féodor et conférèrent le pouvoir à l'imbécile Iwan II (1682-1689), dont la sœur Sophie, qui avait excité la révolte, fut nommée corégente; mais lorsque Pierre, fils cadet d'Alexis, eut atteint sa dix-septième année, il revendiqua son droit, fit enfermer sa sœur dans un couvent et prit d'une main ferme les rênes du gouvernement autocratique.

§ 83. *Pierre le Grand* (1689-1725). Le jeune czar Pierre était un homme extraordinaire; il était doué d'une élasticité qui semblait ne pouvoir jamais être paralysée et d'un amour de la vérité qui ne se laissait égarer par aucun préjugé politique ou religieux. Son ambition, si haute qu'elle fût, ne le porta jamais à la présomption; son grand projet de monarchie ne lui inspira jamais la misérable avidité du conquérant; dans l'exécution de tous ses desseins, il était aussi actif que constant. Les voyages, le commerce d'hommes de toute espèce, les

expériences personnelles lui servaient de moyens de culture. Le capitaine Lefort de Genève lui apprit le premier l'organisation des pays civilisés de l'Europe, ce qui lui inspira le désir d'introduire un ordre semblable dans sa patrie. Depuis lors, tous ses efforts tendirent à transformer en un État européen l'empire russe, qui avait été jusque-là un État asiatique. A cet effet, il favorisa l'immigration d'ouvriers, de marins et d'officiers étrangers, en dépit des préjugés nationaux de ses compatriotes; puis il entreprit, à la suite d'une ambassade qui avait Lefort pour chef, son premier voyage en Hollande et en Angleterre, pour y apprendre l'architecture navale (1697). A Saardam, non loin d'Amsterdam, il travailla chez un charpentier, et en Angleterre, il entra surtout en relation avec les marins sur les chantiers. Les ateliers des artistes et des artisans, les moulins, les digues, les machines enchaînaient l'attention du jeune souverain. En Angleterre, il fut tellement saisi d'admiration devant la marine, qu'il s'écria : Si je n'étais pas czar de Russie, je voudrais être amiral anglais! Lorsqu'il quitta ce pays pour se rendre par Vienne à Venise, il envoya dans sa patrie un grand nombre de marins, de chirurgiens et d'artistes. Mais à peine était-il arrivé à Vienne (1698), qu'un soulèvement des Strélitz, qu'avaient provoqué les seigneurs hostiles aux nouveautés et aux étrangers, l'obligea à revenir en hâte. La révolte fut comprimée et les coupables punis avec la dernière rigueur. Les pendaisons et les décapitations durèrent plusieurs semaines; le czar même y mit la main. Son ambitieuse sœur Sophie, qui avait particulièrement trempé dans le soulèvement, languit jusqu'à sa mort (1704) dans un étroit cachot qui ne recevait la lumière que par une seule fenêtre grillée, devant laquelle Pierre fit planter les têtes des conjurés, en sorte qu'elle n'avait devant les yeux que les restes de ces infortunés. Car malgré ses efforts pour introduire en Russie la civilisation européenne, malgré le costume européen qu'il portait et qu'il prescrivit à ses sujets, Pierre resta un barbare adonné à l'eau-de-vie, grossier dans ses désirs et frénétique dans sa colère. Cette révolte favorisa son dessein de remplacer peu à peu l'organisation militaire de la Russie par l'organisa-

tion européenne. Il institua deux gardes, créa une cavalerie dans la noblesse et forma une infanterie des recrues que les religieux et les seigneurs devaient lui fournir. Des officiers étrangers au service de la Russie exercèrent les troupes et perfectionnèrent l'artillerie. Ainsi, dans la guerre des Turcs, il put déjà prendre pied aux bords de la mer d'Asow, tandis que, par la paix de Carlowitz (§ 60), il enlevait à la Porte la ville d'Asow, conquise avec l'aide des généraux brandebourgeois, autrichiens et hollandais. Quel fut l'étonnement des Turcs, quand ils virent tout à coup entrer une frégate russe dans le port de Constantinople! Bientôt la guerre de Suède ouvrit aussi aux Russes la mer Baltique.

§ 84. *Pologne.* Lorsque le roi Jean Sobieski (§ 60) après avoir fait de vains efforts pour régler les conditions d'existence de la Pologne et refréner l'arrogance de la noblesse, fut mort, brisé par ses chagrins domestiques, une nouvelle lutte électorale s'ouvrit entre les partisans d'un prétendant français et le parti de l'électeur de Saxe, Frédéric-Auguste le Fort (1696). Celui-ci remporta la victoire, parce que les ressources qu'il avait tirées de la vente d'emplois et de villes surpassaient celles de son compétiteur. Frédéric-Auguste, célèbre par sa force physique, par sa galanterie et son faste, fut proclamé roi de Pologne le 28 juin 1697, après être entré dans le giron de l'Église catholique, à la grande joie de la cour de Rome, et avoir acheté un sceptre impuissant, au prix d'une renonciation à sa grande position de prince protestant en Allemagne, à l'amour et à la confiance d'un peuple fidèle. La noblesse polonaise, qui possédait seule des droits civiques, tandis que le paysan languissait dans une dure servitude et que la bourgeoisie ne parvenait pas à sortir de sa situation inférieure, profita de chaque lutte électorale pour étendre ses droits de corporation et restreindre le pouvoir royal par des capitulations (*pacta conventa*) jusqu'à ce qu'enfin l'État eût pris la forme d'une république aristocratique, dans laquelle le chef élu n'était guère qui l'exécuteur des résolutions diétales. Les passions de parti, les confédérations, les délibérations orageuses qui ont rendu la diète de Pologne proverbiale, composèrent la vie politique; la nation

resta étrangère aux progrès de la culture européenne; elle persista dans les formes du moyen âge avec leur séparation rigoureuse des classes, tandis que le reste de l'Europe s'efforçait de renverser ces bornes et d'amener une fusion de tous les citoyens. Le haut clergé partageait les priviléges de la noblesse, le bas clergé avait l'ignorance et la superstition des serfs; les juifs nombreux et malpropres étaient en possession du petit commerce et du peu d'industrie. Les neuf dixièmes des habitants étaient des paysans livrés à l'arbitraire de leurs seigneurs. Les corvées augmentèrent jusqu'à quatre jours par semaine; la brutalité de la dépendance personnelle dépassait toute mesure.

§ 85. *Marche triomphale de Charles XII.* L'alliance conclue, Frédéric Auguste s'avança avec une armée saxonne vers les frontières de la Livonie (1699), où la noblesse, sous la conduite de Patkul, semblait disposée à se soustraire à la domination de la Suède, et menaça Riga, tandis que les Russes envahissaient l'Esthonie et assiégeaient Narwa et que Frédéric IV de Danemark attaquait le duc de Holstein-Gottorp. Mais combien l'Europe s'étonna de voir le jeune roi de Suède déployer subitement un remarquable talent militaire. Indigné des procédés injustes de ses adversaires, il fit voile promptement vers l'île de Seeland (1700) avec sa brave armée et une flotte augmentée de vaisseaux anglais et hollandais; il assiégea aussitôt Copenhague et répandit un tel effroi parmi les Danois, que le roi Frédéric, au bout de quelques semaines, renonça, par la paix de Travendal (18 août), à l'alliance contre la Suède et promit de dédommager le duc de Holstein. Le noble désintéressement avec lequel Charles

refusait tout avantage personnel, accrut l'admiration pour le jeune héros, et la discipline sévère de son armée lui gagna l'affection des peuples. Charles tourna ensuite ses armes contre ses autres adversaires. Le 30 novembre, avec 8,000 Suédois, il battit, devant Narwa, l'armée russe dix fois plus forte et prit 105 canons. Il laissa fuir la plupart des prisonniers. Puis, il se dirigea vers la Courlande en passant par la Livonie d'où les Saxons s'étaient retirés avant son arrivée, dispersa une armée russe-saxonne et menaça les Polonais d'une guerre s'ils refusaient de déposer leur roi. La « République » de Pologne déclara qu'elle n'avait ni approuvé ni secondé l'invasion de Frédéric Auguste en Livonie, mais elle repoussa la prétention du roi de Suède et demanda la reconnaissance de sa neutralité. Charles persista obstinément dans son projet d'enlever la couronne à l'électeur de Saxe qui, en attendant, avait renouvelé son alliance avec le czar (1701). Sans s'engager dans des négociations avec lui, il s'avança en Pologne et se trouva en peu de jours devant Varsovie (1702). La bourgeoisie tremblante lui remit les clefs de la capitale et paya la contribution de guerre qui lui fut imposée. Après la victoire remportée à Clissow sur l'armée saxonne-polonaise, victoire qui coûta la vie à son beau-frère, le duc de Holstein-Gottorp, Charles prit aussi possession de Cracovie (juillet) et poursuivit ensuite ses adversaires dans la Prusse polonaise, en repoussant toutes les représentations de ses amis, tous les projets de médiation des Polonais désunis, toutes

les propositions de paix de Frédéric Auguste. Lublin, Pultusk, Thorn, Elbing et Dantzig tombèrent l'année suivante (1703) entre ses mains, en sorte qu'il eut la grande partie de la république en son pouvoir et qu'il put réclamer avec plus de succès la détronisation de l'électeur. Le parti hostile aux Saxons, le cardinal primat en tête, déclara, dans une assemblée tenue à Varsovie, le roi Frédéric Auguste déchu, parce qu'il avait engagé la Pologne dans une guerre fatale et introduit, malgré la capitulation, des troupes saxonnes dans le pays. Le protégé de Charles, *Stanislas Lesczinski*, vayvode de Posen, fut ensuite proclamé roi dans une assemblée électorale entourée de soldats suédois (12 juillet 1704). Frédéric Auguste était parvenu à faire échouer le plan primitif du roi de Suède de placer la couronne sur la tête d'un fils de Jean Sobieski, qui habitait aux environs de Breslau; il le fit arrêter soudainement et emmener à Leipzig. Mais quoique Stanislas eût été couronné l'année suivante par l'évêque de Lemberg, sa position n'était nullement assurée; car ce n'était pas seulement un parti saxon, mais aussi un parti russe qui était contraire à son élévation, et Pierre, aussi bien que Frédéric Auguste, levait des troupes considérables pour renverser le protégé de leur ennemi. Stanislas ne pouvait donc se maintenir que par le succès persistant des armes suédoises.

§ 86. *Charles XII en Saxe.* Pour empêcher la jonction projetée des Russes et des Saxons, Charles s'avança péniblement en Galicie et conquit Lem-

berg. Frédéric Auguste s'en prévalut pour marcher en hâte sur Varsovie dont il s'empara et dont il châtia la défection. Mais lorsque Charles accourut au secours de la capitale, les Saxons durent de nouveau céder ; leur général Schulenbourg fit une retraite si savante, qu'ils arrivèrent au delà de l'Oder sans avoir souffert aucun dommage de la part des Suédois qui les poursuivaient. Charles se tourna ensuite vers la Lithuanie et la Volhynie d'où il obligea les Russes à se retirer, malgré les difficultés et les fatigues que lui occasionnèrent l'hiver, le sol marécageux, la pauvreté du pays et les forces supérieures de l'ennemi. Son brave général Rhenskjœld ayant battu les Saxons à Fraustadt (13 février 1706), il réunit les deux armées pour attaquer Frédéric Auguste dans son propre pays. Il s'avança par la Silésie en Lusace, et se trouva bientôt au cœur de la Saxe, qui fut horriblement maltraitée, malgré la sévère discipline de Charles. Les habitants du plat pays s'enfuirent dans les villes ; la famille royale chercha un abri à l'étranger, et quoique Auguste, pour sauver sa patrie, eût consenti à la honteuse paix d'Altranstædt (24 septembre 1706), par laquelle il s'engageait à renoncer pour lui et ses successeurs à la couronne de Pologne, à dissoudre son alliance avec le czar, à mettre en liberté les fils de Sobieski et à livrer l'agent de Pierre à la cour de Saxe, le Livonien Patkul, au roi de Suède qui le fit mourir cruellement sur la roue (10 octobre 1707), les troupes ennemies restèrent encore toute une année en Saxe, au grand dommage du pays, qui eut

beaucoup à souffrir, non seulement des logements militaires et des impôts de guerre, mais encore de la prodigalité de la cour de Dresde.

Le règne de Frédéric Auguste II fut désastreux pour la Saxe. La corruption des gentilshommes pour obtenir un simulacre de couronne, l'entretien d'une garde royale, la guerre malheureuse et le faste de l'électeur nécessitèrent des dépenses au dessus des ressources du pays. Pendant que les états approuvaient en soupirant les hauts impôts et que le paysan appauvri mourait presque de faim, l'électeur allait de fête en fête et dissipait des sommes énormes dans ses châteaux de plaisance, sans compter ce que lui coûtait l'entretien de ses maîtresses et de ses enfants naturels. Charles XII formait un contraste remarquable avec l'électeur; il avait une nature complète de soldat; sa sobriété allait si loin qu'il s'abstenait de toute boisson spiritueuse et se contentait en campagne de la maigre nourriture de l'armée; en été comme en hiver il portait le même costume simple, un long habit d'uniforme à boutons de cuivre et de grandes bottes à l'écuyère; dans les marches et au combat, il se soumettait aux plus grandes fatigues et aux plus grandes privations et s'exposait aux plus grands dangers; il évitait le commerce des femmes; la vie des camps avait seule du charme pour lui; le tumulte de la bataille, le sifflement des balles, le hennissement des chevaux plaisaient plus à ses oreilles que le bruit des opéras et des concerts. — Dans son embarras (§ 74), Louis XIV aurait volontiers fait alliance avec le roi de Suède; mais Charles XII haïssait la tyrannie du roi de France et ses violences contre les huguenots, lui protestant zélé qui, à la même époque, s'employait auprès de l'empereur en faveur de ses coreligionnaires en Silésie et, secondé par les circonstances, obtenait quelques concessions religieuses.

§ 87. *Pultawa.* Tandis que Charles XII poursuivait obstinément son dessein de détrôner Frédéric

Auguste, Pierre profita de l'absence des troupes suédoises pour s'emparer de l'Ingermanie et d'une partie de la Livonie et de l'Esthonie, et pour prendre pied sur le littoral de la mer Baltique. Il construisit les forteresses de Schlusselbourg et de Cronstadt, fit dessécher par des serfs, avec des peines indicibles, les marais de la Néwa et jeta les fondements de la nouvelle résidence de Saint-Pétersbourg (1703). Des nobles, des marchands et des artisans durent s'y transporter avec leurs familles, de Moscou et d'autres villes ; on encouragea également l'immigration d'étrangers. Bientôt des vaisseaux hollandais remontèrent la Néwa et établirent des relations directes avec la Russie. — Le czar eut sujet de craindre pour sa nouvelle création, lorsque Charles XII, qui avait surpris son ancien adversaire par une visite inattendue, vint de Dresde en Pologne pour tourner ses armes victorieuses contre son dernier et son plus puissant ennemi. Mais par bonheur pour Pierre, Charles, au lieu de porter la guerre dans les pays de la Baltique, résolut de marcher sur Moscou et de pénétrer au cœur de la Russie. Il enleva Grodno et Wilna, traversa la Bérésina et prit la route de Smolensk (1708). Aucune armée russe ne put résister au roi téméraire qui franchissait des fleuves et des marais sans chemins. Cependant il y eut un retour dans la carrière de Charles. Au lieu d'attendre son général Lœwenhaupt, qui se dirigeait vers lui avec des troupes fraîches et qui apportait des vêtements et des provisions à l'armée épuisée, il se laissa persuader par l'ancien hetman

des Cosaques, *Mazeppa,* qui voulait s'affranchir, avec le secours de la Suède, de la souveraineté de la Russie, et qui promettait au roi des troupes auxiliaires et des vivres abondants, d'entreprendre une marche des plus pénibles à travers les forêts et les steppes immenses de l'Ukraine. Les Russes eurent ainsi l'occasion de diriger toutes leurs forces contre Lœwenhaupt, et malgré les preuves brillantes que celui-ci donna de son talent de général, il ne put atteindre le roi qui se hâtait de marcher en avant, qu'après avoir sacrifié toute son artillerie, ses bagages et ses provisions. Aux pluies d'automne qui engendraient des maladies et détruisaient les chemins, succéda un hiver extrêmement rude (1708-9). Néanmoins Charles poursuivit sa marche malgré toutes les représentations. Quoique les promesses de Mazeppa ne se fussent pas réalisées, et que les Cosaques se montrassent peu soucieux de se soustraire au protectorat de la Russie, il courait à sa perte avec une aveugle opiniâtreté. Beaucoup de ses soldats aguerris succombèrent aux rigueurs de la saison; des milliers d'hommes eurent les mains ou les pieds gelés; les troupes ennemies qui les poursuivaient et profitaient pour les attaquer de chaque position désavantageuse, paralysaient le courage de l'armée, et la diminution des subsistances brisait les forces des plus robustes. Enfin Charles résolut de faire le siége de la forte capitale de Pultawa; mais le manque d'artillerie fit traîner les opérations en longueur; au bout de quelques mois, Pierre lui-même arriva devant Pultawa avec une

armée imposante et obligea le roi de Suède, qui avait reçu une blessure au pied peu de temps auparavant, à se mesurer avec lui. La BATAILLE DE PULTAWA, (8 juillet 1709) fut décisive contre la Suède. Rhenskjœld qui en avait réglé le plan, Piper et un grand nombre d'officiers du plus haut grade, furent faits prisonniers; les bagages et la riche caisse militaire tombèrent dans les mains de l'ennemi. Charles XII, vainqueur de trois rois, ne fut plus qu'un fugitif abandonné ; il ne parvint que par une fuite des plus fatigantes à se sauver avec 2,000 compagnons dans une steppe sans abri sur le territoire de la Turquie, et il venait à peine de traverser heureusement la rivière frontière du Bug près d'Oczakow, lorsque les Russes arrivèrent sur l'autre rive. Lœwenhaupt rassembla le reste des fuyards; mais comme l'absence de vivres et d'artillerie empêchait toute retraite, il se rendit avec 16,000 hommes. Aucun des braves soldats ne revit sa patrie; ils furent dispersés dans le vaste empire et moururent, les uns dans les mines de la Sibérie, les autres sur les chemins, où ils mendiaient. Ainsi fut anéantie l'armée héroïque, aussi admirable dans les souffrances que dans les batailles.

§ 88. *Charles XII en Turquie.* Charles XII fut accueilli avec considération et traité généreusement par les Turcs. Dans son camp devant Bender il vécut royalement comme l'hôte du sultan. Mais l'idée de retourner vaincu et sans armée dans ses États, répugnait à son âme orgueilleuse. Il voulut contraindre les Turcs à faire la guerre à la Russie et

traverser ainsi à leur tête les États de ses ennemis. Pendant qu'il perdait à cet effet son temps et ses forces et qu'il employait tous les moyens pour gagner à ses projets les Turcs qui avaient de l'éloignement pour la guerre, ses trois adversaires renouvelèrent leur alliance contre la Suède. Frédéric Auguste déclara le traité d'Altranstædt non avenu et, après l'expulsion de Stanislas Lesczinski, reprit possession du trône avec l'assistance de la noblesse polonaise; le czar Pierre étendit ses conquêtes de la mer Baltique sur l'Esthonie, la Livonie et une partie de la Finlande, et le roi de Danemark débarqua sur les côtes de Schonen d'où cependant il fut bientôt repoussé par une petite troupe de paysans sous le commandement ds Stenbock. Enfin, le projet de Charles XII sembla sur le point de se réaliser. Son plénipotentiaire à Constantinople, l'habile Polonais Poniatowski parvint par des intrigues de cour à obtenir l'éloignement de deux grands visirs et la déclaration de guerre contre la Russie. Déjà une armée turque s'avançait dans la Moldavie (1711) où le czar s'était laissé attirer par les promesses de l'hospodar, comme Charles s'était laissé entraîner dans l'Ukraine par Mazeppa. Sur le Pruth, l'armée russe se trouva dans une situation si déplorable, qu'elle aurait été faite prisonnière sans coup férir, si la femme de Pierre, Catherine, qui, d'ancienne esclave du ministre Menzikoff s'était élevée au rang de souveraine de toutes les Russies, n'avait pas découvert le moyen d'amener, par la corruption, le grand visir à conclure une paix par laquelle Pierre

ne s'engagea qu'à restituer Azow, à raser les fortifications de Taganrog et à permettre au roi de Suède de traverser ses États. Charles XII écuma de rage en voyant reculer plus que jamais le but dont il se croyait si près. Pourtant il persista dans ses desseins et resta à Bender, ou plutôt à Warnitza, même après que la Porte lui eut refusé l'hospitalité, lui eut retiré les secours pécuniaires qu'elle lui avait offerts jusque-là et lui eut ordonné de quitter le territoire turc. Il se fit payer les frais du voyage et resta cependant. Enfin, les janissaires assiégèrent son camp, incendièrent ses baraques où il se défendit comme un lion et le firent enfin prisonnier (18 février 1714). Il resta plus de dix mois encore en Turquie et consuma ses forces dans un puéril entêtement. Aussi commença-t-on à le regarder comme fou. Ce fut seulement quand on lui apprit que les possessions allemandes jusqu'à Stralsund et Wismar étaient aussi entre les mains des ennemis et que les Suédois avaient l'intention de nommer un régent, qu'il quitta la Turquie où il avait séjourné cinq ans et arriva tout à coup devant les portes de Stralsund (27 novembre 1714) après un voyage de quatorze jours qu'il avait poursuivi sans interruption, la plupart du temps à cheval, à travers la Hongrie et l'Allemagne.

§ 89. *Mort de Charles XII.* Pendant ce temps, les Suédois avaient courageusement résisté à leurs nombreux ennemis. Pour la deuxième fois, Stenbock vainquit à Gadebusch l'armée danoise, vingt fois plus forte que la sienne (20 décembre 1712), conquit

et brûla Altona (1713); mais ayant pénétré plus avant à travers le Holstein, il fut fait prisonnier et resta jusqu'à sa mort (1717) enfermé dans un étroit cachot à Copenhague. Comment le pays affaibli par quatorze années de guerre et dépouillé de ses provinces les plus fertiles, aurait-il pu soutenir la lutte contre les forces combinées des cinq États voisins (car la Prusse et le Hanovre se joignirent aussi aux autres confédérés)? C'est pourquoi Charles, après les plus grandes fatigues et le sacrifice de ses plus vaillantes troupes, dignes d'un meilleur sort, dut rendre la ville de Stralsund et retourner en Suède (décembre 1715). Toute la Poméranie, avec l'île de Rugen conquise par le brave Léopold de Dessau, tomba aussitôt au pouvoir de la Prusse. La Suède perdit aussi Wismar, sa dernière possession en Allemagne. Le roi obstiné ne voulait cependant pas encore entendre parler de paix. D'après le conseil de l'inventif et intrigant baron de Gœrtz, qui était passé du service holsteinois à celui de la Suède, et qui était partisan de la continuation de la guerre, afin d'obtenir une paix avantageuse, le roi, pour couvrir les frais de nouveaux armements, fit frapper de la monnaie de bas aloi qu'il distribua avec toute sa valeur nominale (1716); puis, au mois de février, il s'avança en Norwége. Mais le climat, la nature et la bravoure des habitants lui opposèrent tant de difficultés, qu'il fut bientôt obligé de faire retraite. Gœrtz chercha alors à négocier une paix spéciale avec l'empereur, qui était mécontent de ce que l'électeur de Hanovre

(Georges Ier d'Angleterre) se fût mis en possession de Brême et de Verden; en même temps il prépara avec Alberoni (§ 80) un complot pour rétablir les Stuarts sur le trône d'Angleterre; mais avant la fin des négociations avec Pierre (1718), Charles XII, que l'inquiétude poussait sans cesse en avant, entra de nouveau en Norwége avec deux corps d'armée : le plus petit, conduit par Armfeld, dirigea ses attaques contre Drontheim, mais il dut se retirer sans avoir rien fait, à cause de la rigueur de l'hiver (janvier 1719) et succomba au froid, à la faim et à la fatigue sur les montagnes couvertes de neige et de glace. Avant qu'il eût gravi les hauteurs du nord, le roi avait trouvé la mort devant les murs de Frédéricshall, qu'il avait assiégés au milieu de l'hiver. Il fut tué la nuit, tandis qu'adossé à un parapet, il regardait les ouvriers dans les tranchées (11 décembre 1718). La balle qui mit fin à ses jours venait sans doute d'un assassin. La mort de Charles eut pour conséquences en Suède une réforme de la constitution, une série de traités désavantageux avec les puissances coalisées et l'assassinat juridique du ministre Gœrtz.

### *Situation intérieure.*

§ 90. *Suède.* La noblesse suédoise, fatiguée depuis longtemps du despotisme militaire, profita de la querelle de succession au trône pour rentrer dans les droits qui lui avaient été enlevés par Charles XI. Avant que la sœur cadette de Charles XII, Ulrique-Éléonore et son époux Frédéric de Hesse-Cassel fussent élevés au trône par les états qui s'attribuèrent

de nouveau leur ancien droit électoral et écartèrent l'héritier légitime Charles-Frédéric de Holstein-Gottorp, fils de la sœur aînée de Charles XII, ils durent renoncer au pouvoir absolu et non seulement consentir au rétablissement de l'ancienne constitution, mais encore accorder au conseil d'État aristocratique nouvellement institué une position tellement indépendante, que celui-ci devint peu à peu une corégence. Comme comité permanent des états, auxquels la souveraineté fut attribuée, le conseil d'État n'était responsable que devant ceux-ci. Il en résulta que, petit à petit, toute l'autorité gouvernementale appartint au conseil d'État qui décidait à la majorité des voix; le titre de roi ne fut plus qu'un vain honneur. La constitution de la Suède devint une oligarchie oppressive; le conseil d'État, au sein duquel le roi n'avait que deux voix, prononçait sur toutes les affaires du gouvernement et pourvoyait aux emplois supérieurs de l'armée, de la justice et de l'administration. Gœrtz, le conseiller détesté de Charles XII, fut la première victime du parti de la noblesse qui, vraisemblablement, avait aussi été l'auteur de l'assassinat du roi. Sans avoir été convaincu des crimes d'État dont on l'accusait, il fut condamné à mort à la suite d'une procédure injuste et très partiale, et exécuté d'une d'une manière cruelle. Afin que le conseil d'État pût jouir en paix du pouvoir qu'il venait d'acquérir, il conclut avec les puissances liguées contre la Suède des traités de paix (1719-21) pour la conclusion desquels la noblesse consulta plus son égoïsme que l'intérêt et l'honneur du pays. Depuis lors la Suède disparut du nombre des grandes puissances et la Russie y occupa sa place.

§ 91. *Russie.* Le czar, qui prit désormais le titre d'empereur, avait acquis par la paix les riches provinces d'Ingermanie, d'Esthonie, de Livonie et une partie de la Carélie; il avait ouvert deux mers à sa marine nouvellement créée, fait de Saint-Pétersbourg, plus rapprochée que Moscou de la culture européenne, le siége du gouvernement et la capitale de l'empire. Pierre facilita les rapports sur son territoire immense en construisant des canaux et des chaussées; des relations commerciales furent nouées avec les États maritimes de l'étranger,

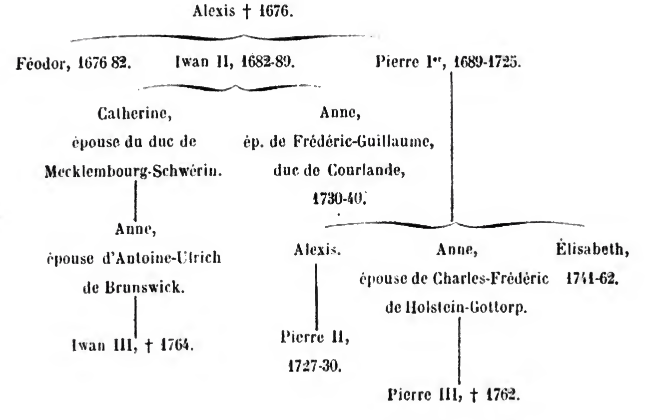
et à cet effet des ports furent créés et la navigation fut encouragée. L'industrie et les manufactures furent particulièrement favorisées, et des mines nouvellement creusées augmentèrent la richesse intérieure du pays. Il en résulta qu'à la fin de la guerre de vingt-deux ans, la Russie fut non seulement libre de dettes, mais capable financièrement d'entreprendre immédiatement après une guerre commerciale contre la Perse (1722-24). Toute l'administration de l'empire fut aussi transformée par Pierre. Au lieu de l'ancienne cour de boyards, le Sénat dépendant de l'empereur et nommé par lui devint la cour supérieure de Saint-Pétersbourg, et dans les ukases il ne fut plus fait mention dorénavant de l'approbation des boyards à la volonté du souverain. Dix nouveaux conseils de gouvernement ayant un cercle d'action déterminé dirigèrent l'administration dans les provinces. Une police organisée sur le modèle de la police française protégeait la capitale; malheureusement Pierre s'imagina qu'une chancellerie d'inquisition était également nécessaire à une bonne police, et il laissa subsister cette horrible institution fondée par Iwan Wasiliewitch. Les rapports du servage furent également réglés d'une manière fixe, et les seigneurs obtinrent la faculté non seulement de vendre les paysans avec le sol, mais aussi de les appliquer, à leur gré, aux travaux domestiques ou manufacturiers. Une Académie des sciences fut fondée à Saint-Pétersbourg; mais le peuple inculte ne tira aucun profit de ses recherches. L'une des innovations les plus fécondes de Pierre fut la suppression du patriarcat (1700) et l'érection du saint-synode qui recevait des instructions de l'empereur, son président. Depuis ce moment, l'Église et l'État se trouvèrent sous un régime militaire. Si Pierre avait exécuté son projet de donner à tout l'empire un code général, l'organisation de l'État aurait été complète. — Malgré tout ce qu'il fit pour civiliser son pays, Pierre lui-même resta jusqu'à la fin de sa vie un despote adonné à l'ivrognerie et aux plaisirs grossiers. Un second voyage qu'il fit en Allemagne, en Hollande et en France, avec l'impératrice Catherine, montra à quel point les mœurs russes étaient encore en arrière de la culture européenne; la conduite

de Pierre envers son fils unique Alexis, sur lequel il avait reporté l'aversion que lui avait inspirée sa mère répudiée, atteste la dureté de cœur du puissant autocrate. Alexis avait perdu l'amour de son père par son indocilité; il avait critiqué les innovations de Pierre, s'était entouré d'amis de l'ancien régime et avait exprimé l'intention de transférer de nouveau sa résidence à Moscou. En vain Pierre chercha à le rendre sympathique à la civilisation européenne en lui faisant épouser une princesse allemande; il persista dans son sentiment et finit par s'enfuir de l'empire. Pierre, soucieux du maintien de ses institutions, le fit arrêter; il fut ramené dans sa patrie et condamné à mort. On ignore si Alexis fut supplicié ou s'il mourut avant l'exécution du jugement (1722). Un ukase laissa alors à l'empereur régnant le soin de désigner son successeur. Ainsi la notion de légitimité disparut de l'empire; la succession au trône devint arbitraire, dépendante du caprice du czar.

La mort de Pierre le Grand (1725) amena une série de gouvernements chancelants et de changements de règnes orageux, qui rappellent l'empire de Rome et de Byzance. Menzikoff qui s'était élevé de la condition la plus basse au rang de favori de l'empereur et de ministre tout-puissant, procura la couronne à son ancienne servante, l'impératrice Catherine (1725-1727) et exerça sous son nom un pouvoir absolu; et lorsque Catherine Ire mourut, après avoir, par le conseil de Menzikoff, désigné pour son successeur Pierre III (1727-1730), fils mineur d'Alexis, cet ambitieux homme d'État s'empara de la régence et songea à faire entrer la couronne impériale dans sa famille par le mariage de sa fille avec le jeune prince. Mais Dolgoroucki, seigneur et compagnon de chasse de Pierre II, renversa l'audacieux parvenu. Menzikoff passa avec sa famille le reste de ses jours en Sibérie et, de ses millions, il ne garda qu'une petite pension. Le chagrin le précipita bientôt au tombeau (1729). La domination de Dolgoroucki, qui, en sa qualité de chef du conseil d'État, dominait le sénat et les conseils du gouvernement presque aussi complétement que l'avait fait Menzikoff, ne fut pas non plus de longue durée. Avant même l'accomplissement du mariage projeté entre l'empereur et une sœur d'Iwan Dol-

gorouckі, Pierre II mourut, et la nièce de Pierre le Grand, Anne, duchesse douairière de Courlande, qui lui succéda (1730-1740) ne respecta pas longtemps la capitulation par laquelle les Dolgoroucki et leurs partisans espéraient affermir leur règne oligarchique. Confiante dans les vœux du peuple et de la basse noblesse qui voyaient avec envie la propondérance de ces familles aristocratiques, elle anéantit la capitulation restrictive, rétablit l'absolutisme impérial et se reposa entièrement sur son favori Biron à qui elle conféra le titre de duc de Courlande, et sur les deux Allemands énergiques Ostermann et Munnich. Les Dolgoroucki et les Galitzin furent éloignés de la cour, et comme ils firent de nouvelles tentatives pour ressaisir leur pouvoir perdu, ils finirent leurs jours, les uns sur l'échafaud, les autres en Sibérie. Ostermann dirigea ensuite les affaires étrangères, et Munnich, formé à l'école du prince Eugène, rendit à l'armée et à la marine leur ancien éclat. Dans la guerre contre les Turcs, conduite en commun avec l'Autriche, Munnich fit preuve d'un grand talent, mais il sacrifia des milliers d'hommes à l'exécution de ses plans hardis. Il conquit la Crimée et occupa la Moldavie, et quoique la paix honteuse que l'Autriche conclut précipitamment à Belgrade (§ 99) obligeât aussi la Russie à rendre ce qu'elle avait conquis, à l'exception de la ville d'Azow regagnée, Munnich avait montré par quelle voie la Russie pouvait étendre ses frontières. Anne choisit pour successeur le fils de sa nièce du même nom, Iwan alors âgé de quelques mois seulement ; son favori Biron devait avoir la régence pendant la minorité. Mais Munnich, fatigué du parvenu incapable et arrogant, amena sa chute. Biron partit pour la Sibérie et les parents d'Iwan (Anne et son époux Antoine Ulrich de Brunswick-Lunebourg) prirent la régence et conférèrent à Munnich le titre de premier ministre. La discorde affaiblit pourtant leur pouvoir et favorisa le dessein conçu par Lestocq, le médecin français de la princesse Élisabeth, fille cadette de Pierre le Grand, de placer celle-ci sur le trône. Avec l'aide de la garde impériale qu'Élisabeth avait gagnée par une basse familiarité, s'accomplit en une seule nuit (décembre 1741) la révolution qui fit

arriver Élisabeth à l'empire, plongea Iwan et ses parents en prison et conduisit Munnich et Ostermann en Sibérie. Sous le règne de la voluptueuse Élisabeth (1741-1762) l'immoralité, qui avait déjà gagné la cour de Saint-Pétersbourg pendant l'administration d'Anne et de sa nièce, arriva à son plus haut degré. La domination des favoris ne fut pas moins funeste à la Russie que celle des maîtresses qui, en France, détruisait le bien-être et renversait les bases morales de l'État. Le désordre se mit dans les finances; toutes les institutions d'utilité générale tombèrent en désuétude. Élisabeth abandonnait le gouvernement à ses favoris et n'écoutait que ses passions, même dans les affaires d'État les plus importantes. Chez elle, les exercices de dévotion alternaient avec les excès et les déportements. Lestocq, qui travaillait dans l'intérêt de la Prusse, fut renversé à son tour (1748) et envoyé en Sibérie par l'ingrate souveraine. Bestucheff dirigea alors les affaires à l'avantage de l'Autriche. La mort d'Élisabeth et l'avénement de Pierre III amenèrent une nouvelle transformation. Ainsi se vérifia ce mot horrible : La constitution russe est despotique, mais tempérée par l'assassinat.



§ 92. *Pologne.* Après son rétablissement, Frédéric-Auguste II chercha à étendre l'autorité royale, avec le secours de ses Saxons et de ses alliés; mais cette tentative échoua contre la résistance de la noblesse. Une confédération générale l'obligea à éloigner les troupes saxonnes du royaume. Il réussit d'autant mieux dans son projet de se rendre maître de la noblesse et d'étouffer l'esprit militaire par l'accroissement du luxe et la corruption des mœurs. L'amour du faste, transplanté de Paris à Dresde et de Dresde à Varsovie, les débauches et les excès détruisirent toute énergie morale parmi la noblesse polonaise et furent d'autant plus funestes, qu'un raffinement extérieur s'alliait à la rudesse intérieure et à l'irritabilité sensuelle. La corruptibilité devint si générale qu'elle cessa d'être un vice déshonorant; de la culture européenne qui, partout ailleurs, faisait des pas de géant, la Pologne ne prit qu'un vernis superficiel, l'influence des femmes et la vanité entretenue par la fondation de l'ordre de l'Aigle blanc; tandis que, dans toute l'Europe, les efforts intellectuels étaient dirigés vers la tolérance religieuse et la suppression des différences confessionnelles, en Pologne l'esprit de persécution se joignit encore aux autres maux. Contrairement à la paix d'Oliva (§ 27), l'aristocratie, menée par les jésuites, chercha (1717) à enlever aux dissidents, qui passaient pour des partisans de la Suède, les droits civils et religieux dont ils étaient en possession depuis deux siècles. Une loi inconstitutionnelle leur défendit de bâtir des églises, et lorsque, dans la ville protestante de Thorn, la haine générale contre les manœuvres des disciples de Loyola éclata en un soulèvement populaire contre le collége des jésuites (1724), l'ordre prouva sa puissance par la vengeance terrible qu'il tira du magistrat et de la ville. Les deux bourgmestres Rœsner et Zernecke, avec plusieurs bourgeois des plus considérés, moururent sur l'échafaud; l'Église métropolitaine dut être cédée aux catholiques et la bourgeoisie ne parvint à apaiser la colère des jésuites qu'en payant une forte indemnité. Peu de temps avant la mort de Frédéric-Auguste II, qui n'osait prendre aucune mesure en faveur de ses anciens coreligionnaires pour ne pas avoir l'apparence de tenir secrètement à

la doctrine de Luther, tous les dissidents furent exclus de la représentation nationale aussi bien que de tous les emplois publics (1733). Faut-il s'étonner que, dans de pareilles circonstances, les dissidents tournassent des regards d'espérance vers la Russie qui s'entendit à profiter de cette dissension?

§ 93. *La guerre de succession en Pologne.* (1733 et 1734). Après la mort de Frédéric Auguste, la noblesse assemblée dans une « convocation, » jura de ne reconnaître pour roi qu'un indigène (Piast) et remit le sceptre entre les mains de Stanislas Lesczinsky qui était arrivé sous un déguisement de l'Alsace à Varsovie. Celui-ci, depuis sa fuite (§ 88), avait vécu péniblement, jusqu'au moment où le mariage de sa fille avec Louis XV de France le tira du besoin. Mais la Russie et l'Autriche favorisèrent les prétentions du fils de Frédéric Auguste qui portait le même nom que son père, tant pour écarter de la Pologne l'influence de la France, que parce que l'électeur offrait des avantages aux deux cours : à l'Autriche la confirmation de la Pragmatique Sanction (§ 99), à la Russie, le titre de duc de Courlande pour Biron (§ 91). Stanislas Lesczinsky, quoique reconnu par la majorité de la nation polonaise et assuré de l'appui de la France, n'eut pas le courage de tenir tête à son compétiteur proclamé roi à Prague, avec le secours de la Russie, par quelques gentilshommes et prélats; il s'enfuit à Dantzig où il attendit longtemps en vain une assistance de la France. Lorsque enfin le pacifique cardinal Fleury fut en état d'envoyer quelques vaisseaux, ces petites forces ne furent pas capables de repousser les Russes des

murs de Dantzig. Stanislas s'enfuit, sous le costume d'un paysan, à Kœnigsberg et de là en France, et il abandonna la couronne de Pologne à son rival. Dantzig fut rudement châtiée. Stanislas, homme aimable, mais sans énergie ni caractère, renonça à toutes prétentions au trône de Pologne et obtint le duché de Lorraine, dont le gouvernement convenait mieux à son tempérament. Pour détourner la France de la guerre dont elle menaçait l'Autriche sur le Rhin et en Italie et obtenir son accession à la Pragmatique Sanction, Charles VI consentit à des conditions de paix très défavorables, en vertu desquelles François Étienne, duc de Lorraine et gendre de l'empereur, échangea son pays héréditaire contre la Toscane dont le trône était devenu vacant par l'extinction de la maison de Médicis ; la Lorraine échut à Stanislas et, après sa mort, à la France; le royaume de Naples et de Sicile fut abandonné au prince espagnol don Carlos (§ 79).

Stanislas gouverna environ vingt-neuf ans, avec le titre de roi, à Luneville et à Nancy; aimé et estimé de ses sujets, il fut le patron des jésuites, le bienfaiteur des pauvres, le protecteur des arts et des sciences. La Pologne, au contraire, alla au devant de sa ruine complète sous le règne de Frédéric-Auguste III. La diète dite « de Pacification (1736) » déclara infâme et hors la loi quiconque introduirait dans le royaume des armées étrangères (donc saxonnes aussi) sans un consentement exprès de la république, et aggrava les lois contre les dissidents, de crainte que le roi n'eût encore quelque inclination pour la foi de sa jeunesse. Les dissentiments entre les grandes familles dégénérèrent en luttes ouvertes. Toute la grossièreté du moyen âge

régnait dans les masses, et les grands, dont la seule culture ne provenait que de voyages en France, pouvaient rarement avoir du patriotisme et du caractère véritable. Comme le roi et son ministre Bruhl briguaient la faveur de la Russie, l'influence de cette voisine menaçante devint de plus en plus puissante.

§ 94. *Prusse.* Frédéric-Guillaume (1640-88), le grand-électeur de Brandebourg, donna à ses États une impulsion vigoureuse en rapprochant du pays principal, pour former un tout, les provinces de Prusse et de Clèves (§ 27, 3) échues à la maison électorale depuis le commencement du dix-septième siècle, en favorisant les immigrations de pays civilisés (huguenots français) dans des contrées dépeuplées par la guerre de Trente ans, en encourageant l'industrie et les arts de la paix, en organisant une armée importante qui assura au pays une position indépendante. Ce prince intelligent et énergique eut pour successeur son fils Frédéric III (1688-1713) qui regardait comme le plus haut triomphe de la majesté terrestre l'éclat extérieur dont Louis XIV avait entouré la cour de Versailles. Il attachait la plus haute importance à avoir un train de cour fastueux, des équipages, des écuries, des fêtes et des cérémonies somptueuses. Il portait envie aux électeurs de Hanovre et de Saxe qui avaient obtenu une couronne royale, faveur inappréciable à ses yeux. Aussi sa joie fut-elle grande lorsque l'empereur Léopold se montra disposé à lui conférer le titre de roi en retour d'une promesse de concours actif dans la guerre de la succession d'Espagne. Après un couronnement solennel à Kœnigsberg, suivi de fêtes magnifiques (fondation de l'ordre de l'Aigle noir), le nouveau roi Frédéric Ier fit une entrée brillante dans la ville de Berlin dont il chercha à faire une résidence digne d'un roi par la construction d'édifices (château, arsenal, églises) et de monuments (statue équestre de Frédéric-Guillaume). Les sciences et les arts furent encouragés. Dans le château de plaisance de Charlottenbourg, l'intelligente et gracieuse reine Sophie-Charlotte, connue comme protectrice de Leibnitz, était constamment entourée d'un cercle de personnes

distinguées par leur esprit; à Berlin, la Société des sciences et l'Académie des arts furent fondées; à Halle, s'éleva une université remarquable par l'indépendance de son esprit. Les dépenses de la cour et l'entretien d'une armée considérable au service de l'empereur retombaient lourdement sur le malheureux pays; les bourgeois et les paysans étaient accablés d'impôts; des fonctionnaires sans conscience abusaient de la libéralité de la cour; le nouvel éclat de la maison souveraine semblait être funeste à l'État; heureusement, le prodigue Frédéric Ier eut pour successeur l'économe et même avare Frédéric-Guillaume Ier (1713-40), en tout l'opposé de son devancier. Les joyaux et les objets précieux que le père avait péniblement acquis, furent vendus par le fils pour payer les dettes; tout ce qui touchait au luxe fut proscrit de la cour, la domesticité réduite au strict nécessaire, et l'on évita toute dépense superflue. Le roi et sa cour vécurent bourgeoisement; les repas étaient simples comme les vêtements; la reine et ses filles s'occupaient de travaux domestiques. Le cercle intelligent que Frédéric Ier et son épouse avaient rassemblé autour d'eux fut remplacé par le « conseil de tabac » où Frédéric-Wilhelm et ses « bons amis » se livraient à des plaisanteries grossières aux dépens de quelques sots ou de quelques complaisants et où chacun devait avoir une pipe de tabac à la bouche; les chanteurs d'opéra et les comédiens furent congédiés; les poètes, les artistes et les savants perdirent leurs traitements en tout ou en partie; Christian Wolff, dont la philosophie scandalisait les gens orthodoxes et les dévots, reçut l'ordre de quitter Halle dans les vingt-quatre heures « à peine de la corde. » Mais si blâmables que puissent paraître la dureté, l'avarice et la tyrannie domestique, si choquant que sembla son mépris de toute culture, de toute science et de toute élégance, il faut avouer que sa trempe vigoureuse, ses vues saines et ses principes d'économie donnèrent au jeune État de la fermeté et de la solidité.

Pour soulager les bourgeois et les paysans, il supprima les taxes les plus oppressives et organisa les impôts d'une manière

plus équitable; il transforma les fiefs nobles en biens patrimoniaux et les chargea d'un impôt fixe en remplacement des chevaux de guerre fournis jusque-là; il agrandit Berlin, fit de Potsdam une ville importante et ordonna la reconstruction de localités incendiées ou déchues; il favorisa les manufactures et l'activité industrielle et défendit l'importation de fabricats étrangers; mais à cet effet il méconnut la liberté individuelle au point de faire arracher dans les rues les habillements de coton étranger que portaient les femmes et enlever des maisons les rideaux de lit de même étoffe. Il était l'ennemi déclaré de la culture et des modes françaises et ne souffrait dans ses Etats ni beaux esprits ni maîtres de langue ou de danse; il espérait maintenir, avec l'ancien costume et les coutumes traditionnelles, l'honnêteté, la modestie et la dévotion orthodoxe. Les colons étrangers, versés dans l'agriculture ou l'industrie, trouvaient auprès de lui aide et protection; le souverain, d'ailleurs si économe, donna des millions pour entretenir les protestants chassés de leur patrie par l'évêque fanatique de Salzbourg (§ 96) et pour les établir dans les régions dépeuplées de la Prusse.

Tous les actes de ce prince portent l'empreinte d'une nature âpre et rude, mais d'un sens droit et d'une intelligence pratique qui ne se laissait pas séduire par l'apparence et allait volontiers au fond des choses. Sa police était despotique, sa justice souvent arbitraire; la liberté personnelle n'était pas respectée; mais les vertus privées et la simplicité régnaient à la cour; le bien-être du peuple était le but du monarque. L'exemple du roi lui-même montrait tout ce que pouvaient l'économie, l'ordre et le bon emploi de toutes les forces; car, bien qu'il eût dépensé des sommes énormes pour sa garde de Potsdam en vue de laquelle il faisait enrôler et enlever de « grands gaillards » de tous les pays d'Europe, bien qu'il eût fondé un hôtel des cadets, un orphelinat, un hôpital et plusieurs autres instituts utiles, et acheté à très haut prix la Poméranie à la Suède (§ 90), il laissa pourtant à sa mort un trésor de plus

de huit millions d'écus, une riche argenterie, un accroissement de recettes publiques et une armée bien organisée et bien exercée par le prince Léopold de Dessau.

§ 93. *Jeunesse de Frédéric II.* Sous beaucoup de rapports, Frédéric, né en 1712, était l'opposé de son père. Tandis que celui-ci se livrait à ses chasses sauvages ou s'amusait grossièrement avec son entourage, le prince intelligent lisait les écrivains français ou jouait de la flûte, qu'il aimait passionnément. La différence de leurs caractères les éloignait l'un de l'autre. Frédéric était choqué de la tyrannie de son père envers sa famille, de sa rudesse, de sa dureté envers les domestiques et les soldats; une répulsion invincible s'enracina dans son âme, et, comme Frédéric-Guillaume, irrité de voir son fils prendre une autre voie que la sienne, cherchait à le détourner de cette direction par un exercice sévère de l'autorité paternelle, la froideur et l'éloignement augmentèrent avec les années, tellement qu'enfin, lorsque son père, par caprice, ne consentit pas à son mariage projeté avec une princesse d'Angleterre, ou, selon une autre version, avec Marie-Thérèse d'Autriche, Frédéric conçut avec quelques amis le projet de se soustraire par la fuite au despotisme paternel (1730). Un voyage du roi dans les pays du Rhin semblait leur offrir une occasion favorable. Mais une lettre de Frédéric à son confident, le lieutenant de Katte, fut surprise et trahit le secret. Le roi écuma de rage. Il fit conduire dans la forteresse de Custrin le prince héréditaire condamné à mort comme déserteur par un conseil de guerre et fit exécuter Katte devant ses fenêtres; tous ceux qui étaient seulement soupçonnés d'avoir été d'intelligence avec lui furent cruellement punis par le souverain furieux de cette atteinte à son autorité paternelle. La sœur de Frédéric (plus tard margrave de Bayreuth, connu par ses Mémoires), reçut comme confidente des coups de poing dans la figure. Ce fut seulement après que Frédéric repentant eut demandé pardon à son père et que l'empereur se fut employé pour lui, qu'il fut tiré de la forteresse, mais il dut encore travailler quelque temps à la chambre des domaines à Custrin, avant que son épée et son uniforme lui fussent rendus. Bientôt après, il épousa une princesse de

Brunswick-Bevern ; mais son esprit se trouvait à l'étroit dans les limites de la vie domestique; il voyait rarement sa femme, surtout depuis que son père lui avait cédé la petite ville de Rheinsberg où il se plaisait dans la compagnie d'amis éclairés tels que Kaiserling, Jordan, Chazot, Fouquet, etc. Il lut les ouvrages de l'antiquité dans des traductions françaises et il y puisa le noble désir d'imiter les héros de la Grèce et de Rome. Il admirait la littérature française et il conçut pour Voltaire une si grande vénération, qu'il lui écrivit les lettres les plus flatteuses et qu'il considérait comme le plus grand bonheur un commerce personnel avec un si beau génie; il entra en correspondance avec les savants et les écrivains les plus éminents du pays et de l'étranger. Aussi, son avénement au trône (1740) fut-il considéré dans toute l'Europe comme un événement de la plus haute importance, d'autant plus que ses premiers actes révélèrent un souverain libéral et éclairé.

La garde de son père fut licenciée et l'argent qu'elle coûtait fut mieux employé. Le philosophe Wolff fut rappelé de Marbourg à Halle, parce que, dans les Etats de Frédéric, « chacun pouvait faire son salut à sa façon. » Voltaire rendit visite au roi et dans la suite il séjourna plus longtemps à Berlin ; mais la fréquentation de l'écrivain français révéla à Frédéric son caractère vain, égoiste et envieux ; l'ancienne admiration du roi en fut sensiblement diminuée. Un esprit caustique tel que Voltaire, qui ne pouvait jamais supprimer une saillie, quelque blessante qu'elle fût, n'était pas fait pour vivre longtemps en paix avec un prince du même caractère. L'accord était plus facile avec des écrivains moins importants, tels que le spirituel railleur La Mettrie, banni de France à cause de son scepticisme, et le philosophe matérialiste d'Argens. Le mathématicien François Maupertuis fut nommé par Frédéric président de l'Académie des sciences de Berlin qui était rentrée en grâce.

§ 96. Église. *Persécutions. Conversions. Tentatives de conciliation.* Les stipulations de la paix de Westphalie n'empêchèrent

pas les jésuites et les papistes de poursuivre, après comme avant et par tous les moyens, la conversion des protestants et de troubler les rapports paisibles des différentes confessions qui vivaient côte à côte. Quelques gouvernements catholiques, comme le gouvernement autrichien, continuèrent à interdire à leurs sujets hétérodoxes l'exercice de leur culte et l'usage des sacrements, et fondèrent ainsi peu à peu l'unité religieuse dans leurs États héréditaires. En Autriche, le passage de l'Église protestante à l'Église catholique était la voie la plus sûre pour arriver aux emplois et aux dignités, comme le prouvèrent les conseillers de l'empire Bartenstein, Wiesenhuter et le feld-maréchal Traun. Là où la foi résistait au prosélytisme et aux séductions, on procédait à des expulsions ; c'est ce qui eut lieu en Silésie et ailleurs. La Transylvanie servit de refuge aux protestants autrichiens. A Salzbourg, de paisibles communautés évangéliques étaient tolérées depuis le seizième siècle et elles le furent jusqu'au moment où l'archevêque Firmien voulut les convertir par la force (1729). Au crépuscule du dimanche matin, cent anciens jurèrent sur l'hostie et le sel consacré de rester fidèles à la foi évangélique et d'avoir l'un pour l'autre un cœur fraternel dans le malheur. La patente d'émigration de l'archevêque les chassa de leurs foyers dans les conditions les plus cruelles (31 octobre 1731); environ vingt mille d'entre eux, qui avaient encore pour plus de deux millions et demi de florins de biens dans leur patrie, trouvèrent un asile en Prusse où leurs descendants existent encore aujourd'hui, sans se mélanger à la population lithuanienne. Les plus aisés achetèrent des métairies franches, les autres des biens de manants qu'ils pouvaient transmettre à leurs enfants. Trois cents d'entre eux furent transférés, l'année suivante (1732), avec l'aide de l'Angleterre, dans la nouvelle colonie de Géorgie et pourvus de biens fonciers. Leurs descendants ont prospéré par leur activité, leur économie et leurs vertus domestiques. — Les réformés eurent le plus à souffrir dans le Palatinat sous les électeurs catholiques, surtout lorsque la clause du traité de Ryswick (§ 47), en vertu de laquelle le culte devait rester dans l'état où il s'était trouvé pendant l'occupation française, donna

à l'oppression une apparence de droit. Les plaintes des réformés du Palatinat étaient sans cesse à l'ordre du jour au sein de la diète de Ratisbonne, où les envoyés des États protestants (Corpus Evangelicorum) formaient une sauvegarde impuissante. Lorsque plusieurs cours protestantes, celles d'Angleterre, de Hollande et de Prusse s'intéressèrent aux citoyens opprimés de Heidelberg, au point d'obliger l'électeur Charles-Philippe à restituer aux calvinistes l'église du Saint-Esprit qui leur avait été enlevée et à permettre l'usage du catéchisme de Heidelberg, ce prince se vengea en transférant sa résidence à Mannheim (1720). Outre la persécution des évangéliques, la conversion de quelques princes à l'Église catholique était surtout propre à favoriser le catholicisme et à maintenir la désunion en Allemagne. La Saxe eut constamment, le Brunswick (Antoine-Ulric, 1710) et le Wurtemberg (Charles-Alexandre) passagèrement des souverains catholiques; la maison palatine de Deux-Ponts, qui occupe actuellement le trône de Bavière, se convertit à l'Église catholique dans la première moitié du dix-huitième siècle. Comme ces sortes de changement de religion passaient depuis Louis XIV pour des marques de bon ton et de distinction, les conversions à la croyance romaine devinrent de plus en plus fréquentes dans les classes élevées.

Les tentatives de conciliation religieuse n'eurent pas un meilleur succès au dix-septième et au dix-huitième siècle qu'au temps de la réforme. Lorsque le savant Calixtus, professeur à Helmstaedt à l'époque de la guerre de Trente ans, chercha à donner plus d'indépendance à la théologie, plaça la moralité (bonnes œuvres) au dessus de la foi en la lettre de la formule de concorde et considéra comme possible une entente des différentes confessions, si toutes retournaient aux résolutions des conciles des cinq premiers siècles et s'en contentaient, il souleva contre lui un violent orage de la part des orthodoxes. On appela sa tentative syncrétisme, on l'accusa d'être un papiste occulte, et l'on fulmina contre l'entretien de Thorn qui devait opérer la réconciliation (1645). Calixtus trouva de l'appui auprès de son prince et jouit de l'estime des

classes élevées du pays et de l'étranger; mais la conversion de quelques-uns de ses disciples à la religion catholique justifia la crainte et la colère de ses adversaires de Wittenberg. Une génération plus tard, l'un des plus grands savants et des penseurs les plus profonds de tous les temps, *Leibnitz*, reprit le projet de réunion des confessions et se mit à cet effet en rapport avec Bossuet; mais il se convainquit bientôt que toute tentative de cette nature serait vaine, tant qu'on considérerait à Rome les protestants comme des apostats égarés qui ne pouvaient obtenir leur pardon que par le repentir et le retour dans le sein de la seule Église de salut. Il fut aussi accusé à tort d'être secrètement catholique. Les essais de conciliation entre la confession évangélique et la confession réformée partirent surtout du Brandebourg; mais ils ne réussirent pas davantage. Les efforts auxquels se livrèrent depuis 1613 les électeurs calvinistes (§ 3) en vue de rapprocher peu à peu les doctrines divergentes, échouèrent contre le fanatisme du clergé luthérien. Mais enfin l'Église réformée, qu'un grand nombre d'immigrations de calvinistes avaient accrue, obtint les mêmes droits que l'Église luthérienne.

§ 97. *Piétistes, frères moraves. Méthodistes.* Avec la direction que la théologie protestante avait prise depuis la paix de Westphalie, il était à craindre que la vie chrétienne, l'ardeur du sentiment religieux ne s'éteignît sous l'orthodoxie aride et la croyance à la lettre des livres symboliques qui avaient peu à peu expulsé l'Évangile de l'Église. Réveiller cette ardeur en ranimant l'étude de la Bible, telle fut la tâche de Philippe-Jacques Spener (1635-1705), né à Strasbourg, actif à Francfort et à Dresde, mort à Berlin; ses amis et ses partisans reçurent le nom de piétistes à cause de la manifestation exagérée de leur dévotion dans la vie extérieure. Les réunions de Spener (Collegia pietatis, depuis 1670) excitaient la ferveur par des explications édifiantes de la Bible et par des entretiens religieux. Ses « pieux désirs » appelaient une réforme de l'Église corrompue qui devait être réédifiée par l'Écriture, afin que le christianisme, prêché avec la simplicité apostolique, redevînt la religion du cœur et de l'action. Malgré l'animosité des

orthodoxes, Spener par sa parole et par ses actes et surtout à l'aide de la société de jeunes savants fondée à Leipzig sous son influence pour commenter et appliquer les saintes Écritures, s'efforça d'éveiller le sentiment religieux et d'écarter le fatras théologique. Parmi ses disciples, celui qui se distingua le plus fut Hermann Franke († 1727) dont les conférences sur le Nouveau Testament, fort suivies par les étudiants et les bourgeois, déplurent tellement aux zélateurs orthodoxes, qu'ils provoquèrent son expulsion de Leipzig (1690). La transplantation à Halle de Franke et du libéral Christian Thomasius également chassé de Leipzig, donna lieu à la fondation de l'université de Halle (§ 94) où Franke s'efforça, par ses sermons, ses explications de la Bible et ses écrits édifiants, de mettre les Écritures à la portée du peuple et d'introduire des sentiments chrétiens dans l'école et dans la famille. L'orphelinat qu'il créa est un monument de foi et de philanthropie. Godefroid Arnold (1666-1714), animé du même esprit, mit dans ses cantiques un sentiment religieux et combattit, dans son *Histoire impartiale des Églises et des hérétiques*, la théocratie existante et le dogmatisme orthodoxe, en cherchant à prouver que l'Église dominante était souvent moins animée du véritable esprit du christianisme, que les sectes persécutées et opprimées. Cet ouvrage écrit dans un langage affectueux excita autant d'enthousiasme que de contradiction. Dans sa *Vie des fidèles* et dans son « *Histoire et description de la théologie mystique*, » Arnold montre la plénitude de la vie intérieure de ceux qui aspirent à un but religieux. Ses récits d'histoire ecclésiastique poussèrent le savant Mosheim († 1755) à entreprendre des travaux de même nature, d'où résulta la première histoire scientifique de l'Église.

Dans l'origine, les efforts des piétistes qui restituèrent aux protestants les avantages conquis par Luther, furent des plus salutaires. Ils s'adressaient, dans le langage de la Bible, à l'âme du peuple, et combattaient pour la liberté de conscience contre l'oppression des théologiens scolastiques et des consistoires ; mais lorsque leurs adversaires, vaincus par l'esprit du temps, furent

enfin réduits au silence, le piétisme perdit son énergie et ne fut plus qu'une languissante religion sentimentale qui, à côté de l'horreur de toute joie mondaine, saisissait le christianisme sous le seul point de vue de la chute et de la justification par la mort expiatoire. Un orgueilleux esprit de secte, fondé sur la foi à une résurrection spirituelle, remplaça l'ancienne simplicité de cœur et fit dégénérer le piétisme en une méthode moralement énervante de passer une vie inquiète et éloignée du monde.

Le piétisme apparaît sous la forme d'une organisation dans la communauté des *frères moraves* fondée par le comte de Zinzendorf (1700-1760). Des frères de Bohême et de Moravie qui fuyaient les persécutions religieuses de l'Autriche, s'étaient établis en Lusace sur les terres du comte et y avaient fondé le village de Herrnhut (1772); ils formèrent les éléments de la communauté érigée par Zinzendorf lui-même, laquelle se rattacha à la doctrine de la confession d'Ausgbourg, mais adopta une constitution ecclésiastique et politique toute particulière et introduisit une discipline sévère qui reposait sur la connaissance exacte de tous les membres. Le langage doux et enjoué des frères moraves, surchargé d'images et de comparaisons empruntées aux blessures de l'agneau qui porte les péchés du monde, donnait à leurs discours et à leurs cantiques qui devaient être des effusions immédiates du cœur, une empreinte molle et doucereuse. Pour faciliter l'accès de la communauté aux différentes confessions protestantes, Zinzendorf permit trois genres de doctrines, le morave, le luthérien et le réformé; car l'essence de l'unité fraternelle ne devait pas consister en une doctrine particulière, elle devait résulter de l'amour pour le Sauveur. L'élément allemand se voua de préférence à la vie calme et sédentaire, tandis que l'élément morave se livrait à des pèlerinages pour gagner des âmes au Seigneur. Des missionnaires firent connaître les vues des frères moraves à l'étranger et parmi les païens de l'Inde, de l'Afrique et de l'Amérique; les missions païennes étaient l'une de leurs œuvres principales. Les frères moraves transplan-

tèrent leur vie domestique et industrielle chez des peuples primitifs, afin de leur offrir d'abord l'exemple et le fondement d'une civilisation plus élevée.

La constitution des communautés de frères moraves est imitée de celle des premières communautés chrétiennes. Des anciens, des évêques et des diacres sont les chefs de la communion qui consiste en plusieurs chœurs, séparés d'après l'âge, le sexe et l'état de mariage. Chaque chœur a un coryphée qui dirige les exercices de piété. Toute l'unité est administrée par la conférence des anciens, nommée par le synode général. La discipline y est rigoureuse. Ceux qui pèchent contre la morale sont d'abord invités à s'amender par de sérieuses remontrances ; si ces avertissements restent sans effet, on prononce l'exclusion de la Cène et enfin de la communauté. De nombreux exercices de dévotion, joints au travail, à la pureté et à la privation de tout divertissement mondain, entretiennent le sentiment religieux et disposent à une conduite morale. Les sexes sont séparés et les mariages ne sont conclus qu'avec le consentement des anciens. Le commerce, l'industrie et l'économie produisent le bien-être. Une caisse commune, sous la surveillance de la conférence des anciens, sert à soutenir les missions et à favoriser les intérêts de l'unité. La communauté s'occupe moins de perfectionner les sciences que d'élever la jeunesse pour faire des hommes pieux, moraux et actifs.

L'Église anglicane fut stimulée par les *méthodistes*, comme le protestantisme allemand par les piétistes et les frères moraves. Quelques étudiants pieux se réunirent d'abord à Oxford autour de John Wesley († 1791); leur conduite pédantesquement sainte les fit nommer méthodistes. Leur profondeur religieuse, leur moralité et leur sollicitude pour les déshérités du monde leur acquirent bientôt une grande popularité en Angleterre et en Amérique. A côté de Wesley, le zèle prédicateur Whitefield († 1770) fut l'un des fondateurs et des apôtres

du christianisme méthodiste. Ces religionnaires ne se séparèrent point de l'Église épiscopale d'Angleterre, mais ils cherchèrent à en être le levain; là seulement où les églises nationales leur étaient fermées, ils prêchaient en plein air ou construisaient des oratoires appelés tabernacles. Persécutés par le clergé anglican, ils fondèrent enfin une communauté distincte sous la direction de synodes et de surintendants. La corruption de l'homme, la rédemption par la mort du Christ, la pénitence et la résurrection constituent les doctrines fondamentales des méthodistes. Ils ont en commun avec les frères moraves l'organisation en classes et en sous-divisions. Au sujet de la prédestination, ils se séparèrent en Whitefieldiens calvinistes et en Wesleyens arminiens. Les méthodistes s'intéressèrent au peuple sans défense et portèrent aux esclaves des Indes occidentales et de l'Amérique les consolations de l'Évangile et l'espoir de la rédemption.

Vers la même époque, le savant Emmanuel de *Swedenborg* de Stockholm (1688-1772), qui s'était distingué par ses écrits sur la mécanique et la science des mines, fonda l'Église de la nouvelle Jérusalem. Ses profondes recherches des arcanes de la nature, ses luttes intérieures et l'étude des ouvrages de Jacques Bœhme et d'autres mystiques, le conduisirent à la croyance qu'il était digne d'avoir des rapports avec les esprits, tantôt au ciel, tantôt dans l'enfer, et vraisemblablement dans un état magnétique. Il révéla ses visions au monde, avant de se sentir appelé par une révélation directe du Seigneur à faire sortir, de la décadence du christianisme depuis le concile de Nicée, l'Église de la nouvelle Jérusalem, comme le troisième testament et le retour spirituel de Jésus-Christ. Ses opinions furent très répandues en Suède; le prophète du Nord trouva quelques partisans chaleureux en Wurtemberg; des communions se formèrent en Angleterre et dans l'Amérique du nord d'après ses principes, qui se réduisent à un rationalisme fantastique; aussi quelques-uns de ses adhérents inclinèrent-ils vers les phénomènes mystérieux de la nature et du monde des esprits, d'autres conçurent le christianisme comme religion naturelle.

Au sein de l'Église catholique, de nouveaux ordres cherchèrent à combattre la somnolence religieuse et l'indifférentisme, en réveillant l'ancien ascétisme. L'ordre des trappistes fondé par l'abbé François de Rancé († 1700) dans le couvent de La Trappe était un rétablissement de l'ordre de Cîteaux avec une règle plus sévère, car la conversation même leur était interdite. Le mauvais état des écoles en France appela la création, par de la Salle, des frères des écoles chrétiennes (Ignorantins) surtout en vue de former des instituteurs pour l'avenir. Le Napolitain Liguori († 1787) « pour qui la volonté du pape était la volonté de Dieu, » fonda (1732) la congrégation du Très-saint-Rédempteur (Rédemptoristes, Liguoriens) variété des jésuites, plus tard leur refuge et leur espérance. Aux sociétés sans vœux se joignirent des congrégations de femmes pour l'adoration du cœur de Jésus et de Marie, adoration sensuelle, recommandée par les jésuites, à l'invitation de nonnes amoureuses.

§ 98. *Cours princières de l'Allemagne.* Dans la première moitié du dix-huitième siècle, l'Allemagne était dans un état de profond abaissement. Une foule de petites cours, qui cherchaient à imiter Versailles par l'éclat extérieur et les folles prodigalités, avaient une funeste influence sur la vie publique et les mœurs, sur les opinions et les caractères. Grâce à l'impuissance de l'empereur et au peu d'autorité de la diète, les nombreux princes et les seigneurs immédiats de l'empire avaient acquis une position complétement indépendante, et ils exerçaient leurs droits de souveraineté presque sans restriction. Chacun d'eux, vain et jaloux de ses voisins, cherchait à les surpasser en fêtes, en constructions ruineuses, en monuments. Les villes de résidence et les lieux de plaisance se multipliaient d'année en année; chaque prince entretenait un nombre plus ou moins grand de soldats mercenaires, recrutés par des racoleurs rusés, et une quantité de laquais, de garçons d'écurie, de valets de chambre, de serviteurs de toute espèce; une armée de conseillers, d'employés et de secrétaires remplissait les capitales et se nourrissait de la moelle du pays; des maîtresses et des favoris, des comédiennes et des chanteuses assail-

laient les cours des princes, exerçaient l'influence la plus désastreuse sur le gouvernement et s'enrichissaient par le trafic des places et la vente de grâces et de protections. Pendant ce temps, les bourgeois et les paysans étaient écrasés d'impôts et de corvées, et réduits au désespoir par des baillis, des avocats et des juges sans conscience. Partout régnaient l'arbitraire et l'oppression du faible par le fort. La nationalité allemande disparaissait entièrement; la langue, la littérature, les mœurs et les modes françaises dominaient partout. Quiconque voulait passer pour instruit et distingué, devait parler français. De même que les perruques, les paniers, les cheveux poudrés et tout le costume absurde de l'époque défiguraient le corps humain au point de le rendre méconnaissable, de même le caractère et la valeur d'un homme dépendaient de son rang, de ses ordres et de ses titres. — L'électeur Charles-Philippe, frère et successeur de Jean-Guillaume (1690 1716), le cruel oppresseur des protestants, régna dans le Palatinat de 1716 à 1742. Il tint à honneur de donner de belles fêtes, persécuta les réformés, érigea des édifices, ordonna de grandes chasses, fut admiré et honoré par la haute noblesse qui trouvait chez lui des régals et des divertissements. Il eut pour successeur Charles-Théodore (1742-1799), disciple zélé des jésuites, auxquels il resta soumis toute sa vie. Voluptueux, léger et amateur des arts, il mena une vie opulente à Mannheim et à Schwetzingen; si indigne qu'il fût de gouverner, ses sujets regardèrent comme l'âge d'or son règne qui mit fin à leur indépendance politique et dont on a conservé beaucoup de monuments. — Le Wurtemberg eut le plus à souffrir de ses gouvernants. Everard-Louis (1693-1733) était un prince prodigue et débauché; sous son règne. une femme corrompue (de Grævenitz) exerça une influence pernicieuse sur le gouvernement, conféra les charges de la cour et les fonctions ministérielles à ses favoris et fit un commerce honteux des emplois et des dignités. Le peuple honnête et loyal fut tellement opprimé, que des milliers d'habitants émigrèrent en Amérique et se créèrent une patrie à l'étranger. Sous son successeur Charles-Alexandre (1733-1737) qui s'était converti au catholicisme en Autriche et qui avait

contracté des vices dans la vie de camp de l'empire, la Grævenitz quitta le pays avec ses trésors, pour faire place au juif Susz Oppenheimer qui vendit les emplois publics et ecclésiastiques au plus offrant; par les extorsions les plus raffinées, il procura au duc de l'argent pour ses fêtes, son théâtre et ses chanteuses, et il acquit lui-même des richesses immenses. La mort subite de Charles-Alexandre, à la suite de ses débauches, délivra le pays du juif Susz et le préserva aussi d'une conjuration préparée pour rendre catholique le peuple protestant. Sous la régence de tutelle (1737-1744) qui suivit, Susz fut pendu; mais lorsque Charles-Eugène (1744-1793) prit en main les rênes du gouvernement, la misère du pays fut plus grande qu'auparavant. Belliqueux, avide de plaisirs et despotique, Charles-Eugène, qui possédait toutes les qualités d'un bon souverain, mais qui se laissait égarer par de mauvais conseils et par ses propres passions, fut l'exécration du peuple qu'il réduisit au désespoir en l'accablant d'impôts et en trafiquant des emplois. Son amour des arts, qui le conduisit à construire des châteaux de plaisance et à favoriser l'opéra, le ballet et les concerts, ne fut pas moins nuisible à la prospérité du pays, que son train de cour dispendieux et ses fêtes brillantes. — En Bavière, Maximilien-Emmanuel (1679-1726) qui précipita la ruine de sa patrie par son alliance avec la France (§ 73), eut pour successeur son fils Charles-Albert (1726-1745), qui plongea son peuple dans la plus profonde misère, autant par sa vanité et son amour du luxe que par la tentative malheureuse qu'il fit pour s'emparer des pays autrichiens avec l'aide de la France. A la cour comme ailleurs, la grossièreté, l'ignorance et la superstition régnaient à un degré incroyable. Les chiens de chasse, les chevaux et les fêtes d'Église occasionnaient en Bavière autant de dépenses qu'ailleurs les opéras et les fêtes de cour. Sous Maximilien-Joseph (1745-1777), s'ouvrit une ère meilleure. Il perfectionna l'organisation judiciaire, et aggrava les lois pénales, parce que le nombre des malfaiteurs et des vagabonds s'était accru dans une proportion effrayante; il tira l'université d'Ingolstadt de l'état de barbarie dans lequel ses prédécesseurs l'avaient laissé tomber; mais les

jésuites continuèrent à rester en possession de tous les emplois académiques et conservèrent leur influence à la cour à titre de confesseurs et de précepteurs des princes. Il favorisa les arts et les sciences; mais l'enseignement populaire fit peu de progrès et la science demeura sans influence pratique dans ce pays conduit par des religieux et des moines et couvert des ténèbres de la superstition. Les entreprises financières de l'électeur bien intentionné devinrent de nouvelles sources d'oppression entre les mains d'employés durs et égoïstes. A quoi servaient les vœux en faveur de l'amélioration du sort des paysans, alors qu'il laissait subsister la vénerie dans le même état, afin que lui-même et sa grossière noblesse de campagne pussent continuer à se livrer au divertissement de la chasse? A Maximilien-Joseph succéda Charles-Théodore du Palatinat rhénan (1777-1799) dont la prodigalité sans bornes et les sottises volontaires ou inconsidérées placèrent la Bavière dans une triste situation. A la fin de son règne, le pays était épuisé et sans crédit, l'armée dans l'état le plus misérable, les places conférées par la faveur ou vendues, la plus grande partie de la noblesse pauvre, les propriétaires endettés, le clergé ignorant, l'enseignement négligé; les villes étaient soumises à des magistrats qui entravaient les moindres mouvements du commerce et des relations sociales, les campagnes démoralisées par la corruption des employés; dans l'administration régnait l'arbitraire illimité de la police. — Aucun pays allemand n'eut autant à souffrir que l'électorat de Saxe sous Frédéric-Auguste II, le Fort (1694-1733), frère de Jean-Georges IV, et sous son fils Frédéric-Auguste III (1733-1763). Le premier, prince frivole et impie, sacrifia l'amour de ses sujets et le bien-être de son pays à son faste et à sa vanité. Dans son aveuglement, il perdit, par sa conversion irréfléchie à l'Église catholique, la position assurée de la Saxe électorale à la tête de l'Allemagne protestante, pour obtenir le vain titre de roi électif de Pologne. Les opéras et les concerts, les fêtes et les orgies, les maîtresses et les chasses, faisaient oublier au prince sans conscience les larmes de son peuple opprimé (§ 85, 87 et 93). La situation de la Saxe ne s'améliora point sous Frédéric-Auguste III, qui s'abandonna

complétement à la direction de l'orgueilleux et débauché comte Bruhl (§ 94 et 100). Après cinq années d'interrègne (1763-1768), Frédéric-Auguste IV monta sur le trône qu'il occupa honorablement pendant cinquante-neuf ans (1768-1827). Ce fut pour la Saxe une période heureuse et brillante, pendant laquelle bien des blessures furent cicatrisées. La Saxe et la Thuringe prirent une large part à l'essor qui fut imprimé dans ce temps à l'art, à la littérature et à la science; de grandes améliorations furent introduites dans l'enseignement; la justice fut rendue d'une manière exemplaire et la paix exerça une influence salutaire sur le commerce, l'industrie et l'agriculture; les habitants actifs et économes des villes et des villages virent renaître la prospérité et le bonheur d'autrefois. — Le bien-être matériel se répandit aussi en Hanovre. Ce pays n'eut pas à regretter son indépendance de l'Angleterre dont les souverains avaient toujours traité leur pays d'origine avec peu de sollicitude. L'université de Gœttingue, fondée sous Georges II, fut pour l'Allemagne du nord un foyer de lumière qui rayonna au loin. — Les villes de résidence allemande et les nombreuses cours princières furent très favorables au développement des arts, de la littérature et de la science, surtout dans la seconde moitié du dix-huitième siècle, mais cette floraison littéraire n'était qu'une faible compensation à l'appauvissement du peuple, à l'abaissement des caractères et à la ruine de toute liberté politique, de toute vie publique et de toute initiative populaire.

### *La guerre de succession d'Autriche* (1740-1748).

§ 99. *Charles VI. Guerre contre les Turcs.* Charles VI était un prince débonnaire, mais médiocre, qui, après avoir agrandi la monarchie autrichienne au commencement de son règne, perdit dans ses dernières années tout ce qu'il avait conquis. A peine la guerre de succession était-elle terminée, que la Porte rom-

pit la paix de Carlowitz (§ 62) et, de concert avec les Grecs soulevés contre l'oppression religieuse et matérielle de Venise, arracha de nouveau le Polopon-nèse (Morée) à cette riche ville marchande (1714). L'Autriche, obligée de garantir la paix et inquiétée sur ses propres possessions, conclut une alliance avec les Vénitiens. Les Osmanlis, enflés de leurs succès en Grèce, saisirent cette occasion de déclarer la guerre à l'Autriche (1716). Mais cette fois encore les armées impériales conservèrent l'avantage. Les brillantes victoires d'Eugène à Péterwaradin et à Belgrade (1717), forcèrent la Porte à souscrire à la funeste paix de Passarowitz (21 juillet 1718), par laquelle, il est vrai, elle resta en possession du Péloponnèse, mais elle dut céder à l'Autriche Temeswar, la Valachie et Belgrade avec une part importante de la Bosnie et de la Servie. Le sultan s'aperçut bien que l'organisation militaire de la Turquie n'était plus à la hauteur de celle des autres pays d'Europe, et il chercha, avec le secours du brave aventurier Bonneval (Achmet Pacha), expulsé de France et d'Autriche, et converti à l'Islam, à transformer son artillerie, en se modelant sur les armées européennes. Mais cette innovation provoqua parmi les janissaires un soulèvement qui eut pour conséquence la suppression de toutes les nouveautés, c'est à dire la continuation du désordre et de la faiblesse.

Cependant, depuis la mort d'Eugène, le système militaire de l'Autriche avait décliné aussi avec une telle rapidité, que, dans la guerre des Turcs où l'empereur fut engagé peu de temps avant sa mort,

comme allié de la Russie (§ 92), la victoire resta aux Ottomans, tandis que les Russes, sous la conduite de Munnich, se livraient avec succès à des incursions sur le territoire de la Turquie. Mais les pertes de l'Autriche sur les champs de bataille furent moins humiliantes encore et moins désastreuses que la conduite de ses généraux Neipperg et Wallis qui perdirent la tête au point de conclure en hâte, à la grande surprise des Turcs et à la grande colère des Russes, la paix de Belgrade (10 septembre 1739), en vertu de laquelle l'Autriche restitua aux Turcs tout ce que la bravoure d'Eugène avait gagné à Passarowitz. L'empereur sentit combien ce traité était honteux; il envoya à toutes les cours un mémoire justificatif dans lequel il fit retomber toute la faute sur ses généraux, qui avaient outrepassé leurs pouvoirs et qui, en effet, furent arrêtés de ce chef. Mais comme ils appartenaient à la haute aristocratie et agissaient sans doute par ordre de l'héritière du trône, Marie-Thérèse qui, dans la prévision de la mort prochaine de son père et des luttes de succession, ne voulait être impliquée dans aucune guerre contre les Turcs, ils furent bientôt remis en liberté et investis de dignités et d'honneurs. Mais leur incapacité causa de nouvelles pertes à l'État.

§ 100. *La Pragmatique Sanction.* Comme Charles VI n'avait pas d'héritiers mâles, son plus grand souci était d'assurer sa succession à sa fille unique *Marie-Thérèse*, épouse du duc François-Étienne de Lorraine (Toscane, § 94). Mais au lieu de mettre l'armée en état de repousser toute attaque, comme Eugène

le lui avait conseillé, il acheta de toutes les cours, au prix de grands sacrifices, la loi de famille connue sous le nom de PRAGMATIQUE SANCTION, par laquelle les États héréditaires d'Autriche devaient rester indivis et passer à la ligne féminine en cas d'extinction de la lignée mâle. A peine l'empereur eut-il fermé les yeux, que Charles-Albert, électeur de Bavière, qui, en sa qualité d'époux de Marie-Amélie, fille de l'empereur Joseph Ier, avait protesté tout d'abord contre la loi de succession garantie par la diète à Ratisbonne (1732), éleva des prétentions sur les États héréditaires d'Autriche, en s'appuyant sur sa parenté autant que sur une prétendue clause testamentaire de Ferdinand Ier. Il trouva de l'écho auprès de la France, de l'Espagne et d'autres puissances, qui faisaient peu de cas de leur adhésion à la Pragmatique Sanction en présence des avantages qu'elles espéraient. On craignait à Versailles que, si l'époux de Marie-Thérèse ceignait la couronne impériale, il n'employât les forces de l'Allemagne à reconquérir la Lorraine, sa patrie. Une alliance conclue entre la Bavière et les cours de France et d'Espagne assura à l'électeur le concours de ces deux États, mais sous la condition humiliante que le futur empereur d'Allemagne ne réclamerait pas les conquêtes des Français sur le Rhin et dans les Pays-Bas et laisserait en Italie les coudées franches aux Espagnols. Mais Frédéric de Prusse ne voulait pas laisser échapper l'occasion favorable de faire valoir les prétentions héréditaires de sa maison sur les principautés de Silésie dont l'Autriche avait pris possession pendant

et après la guerre de Trente ans. C'est pourquoi il favorisa l'électeur de Bavière dans ses prétentions sur l'Autriche, la Hongrie et la Bohême, aussi bien que le roi de Pologne, Auguste III de Saxe, époux de la fille aînée de l'empereur Joseph Ier, dans ses prétentions sur la Moravie. La Russie, engagée dans une guerre excitée par la France contre la Suède, n'intervint pas.

Ni l'intelligence de Charles Albert, ni la force de son pays n'étaient de nature à lui promettre quelque succès dans la défense de ses prétentions contre Marie Thérèse, aussi distinguée par son habileté que par sa vertu, sa beauté et son affabilité. Tandis que les peuples tournaient des regards d'espérance vers la tolérante Marie Thérèse et attendaient d'elle la suppression d'abus surannés, Charles Albert, dirigé par des prêtres et des jésuites révélait son manque de caractère par sa superstition, son étroitesse d'esprit et son amour pour de vaines pompes. Le pays était endetté par suite des dépenses de ses prédécesseurs en chevaux, en chiens de chasse, en fêtes d'église et de cour; l'armée et le trésor se trouvaient dans la plus misérable situation; Charles Albert lui même, comme jadis Max-Emmanuel, était vendu à la France et aveuglément soumis à la cour de Paris qui lui fournissait de l'argent pour satisfaire ses besoins de luxe et des armées pour acquérir des couronnes, dans l'unique intention de tenir dans la dépendance l'empereur et l'empire d'Allemagne. En ce qui concerne le testament de Ferdinand Ier, sur lequel Charles Albert fondait ses droits, la cour de Vienne prouva par la production du document authentique, que la succession était assurée aux descendants de sa fille Anne, seulement en cas d'extinction de la ligne conjugale et non de la ligne masculine des Habsbourgs d'Autriche.

La Saxe ruinée par une série de princes prodigues était dans

une situation plus triste encore : le stupide Auguste III, qui ne trouvait de plaisir qu'à fumer, à chasser ou à causer avec la comtesse de Bruhl, abandonnait le gouvernement et les revenus publics au comte de Bruhl qui conférait les titres et les places à ses serviteurs et à ses favoris, trafiquait effrontément des emplois de l'État et de l'église, accablait le pays de dettes et d'impôts et traitait les Saxons comme des serfs. Marie-Josèphe, épouse d'Auguste III, avait, comme sa sœur mariée à l'électeur de Bavière, renoncé à ses droits héréditaires.

En France, où le pacifique Fleury était encore à la tête du ministère, le gouvernement hésita longtemps à prendre parti pour l'électeur de Bavière et à entraîner la nation dans de nouvelles dépenses. Mais vers ce temps, des gentilshommes dépravés comme Belle Isle, Soubise, le duc de Richelieu et d'autres, commencèrent à éloigner le roi de son épouse et à corrompre, par l'attrait des plaisirs, son caractère sensuel et peu accessible aux sentiments élevés. Des favoris dissolus et des courtisanes dominèrent dès lors la cour de France, écartèrent les conseillers fidèles et bien intentionnés et entraînèrent le roi de plaisirs en plaisirs; et comme les deux frères de Belle Isle cherchaient une occasion de satisfaire leur ambition et leur vanité, la guerre d'Autriche fut résolue. Fleury mourut avant qu'elle fût terminée.

§ 101. *Malheurs de l'Autriche.* Peu de semaines après la mort de Charles VI (10 octobre 1740), longtemps avant que les troupes bavaroises fussent équipées et que les Français franchissent le Rhin, Frédéric II entra en Silésie avec son excellente armée, pour faire valoir ses prétentions appuyées sur la parenté et les pactes de confraternité héréditaire de la maison de Brandebourg avec les anciens princes de Liegnitz, de Brieg, de Jægerndorf et de Wohlau.

Cette *première guerre de Silésie* (1740-1742) montra aussitôt que le peuple prussien était animé d'un nouvel esprit. Le roi en personne marchait avec l'armée, plutôt pour apprendre l'art de la guerre et exciter par sa présence le courage des soldats, que pour prendre le commandement qu'il laissa, au contraire, aux deux généraux expérimentés Schwérin et Léopold de Dessau. Les troupes autrichiennes ne furent pas en état de résister à l'armée prussienne qui combattait sous les yeux de son souverain. A la sanglante bataille de Molwitz (10 avril 1741), Schwérin remporta la victoire après de pénibles efforts; les Prussiens occupèrent ensuite la plus grande partie de la haute et de la basse Silésie. — Bientôt après, l'armée française pénétra en Allemagne. L'une des divisions se joignit avec les troupes de Charles-Albert qui avait déjà commencé la guerre contre Marie-Thérèse en surprenant la ville de Passau; l'autre entra en Bohême avec les Saxons. Sans rencontrer beaucoup de résistance, l'électeur de Bavière traversa la haute Autriche et put, dès le mois d'octobre 1741, recevoir à Lintz le serment de fidélité comme archiduc. Mais au lieu de marcher directement sur Vienne et de prendre pied dans la capitale, il se tourna tout à coup du côté de la Bohême, où il il se fit rendre aussi un hommage fastueux et prit le titre de roi. Prague fut conquise par les troupes franco-bavaroises; l'électeur et son favori Belle-Isle célébrèrent pompeusement les fêtes du couronnement. Charles-Albert était au comble du bonheur. L'élection à l'empire lui avait été favorable, et

il faisait déjà les préparatifs d'un brillant couronnement à Francfort; l'électeur de Hanovre même (Georges II d'Angleterre), qui avait embrassé le parti de l'Autriche, fut contraint par une armée française de signer un traité dans lequel il s'engageait à ne prêter aucun concours à la « reine de Hongrie » et à donner sa voix à l'électeur de Bavière. Pour compléter les embarras de Marie-Thérèse, Frédéric II fit aussi avancer ses troupes en Moravie et en Bohême.

§ 102. *Revirement.* Dans cette extrémité, Marie-Thérèse se tourna vers la Hongrie. Dans une diète à Presbourg où, dit-on, elle se présenta en portant sur ses bras son jeune fils Joseph, elle dépeignit sa triste situation et fit des promesses séduisantes ; elle excita un tel enthousiasme parmi les magnats, qu'ils se levèrent en s'écriant d'une seule voix : Vivat Maria Theresia Rex! et appelèrent la nation belliqueuse aux armes. Les Tyroliens témoignèrent de la même façon leur ancienne fidélité à l'Autriche. Bientôt une armée imposante entra en campagne : des troupes de Croates, d'Esclavons et de Pandours entrèrent en Autriche, repoussèrent facilement les Bavarois et les Français, reconquirent les villes prises et envahirent la Bavière en pillant et en ravageant. Au moment où Charles-Albert ceignait la couronne impériale à Francfort, sous la protection de la France (21 janvier 1742), les ennemis entraient dans sa capitale de Munich. Dépouillé de ses États héréditaires, le nouvel empereur, Charles VII, fut bientôt réduit à une telle extrémité, qu'il ne pouvait plus

pourvoir à son entretien que grâce à l'aide de la France. En même temps, les troupes autrichiennes pénétrèrent en Bohême où se trouvaient deux armées françaises, dont les chefs étaient divisés; afin que ceux-ci ne fussent pas appuyés par la Prusse, dont le roi avait, peu de temps auparavant, donné une nouvelle preuve de ses talents militaires dans la bataille de Chotusitz (ou Czaslau), en Bohême, Marie-Thérèse consentit, quoique à contre-cœur, à la paix de Breslau (28 juillet 1742), par laquelle presque toute la Silésie fut cédée à la Prusse. Les protestants silésiens qui avaient eu à traverser de cruelles épreuves sous la domination autrichienne, accueillirent leur nouveau maître comme un libérateur. — La plus grande partie de la Bohême retomba bientôt au pouvoir des Autrichiens; Prague, où Belle-Isle campait avec des troupes considérables, était déjà assiégée; la maladie et la disette menaçaient d'anéantir toute l'armée. Par une retraite hardie au milieu de l'hiver (décembre 1742), Belle-Isle montra que l'esprit guerrier des Français n'avait pas encore disparu. A la vérité, les chemins furent couverts de soldats morts de froid, et ceux mêmes qui se sauvèrent portaient en eux des germes de mort; mais Belle-Isle fut néanmoins célébré comme un Xénophon. — La nouvelle de ces désastres hâta la mort du vieux cardinal Fleury. — Au printemps suivant (1743), Marie-Thérèse fut couronnée à Prague et aussitôt elle trouva un allié puissant dans Georges II de Hanovre et d'Angleterre, dont le zèle pour le maintien de la Pragmatique Sanction put se mani-

fester seulement lorsque le parlement anglais, par envie contre la France et l'Espagne, accorda les ressources nécessaires pour appuyer et acheter des alliés et pour entretenir une armée permanente de mercenaires hanovriens et allemands. Un général anglais fut mis à la tête de l'armée dite pragmatique dans laquelle se trouvaient le roi en personne et l'un de ses fils (Cumberland) ; il la conduisit sur le Main où l'attendait l'armée française sous le commandement du maréchal de Noailles. La bataille de Dettingen, non loin d'Aschaffenbourg (27 juillet 1743), tourna contre les Français qui, poursuivis par les troupes anglaises et autrichiennes, se retirèrent précipitamment au delà du Rhin. Bientôt la Sardaigne qui, en changeant d'alliés avait retiré des avantages de toutes les guerres, se rangea aussi du parti de Marie-Thérèse, lorsque celle-ci eut consenti à l'abandon de quelques parties de territoire appartenant au duché de Milan. La Saxe, dont le tout-puissant ministre Bruhl n'agissait pas d'après des principes politiques, mais se laissait diriger par son intérêt personnel et par des influences étrangères, se joignit également à l'Autriche et reçut des subsides de l'Angleterre (20 décembre 1743).

§ 103. *Extension et fin de la guerre.* La bataille de Dettingen et les traités avec la Sardaigne et la Saxe firent de la guerre de succession d'Autriche une conflagration européenne. La France, qui jusque-là n'avait pris part à la lutte que comme alliée de Charles-Albert, déclara alors (1744) directement la guerre à l'Angleterre et à l'Autriche et renouvela son

alliance avec Frédéric de Prusse qui, dans la crainte légitime que l'Autriche et ses nouveaux confédérés ne lui enlevassent la Silésie, entreprit la *deuxième guerre de Silésie* (1744-1745) contre Marie-Thérèse. Pendant que Frédéric, comme allié de l'empereur, entrait rapidement en Bohême, s'emparait de Prague et s'approchait des frontières d'Autriche, Charles VII trouva moyen de reprendre la Bavière et de rentrer dans sa capitale de Munich. Mais bientôt après, Frédéric ayant été obligé de retourner, avec de grandes pertes en hommes et en artillerie, de la Bohême en Silésie, l'empereur aurait également été forcé de s'enfuir de nouveau, si la mort ne l'avait délivré de tous ses embarras (20 janvier 1745). Le fils de Charles-Albert, l'électeur Maximilien-Joseph, offrit la paix après une campagne malheureuse. En retour de la restitution complète du pays bavarois, il renonça à toute prétention sur la succession d'Autriche et, dans la nouvelle élection, donna sa voix à l'époux de Marie-Thérèse qui fut couronné à Francfort malgré la protestation de l'électorat de Brandebourg et prit le nom de François Ier (octobre 1745). Dans l'intervalle, le feld-maréchal autrichien Traun avait enlevé à Frédéric la plus grande partie de la Silésie; mais la brillante victoire de Hohenfriedberg (4 juin) lui rendit tous ses avantages. La gloire militaire du roi de Prusse et de ses généraux, Ziethen, Winterfeld et autres, rayonnait au loin, et le prince Ferdinand de Brunswick donna à Sorr (30 septembre) les premières preuves de sa bravoure. Lorsque, au milieu de l'hiver, le vieux Dessauer eut vaincu les

Saxons à la bataille sanglante de Kesselsdorf (15 décembre) et que Frédéric fut entré dans la capitale de Dresde abandonnée par Auguste III, Marie-Thérèse accepta les conditions de la paix de Dresde négociée par l'Angleterre (25 décembre) : Frédéric resta en possession de la Silésie, reconnut comme empereur le duc François-Étienne et reçut un millions d'écus pour l'évacuation de la Saxe. — La guerre ainsi terminée en Allemagne continua quelque temps encore dans les Pays-Bas et en Italie. Les Français, ayant à leur tête le fils naturel de Frédéric-Auguste II, le maréchal de Saxe, aussi brave que dissolu, y combattirent avec succès l'armée alliée de l'Angleterre, de la Hollande et de l'Autriche. La bataille de Fontenoy (12 mai 1745), à laquelle assistait Louis XV, que sa nouvelle maîtresse, madame de Châteauroux, voulait voir environné de gloire, fut gagnée par les Français ; le Hainaut et les deux Flandres furent le prix de la victoire. Bientôt après, l'armée anglaise se retira, pour marcher en Écosse contre le prétendant Charles Stuart que soutenait la France (§ 80). La conséquence en fut que le maréchal de Saxe, après la victoire de Raucoux (11 octobre 1746), conquit les Pays-Bas autrichiens à l'exception du Luxembourg et du Limbourg, et s'avança en menaçant jusqu'aux frontières hollandaises.

Comme en 1672 (§ 54), la Hollande était divisée en parti aristocratique républicain et en parti orangiste. Depuis la mort de Guillaume III, le premier l'emportait ; c'est pourquoi le stadhoudérat était resté longtemps vacant. Mais le peuple se souleva dans plusieurs provinces contre la domination aris-

tocratique (mai 1747) sous laquelle l'organisation militaire avait décliné et fit nommer le gendre de Georges II, Guillaume IV (1747-1751) d'Orange-Nassau, parent de Guillaume III, stadhouder et capitaine général des États unis avec transmission de ses titres à ses descendants masculins ou féminins. Depuis lors, la Hollande fut surtout dominée par l'influence anglaise.

Après qu'en Hollande le stadhoudérat héréditaire eut été conféré à la maison d'Orange, la guerre reprit une nouvelle énergie. Les Anglais eurent l'avantage sur mer. La bataille du cap Finisterre (17 mai 1747) anéantit la marine militaire et la flotte marchande de la France. En revanche, la victoire continua à accompagner sur terre les armes françaises. La bataille de Laffeld (2 juillet), et la conquête de Maestricht, située près du champ de bataille, couvrit le maréchal de Saxe d'une gloire nouvelle. La gloire était, du reste, la seule récompense que la France obtenait pour prix de ces luttes inutiles. Les États épuisés aspiraient tous après la cessation des hostilités. Aussi l'attitude belliqueuse de la Russie qui, en conséquence d'un traité fait avec l'Autriche et les puissances maritimes, envoya une armée sur le Rhin (18-28 octobre 1748), et menaça de prolonger la guerre, ne fit-elle que hâter la conclusion de la *paix d'Aix-la-Chapelle*.

Par cette paix, la France restitua toutes ses conquêtes et renvoya les Stuarts de ses États; mais en retour elle récupéra en Amérique et dans les Indes orientales ce que lui avaient enlevé les Anglais. De son côté, l'Angleterre ne gagna rien non plus à cette guerre de huit années qui, ayant été conduite en grande

partie avec les subsides britanniques, augmenta considérablement la dette publique; mais tandis que la France avait à regretter, outre la ruine totale de ses finances, la perte de sa flotte et le dépérissement de son commerce et de ses colonies, la puissance navale de l'Angleterre s'était brillamment maintenue, et elle avait obligé l'Espagne à renouveler le traité d'*assiento* (§ 76) dont elle avait songé à se débarrasser. — L'Autriche céda au prince hispano-bourbon Philippe le duché de Parme avec Plaisance et Guastalla, confirma le roi de Prusse dans la possession de la Silésie et abandonna à la Sardaigne les provinces milanaises déjà cédées. La Bavière et la Saxe n'obtinrent aucune compensation pour leurs énormes sacrifices d'argent ni pour la dévastation de leur territoire.

## *La guerre de Sept Ans* (1756-1763).

§ 104. *Alliances.* Les huit années de paix qui suivirent la guerre de la succession d'Autriche furent employées par Frédéric à développer l'industrie, à améliorer le sort de la classe des paysans, à ranimer l'agriculture et le commerce, à perfectionner et à étendre l'organisation militaire; par Marie-Thérèse, à supprimer plusieurs abus de l'administration, à réformer le système d'éducation et de guerre et à conclure des alliances fécondes. L'impératrice ne pouvait oublier que son adversaire le plus détesté lui avait fait perdre la Silésie. C'est pourquoi elle tira parti de l'envie des autres puissances contre le rapide agrandissement de la Prusse; les railleries et les remarques piquantes de Frédéric au sujet de quelques souverains et ministres contemporains la servirent à souhait. Élisabeth de Russie, blessée des épigrammes de Frédéric contre sa conduite dépravée, et désireuse de s'emparer des provinces avantageusement situées sur les côtes de la mer Baltique, s'était laissé engager dès 1746 par son ministre Bestucheff, vendu à l'Autriche et hostile au roi de Prusse, à conclure une alliance avec Marie-Thérèse et à lui promettre de l'aider à re-

conquérir la Silésie. Cette alliance fut renouvelée, et la cour de Saxe, dont le tout-puissant ministre Bruhl voyait d'un œil d'envie la prospérité de l'État voisin, et se trouvait froissé dans sa vanité par le mépris avec lequel le grand roi parlait toujours de lui, fut attirée du côté de l'Autriche et devint le centre des négociations. En même temps Kaunitz, l'habile ministre de Marie-Thérèse, amena la cour de France, ennemie née de l'Autriche, à abandonner sa politique traditionnelle, après que la fière impératrice, si rigide sur le chapitre de la moralité et de la vertu privée, se fut abaissée au point d'écrire une lettre flatteuse à la marquise de Pompadour, la toute-puissante maîtresse de Louis XV, pour la gagner à ses intérêts. Par l'intermédiaire de la Pompadour et de ses créatures, une alliance fut conclue entre la France et l'Autriche (septembre 1755), à l'effet d'enlever ses conquêtes au roi de Prusse et de le réduire de nouveau au rang d'électeur et de margrave de Brandebourg. Ainsi la position respective des grandes puissances fut bouleversée par des motifs tout personnels. Mais l'alliance étroite de la France et de l'Autriche remplit d'inquiétude l'Angleterre qui était en querelle avec le gouvernement français au sujet d'une délimitation dans l'Amérique du Nord et amena un traité (janvier 1756) entre Frédéric II et Georges II pour écarter du sol de l'Allemagne les belligérants étrangers. La cour de France attachait aussi de l'importance aux intérêts religieux : la Prusse guerrière était considérée comme la forteresse principale du protestantisme; l'abattre ou tout au moins la réduire, c'était bien mériter du ciel.

§ 105. *Pirna.* 1756. Frédéric, exactement instruit par un secrétaire vendu du ministre Bruhl, de tous les projets formés contre lui, résolut de prévenir ses ennemis par une attaque imprévue. Avec une armée de 70,000 hommes, il envahit tout à coup la Saxe (août), s'empara de Leipzig, de Torgau, de Wittenberg et de Dresde abandonnée par le roi, et,

comme Auguste III repoussait l'alliance proposée, il institua en Saxe une administration prussienne. Ainsi les ressources du pays fertile tombèrent au pouvoir de Frédéric; les arsenaux furent ouverts à l'armée prussienne, les armes et l'artillerie transportées à Magdebourg; les impôts et tous les revenus publics furent saisis par Frédéric. Le roi répondit aux exhortations et aux plaintes impériales en publiant les documents trouvés à Dresde sur les plans de ses adversaires. Les troupes saxonnes occupaient à Pirna sur l'Elbe une forte position; la famine seule aurait pu les forcer à se rendre. Frédéric les cerna avec une partie de son armée, et s'avança avec l'autre à la rencontre du feld-maréchal autrichien Brown qui accourait de Bohême à leur secours (1er octobre 1756). Avec des troupes de beaucoup inférieures en nombre, il lui fit subir une défaite à Lowositz; les troupes saxonnes affamées durent alors capituler (15 octobre). Quatorze mille braves combattants furent faits prisonniers de guerre. Frédéric les contraignit d'entrer au service de la Prusse; mais à la première occasion, ils s'enfuirent par bandes en Pologne où la cour de Saxe se tint pendant toute la guerre. Frédéric séjourna à Dresde et exigea du pays conquis beaucoup d'argent et de recrues.

§ 106. *Prague. Rosbach. Leuthen* (1757). Les malheurs de la Saxe furent mis à profit pour représenter le roi sous les couleurs les plus noires et lui susciter de nouveaux ennemis. Des troupes arrivèrent de toutes parts pour écraser la Prusse et en diviser les

provinces. La Suède, dont le gouvernement aristocratique agissait sous l'inspiration de la France et l'empire allemand qui voyait dans la prise de possession de la Saxe une violation du repos public, se joignirent aux adversaires de la Prusse. Frédéric laissa à ses confédérés (Angleterre, Hanovre, Brunswick, Hesse-Cassel et Gotha) la lutte contre les Français, qui perdirent dans cette guerre toute leur ancienne réputation militaire; il envoya une partie de ses propres soldats contre les Russes qui avaient envahi la Prusse et qui battirent bientôt la petite armée, et lui-même s'avança en Bohême contre les Autrichiens. Les vaillants efforts de ses troupes et la mort héroïque de Schwérin assurèrent à Frédéric la *victoire* brillante mais chèrement achetée, *de Prague* (6 mai 1757). La capitale résista pourtant à tous les assauts et dès le mois suivant la défaite de Kollin (18 juin) enleva au roi de Prusse tous ses avantages. Frédéric avait perdu 20,000 combattants dans cette victoire et dans cette défaite. Son humeur assombrie avant et après la dernière bataille témoignait des soucis qui le dévoraient. Poursuivi par les Autrichiens, il partit avec le reste de ses troupes pour la haute Lusace; mais bientôt il se tourna contre les Français qui s'avançaient de concert avec l'armée impériale et qui se disposaient précisément à prendre leurs quartiers d'hiver en Saxe, après avoir battu à Hastenbeck les troupes alliées de Frédéric et obligé l'inhabile général anglais Cumberland à accepter une convention humiliante. Le prince de Soubise, favori de la Pompadour

et compagnon de débauches de Louis XV, se trouvait sur la Saale avec des forces imposantes, lorsque Frédéric fit une attaque imprévue et remporta une brillante victoire à la *bataille de Rosbach* (5 novembre 1557). L'armée française abandonna ses bagages richement pourvus d'articles de mode et de luxe, et suivit, dans une fuite désordonnée, l'armée impériale commandée par le prince de Hildburghausen, qui s'était retirée en hâte dès le commencement du combat. Depuis lors, Frédéric fut le héros du jour aux yeux des patriotes et l'orgueil de l'Allemagne protestante. Cependant, les Autrichiens avaient fait des progrès en Silésie. Winterfeldt, confident de Frédéric, était tombé; Schweidnitz et Breslau, avec leurs magasins et leurs arsenaux remplis, étaient entre les mains des ennemis; beaucoup de vaillants Prussiens avaient été faits prisonniers de guerre. Frédéric parut et il amena bientôt un complet revirement de situation. Par ses savantes dispositions, il gagna la *bataille de Leuthen* (5 décembre) sur un ennemi trois fois plus nombreux que commandait Daun, et reprit Breslau et toute la Silésie. Cependant la guerre écrasait le nord de l'Allemagne : la Prusse était infestée par des bandes russes et la Poméranie était épuisée par l'armée suédoise qui y restait inactive; en Hanovre, en Brunswick et en Hesse-Cassel, l'immoral duc de Richelieu, qui cherchait par des extorsions et des contributions de guerre à se créer de nouvelles ressources pour subvenir à ses prodigalités et à ses orgies, opprima le pays d'une façon tellement révol-

tante, que la cour de France en eut honte et le rappela.

§ 107. *Zorndorf*, *Hochkirch* (1758). En Angleterre, Frédéric était l'idole du peuple depuis la bataille de Rosbach. C'est pourquoi le ministère, dans lequel Pitt (lord Chatham) exerçait la plus grande influence, résolut de renoncer à la convention récente, de fournir plus largement au roi de Prusse des hommes et de l'argent, et de lui laisser le choix du général. Frédéric désigna comme chef de l'armée alliée Ferdinand de Brunswick qui, au commencement du printemps, repoussa les Français au delà du Rhin, les battit à la bataille de Crefeld (23 juin 1758) et préserva pendant tout l'été l'Allemagne du nord de leurs incursions. Les Russes s'étaient retirés subitement, parce que Bestucheff, persuadé que l'impératrice Élisabeth succomberait à la maladie dangereuse dont elle était atteinte, voulait tirer parti du prochain changement de règne pour exclure le grand-duc Pierre (de Holstein-Gottorp) qu'il haïssait. Mais lorsque Élisabeth fut guérie et qu'elle eut connaissance de ce dessein, elle exila Bestucheff et envoya Fermor sur l'Oder avec des forces considérables. La Prusse fut occupée et, comme si l'on était déjà sûr de cette proie, on obligea la bourgeoisie de Kœnigsberg à prêter le serment de fidélité. Puis les troupes sauvages entrèrent dans le Brandebourg, réduisirent Custrin en cendres, incendièrent, pillèrent et dévastèrent le pays. De la Moravie, où il s'était retiré au printemps après la conquête de Schweidnitz, dernière possession des Autrichiens en Silésie, Fré-

déric fit une retraite remarquable sur l'Oder et empêcha les Russes de pénétrer plus avant en gagnant sur eux la *bataille de Zorndorf* (25 août 1758), grâce surtout à l'habileté du brave commandant de la cavalerie Seydlitz, le héros de Rosbach. Frédéric voulut ensuite porter secours en Saxe à son frère Henri, serré de près par les Autrichiens ; mais surpris dans une position défavorable par l'armée de Daun, supérieure en nombre, il perdit dans l'affaire de Hochkirch (14 octobre) toute son artillerie et bon nombre de braves soldats. Pourtant, il opéra, par une marche habile, sa jonction avec Henri et chassa de nouveau les ennemis de la Silésie et de la Saxe.

§ 108. *Kunersdorf* (1759). Mais bientôt un nouvel orage s'amassa sur la tête de Frédéric. Tandis que la Prusse était épuisée d'hommes et d'argent, et que le roi ne parvenait que par des levées oppressives de jeunes recrues inexpérimentées à combler les vides que les batailles avaient faits dans son armée, Marie-Thérèse obtint de l'intelligent ministre Choiseul, influent auprès du roi et de madame de Pompadour, une nouvelle promesse de riches subsides et de troupes considérables, et Élisabeth chercha à effacer par des victoires le souvenir de Zorndorf et envoya contre la Prusse de nouvelles forces commandées par Soltikoff. La force de Frédéric reposait sur l'enthousiasme du peuple pour le héros et sur l'admiration des gens instruits pour le monarque libéral et éclairé, admiration qui ne fut nulle part aussi grande qu'en France, d'où l'on pouvait conclure que la politique du gouvernement n'était pas en

harmonie avec les sympathies et les souhaits de la nation. Un corps d'armée que Frédéric envoya contre les Russes pour empêcher leur jonction avec les Autrichiens, fut battu à Zullichau (juillet 1759), et lorsque lui-même attaqua ses adversaires réunis sur l'Oder, il fut vaincu à la sanglante *bataille de Kunersdorf* (12 août), après avoir déjà repoussé les Russes. La défaite que lui firent subir les Autrichiens sous la conduite du général Laudon fut si complète, qu'il commença à désespérer du succès de la guerre et qu'il appela la mort de ses vœux. « Tout est perdu, » écrivit-il à son ministre Finkenstein; « sauvez la famille royale; adieu pour toujours! » Parmi les nombreuses victimes qui couvrirent le champ de bataille de Kunersdorf, se trouvait le poète pastoral Ewald de Kleist, chantre et héros en même temps. Ainsi se réalisa ce qu'il avait pressenti en disant : « Peut-être aussi mourrai-je un jour pour la patrie. » La route de Berlin était ouverte devant l'ennemi; mais la désunion des Russes et des Autrichiens les empêcha de profiter de la victoire comme le désirait Marie-Thérèse. En revanche, Dresde, et, après la malheureuse capitulation de Maxen (21 novembre), où 12,000 Prussiens furent faits prisonniers, d'autres parties encore de la Saxe furent perdues pour Frédéric, qui ne sauva le reste que grâce aux hésitations du feld-maréchal Daun, dont la stratégie méthodique laissait souvent au roi impétueux le temps de reprendre haleine. — Cependant, les alliés de Frédéric, sous le commandement de Ferdinand de Brunswick, avaient combattu les Français avec plus

de succès. A la vérité, le duc de Broglie l'avait emporté à la bataille de Bergen près de Francfort-sur-Mein (13 avril 1759); mais la victoire éclatante de Ferdinand à Minden (1er août) refoula l'armée française au delà du Rhin et sauva la Westphalie et le Hanovre.

§ 109. *Liegnitz, Torgau* (1760). Ces malheurs avaient tellement affaibli l'armée prussienne, que le roi, à la reprise des hostilités, dut, contre son habitude, se tenir sur la défensive. A la vérité, la réputation de Frédéric et l'habileté de ses racoleurs amenaient de toutes parts des troupes de recrues sous les drapeaux de la Prusse; mais le talent même de Frédéric ne pouvait suppléer entièrement au départ d'officiers instruits et de soldats rompus au métier des armes. Pour couvrir les frais de la guerre, il dut recourir aux impôts les plus oppressifs et frapper des monnaies de bas aloi. Tandis que, observé par l'armée de Daun, il s'arrêtait en Saxe et cherchait vainement à reprendre Dresde, il perdit la Silésie après la défaite, d'ailleurs honorable, du brave Fouquet à Landshut (5 juin 1760). Frédéric alors livra la Saxe pour regagner la Silésie; et quoique deux armées autrichiennes s'efforçassent de faire échouer son dessein, il atteignit son but par la brillante *victoire de Liegnitz* (15 août) qu'il remporta sur les troupes de Laudon, et empêcha la réunion des forces autrichiennes et des forces russes. Par contre, il ne put détourner les troupes austro-russes d'envahir la Marche, d'occuper Berlin et de dévaster le pays héréditaire du roi, jusqu'au moment où la

nouvelle de l'approche de Frédéric les mit précipitamment en fuite. Daun prit alors une forte position sur une hauteur voisine de l'Elbe pour passer l'hiver en Saxe, tandis que Soltikoff semblait disposé à conduire ses Russes en Brandebourg. Pour déjouer leurs plans, Frédéric eut la témérité d'attaquer le camp de Daun. Par la *victoire de Torgau* (3 novembre), péniblement gagnée avec le concours de Ziethen, le roi de Prusse rentra en possession de la Saxe et put prendre ses quartiers d'hiver à Leipzig ; mais 14,000 guerriers n'avaient plus besoin de logement; le camp de Daun leur avait servi de lieu de sépulture.

§ 110. *Embarras de Frédéric* (1761). Frédéric semblait alors près de succomber aux malheurs qui vinrent l'accabler de toutes parts. Dresde et une partie de la Saxe étaient au pouvoir de Daun ; par la possession de la forteresse de Glatz, Laudon avait un point d'appui dans la haute Silésie ; la Prusse était entre les mains des Russes ; les Suédois campaient en Poméranie et deux armées françaises de plus de 150,000 hommes marchaient sur le Rhin. A ces forces ennemies, Frédéric n'avait à opposer que de faibles armées, composées de soldats inexpérimentés ; et comme lord Bute, le favori du nouveau roi d'Angleterre, Georges III, avait retiré les subsides au roi de Prusse, celui-ci ne pouvait subvenir aux dépenses d'une nouvelle campagne qu'en pressurant les provinces qui lui étaient encore soumises, et particulièrement Leipzig. De plus, le nombre de ses ennemis s'augmenta par l'accession de l'Espagne

qui, alliée de la France depuis l'avénement de Charles III, le fut encore davantage par la ligue de famille que Choiseul conclut bientôt après entre toutes les cours bourbonniennes (15 août 1761). Mais Frédéric tint tête courageusement et résolûment à tous les dangers. Tandis que le prince Henri défendait avec habileté et succès la Saxe contre Daun, Ferdinand de Brunswick et son neveu du même nom empêchaient, à l'ouest de l'Allemagne, les Français indisciplinés de pénétrer plus avant; Frédéric lui-même chercha à chasser les Autrichiens de la Silésie et à prévenir leur jonction avec les Russes. Cette dernière tentative échoua, à la vérité; mais la jalousie que la gloire de Laudon causait au général russe empêcha, après leur réunion, toute entreprise en commun. En revanche, Laudon, après l'assaut de la forteresse de Schweidnitz, se rendit maître de la haute Silésie, et les Russes conquirent Kolberg et une partie de la Poméranie. Le désespoir et la tristesse de Frédéric se trahirent dans ses lettres à ses amis et dans ses poésies. La Silésie semblait devoir appartenir à l'Autriche, et la Prusse à la Russie.

§ 111. *Revirement et conclusion de la paix* (1762 et 1763). Au moment où l'embarras de Frédéric était à son comble, l'impératrice Élisabeth mourut (5 janvier 1762), et son neveu Pierre III, le plus grand admirateur du roi de Prusse, monta sur le trône. Ce changement de règne amena sur-le-champ un revirement de situation. Pierre, souverain débonnaire, mais inconsidéré, poussait si loin son enthousiasme pour Frédéric, qu'il portait un uniforme prussien ; il

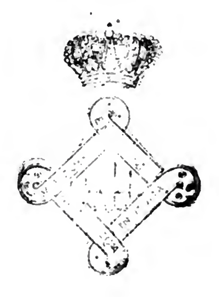
mit aussitôt les prisonniers de guerre en liberté, et, dans une paix conclue en hâte, non seulement il restitua tout ce qui avait été conquis, mais il conclut avec Frédéric une alliance offensive et défensive (15 mai 1762) par suite de laquelle une armée russe se joignit aux Prussiens. La Suède aussi refusa sa participation à une guerre qui ne pouvait rapporter au pays ni honneur ni profit. A la vérité, Pierre III qui, malgré les sages avertissements de Frédéric, avait excité les Russes contre lui par la transformation du système militaire de l'empire selon le mode prussien, et par d'imprudentes innovations dans l'État et dans l'Église, fut assassiné par quelques nobles (Orloff), après six mois de règne, à l'instigation ou du moins au su de son épouse Catherine, princesse d'Anhalt, que Pierre maltraitait à cause de sa mauvaise conduite (14 juillet 1762); mais Catherine II, qui s'empara du pouvoir au nom de son fils Paul, confirma la paix conclue. Par contre, elle rompit l'alliance avec Frédéric et rappela ses troupes. Seulement, avant son départ, le général russe, dévoué au roi de Prusse, l'aida encore à gagner contre Daun la bataille de Bukersdorf; Frédéric reconquit alors, mais non sans peine, Schweidnitz et la majeure partie de la Silésie, tandis que le prince Henri, Seydlitz, Kleist et d'autres purgeaient la Saxe des troupes impériales et que le prince Ferdinand de Brunswick, après la prise de Cassel, refoulait les Français au delà du Rhin. Le peuple allemand, dont le territoire avait été dévasté, l'industrie et l'agriculture ruinées, demanda la paix à grands cris. Lorsque le colonel

Kleist parcourut la Franconie, incendia Bamberg et Nuremberg et menaça Ratisbonne, les princes allemands furent saisis d'effroi et renoncèrent presque tous à la ligue contre Frédéric. L'Autriche même était épuisée par cette longue guerre; aussi Marie-Thérèse ne résista pas plus longtemps au vœu général. Un armistice conclu entre la Prusse, la France et l'Autriche (6 novembre), fut employé à des négociations qui amenèrent, au commencement de l'année suivante, la paix de Paris et, quelques jours après, la paix d'Hubertsbourg (21 février 1763), qui garantissait au roi de Prusse la possession de la Silésie en retour de la restitution de toutes les autres conquêtes. Depuis lors, la Prusse prit rang parmi les cinq grandes puissances européennes.

Cependant, la France luttait contre l'Angleterre en Amérique et en Europe. Lorsque l'île de Minorque, cédée à l'Angleterre par la paix d'Utrecht, fut conquise par le duc de Richelieu (juin 1756) et qu'en Amérique aussi, les troupes de l'Angleterre, composées de Hanovriens et des Hessois achetés, combattirent avec peu de succès, la nation manifesta son mécontentement d'une façon si ouverte, que le ministère résolut d'apaiser le peuple par un sacrifice. Il rejeta la faute de la perte de Minorque sur la conduite lâche et inepte de l'amiral Byng, le fit condamner par un conseil de guerre et fusiller au mât de son navire. — Mais ce fut seulement quand William *Pitt* arriva aux affaires (1759) que les choses prirent une autre tournure. Des généraux anglais conquirent Québec où le général vainqueur Wolf mourut héroïquement, et occupèrent le Canada; des amiraux anglais battirent les flottes françaises et entravèrent l'exportation vers l'Amérique. Comme l'Espagne, étroitement liée à la France depuis le pacte de famille de **1761**, prenait aussi part à la guerre, beaucoup d'îles des Indes occi-

dentales lui furent enlevées par l'Angleterre. Mais Pitt fut écarté par l'influence de lord Bute; le ministère anglais rompit le traité avec la Prusse et entra ensuite en négociations avec la France et l'Espagne. Dans la paix de Paris (1763), l'Angleterre fut largement indemnisée en obtenant le Canada et la Floride (en retour la Louisiane fut cédée par la France à l'Espagne), ainsi que l'île de Grenade; sa puissance navale s'était augmentée, mais en même temps sa dette s'était accrue.

FIN.



# TABLE DES MATIÈRES

---